

**LES ADOLESCENTS, LEURS LOISIRS**



**les cahiers  
de l'animation**

**23**

INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE



L'Institut National d'Éducation Populaire est un établissement public qui dépend de la Direction de la Jeunesse et des Activités Socio-Éducatives du Ministère de la Jeunesse des Sports et des Loisirs. Il contribue au perfectionnement de ceux qui, à titre bénévole ou professionnel, exercent des fonctions importantes dans l'animation. Il organise des stages de formation et de perfectionnement, des journées d'études, des colloques nationaux et internationaux sur les problèmes de Jeunesse, d'Éducation Continue, de Loisirs et d'Animation.

S'adresser pour le calendrier des activités à M. le Directeur de l'Institut National d'Éducation Populaire - Département de la Formation et des Stages.

L'Institut National d'Éducation Populaire édite 3 séries de « Documents de l'I.N.E.P. » :

Série I : Documentation

Série II : Études et Recherches

Série III : Documents iconographiques

Le Département des Études, de la Recherche et de la Documentation de l'Institut National d'Éducation Populaire a été créé en 1971 pour contribuer à la qualification des activités socio-éducatives par la diffusion d'études et de recherches théoriques et appliquées sur la formation à l'animation et sur l'animation. Le Département des Études, de la Recherche et de la Documentation édite une revue : « Les Cahiers de l'Animation ». Cette revue entend être l'instrument d'échanges et de liaisons entre chercheurs, experts, formateurs et créateurs socio-culturels.

Pour l'achat des « Documents de l'I.N.E.P. » et l'abonnement aux « Cahiers de l'Animation » (4 fois par an - 100 pages), s'adresser à l'Institut National d'Éducation Populaire - Service des publications. Tél. : 958 49 98.

Le service de documentation de l'I.N.E.P. est ouvert aux chercheurs, formateurs, experts et animateurs du lundi au vendredi, de 9 h à 19 h, et le samedi de 10 h à 12 h.

Directeur de la publication : A. Delsol

Directeur de la rédaction : R. Labourie

Rédactrice en chef : G. Poujol

Secrétaire de rédaction : A. Dozol

Rédaction : P. Besnard, M. Boulanger, J.F. Chosson, R. Dujardin, F. Fouquet, P. Gallaud, G. Gentil, C. Guérin, C. Huet, L. Kellermann, R. Lachat, J. Le Veugle, I. Lochard, F. de Manoel, B. Miege, J.M. Mignon, A. Oberti, B. Sachs, M. Simonot, C. Vincent, N. des Ylouses.

Maquette de la couverture : M. Violette.



# Sommaire

<b>Renseignements, abonnements</b> . . . . .	I à X
<b>Raymond LABOURIE</b> De l'errance éducative à l'invention collective du loisir éducatif des adolescents . . . . .	1
<b>Gérard CLOZIER</b> Le loisir des adolescents : attitudes et inventions . . . . .	3
<b>Patrick GALLAUD</b> Les adolescents, ils ne veulent rien faire . . . . .	23
<b>Jean-Charles LAGREE</b> L'adolescence dans les équipements socio-culturels . . . . .	31
<b>Bertrand SACHS</b> A propos des adolescents... ou libres propos d'animateurs . . . . .	45
<b>Rémi DUJARDIN</b> Les adolescents en chiffres . . . . .	57
<b>Bertrand SACHS</b> Entre conformisme et mutation : les jeunes d'aujourd'hui . . . . .	67
<b>Annie OBERTI</b> Les jeunes et la télévision . . . . .	77
<b>Rémi DUJARDIN</b> Les bals en France et l'action socio-culturelle . . . . .	83
<b>Serge QUADRUPANI</b> Les journaux lycéens . . . . .	87
<b>Alain FOURMENT</b> La presse des jeunes d'hier et d'aujourd'hui . . . . .	95
<b>Patrick GALLAUD</b> La presse associative et la presse commerciale pour adolescents . . . . .	109
<b>INFORMATIONS</b>	
<b>Vie associative</b> : Colloque de Lille (A.D.A.P.) – A.T.D. Quart Monde . . . . .	129
<b>Formation et animation</b> : Symposium de Lyon (Conseil de l'Europe) . . . . .	133
<b>Audio-visuel et animation</b> : L'éducation télévisuelle (Cahiers de l'Animation N° 24) . . . . .	138
<b>Notes documentaires</b> : Analyses d'ouvrages et de revues. – Nous avons reçu – Livres reçus en service de presse par la bibliothèque . . . . .	141



## Sommaire

Monsieur André DELSOL, Inspecteur Général de la Jeunesse et des Sports, prenant sa retraite, a cessé ses fonctions de Directeur de l'Institut National d'Education Populaire au 31 mars 1979.

Le Comité de Rédaction des Cahiers de l'Animation tient à lui dire sa reconnaissance pour la compréhension et les encouragements apportés à l'élaboration de cette revue.

Grâce à lui, le Département des Etudes de la Recherche et de la Documentation a pu intensifier ses efforts, et les Cahiers de l'Animation ont pu connaître une croissance qualitative et quantitative au bénéfice de tous ceux qui sont concernés par l'animation, la formation et l'organisation des loisirs des jeunes.

Monsieur DENY, Inspecteur Principal de la Jeunesse et des Sports, devient le nouveau Directeur de l'Institut National d'Education Populaire. A ce titre, il assurera désormais la direction des publications de l'I.N.E.P.



INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE  
PRIVAT - Collection SCIENCES DE L'HOMME

---

## LES CULTURES POPULAIRES

à paraître en Mai 1979

*Actes des Journées d'études tenues  
à l'INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION  
POPULAIRE en DECEMBRE 1977*

Dans cet ouvrage collectif des chercheurs de toutes disciplines :  
anthropologues, sociologues, théologiens, historiens et des animateurs  
s'interrogent sur la persistance et l'apparition de formes différenciées  
d'expression culturelle.

Ont apporté leur collaboration à cet ouvrage :

Maurice AGULHON – Michel BASSAND – Jean-Claude BARTHEZ –  
Pierre BELLEVILLE – Pierre BESNARD – Eve CERF – Michel de  
CERTEAU – Andrée CHAZALETTE – Joffre DUMAZEDIER –  
Walter J. HOLLENWEGER – Maurice IMBERT – Raymond LABOURIE –  
Jean-Charles LAGREE – Geneviève POUJOL – Evelyne RITAINE –  
Erica SIMON – Arlindo STEFANI – Catherine VINCENT – Geneviève  
ZARATE –

---

INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE  
PRIVAT - Collection SCIENCES DE L'HOMME



## LES CULTURES POPULAIRES

### SOMMAIRE

Avant-Propos par Raymond LABOURIE

#### Titre I : Réflexions théoriques.

- Chapitre I : LES CULTURES POPULAIRES, sous produits culturels ou cultures marginalisées ? par Maurice IMBERT.
- Chapitre II : PRATIQUES QUOTIDIENNES, par Michel de CERTEAU.
- Chapitre III : LA RESISTANCE A L'INCULCATION, Résistants ou handicapés ? par Geneviève POUJOL.
- Chapitre IV : CULTURE POPULAIRE OU CULTURE DOMINEE, par Jean-Claude BARTHEZ.
- Chapitre V : LA CULTURE POPULAIRE, DISCOURS ET THEORIES, quelques hypothèses sur la Domination Culturelle par Pierre BESNARD.
- Chapitre VI : CULTURE VIVANTE ET POUVOIRS, par Joffre DUMAZEDIER.

#### Titre II : Des cultures différenciées.

- Chapitre VII : SOCIABILITE POPULAIRE ET SOCIABILITE BOURGEOISE, par Maurice AGULHON.
- Chapitre VIII : ATTITUDES CULTURELLES ACTUELLES DES TRAVAILLEURS MANUELS, par Pierre BELLEVILLE.
- Chapitre IX : MILIEU POPULAIRE ET ANIMATION, par Andrée CHAZALETTE.
- Chapitre X : CULTURES ORALES ET MEDIA, par Arlindo STEFANI.
- Chapitre XI : LE LIVRE ORAL, Portées sociale, politique et théologique des religions orales, par Walter J. HOLLENWEGER.
- Chapitre XII : LES CULTURES ORALES, HIER ET AUJOURD'HUI, par Geneviève ZARATE.
- Chapitre XIII : CULTURE ET DYNAMIQUE SOCIO-POLITIQUE, le séparatisme jurassien, par Michel BASSAND.
- Chapitre XIV : SENS ET IMPUISSANCE, les cultures régionales comme recours symbolique, par Evelyne RITAINE.
- Chapitre XV : MANIPULATION DE LA CULTURE POPULAIRE EN ALSACE, par Eve CERF.
- Chapitre XVI : CULTURE POPULAIRE - CULTURE NATIONALE, L'Université Populaire Scandinave, par Erica SIMON.
- Chapitre XVII : PRODUCTION CULTURELLE ET MOUVEMENTS SOCIAUX, Bandes, Beatniks, Hippies, par Jean-Charles LAGREE.

BIBLIOGRAPHIE par Catherine VINCENT.



PRIVAT - Collection SCIENCES DE L'HOMME  
 INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE

Offre valable jusqu'à la mise en vente en librairie en Mai 1979

---

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner aux Services de publication de :

l'INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE  
 78160 - MARLY-LE-ROI

accompagné d'un chèque à l'ordre de Monsieur l'Intendant  
 de l'I.N.E.P. (pas de virement direct au C.C.P.)

Je désire recevoir franco de port, dès sa publication :

..... exemplaire(s) de l'ouvrage LES CULTURES POPULAIRES

Au prix spécial de 47,00 F + 4,00 F (frais) = 51,00 F.

Ci-joint un chèque ou mandat de :                      F. x                      =                      F.

L'ouvrage doit être envoyé :

NOM et PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

---

INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE  
 PRIVAT - Collection SCIENCES DE L'HOMME





INSTITUT NATIONAL  
D'EDUCATION POPULAIRE  
78160 MARLY LE ROI

Département de la Formation  
et des Stages  
Tél. : 958.41.97

## STAGE IMAGE ET LANGAGE

11 au 18 Juin 1979

---

Portraits en images, portraits littéraires.

On se propose sur le cas concret du portrait, d'étudier ce que peuvent dire, représenter ou signifier l'image d'une part, le langage d'autre part, ou leur conjonction.

On tentera par exemple de mesurer : la part de ressemblance dans un cas, de dénotation dans l'autre ; la part d'imaginaire introduite par les qualités spécifiques d'une écriture, d'un style.

Des thèmes tels que un auto-portrait écrit et photographié, le portrait d'un personnage de la littérature, la description d'une image, etc. feront l'objet de séances de prises de vues et d'exercices d'écriture.

Les notions de réel, d'objectivité, la manière dont ces notions varient au cours des époques, comment une écriture ou un style véhiculent une idéologie, alimenteront les discussions.

Toutes questions que posent d'une façon évidente les médias, au même titre que la bibliothèque et le musée.

Des lectures, des visites d'exposition compléteront ces travaux de stage.

*Serge LAGRANGE et Edmée CLOQUET, Conseillers Techniques et Pédagogiques - Photographie auxquels pour la partie littéraire, se joindra Michel BOULANGER, Conseiller Technique et Pédagogique de littérature.*



## ABONNEMENT 1979 A LA REVUE "LES CAHIERS DE L'ANIMATION"

Pour tout abonnement ou achat par correspondance, s'adresser à l'Institut National d'Education Populaire, Service des Publications, 11, rue Willy Blumenthal, 78160 MARLY LE ROI.

Tout abonnement part du 1er janvier de l'année en cours.

Le montant est de 60,00 F (quatre numéros) pour la France  
et de 70,00 F pour l'étranger.

Prix du numéro : 25,00 F

- Pour vous abonner, remplir le bulletin ci-dessous et **le joindre** à votre chèque postal (3 volets) ou chèque bancaire à l'ordre de :

— M. l'Intendant de l'I.N.E.P.

- Précisez si vous désirez auparavant une facture en plusieurs exemplaires. Ne manquez pas de rappeler l'objet du règlement, le nom et l'adresse de la (ou des) personne (s), abonnée (s), **lors de ce règlement.**



### BULLETIN D'ABONNEMENT AUX "CAHIERS DE L'ANIMATION"

(à renvoyer à : I.N.E.P.- Service des Publications, 11, rue Willy Blumenthal - 78160 Marly-le-Roi)

Adresse du destinataire :

Envoi de la facture à :

Nom : M.Mme.Mlle .....

Nom : .....

.....

.....

Profession : .....

.....

N° : ..... Rue : .....

N° : ..... Rue : .....

.....

.....

Code postal : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Ville : .....

.....

.....

**Pour la France :**

- Chèque ou virement postal (3 volets) à l'ordre de M. l'Intendant de l'I.N.E.P.

- Nombre d'abonnement(s) souscrit(s) .....

N'envoyez pas votre chèque à votre C.C.P. mais joignez-le à ce bulletin. Merci.

**Pour l'étranger :**

- Chèque en francs français à l'ordre de M. l'Intendant de l'I.N.E.P.

**N.B.** Les mandats internationaux ne sont pas acceptés. **Joindre dans tous les cas le chèque au bulletin.** Pour les règlements sur facture, rappeler l'objet de l'abonnement, le nom, l'adresse de la (ou des) personne (s) abonnée (s) au moment du règlement, le nombre d'exemplaires à envoyer.



## LES ADOLESCENTS

- Pratiques de loisirs
- Valeurs
- Comportements

Document de l'I.N.E.P., numéro XXVI,  
réalisé par Patrick GALLAUD et Bertrand SACHS, 1978, 180 p.

Malgré la multiplicité des sondages, des interrogations ou des jugements sur la jeunesse, l'adolescence (les 13-18 ans) semble être la classe d'âge la plus ignorée par notre société.

Donnant la primauté à des opinions relatives à l'argent, la politique, le bonheur, le sens de la vie (sujets sur lesquels il est impossible de répondre par un mot ou une formule et pour lesquels opinions et comportements sont loin de coïncider), les sondages sur les adolescents traitent rarement des comportements effectifs ou des pratiques durant le temps du loisir.

Ce dossier vise à contribuer à une meilleure connaissance des différents aspects de la classe d'âge des adolescents, il souhaite faciliter la compréhension des attitudes de désaffection ou de refus des adolescents à l'égard des activités socio-éducatives qui leur sont proposées, afin de stimuler les adaptations et les innovations qui s'avèrent indispensables.

Le dossier comprend deux parties :

- 1) **Une étude monographique** effectuée par le Département des Etudes, de la Recherche et de la Documentation de l'Institut National d'Education Populaire sur une ville moyenne de 54 000 habitants où le contraste entre le grand nombre d'équipements socio-éducatifs et le petit nombre d'adolescents concerné est significatif d'une situation fort répandue. Ce constat se prolonge par la proposition – pour cette municipalité et à sa demande – de nouvelles orientations destinées à mieux prendre en compte les aspirations des adolescents dans le domaine du loisir socio-éducatif.
- 2) **Une anthologie thématique.** Le choix des textes rassemblés dans cette anthologie a pour objectif de présenter de façon synthétique, à travers des extraits de livres et d'articles de revues ou de journaux, l'état actuel des réflexions, des recherches et des "discours" sur les valeurs, les comportements et les pratiques de loisir des "jeunes".

*On peut se procurer ce document en adressant 30 Francs (+ 3 Francs de frais) à l'ordre de M. l'Intendant de l'Institut National d'Education Populaire, par chèque postal ou bancaire. Envoyer la commande accompagnée du chèque à :*

L'INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE  
SERVICE DES PUBLICATIONS  
78160 - MARLY LE ROI



**LES CAHIERS DE L'ANIMATION N° 22****PROFESSIONS D'ANIMATEURS?****Geneviève POUJOL**

Les animateurs en chiffres

**Pierre MOULINIER**

Les animateurs vacataires ou l'indépendance pédagogique

**P. LOUPIAS - J.F. CHOSSON**

Les quatre langages de l'animateur ou Sigismond en quête d'une demeure

**Claude PARE**

Les animateurs de la S.N.C.F.

**Pierre GAUDIBERT**

Animateurs et créateurs à Grenoble

**Chantal GUERIN**

Une profession d'animateur est-elle possible ?

**Michel SIMONOT**

Un métier ! Pour quelles activités

**Isabelle LOCHARD**

Professions d'animateurs. Bibliographie sélective

*On peut se procurer ce numéro spécial en s'adressant à :*

*INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE*

*Service des Publications*

*78160 MARLY-LE-ROI*

*en joignant à la commande un chèque de 20 F à l'ordre de Monsieur l'Intendant de l'Institut National d'Education Populaire.*



BULLETIN DE COMMANDE DES DOCUMENTS DE L'I.N.E.P.

Institut National d'Education Populaire Service des Publications - 78160 MARLY-LE-ROI

NOM (en capitales) ..... Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

.....

- Commande les "Documents de l'I.N.E.P." suivants :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Frais 3,00 F

Total

Chèque (postal ou bancaire) à l'ordre de M. l'Intendant de l'I.N.E.P. à joindre à ce bulletin

A facturer en ..... exemplaires.

Adresse du destinataire

Envoi de la facture à

Nom : M. Mme. Mlle. ....

Nom : .....

.....

.....

Profession : .....

.....

N° : ..... Rue : .....

No : ..... Rue : .....

.....

.....

Code postal .....

Code postal : .....

Ville : .....

Ville : .....

.....

.....



## COLLECTION "DOCUMENTS DE L'I.N.E.P."

## SERIE ETUDES ET RECHERCHES

- I DROUARD (H.), LABOURIE (R.), OBERTI (A.), POUJOL (G.).—  
Le public d'une institution de formation socio-éducative. Profils sociologiques, attitudes à l'égard de la formation, opinion à l'égard du secteur socio-éducatif (Enquête de l'I.N.E.P. 1970-71).— 1973. 15 F.
- XV GUERIN (C.).— Etudes sur le C.A.P.A.S.E.— 1975 15 F.
- XVII OBERTI (A), GELIN (J.), DROUARD (H.).— Quelques animateurs municipaux et leur municipalité.— 1975 15 F.
- XX TITMUS (C.).— L'éducation des Adultes et l'éducation communautaire en Grande-Bretagne.— Actes des Journées d'Etudes sur l'éducation des adultes en Grande-Bretagne, INEP 1975-1977 20 F.
- XXI Eléments pour l'histoire de l'Education populaire. Actes du Colloque I.N.E.P. d'avril 1975.— 1976 20 F.
- XXIII HERRMANN (Jean).— Entre la lyre et le compas. Notes pour une scénographie de l'espace ludique.— 30 F.
- XXVI GALLAUD (P.), SACHS (B.).— Les adolescents. Pratique de loisirs. Valeurs. Comportements. - 1) Les loisirs socio-éducatifs des adolescents à Laval. Bilan et propositions. - 2) Choix de textes et de documents. — 1978 30 F.

## SERIE DOCUMENTATION

- VIII GUIRONNET (R.).— Matériaux audio-visuels pour la formation socio-éducative.— Catalogue sélectif 3<sup>e</sup> édition 1978 tome I 20 F.
- XXII 2<sup>e</sup> édition 1978 tome II 20 F.
- XVI POUJOL (G.), DOZOL (A.).— La formation aux carrières socio-éducatives. Les établissements de formation professionnelle d'animateurs. Edition 1978. Cahiers de l'animation, hors série. 20 F.
- XXIV SACHS Bertrand.— Les centres d'information pour les jeunes. Conception - Fonctionnement - Financement.— 1977 20 F.

## SERIE ICONOGRAPHIQUE

A paraître

- XXV VIOLETTE (M.), LAJUDIE (G.), BOUTEILLE (B.), PRUDAT (A.L.).— Formes animées, marionnette théâtre d'animation. Expériences de formation par la création.



## LES CENTRES D'INFORMATION POUR LES JEUNES

### Conception - Fonctionnement - Financement

Bertrand SACHS.— Document de l'I.N.E.P. numéro XXIV, 1977, 97 p.

Ce document est destiné à toutes les personnes et institutions qui se préoccupent de l'information des jeunes. Il a pour objectif de faciliter la mise en place de nouveaux centres d'information à partir de la description détaillée, sous forme de fiches techniques, de la conception, du fonctionnement et du financement de cinq centres à vocation municipale, départementale ou régionale. Ces fiches et les commentaires qui concluent le document devraient permettre à de futurs gestionnaires et animateurs de centres d'information pour les jeunes de se préparer à leur tâche en prenant connaissance de réalisations qui se différencient par leur "esprit" et par les moyens mis en œuvre.

On peut se le procurer en adressant 20 + 3 F à M. l'Intendant de l'I.N.E.P. par chèque postal ou bancaire.

Institut National d'Education Populaire  
Service des Publications  
78160 Marly-le-Roi  
958-49-98

## ELEMENTS POUR L'HISTOIRE DE L'EDUCATION POPULAIRE

### Actes du Colloque I.N.E.P. d'avril 1975

Document de l'I.N.E.P. n° XXI 1976, 140 p.

En organisant des journées d'information sur l'histoire de l'éducation populaire, l'Institut National d'Education Populaire a voulu s'adresser aux animateurs socio-culturels comme aux experts et aux chercheurs qui s'interrogent sur la signification et le développement de "l'animation". Il a voulu souligner que les changements introduits depuis 1955 par le développement des équipements, des institutions, des professions socio-culturelles ne sauraient laisser ignorer une longue continuité d'expériences passées.

Ce document est essentiellement constitué par les témoignages de ceux qui ont été les acteurs de l'éducation populaire depuis 1936, et par les réflexions de ceux qui sont profondément engagés dans la vie des associations et des institutions actuelles.

Ce document, intitulé "Eléments pour l'Histoire de l'Education Populaire" est le XXIème document de l'I.N.E.P.

On peut se le procurer en adressant 20 + 3 F à M. l'Intendant de l'I.N.E.P. par chèque postal ou bancaire.

Institut National d'Education Populaire  
Service des Publications  
78160 Marly-le-Roi  
958-49-98



## DE L'ERRANCE EDUCATIVE A L'INVENTION COLLECTIVE DU LOISIR EDUCATIF DES ADOLESCENTS

Comme le montrent les enquêtes et les analyses de ce numéro consacré aux "adolescents et à leurs loisirs", les modèles traditionnels dans les relations socio-éducatives sont désormais inopérants. De ce fait, la plupart des propositions de loisirs organisés pour les adolescents connaissent un peu partout une désaffection qui inquiète les associations privées et les municipalités.

Plus qu'une différence d'âge ou de sensibilité psychologique, l'adolescence exprime aujourd'hui des normes et des comportements culturels qui rompent avec les modèles culturels dominants. C'est ce que montrent largement les enquêtes que nous avons conduites même si elles introduisent toutes les nuances de comportements que gomme habituellement les informations apportées par les grands media sur la jeunesse.

Ces comportements vont, en effet, du refus silencieux à la rupture radicale en passant par la dissidence, ceci selon les milieux et les moments. Mais leur trait commun est la distance qui les sépare du monde, ou tout au moins des valeurs affirmées par les adultes. Et cette distance n'a de sens que par rapport aux adultes.

La "planète des jeunes" pour reprendre la forte mais dangereuse expression de J. DUVIGNAUD n'existe que par la "planète des adultes". Et ces deux planètes semblent errer dans la liberté du vide. L'adulte a du mal à se préoccuper sinon de la compatibilité, du moins de la communication entre ses propres normes et celles des adolescents. Si l'histoire et l'ethnologie nous instruisent sur la variété infinie des normes que l'humanité peut se donner à elle-même, l'adulte d'aujourd'hui, précisément en raison de ses propres modèles culturels a du mal à travailler à la co-existence de ces normes et plus encore à travailler à leur communication. Cette impuissance et cette peur aboutissent soit au raidissement soit à la démission.

Sortir ces deux planètes de la liberté du vide dans laquelle elles errent n'est pas une tâche facile. C'est pourtant la tâche à venir de notre société : apprendre à vivre une situation où adultes et adolescents ne soient plus polarisés par l'alternative "faire pour l'adolescent" ou "faire sans les adultes". C'est un peu à ce regard sur la "planète des jeunes" et à cette interrogation sur notre propre planète d'adulte que voudrait contribuer ce numéro.

Les éducateurs adultes ont-ils encore quelque chose à dire aux adolescents ? Nous croyons que oui. L'éducation est non seulement possible mais nécessaire. L'adulte



est demandé par l'adolescent, sous certaines conditions.

A condition que l'adulte éducateur accueille positivement l'émancipation que l'adolescence a accomplie ces dernières années vis-à-vis des tutelles éducatives, et comprenne la particularité collective, et non plus individuelle, de l'adolescence. A condition que le loisir éducatif soit conçu comme l'instauration de rapports dialectiques positifs entre les générations. A condition que l'adulte vive "avec" plus qu'il ne conçoive "pour".

Il s'agit de penser le loisir éducatif des adolescents sous la forme de modes d'accompagnement très diversifiés selon les moments auprès de petits groupes affinitaires, beaucoup plus que sous la forme d'une tutelle organisatrice. Il s'agit de privilégier l'aide aux initiatives et aux inventions de petits groupes — fût-ce au prix de la rigueur méthodologique pour que se découvrent les plaisirs de la création réussie — beaucoup plus que de multiplier des équipements spécifiques ou des spécialistes du loisir éducatif. Il s'agit d'adapter la législation aux nouvelles formes de responsabilité induites par des pédagogies négociées entre les adolescents et les éducateurs de loisir.

Des innovations amorcées ici et là dessinent les conditions de cette nouvelle dialectique de rapports positifs entre les générations dans le domaine du loisir éducatif. On les trouvera esquissées dans quelques articles de ce numéro.

Cette réciprocité éducative dans le domaine du loisir éducatif est à inventer. Mais il est bien évident qu'elle déborde ce seul domaine. Et comme elle n'est à confondre ni avec l'autoritarisme ni avec le laxisme, il y aura encore beaucoup à faire pour sortir de l'errance.

Raymond LABOURIE



## LE LOISIR DES ADOLESCENTS : ATTITUDES ET INVENTIONS

81 % des jeunes se déclarent heureux, révélait en 1977 l'enquête réalisée par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. De même l'étude effectuée à l'initiative de la Shell-Allemagne, en 1977, sur l'intégration de la jeunesse dans le monde des adultes, montrait que les jeunes anglais, allemands et français adhéraient aux valeurs fondamentales de notre civilisation : Famille, Travail et Propriété.

Le schématisme des représentations communes sur la jeunesse, adhésion majoritaire et déviance exceptionnelle, interdit de saisir des dynamiques plus discrètes dont l'incidence est loin d'être négligeable. Même s'il semble opportun à des fins idéologiques et politiques de présenter une partie de la jeunesse sous l'angle de la violence, les jeunes dans leur grande majorité, ont abandonné la voie de la contestation directe et virulente.

L'échec des luttes revendicatives dont l'après mai 68 n'est qu'un exemple, comme la menace économique que ressent profondément aujourd'hui la jeunesse, en sont probablement les causes. Il serait néanmoins téméraire d'assimiler la passivité actuelle à une adhésion à la société globale contemporaine. En effet, il se pourrait que cette apathie qui inquiète ceux qui sont en contact quotidien avec les jeunes, soit seulement la manifestation d'une déception radicale qui, faute d'autres issues, s'engage, non plus dans la révolte, mais sur les chemins d'une dissidence d'autant plus profonde qu'elle revêt le costume du conformisme doublé d'une énorme réserve mentale (1).

Entre sauver les apparences ou se réfugier dans des modes de vie schyzophréniques ou minéraux, la plupart des jeunes ont, semble-t-il, choisi la première solution pour répondre aux contraintes vécues quotidiennement dans le cadre de la famille, de l'école ou de l'entreprise.

Or, si sauver les apparences est nécessaire dans les lieux où est exigée une réponse adaptée, il n'en est pas de même dans le cadre des loisirs. En effet sous peine d'ôter toute crédibilité à la notion de loisir et toute efficacité sociale aux pratiques qu'elle

---

(1) Ce que le Nouvel Observateur soulignait récemment dans son dossier "la Bof-génération" nous semble seulement saisir la forme spectaculaire et secondaire d'une disposition plus profonde.



recouvre, on ne peut exercer ouvertement des contraintes dans ce domaine (1). Les loisirs pourraient donc être pour les jeunes l'occasion de manifester réellement leurs intérêts, de prendre une place sociale qui par ailleurs ne leur est pas accordée. Mais il semble que, là aussi, il y ait esquive et résistance de la jeunesse à une proposition sociale compensatoire. C'est du moins ce qui ressort de nos observations menées dans le cadre d'une étude sur le loisir des enfants et des adolescents.

#### COMMENT REPONDENT LES JEUNES AUX OFFRES DE LOISIRS ?

A entendre les professionnels de l'animation, directeurs de maison de jeunes, de centre de loisirs, de foyers ou animateurs, les adolescents sont de moins en moins disponibles et accessibles aux formes traditionnelles de loisirs organisés. Les locaux sont désertés, les clubs de jeunes délaissés, les propositions apparemment les plus séduisantes tombent à plat. Bien sûr, on peut tout de même rencontrer quelques adolescents dans les institutions mais les effectifs sont maigres et l'assiduité fluctuante.

Les catégories sociales concernées sont presque toujours les mêmes : les classes moyennes. Dans les zones les plus défavorisées (Z.U.P., campagne profonde), non seulement on ne peut accrocher les adolescents mais on se heurte à des comportements de rejet qui prennent, dans des cas extrêmes, la forme de mises à sac systématiques des rares équipements.

Cette désaffection parfois active du monde adolescent à l'égard des loisirs proposés par les adultes et leurs institutions prend l'allure d'un fait massif qui ne peut seulement s'expliquer par l'écart existant entre d'une part les aspirations et souhaits des jeunes et de l'autre la gamme réelle d'ouvertures qu'offre la société. En effet nombreux sont les efforts menés par les responsables de mouvements de Jeunesse et les collectivités locales pour se mettre à l'écoute des jeunes et tenter de répondre à leurs demandes. Mais c'est précisément la démarche "réponse à la demande" qui n'est plus acceptée, semble-t-il, par les adolescents. En effet, dans une telle démarche il y a d'un côté les demandeurs, dont le seul pouvoir reconnu est de proposer et les répondeurs qui conservent le pouvoir de décider et donc de juger. Peu importe alors la nature de la réponse puisqu'elle échappe dans son principe aux adolescents et leur est donc étrangère.

Bien sûr, prêter une oreille attentive à la parole adolescente est une nécessité et de ce point de vue, on peut noter un progrès incontestable chez les responsables mais il est à craindre, malgré les bonnes intentions des répondeurs, que le silence, déjà pesant actuellement, des adolescents ne s'alourdisse davantage si les réflexions menées dans les institutions ne conduisent pas à des modifications profondes du statut des adolescents dans notre société.

---

(1) Pourtant elles ne manquent pas bien que plus subtiles : limitations économiques et temporelles, modèles de consommation, influence des media, développement d'une industrie des loisirs ordonnent les pratiques des différents groupes sociaux en limitant les effets en retour que pourraient avoir des loisirs libres sur les structures économiques et sociales.



Il est à peine besoin de rappeler le statut sous privilégié de l'adolescent auquel le corps social réclame, contre toute logique, le respect de valeurs que lui-même bafoue, une docilité quotidienne d'une part, et un enthousiasme sans réserve de l'autre, tout en lui interdisant de prendre les responsabilités et l'indépendance économique nécessaires à l'épanouissement d'une liberté "participative" au devenir social. Non seulement les adolescents perçoivent leur situation comme une injustice quotidienne mais encore l'incohérence totale entre les discours et les pratiques désorganise les plans de référence et leur interdit, par là même, de se situer socialement.

La désespérance pour le présent n'est même plus compensée par les perspectives à venir dans la mesure où les menaces économiques et écologiques hypothèquent déjà leur vécu. Nous avons sur ce point été frappé par l'importance considérable que revêtent dans le discours des adolescents la perspective du chômage et la dégradation de l'environnement.

### QUE FONT LES ADOLESCENTS PENDANT LEURS LOISIRS ?

Les pratiques de loisirs des adolescents relèvent pour l'essentiel de démarches individuelles ou groupusculaires, c'est à dire en deçà et en dehors des possibilités de contrôle réelles ou supposées des adultes. Le temps libre se partage entre la télévision (surtout pour les plus jeunes), la lecture, la pratique d'un sport (souvent de façon irrégulière et informelle), l'écoute de la musique, la rencontre et l'échange avec des amis. A la question : "Pratiquez-vous lors d'une après-midi ou d'une journée de loisirs, une ou plusieurs activités éducatives ou culturelles ?" 65 % des adolescents répondent par la négative (1).

Il faut néanmoins se garder d'interpréter ce constat comme un signe de repli et de refus de socialisation. En effet les adolescents, au delà des apparences, sont avides d'ouvertures et de découvertes mais ils semblent les situer ailleurs et surtout différemment comme le révèlent à la fois les études faites sur leurs désirs et souhaits et l'observation de quelques initiatives.

### LES DESIRS DES ADOLESCENTS EN MATIERE DE LOISIR

Malgré les nuances liées à l'origine sociale, en ce qui concerne les modalités de l'expression, les revendications adolescentes sont d'une uniformité remarquable.

● **Le désir le plus souvent exprimé est celui d'ETRE LIBRE.** L'ambiguïté de la formulation ne peut justifier sa méconnaissance. Que signifie cette revendication pour l'adolescent ? S'il ne parvient pas à la définir de façon positive, il exprime clairement les limites qu'il faudrait abolir :

— *La présence imposée des adultes et l'hégémonie qu'ils exercent.* On refuse d'ailleurs pas tant les adultes que le fait de ne pas les avoir choisis. De ce fait l'institu-

(1) Enquête Jeunesse et Sports, 1977.



tionnalisation de l'animation est vécue par les adolescents comme un prolongement de l'école et pour certains de la dépendance de la famille c'est-à-dire du contrôle social qu'exercent ces institutions sur la jeunesse.

— *L'absence d'espaces propres.* Cette limite renvoie à la revendication constante d'un lieu à soi où on pourrait faire ce qu'on veut, à l'abri d'un regard non accepté.

— *Le contrôle du temps.* Malgré son importance quantitative, le temps libre est perçu tout autrement par les adolescents, grevé qu'il est par la contamination familiale et scolaire. En particulier la possibilité de gérer son temps sans avoir à rendre de comptes détaillés est tout à fait exceptionnelle. Cette liberté est présentée par les adolescents comme un préalable nécessaire au loisir.

— *La dépendance économique.* L'adolescent perçoit sa misère économique comme une injustice profonde alors qu'il travaille parfois davantage qu'un adulte. Ce travail est gratuit dans le cadre scolaire et sous-payé dans celui des entreprises. Bien plus, l'entrée en "Salariat" est dépendante du bon vouloir des adultes, parents en particulier. L'argent de poche, lorsqu'il existe, prend souvent la forme d'une humiliation supplémentaire liée à des devoirs spécifiques.

Les contraintes liées à l'urbanisation, aux grandes institutions sociales et politiques, bien que parfois évoquées, semblent être moins prégnantes que ne le disent les théoriciens. Les adolescents s'en accommodent apparemment mieux que les adultes. En tout cas, elles ne sont pas au centre de leurs préoccupations.

● **Le second désir est d' "ETRE AVEC DES COPAINS"**. Ce désir paraît être lié au précédent en ce sens que le statut défavorisé de l'adolescent le pousse sinon à faire front dans une démarche collective, du moins à se regrouper avec des jeunes de son âge vivant les mêmes difficultés. On trouve alors dans le petit cercle d'amis, la possibilité de prise en charge d'une angoisse individuelle et la sécurité d'une société cooptée fondée non sur l'imposition de normes mais sur la libre adhésion.

● **Un troisième désir fondamental est de "PARTIR"**. C'est même un leitmotiv chez les adolescents (1). Ce désir prend parfois l'allure d'un rêve tant il néglige les possibilités réelles de départ. Néanmoins la recherche d'un ailleurs est incontestable. On souhaite voyager en France mais surtout à l'étranger, camper en pleine nature, s'adonner à des activités de plein air comme la voile ou l'alpinisme, mais cela avec seulement quelques copains ayant le même désir de rencontre et de découverte.

● **Un désir plus surprenant compte tenu de la rupture apparente des adolescents avec la société adulte est celui de nouer des relations avec des adultes.** Il y a là une attitude d'attente silencieuse. En effet les adolescents reconnaissent la possibilité d'enrichissement dont sont porteurs certains adultes et sont avides de rencontres et d'échanges. Mais ils refusent d'accorder, sur la seule foi de l'expérience accumulée, une confiance aveugle aux personnes plus âgées qu'eux. L'adulte doit apporter la preuve de ses intentions et sans renoncer à sa spécificité, respecter les

(1) Cf "Laissez-nous partir". Etudes et réflexions sur les vacances des adolescents. UFCV - Edition Cledor.



désirs et attitudes des adolescents, y compris les retraits sporadiques des adolescents à son égard.

● **Un désir souvent exprimé est aussi celui de SE REPOSER.** L'explicitation de ce désir fait apparaître que ce repos est référé à deux fatigues : une fatigue physique qui devrait conduire à s'interroger sur le mode de vie imposé à la jeunesse mais aussi une fatigue nerveuse liée aux sollicitations et agressions dont est victime l'adolescence particulièrement en milieu urbain.

Ces désirs manifestent chez les adolescents, une exigence de reconnaissance sociale de leurs capacités à prendre des responsabilités et construire leur autonomie. Le développement des loisirs des adolescents se trouve de ce fait lié à la capacité de la société adulte d'intégrer dans les offres de loisirs ces revendications, faute de quoi les adolescents développeront une société parallèle ou plus probablement seront les victimes de choix de n'importe quel diseur de "bonne aventure" qui détournera pour des finalités autres que l'intérêt des adolescents, leurs espérances. Aussi faut-il prêter une grande attention aux initiatives éparses mais significatives qui augurent d'une transformation des conditions de loisirs des jeunes. Ces initiatives sont prises aussi bien par des collectivités locales que par des mouvements de jeunesse ou les jeunes eux-mêmes. Ces initiatives sont souvent le fruit de concessions faites aux jeunes devant leur résistance mais aussi d'anticipations de la part de marginaux de l'animation.

On pourra ainsi distinguer des innovations-réponses à finalité strictement adaptatives et des innovations-invention marquant l'origine de dynamiques dont l'avenir dépend de l'écho et du soutien social qu'elles recueilleront.

## LES INNOVATIONS EN MATIERE DE LOISIRS POUR LES ADOLESCENTS

Il ne peut être question dans le cadre d'un article de prétendre dresser un panorama des innovations en matière de loisir mais de dégager à partir de quelques exemples les principales tendances actuelles, telles qu'elles nous sont apparues au cours de notre enquête.

### LES INNOVATIONS ADAPTATIVES

Elles sont plutôt le fait des mouvements traditionnels de jeunesse et des collectivités locales.

● **L'exemple scout :** le mouvement scout se trouve confronté à deux grands problèmes :

- la stagnation de ses ressources financières,
- le manque d'encadrement alors que ses effectifs s'accroissent.

A dire vrai, ces difficultés sont avant tout les symptômes d'une crise plus profonde liée à la transformation de la société globale. Le bénévolat est de moins en moins compatible avec une société qui exalte la marchandise et le profit.



Le déclin de l'idéologie judéo-chrétienne d'une part, la remise en cause par la jeunesse des structures hiérarchiques traditionnelles, d'autre part, ont sapé ces dernières années les bases même du scoutisme. En particulier, la désagrégation des structures de l'Eglise (diminution des prêtres, affaiblissement ou disparition des paroisses) ont ôté au mouvement le sol nourricier sur lequel il se développait, que ce soit au niveau des bonnes volontés, ou à celui des ressources et facilités matérielles. Enfin la dégradation de l'environnement matériel et naturel ont ôté de la crédibilité à l'aspect naturaliste du scoutisme.

*L'innovation était alors le remède nécessaire au dépérissement du mouvement :*

Il fallut repenser ses opinions et inventer de nouvelles formes d'actions plus en accord avec les réalités sociales contemporaines. Ainsi l'aspect militaire du scoutisme, a été largement tempéré, une plus grande latitude a été laissée aux groupes locaux, le langage lui-même s'est transformé, le message religieux a su s'inspirer des nouvelles mystiques de la jeunesse notamment en intégrant les styles musicaux nord-américains dans le déroulement du culte.

L'effort de "modernisation" est évident lorsque l'on observe, une troupe scoutie actuelle. L'uniforme inspiré de celui des éclaireurs Boers, a disparu des pratiques ordinaires, même s'il réapparaît lors des grandes manifestations. Une plus grande ouverture aux problèmes de la jeunesse contemporaine est apparue : des sujets tels que la sexualité, la politique sont plus volontiers abordés.

"L'innovation" la plus notable est l'investissement du mouvement dans les problèmes d'environnement. Le thème de "la qualité de la vie" a été particulièrement privilégié en 1977. La pédagogie scoutie fondée sur la connaissance du milieu naturel, s'est alors trouvée à nouveau valorisée. Les projets d'actions de type écologiste ont rencontré la sensibilité sociale, et ont pu obtenir auprès des municipalités et collectivités locales des soutiens financiers pour des interventions ponctuelles. Quelques initiatives scouties au cours de l'année 1977, illustrent bien cette nouvelle orientation du mouvement :

EN ALSACE, différents chantiers sont mis en œuvre :

- Gunoolsheim, on assainit une plantation d'arbres.
- Westhalten, on aménage un sentier forestier avec des aires de repos.
- Wintzenheim, on construit un bac à sable pour les enfants, et on repeint le Foyer-club.

EN BRETAGNE :

- Carhaix, on organise la mise en place de poubelles dans la ville,
- Meziers/Couesnon, on construit un pont pour assurer le passage du GR 39
- Saint-Pol-de-Léon, on nettoie la rivière, on élague les arbres gênants, en collaboration avec la société de pêche.



## EN CHAMPAGNE :

- Rouilly, 100 scouts mènent une opération ville propre, par un ramassage des détritus et déchets.

## EN PAYS DE LOIRE :

- Orléans, on plante des fleurs, on installe une aire de jeux, on entretient les sentiers du bord de Loire.

- Tours, on repeint les clôtures de chantiers.

## EN MIDI-PYRENEES :

- Auch, 160 scouts de France nettoient le lit du Gers.

## DANS LE CENTRE :

- Saint-Etienne, une vaste opération propreté et rénovation des lieux publics a mobilisé l'ensemble du mouvement local (louveteaux, rangers, pionniers, jeannettes, guides, etc...)

Ces quelques opérations n'épuisent pas l'ampleur de l'effort du mouvement scout, mais illustrent seulement la diversité des initiatives. Aménagement d'espace vert, rénovation, embellissement de la ville, construction d'équipement de jeux, entretien des espaces naturels (rivière, forêt).

On ne peut nier l'intérêt pour la collectivité de ces initiatives. Bien plus, il semble qu'elles suscitent chez les jeunes un enthousiasme réel. Malgré tout, on peut se demander, à écouter les responsables, si le mode d'approche du problème de l'environnement, n'est pas simplificateur. "L'environnement, c'est l'affaire de chacun". "Contre les méfaits du progrès", on exalte la responsabilité individuelle qui ne saurait, bien sûr, être négligée. Mais l'action, respectable et généreuse, de quelques jeunes, ne saurait de toute évidence, résoudre le problème dont les causes doivent être référées à l'ensemble du fonctionnement économique et social.

Il n'en reste pas moins vrai que les innovations "écologiques", assorties d'une publicité locale, ont permis au mouvement de lier à nouveau avec une partie de la jeunesse et de résoudre, parfois, les problèmes de survie économique qu'il affrontait difficilement.

Après le déclin sensible des dix dernières années les effectifs ont remonté et le mouvement s'est implanté davantage dans les milieux populaires, particulièrement en province.

Il est difficile, aujourd'hui, de déterminer les limites de cette nouvelle jeunesse du scoutisme, mais on peut dire que le mouvement a su, une nouvelle fois, s'adapter à la situation, administrant ainsi la preuve de sa vitalité. Le scoutisme en innovant au niveau des moyens et de ses champs d'intervention, n'a en rien renoncé à ses objectifs fondamentaux.

Il ne constitue donc pas une alternative, mais offre par contre un des exemples



les plus méthodiques et les plus élaborés de ce qui peut être fait dans la perspective de la simple adaptation sociale des individus.

● **L'animation en direction des adolescents dans une Z.U.P. :**  
**Une initiative locale de prévention**

La Z.U.P. de Mireuil est une cité périphérique de La Rochelle. Une population ouvrière de 25.000 habitants y survit dans un cadre bétonné et déprimant. Les seuls équipements de loisir sont la maison de quartier et une aire de jeux.

La majorité des adolescents de la Z.U.P. ne diffèrent pas des adolescents ordinaires, dont l'activité principale est de se retrouver, et de caresser des projets de voyage.

Deux à trois cents adolescents participent aux activités de la Maison de quartier, dont 150 régulièrement. On y pratique la spéléologie, on fait des films, et toutes les activités traditionnelles. Il faut remarquer que la jeunesse, ici comme ailleurs, ne se reconnaît guère dans les structures. Aussi les animateurs utilisent la Maison comme outil, mais les activités sont essentiellement tournées vers l'extérieur. Les rapports avec l'institution sont donc des rapports d'utilisation et parfois de coopération, lors de l'organisation de manifestations s'adressant à un large public, (soirée musicale, exposition, etc.).

Par contre, il existe un problème important avec certains adolescents qui sont en conflit permanent avec la société. Il ne s'agit pas à Mireuil de jeunes dont la contestation s'enracinerait dans une réflexion intellectuelle, et qui auraient décidé de vivre autrement, en rupture. Ces "dissidents" se trouvent plutôt dans le centre ville et appartiennent à des catégories sociales aisées.

A Mireuil, le conflit est d'une autre nature. Il s'agit de jeunes dont l'éducation, la formation est rudimentaire, chômeurs ou oisifs, appartenant à un milieu social très défavorisé (promiscuité, alcoolisme). Ils constituent une population mouvante pré-délinquante ou délinquante, à l'affût de la moindre occasion pour meubler le temps.

La Maison de quartier offre alors une cible privilégiée pour des dévouements dévastateurs. Les petits groupes de 12 à 30 adolescents, formant une réserve de 200 jeunes à la dérive, errent ainsi dans la cité. Pour répondre à cette situation, s'est créée en 1975, l'Association pour la Promotion des Actions de Prévention sur l'Agglomération Rochelaise, subventionnée par le département et la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale. Cette association intervient sur l'ensemble de la ville, mais plus particulièrement sur les Z.U.P. Ainsi à Mireuil, trois animateurs de rue sont à pied d'œuvre et leur tâche est d'entrer en communication avec les individus (et non les bandes) qui sont prêts à s'écarter de leur mode de vie actuel.

Depuis la présence de ces animateurs, les rapports entre la Maison de quartier et les "loulous" se sont améliorés. On est ainsi parvenu à un modus vivendi acceptable. Plus d'agression et de casse systématique, plus d'obstruction aux projets des animateurs de la Maison de quartier. Il y a encore quelques ratés, mais le vandalisme



n'est plus supérieur à celui qui existe dans les écoles.

L'action des animateurs de rue ne se présente pas comme téléguidée par une institution. Ils sont simplement présents sur le terrain, et s'efforcent de faciliter la réalisation des désirs lorsqu'ils émergent.

Ainsi a été organisé en février 1977 un voyage au sport d'hiver, avec 25 "loubards" dont certains sortaient de prison. L'hébergement à l'hôtel n'a pas posé de problème. Bien sûr ils étaient bruyants, désordonnés, mais il n'y a pas eu d'esclandre. On se propose de renouveler en été, cette expérience dans un camp en Ardèche du type chantier de jeunes.

Une équipe de football a été constituée ; la plupart des joueurs étaient des délinquants. Inscrite dans un championnat, elle s'est classée première. A la fin de la saison, les 20 joueurs inscrits avaient tous du travail. D'autres occupations sont mises en place (réalisation d'un film, piscine, etc.) avec des succès divers.

Une initiative particulièrement intéressante consiste à mettre en circulation un mini-bus, fournissant le matériel nécessaire au bricolage, et en particulier à la réparation des mobylettes, motos, etc. Cet atelier mobile a un programme d'implantation élaboré en fonction des observations effectuées par les animateurs, sur les lieux de rassemblement des jeunes.

Un des problèmes fondamentaux de ces catégories de jeunes est l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'avoir des lieux dont ils puissent disposer librement. Aussi en 1978, s'est enclenché une "bataille pour les mètres carrés sociaux". On envisage de mettre en place des petits équipements répartis dans la Z.U.P., notamment des locaux insonorisés où les jeunes, "s'ils ont envie de se faire péter la tête avec des watts", pourront le faire sans déranger.

Les résultats de cette politique à l'égard des "loubards" se révèlent très positifs. En effet, selon des chiffres donnés par le commissariat, les actes de délinquance ont diminué de près de 40 % depuis 3 ans. Une telle réussite s'explique, outre le travail des animateurs, par la compréhension du commissaire local. Aussi les interventions de la police sont raréfiées, et ne se font qu'après l'avis des animateurs, sauf dans le cas de très graves délits.

Avec 3 animateurs permanents à la Maison de quartier, 2 animateurs du Centre Social, et les 3 animateurs de rue, le travail effectué sur la Z.U.P. n'est sans doute pas négligeable. Mais ces moyens sont encore bien insuffisants pour toucher les 10.000 moins de 20 ans (7.000 entre 6 et 16 ans). Bien sûr, on utilise des bénévoles qui sont d'ailleurs indemnisés, mais ceux-ci s'usent rapidement, et se découragent assez vite devant les difficultés de la tâche et la rareté des moyens. Mireuil offre en définitive l'exemple des limites d'opérations de rattrapage des anomalies fonctionnelles des grands ensembles.



## LES INNOVATIONS-INVENTION

Elles sont le fait d'associations marginales, de mouvements de jeunesse progressistes et des jeunes eux-mêmes.

### ● Un centre de vacances pour adolescents : la maison de l'“Initiative”

Une association d'origine confessionnelle a créé ce centre de vacances pour adolescents. La direction du centre était assurée par une religieuse. Afin de renouveler sa pratique, l'association a décidé de confier la direction du centre à une équipe d'animateurs rassemblés par un jeune directeur UFCV, sur un projet pédagogique “autogestionnaire”. L'équipe ainsi constituée a préparé plusieurs mois à l'avance le séjour.

#### – Les idées directives de l'équipe

Elles partent du constat que les adolescents qui viennent au centre de vacances y sont le plus souvent contraints. Ils préféreraient sans doute partir entre copains, sans adultes. “Tous ont un grand désir d'évasion, d'autre chose que ce qu'ils vivent toute l'année dans leur ville, dans leur école, dans leur famille” explique le directeur. “Notre tâche est de leur permettre de vivre vraiment leurs vacances en respectant leur personnalité, et leur désir”. C'est pourquoi il faut leur permettre de :

- prendre des responsabilités et des initiatives aussi bien financières que matérielles et pédagogiques,
- prendre leur autonomie en tenant compte du chemin déjà parcouru par eux-mêmes en ce domaine,
- gérer leur temps propre et leur rythme individuel ainsi que leur choix par rapport à plusieurs propositions,
- connaître toutes les possibilités qui leurs sont offertes.

#### – Le fonctionnement du centre

#### – L'encadrement et le public

12 animateurs et 2 personnes de service encadrent 50 adolescents et adolescentes. Ces derniers sont âgés de 14 à 19 ans. Il y a environ 2/3 de filles ; 35 % environ sont venus par l'intermédiaire de la DASS, car ils vivent en foyer pendant l'année ; les autres appartiennent à des familles des classes moyennes.

#### – Le cadre

La propriété, une maison de deux étages entourée d'un petit parc, est située à flanc de montagne à 1 km de Gex dans l'Ain.

La région, très touristique à cause de la proximité du lac Léman et de la ville de



Genève, ne favorise guère des activités de plein air qui réclament des espaces naturels.

### L'organisation générale

Le parti-pris de laisser aux adolescents le maximum de liberté s'est traduit par :

– L'élaboration en début du séjour d'une "charte" conciliant à la fois les exigences institutionnelles (notamment les normes Jeunesse et Sports) et les désirs des adolescents :

#### La Charte

##### Petit déjeuner

Servi de 8 h à 9 h. Après on peut se le préparer sur un camping gaz.

##### Vaisselle

Elle est faite par table.

##### Sommeil

de 23 h à 6 h, le calme doit régner dans la maison.  
(Baisse de l'électrophone, pas de bruits dans les étages, enlever les sabots).

##### Sortie

On peut sortir quand on veut, mais il faut marquer sur un cahier où on va, et l'heure à laquelle on compte rentrer (dernier délai 0 h 30, sauf si activité exceptionnelle).

##### Horaire

Pas d'heure pour le lever ou le coucher.

##### Entretien

Chacun nettoie sa chambre – spontanéité pour les parties communes.

##### Bar

Ouverture d'un bar avec des responsables.

##### Cigarettes

La décision relève de chaque chambrée.  
Pas de cigarette pendant les repas.

##### Mixité

Respect de la législation : pas de chambre mixte.

Cette charte régissant la vie collective a été dans l'ensemble respectée : seul l'entretien des parties communes a soulevé des difficultés notamment à la fin du séjour lorsqu'il fallut remettre en état les locaux. Deux points importants étaient "réglés" par cette charte. Celui des sorties et celui de la sexualité.

#### Les sorties :

Les adolescents pouvaient quitter le centre s'ils en avaient envie sans demander



l'autorisation. Il leur suffisait d'indiquer sur un cahier l'heure de départ, de rentrée et où ils allaient. L'expérience a montré que les adolescents ont toujours respecté la règle, sans fuir systématiquement le centre.

#### La sexualité :

La solution adoptée était formelle. On respecte dans la lettre la législation, mais dans la pratique aucun contrôle n'a été exercé régulièrement. Beaucoup d'adolescents dormaient dehors à la belle étoile. Lors des activités extérieures où il fallait camper, aucune règle n'était imposée. Les adolescents se sont montrés très responsables et il n'y a pas eu d'incidents notables.

Une initiative importante prise par le directeur a été d'autoriser les visites et éventuellement l'hébergement d'amis des jeunes, de passage dans la région, ou rencontrés au cours des sorties.

#### Les activités

La première semaine aucune activité spécifique n'a été proposée, afin de permettre l'auto-organisation des adolescents. Ils ont ainsi aménagé une salle d'activités manuelles, un laboratoire photo, un bar, et un coin-coussins dans la salle de jeux, pour y faire des "boums". Les semaines suivantes, les activités ont été organisées en fonction des désirs des adolescents, exprimés pendant les réunions ou sur des panneaux disposés à cet effet.

Plusieurs directions se sont dégagées :

- la voile,
- l'équitation,
- la montagne,
- la randonnée en vélo.

Des contacts ont été pris avec des centres de la région, pour la voile et l'équitation, mais il a fallu chercher loin du centre pour trouver des possibilités compatibles avec le budget. Le choix s'est porté sur Thonon (à 40 km). On a ainsi organisé plusieurs camps de voile et d'équitation d'une semaine avec retour au centre pour le week-end.

De même des randonnées en montagne de 3 ou 4 jours ont été mises en place. Pour le cyclotourisme, on a loué des vélos.

La participation aux activités était libre. Les adolescents s'inscrivaient la veille du départ pour la voile ou l'équitation. Certaines adolescentes ont préféré rester tout le séjour à la maison, prenant en charge les tâches matérielles, ménage, cuisine, etc., investissant dans ce lieu, des désirs de vie familiale non satisfaits dans les foyers où elles vivaient.

L'expérience menée à la maison de l'initiative montre qu'il est possible, à condition



qu'une équipe d'animation solidement préparée soit en place, de laisser beaucoup de liberté aux adolescents sans pour autant courir des risques excessifs. La possibilité de sortir du centre sans contrôle a priori, la tolérance à la mixité, le libre choix des activités, y compris ne rien faire, permet de désamorcer les conflits toujours latents chez les adolescents. Il est vrai qu'une telle pédagogie est relativement coûteuse en personnel et exige de ce dernier une mobilisation constante bien que peu voyante. Une autre difficulté est de faire comprendre aux parents ou à l'administration l'intérêt de ce mode de fonctionnement. Les premiers expriment des craintes quant à la liberté de leurs enfants (la réunion préparatoire organisée par l'équipe d'animation s'est efforcée de tempérer ces craintes) la seconde tend trop souvent à mettre l'accent sur des détails matériels, (conformité absolue du matériel à des normes rigides par exemple) ce qui fait passer au second plan les éléments pédagogiques (la visite de l'inspecteur Jeunesse et Sport est vécue comme une inspection de détail, au sens militaire du terme !).

#### ● L'équipée des Francs et Franches Camarades

Il s'agit d'une tentative pour permettre à des adolescents et des pré-adolescents de prendre en charge leurs vacances. Ces jeunes sont contactés en cours d'année à l'école, dans les centres de loisirs, dans la rue par des animateurs F.F.C.

Le groupe rassemblé définit un projet, se procure les moyens nécessaires (humains, matériels, financiers) pour le réaliser. Ce peut être une randonnée pédestre ou cyclo-touriste, la descente d'une rivière en canoë-kayak, un camp au bord de la mer pour y faire de la voile, de la plongée, etc... L'équipée est préparée longtemps à l'avance.

Cette préparation se décompose en trois temps :

- bâtir un projet commun avec l'ensemble des participants,
- inventorier les moyens indispensables,
- travailler à leur obtention.

Le travail de l'animateur consiste essentiellement à diminuer les difficultés en fournissant une aide technique. Il fait en sorte de donner aux jeunes de réelles conditions de choix. Une part importante de son action consiste à effectuer les démarches auprès des institutions et associations vis à vis desquelles le statut d'adulte confère un impact plus important que celui de l'enfant.

Le vécu de l'équipée lors de la préparation et de la réalisation du projet sera objet d'analyse dans le groupe pendant et après, contribuant ainsi à faciliter la prise de conscience collective et l'autonomie des participants.

En guise d'illustration, il est intéressant de rendre compte d'une "équipée" réalisée à Varennes/Allier. Dans cette petite ville de province, commerçante, un centre de loisirs fonctionne depuis 1966. Des jeunes de 14-15 ans qui fréquentaient le centre depuis longtemps et qui, par conséquent, se connaissaient bien, ont eu l'idée, à partir d'une sortie camping qu'ils avaient réalisée en juillet et en août 1976 dans le cadre du centre, aux environs de la ville, de préparer pour les vacances 1977, une randonnée plus longue et plus lointaine.



Le projet était de partir en vélo pendant 4 semaines dans les Alpes. Deux animateurs ayant une assez grande disponibilité puisque normaliens, ont apporté leur soutien à l'entreprise. Le problème le plus important à résoudre était de trouver les moyens pour financer l'opération. Dès septembre, les jeunes ont décidé de ramasser des mûres et de les vendre aux hôteliers de la région. Au bout d'une semaine, ils avaient presque 1 000 F. Devant ce succès, les jeunes ont eu envie d'utiliser tout de suite cet argent et ont mis en place des activités de week-end (cinéma, concert, etc.).

Malgré la dispersion, (certains étaient lycéens, d'autres apprentis), ils ont décidé de reprendre le projet et de se préoccuper à nouveau des finances. Ils ont mis à profit la foire de Varennes (célèbre marché aux bestiaux du charolais) pour avoir leur stand où ils présentaient leur projet et avaient même organisé un "lapinodrome". Ils ont ainsi acquis l'estime de la population et des pouvoirs publics.

La recette, importante mais pas encore suffisante, a été alors réinvestie dans une kermesse qu'ils ont organisée à Pâques dans le centre de loisirs qui ne fonctionnait pas. La kermesse a été bien accueillie et a permis de remplir la caisse. Ainsi ils ont pu financer eux-mêmes leur voyage au niveau du matériel et du transport. Il restait la nourriture : les parents ont accepté de financer cette partie.

Ce qui est intéressant dans cette expérience est la prise en charge par les jeunes eux-mêmes de l'ensemble du projet, depuis la conception jusqu'à la réalisation. Ils ont fait la preuve de leur capacité d'auto-organisation. Un autre point à souligner est le fait que l'année entière a été vécue avec un objectif précis et que leur temps de loisir prenait alors un sens.

Il fallut aussi surmonter des difficultés administratives : responsabilité, assurance, formulaire des caisses d'allocations familiales. Une des plus redoutables a été de se mettre en règle avec la législation des centres de vacances. Il fallait un directeur et les animateurs ne pouvaient assurer cette fonction. Les jeunes ont été voir le directeur départemental de Jeunesse et Sports qui a su leur réserver un accueil favorable, et leur a même donné une subvention de 800 F. Ici les adolescents ont fait preuve d'une initiative remarquable, alors que les animateurs eux-mêmes étaient sur le point de baisser les bras devant les obstacles législatifs.

#### ● L'Association des Jeunes en Vacances (A.J.V.)

Cette association concerne plutôt les adolescents âgés et les jeunes adultes. Elle fournit un exemple d'une nouvelle conception des loisirs qui pourrait être étendue à des publics plus jeunes, en voie de marginalisation.

Sa création procède du constat qu'une partie importante de la jeunesse adolescente refuse les vacances organisées et de type "consommatoire" mais désire pouvoir s'auto-organiser et donner un sens réel au temps libre au-delà du simple repos et divertissement.

Aussi, l'A.J.V. s'est efforcée de mettre en place un réseau d'accueil multiforme :

— des centres d'accueil ouvrent pendant les vacances,



— des points d'accueil-relais fonctionnent toute l'année.

L'originalité de l'A.J.V. consiste dans son aspect informel et peu contraignant mais aussi dans une volonté d'offrir aux jeunes l'occasion de vivre dans un village en s'insérant dans la vie locale, en participant à des travaux saisonniers et en liant avec les habitants des relations autres que commerciales ou touristiques.

L'accueil dans les centres est assuré par des équipes de bénévoles qui se renouvellent chaque mois. Dans les points d'accueil-relais il y a des permanents. Ces permanents sont le plus souvent les propriétaires de la maison. Ceux-ci ont par ailleurs des activités professionnelles et sont parfaitement intégrés dans le milieu. L'infrastructure est réduite au minimum : une maison (en général une école, ou un local paroissial souvent prêté en échange de travaux) où il est possible de dormir et de prendre ses repas (la participation financière varie de 12 à 15 F pour le gîte et le couvert).

La vie collective est autogérée tant au niveau des tâches ménagères que des activités. Les jeunes accueillis ne sont pas nécessairement des adhérents de l'Association et rien ne leur est demandé quant à leur origine ou leur identité. Ainsi, on voit aussi bien des anciens qui connaissent le point d'accueil que des "passagers" (routards, stoppeurs, randonneurs, etc.). Souvent les passagers restent plusieurs jours. Certains mettent un terme à leur errance puisqu'ils trouvent l'occasion de s'investir dans un projet (travaux de restauration, vie communautaire sans contrainte). Les accueillis deviennent souvent des accueillants et ouvrent leur appartement ou leur maison à d'autres jeunes. Aussi, se met en place, une sorte de réseau d'hébergements parallèles fondé sur l'échange de services.

L'A.J.V. proposait pour l'été 1978, quatre centres :

- le THYL en Savoie,
- MESSAC en Bretagne,
- LAMBERT en Auvergne,
- QUIBERON.

Deux relais-accueil "officiels" fonctionnent en permanence :

- l'Etang près de la Charité-sur-Loire,
- Berny-en-Santerre.

Chaque année, l'A.J.V. regroupe ainsi 4 ou 500 jeunes ordinairement isolés.

En 1976, l'A.J.V. a fait une expérience intéressante en utilisant un autobus d'une quarantaine de places qui servait de relais entre les centres et qui faisait fonction de centre d'accueil ambulante à bord duquel les volontaires pouvaient passer quelques jours. Le bus a participé ainsi à plusieurs fêtes locales et a reçu un excellent accueil lors de ses étapes, de la part de l'ensemble de la population.

Ce qui est intéressant dans la démarche de l'A.J.V. est le refus de se laisser limiter par l'institutionnalisation. Elle montre qu'il est possible de laisser les gens s'auto-organiser, de nouer des contacts avec des villages ou des particuliers qui sont disposés à accueillir des jeunes à condition qu'ils ne soient pas là en touriste-consom-



mateurs mais qu'ils se mettent en accord avec les préoccupations locales et participent à leurs activités (travaux divers, vendanges, etc...). Cette possibilité d'échanges, de rencontres, de découvertes dont la portée éducative tant au niveau de l'apprentissage de la responsabilité et de l'autonomie que de l'acquisition d'une culture vécue, semble tout à fait positive car elle permet des enracinements dans des lieux dont les jeunes sont ordinairement exclus et multiplie les espaces possibles de loisirs.

● "Communauté Accueil et Travail"

Il se dessine actuellement en France, un mouvement encore timide d'utilisation d'équipements mobiles. Les expériences sont rares, ponctuelles et éphémères. Une seule action notable, mise en place par l'association "Communauté, Accueil et Travail" à partir d'une maison de quartier, 4 bis, rue Saint Sauveur à Paris, semble devoir durer.

Cette association fait figure de précurseur. Depuis 1968, elle utilise des cars aménagés. Au départ, un vieux car "Chausson" rafistolé, peint de façon bariolée qui était présent dans tous les rassemblements de jeunes, a servi à la réalisation de voyages itinérants. Le succès de l'entreprise a encouragé les fondateurs à développer leur parc. Celui-ci compte aujourd'hui cinq cars. Ces véhicules remis en état et équipés par les jeunes, ont plusieurs utilisations. Pendant l'année, ils servent à effectuer :

- des petits déménagements dont l'association tire une partie de ses revenus,
- des animations locales à la demande d'associations (25 associations de la Région Parisienne les ont utilisés à cette fin en 1977) (animation pour enfants, mais aussi service d'information pour le logement, pour le conseil des personnes du 3<sup>e</sup> âge, etc.).
- des petits voyages de week-end.

Pendant les vacances, ils permettent de grands voyages. Les cars sont alors confiés à des associations ou à des foyers dont les jeunes ont un projet de voyage. Ils équipent le car comme ils l'entendent, établissent l'itinéraire, choisissent les étapes, fixent le budget. Chacun des voyages est l'objet de multiples réunions où sont présentés des films réalisés les années précédentes. Les "anciens" communiquent leur expérience.

Parmi les voyages de ces dernières années, on peut citer : le Cap Nord, New-Delhi, la Syrie, la Jordanie, la Grèce. Le prix de revient de ces voyages est modique en raison du mode d'organisation, (on voyage, on dîne, on dort dans le car). Ainsi le Cap Nord revient actuellement à 1.700 F par personne pour 3 semaines, la Grèce via Venise à 900 F pour 3 semaines. Le seul personnel nécessaire est un "chauffeur-mécanicien-animateur".

Cette expérience fonctionne depuis des années et semble correspondre parfaitement au désir des jeunes. Ceux-ci viennent de tous les horizons : il y a aussi bien des jeunes travailleurs que des lycéens ou étudiants. En leur confiant la préparation des équipements du car, on satisfait le besoin de fabriquer, de se servir de ses mains, aujourd'hui si négligé. La souplesse d'utilisation permet de moduler les déplacements en fonction des besoins qui naissent au fur et à mesure des circonstances, (on peut rester plusieurs jours à un endroit et rouler ensuite pendant deux jours, etc.).



La gestion collective d'un projet et de sa réalisation constitue une base d'échanges et de sociabilisation remarquable. Enfin l'utilisation ponctuelle des cars comme point d'information ou d'animation impulse dans des zones urbaines ou rurales délaissées des dynamiques de communications qui conduisent souvent à la mise en place d'activités suivies. Une difficulté nous a été signalée par les responsables : la méfiance des autorités qui acceptent difficilement l'aspect bariolé des véhicules et le caractère peu contrôlable des déplacements et activités. Aussi, un car de ce type lorsqu'il se déplace doit s'attendre à être arrêté et contrôlé plusieurs fois par les gendarmes.

#### • Une initiative d'un groupe d'adolescents en milieu rural

Les enfants et les adolescents du milieu rural partagent leur temps entre l'école, la télévision et les copains. Une politique d'équipements socio-culturels sous-développée limite considérablement les possibilités de loisirs, particulièrement en campagne profonde.

Si les enfants s'accommodent de cette situation au travers des structures familiales stables et un réseau relationnel de voisinage, les adolescents ressentent par contre très profondément, des carences. De plus, rares sont les mouvements de jeunesse ancrés dans le monde rural. Les possibilités de loisirs pour les adolescents sont limitées à la fréquentation des cafés, du bal et aux rencontres sur les places lorsqu'elles existent encore. Aussi l'expérience menée par un groupe de jeunes à Pas en Artois semble mériter l'attention.

Pas en Artois est un petit village du Pas de Calais de 800 habitants. Rien n'existe pour les jeunes. En 1976, quelques-uns issus du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne ont l'idée d'organiser pendant les vacances un camp pour les adolescents du village et des hameaux avoisinants. Afin de le financer, ils prennent contact avec un verger important de Vron dans la Somme. Un contrat est passé entre l'entreprise qui gère les vergers et les jeunes. Ils ramassent les fraises et les cerises moyennant salaires. On organise donc un "camp-fraise" pendant trois semaines (30 adolescents, 18 filles et 12 garçons, la plupart encore lycéens, tous fils de paysans et commerçants du village). Il est décidé de mettre en commun les salaires. Les parents conduisent tout le monde à Vron. Les tentes sont montées et les jeunes se mettent au travail. Le groupe gagne 9000 F pendant trois semaines :

- 6000 F sont dépensés pour le camp,
- 3000 F restent dans la caisse et permettront d'acheter un matériel de camping et d'aménager un local prêté par le curé de Mondicourt à quatre kilomètres de Pas en Artois.

En 1977, l'expérience est reconduite, un nouveau contrat passé avec les vergers. Par malchance, au bout de huit jours, la pluie et le mauvais temps compromettent la cueillette. Il fallut inventer un nouveau mode de financement. Les jeunes décident de monter un spectacle à base de chansons et de chorégraphie, le proposent dans les communes avoisinantes. Après dix jours de préparation, ils donnent trois représentations dans les salles de fêtes, dans les églises avec un succès croissant. Au dernier spectacle, il y avait 400 spectateurs et certaines personnes venaient de 50 kilo-



mètres. La participation demandée était de 5 F par spectateur. Le bilan des trois semaines du camp s'établissait ainsi :

- 3500 F de cueillette,
- 1500 F de spectacle.

Les frais du camp étaient à peine couverts mais le travail de montage du spectacle donna l'idée de poursuivre pendant l'année. On se réunit toutes les semaines pour répéter et améliorer les représentations. Celles-ci rapportèrent 10 000 F dans l'année et permirent d'organiser d'autres activités (un voyage en Hollande entre autres).

Cette expérience est intéressante par son caractère ordinaire, par conséquent facilement généralisable. Elle montre qu'il est possible de mobiliser les jeunes sur un projet concret et que les difficultés financières peuvent parfois être réglées avec de l'imagination.

Les conditions de réalisation de ce type de projet, en marquent les limites. Il faut en effet, qu'existe déjà, sur place, un groupe de base homogène et motivé, capable d'entreprendre une campagne d'information locale. En outre, il est nécessaire de trouver "un travail de vacances" qui soit suffisamment rentable pour financer l'entreprise sans pour autant évacuer la dimension du loisir. Dans le cas présent, ce sont les relations personnelles qui ont permis de passer le contrat. On pourrait sur ce dernier point envisager une diffusion plus large des informations sur les travaux susceptibles d'être effectués par des groupes de jeunes et accorder des aides de départ que les groupes pourraient rembourser au retour des vacances.

Enfin, il faut souligner l'aspect éducatif important de ce mode de vacances, puisqu'il permet à des jeunes, en partageant le vécu d'une population, de découvrir, dans une pratique réelle d'autres modes de vie et de s'initier à des techniques étrangères à leur quotidien.

## OU VA LE LOISIR DES ADOLESCENTS ?

Les quelques expériences que nous avons rapportées ne permettent pas de conclure et ne peuvent que donner des indications sur l'évolution actuelle.

Il semble évident que la majorité des animateurs sur le terrain et des mouvements de jeunesse soucieux de leur tâche éducative ont amorcé des changements notables quant à leurs attitudes à l'égard des adolescents. On semble s'orienter vers une pédagogie plus ouverte et plus démocratique, mais on se heurte encore à de grandes difficultés, car les obstacles au changement sont multiples :

- Les adolescents ne constituent pas un groupe de pression suffisamment puissant pour faire valoir leurs revendications auprès des institutions. Leurs désirs ne sont, le plus souvent, pris en compte, que lorsque les ignorer devient dangereux.
- Les infrastructures de loisir sont très insuffisantes et souvent inadaptées aux nouveaux besoins.



- Les espaces de loisir et d'isolement sont trop rares, particulièrement en milieu urbain.
- Les ressources consacrées aux adolescents sont dérisoires comparées aux besoins. Trop d'animateurs sont contraints de se contenter de moyens de fortune. Les associations sont trop dépendantes des collectivités locales ou des administrations de tutelle dont elles perçoivent des subventions, ce qui engendre des phénomènes d'autocensure inspirés par l' "instinct de conservation".
- Les attitudes pédagogiques lorsqu'elles ne sont pas la pure et simple reproduction des conceptions communes, sont largement déterminées par les cadres juridiques existants qu'on n'ose transgresser par crainte de se mettre hors la loi.
- L'insuffisance de la diffusion de l'information sur les réalisations effectuées en d'autres lieux, sur les modalités de soutiens financiers, sur les progrès de la recherche en matière de loisirs sont des facteurs de découragement pour les innovateurs et d'inhibition pour les entreprises futures.
- Le champ du loisir en général est traversé par les luttes que se livrent les différents groupes de pression. Les jeunes sont alors des enjeux pour des finalités qui les dépassent et qui parfois les desservent.

Pourtant les initiatives prises par les jeunes eux-mêmes peuvent laisser espérer qu'une dynamique irréversible peut s'enclencher à condition que des mesures soient prises pour :

- adapter à la réalité sociale adolescente la législation en matière de loisir, en particulier au niveau des normes d'hygiène, de sécurité et d'encadrement qui dans l'état actuel sont fondées sur le postulat de l'irresponsabilité des animateurs et des jeunes eux-mêmes. En outre, la volonté du législateur de tout prévoir se traduit sur le terrain par un sentiment d'impuissance contradictoire avec l'initiative mais aussi de fausse sécurité génératrice de réels dangers.
- créer une synergie entre les animateurs professionnels et les animateurs "naturels", c'est à dire ceux qui à un titre quelconque interviennent dans le vécu des adolescents. Trop souvent en effet leurs actions se neutralisent en raison de l'ignorance et de l'incompétence des seconds. Que peut faire, par exemple, dans une cité, l'animateur lorsque gardiens et commerçants développent à l'égard des jeunes des attitudes d'incompréhension voire de persécution ?
- créer une nouvelle relation adulte-jeune qui tienne compte de l'évolution étonnante de la jeunesse par suite de la conjonction du développement et du prolongement de la scolarité, de l'impact des média et de la richesse sémiologique de l'environnement. De ce point de vue il semble nécessaire d'accoutumer les adultes, par une large campagne d'information, à l'idée que la jeunesse prenne en charge ses loisirs et que, au moins dans ce domaine, elle leur échappe.
- repenser les équipements. Si les réalisations actuelles ont leur utilité, elles sont loin de satisfaire, quantitativement et qualitativement, les besoins. Il semble notamment nécessaire d'introduire plus d'équipements mobiles qui correspondent au désir de mouvement des adolescents. De même, un recensement, un aménagement et une mise à disposition, avec et par les adolescents, des lieux délaissés (bâtiments désaffectés, maisons abandonnées, terrains enclavés) permettraient de réduire un manque cruellement ressenti.
- Encourager les initiatives et la "créativité". La jeunesse est "poésie". Sa capacité d'invention est aujourd'hui en contradiction avec la multiplicité et la rigidité des structures sociales. C'est pourtant dans cette politique de la jeunesse que réside,



pour une bonne part,, l'avenir de notre société. Ne pas le reconnaître ne pourra conduire qu'à des dynamiques négatives et destructrices. Un tel enjeu mérite qu'on y prête attention !

**Gérard CLOSIER**

Chargé d'études au G.R.E.P.  
(Groupe de Recherche et d'Etudes  
pour l'Education Permanente)



## LES ADOLESCENTS, "ILS NE VEULENT RIEN FAIRE"...

"Dans le bâtiment blanc, l'escalier du milieu, c'est là qu'ils se retrouvent pour discuter en fin d'après-midi", me confiait un animateur de la ville de Laval en poursuivant "Si vous voulez rencontrer les jeunes et leur demander leur avis, ce sont les cages d'escaliers qu'il vous faudra arpenter".

"Ils ne font rien de leurs loisirs. Ils passent leur temps à discuter. Et pourtant on leur a donné des clubs, des animateurs, une école de musique... Ils préfèrent ne rien faire, vous verrez bien durant notre enquête", nous disait un père de famille Lavallois.

Ces deux remarques illustrent bien les paradoxes qu'on découvre rapidement lorsqu'on se penche sur le problème des loisirs des adolescents dans une ville moyenne : d'une part celui des équipements implantés et délaissés au profit d'autres lieux de regroupement et d'autre part, celui d'une apparente inactivité des jeunes contrastant avec les multiples propositions des clubs, centres, foyers existant sur la ville.

C'est en grande partie parce que les clubs et équipements municipaux étaient fuis par les adolescents et parce que cette classe d'âge ne semblait plus rien "faire" que l'ESCAL, Comité de Gestion et de Coordination des Equipements socio-culturels de l'agglomération de Laval, s'adressa en 1977 au Département des Etudes, de la Recherche et de la Documentation de l'Institut National d'Education Populaire en vue de réaliser une analyse du loisir socio-éducatif proposé aux adolescents dans cette ville. Cette analyse tenterait d'expliquer ce double rejet des adolescents des lieux de regroupement et des activités proposées.

\*

\* \* \*

### CAGES D'ESCALIER OU CLUBS DE JEUNES ?

Examinons d'une part, la politique d'équipement socio-éducatif municipal, et d'autre part les lieux de regroupement quotidiens des adolescents. La politique d'équipement poursuivie par la municipalité depuis ces dernières années a été exemplaire : chaque nouveau quartier (Les Fourches, Z.U.P. Saint-Nicolas, Les Pommeraies, Hilard) a été équipé d'un "mille-club", structure légère dont la vocation première était bien l'accueil d'adolescents.



Complétant ces micro-équipements, situés parfois, non loin d'un club déjà implanté, trois centres sociaux ont été créés (Les Fourches, St-Nicolas, Laval-Nord) en vue d'accueillir non seulement les adolescents mais aussi les autres classes d'âge de la population. Spécifiquement destinés aux 14-17 ans, les foyers socio-éducatifs des collèges et lycées pourraient aussi constituer des pôles de regroupement et d'activités. A ces moyens déjà importants, il faut ajouter l'existence d'autres lieux possibles d'animation socio-éducative dans les trois foyers de jeunes travailleurs ouverts à tous, et, dans une certaine mesure dans les équipements spécifiques à la jeunesse marginale ou inadaptée. A plusieurs reprises, nous avons été amenés à nous rendre dans ces différents équipements. Généralement, il n'y avait pas d'adolescents dans les "Mille-clubs", d'ailleurs souvent fermés ; en revanche, à la porte des centres sociaux, on a pu voir "rôder" en 2 roues ou à pied des jeunes qui ne se sentaient pas accueillis et préféreraient rester en dehors. Seules les soirées "Cinéma" ou "Connaissance du monde" organisées aux Foyers de Jeunes Travailleurs semblaient attirer quelques adolescents.

Deux lieux cependant regroupaient des 14-18 ans : d'une part l'auditorium du lycée agricole et d'autre part, la cave du foyer de la Croix de Pierre, institution dépendant de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale. C'est un petit amphithéâtre tapissé de moquette, muni d'un électrophone, qui fait office d'auditorium au lycée. Là, pas d'adulte responsable, pas d'animateur, pas de surveillant : juste des disques mis à la disposition des élèves internes et externes. Là, contrairement à une idée trop répandue, point de vol, point de dispute, pas de chahut. Là, des adolescents se rencontrent dans le silence, rêvent, communient ensemble à la même musique, à la même idéologie. Ce "lieu de silence et de la musique" est fréquenté régulièrement. Il remplit sans aucun doute une fonction éducative importante. Certes, aux yeux de beaucoup de parents et d'éducateurs, "ils" ne "font" rien. Nous reviendrons plus loin sur ce jugement un peu rapide mais relevons dès maintenant que ce lieu semble être le seul où les adolescents peuvent rêver, réfléchir, se ressourcer. On retrouve aussi la même atmosphère à la cave du foyer de la Croix de Pierre, située dans les sous-sols de l'établissement accueillant des jeunes en difficultés : nous y avons été introduits à l'occasion d'un débat. Tables, bancs, appliques murales, tout a été réalisé par des anciens du foyer et tout est entretenu, réparé, rénové par les récents occupants. On a un peu l'impression d'être dans un "territoire réservé". Mais justement, l'essentiel est de s'y trouver bien, de se serrer les coudes d'avoir l'impression d'être sur une autre "planète". Sans aucun doute, le bilan de ce qui se passe ici est difficile à consigner dans un rapport d'activités : on ne fait qu'y discuter, diront certains, oubliant ainsi que la discussion, la palabre loin des parents et des professeurs, est une condition essentielle au développement d'un jeune de 15 ans. La plupart des animateurs travaillant dans des équipements accueillant des adolescents constatent aujourd'hui ce besoin de rencontre, cette demande de dialogue venant des 14-18 ans. La famille étant de moins en moins un lieu d'échanges entre générations, peu de professeurs prenant le temps de dialoguer avec leurs élèves, il est naturel que les jeunes se retrouvent autour d'un adulte-animateur dans un lieu qui n'apparaît pas encore trop institutionnalisé. Cela explique aussi le succès des cafés, très fréquentés, où se rencontrent toutes les générations, et où l'on peut discuter librement et s'enrichir mutuellement.

Revenons au foyer socio-éducatif et à la cave du foyer de la Croix de Pierre ; certes,



ces deux lieux regroupent une "clientèle" particulière constituée de jeunes éloignés de leur famille et qui se retrouvent là faute de mieux ; on peut penser que leur succès vient de cette situation particulière, mais l'objection ne tient guère puisque l'auditorium du foyer est choisi par les adolescents au milieu d'autres propositions, telles que les ateliers et clubs de toutes sortes. Ainsi, si l'on tente de rechercher les causes de succès de ces deux lieux, on peut déceler plusieurs facteurs :

Au foyer socio-éducatif, comme à la cave, les heures d'ouverture et de fermeture sont souples, pour ne pas dire inexistantes. Les adolescents qui aiment bien aller, et venir sans grand horaire, trouvent là des conditions d'accueil répondant à leurs pratiques naturelles. Ce sont les jeunes habitant la Z.U.P. St-Nicolas qui nous déclaraient : "Mais ils ne veulent pas nous donner des responsabilités : la preuve, ils ferment le centre à 17 heures. Ils n'osent même pas nous donner la clef. Ils ont peur qu'on fasse du chahut"... Et ils ajoutaient alors : "que le centre n'ouvre pas les jours de fête ni le dimanche". C'est aussi l'ambiance que les adolescents apprécient particulièrement. Pas de tables ni de chaises fournies par le lycée ou la municipalité dans les deux lieux en question : on est allongé ou assis par terre dans l'amphithéâtre, on s'assoit sur des tabourets confectionnés par les usagers dans la cave. Dans l'un ou l'autre cas le décor n'est pas planté une fois pour toutes. Ceux qui arrivent ne sont pas prisonniers de la décoration des anciens. Il y a place pour l'imagination et le changement. De l'avis unanime ici on se sent mieux que chez soi. On est entre nous. Jean-Yves nous disait : "on a la paix".

Auto-aménagement, auto-gestion, auto-discipline semblent donc être quelques-uns des mots-clés du succès non espéré de ces deux lieux. A la lumière de ces expériences, apparaît peut-être aussi mieux la désaffection des adolescents pour les clubs et les centres aux horaires mal aménagés, aux possibilités de décoration limitées, et qui se prêtent mal aux petites discussions et échanges. Certes, il serait utopique à Laval comme ailleurs, de vouloir transformer tous les clubs et les centres en caves ou amphithéâtres musicaux, mais les "promoteurs" de loisirs pour adolescents ne pourraient-ils pas mieux prendre en compte ces données ? Par exemple, des caves non utilisées ne pourraient-elles pas être mises à la disposition de cette classe d'âge soucieuse avant tout de trouver des "niches", des lieux de "repère", des "abris".

En définitive, et pour répondre à notre interrogation de départ, il apparaît bien que l'opposition "cage d'escalier-club de jeunes", loin d'être politique reste essentiellement culturelle : la cage d'escalier n'est-elle pas ouverte jour et nuit et n'est-elle pas à certaines heures un lieu un peu à l'écart qu'on ne se prive souvent pas de "décorer" de graffitis.

#### **"NE RIEN FAIRE" OU PARTICIPER AUX ACTIVITES DU CLUB ?**

"Il n'y a rien à faire" affirment les adolescents alors que les responsables des équipements présentent de leur côté une impressionnante liste d'activités aussi variées que la sérigraphie, les émaux, le rotin, le ping-pong, la photo, la poterie, le tissage. Mais précisément une grande partie des adolescents refusent de "faire" de la sérigraphie ou du rotin ou de la poterie que ce soit au "mille-club", au centre social, ou au foyer socio-éducatif. Si on tente d'expliquer ce refus en interrogeant des



14-17 ans, on s'aperçoit vite que ces ateliers se situent en fait bien loin des pratiques quotidiennes des jeunes et très souvent hors des préoccupations immédiates des adolescents ou de leurs projets :

Beaucoup de jeunes rencontrés à Laval avaient envie de partir en virée à la découverte du pays, de "gratter leur guitare" ou de "bricoler leur bécane". C'est au centre social des Vignes qu'un adolescent nous confiait "si le centre disait il y a une randonnée dimanche, il y aurait du monde", rejoignant ainsi ce témoignage recueilli il y a quelques années (1) auprès d'autres adolescents : "Partir comme ça, faire le tour de France par exemple en moto. Aller n'importe où, pas rester au même endroit ; être seuls, entre jeunes et s'organiser, seuls sans responsable qui impose sa volonté et sa discipline".

Les jeunes du centre Saint-Nicolas, pour leur part, souhaitaient pouvoir faire quelque chose de leurs mains : "Si on pouvait faire de la menuiserie, ce serait chouette".

A la lumière de ces témoignages, il apparaît bien que les adolescents, loin de ne vouloir rien "faire", participeraient à des ateliers dans la mesure où les activités concourraient à la réussite des projets entrepris au sein de leurs petits groupes ou de leurs bandes et répondraient à leurs aspirations. Les jeunes du quartier St-Nicolas avaient envie de pouvoir aménager un coin à eux dans leur centre et souhaitaient ainsi faire de la menuiserie. De même, ce groupe qui voulait partir en randonnée aurait aimé profiter d'un lieu accueillant, "bien à eux", base de départ et de retour où l'on échange les découvertes et où l'on développe des photos.

Ce n'est donc pas à un refus inconditionnel ou à un refus de principe de la part des adolescents face aux activités organisées auquel on assiste ici. On attendrait des responsables des clubs, des centres sociaux et autres équipements une prise en considération des aspirations des jeunes (randonnées, créativité, aménagement de niches) afin d'y apporter des réponses appropriées.

Prenons l'exemple de l'aménagement du cadre de vie : beaucoup d'adolescents passent beaucoup de temps à décorer leur chambre, à fabriquer des meubles, à bricoler... or on recense très peu d'ateliers axés sur ces pratiques dans les équipements socio-culturels visités ici ou dans d'autres municipalités. De toute évidence cependant, les jeunes aspirent à avoir un coin qui leur est propre, et réalisé de leurs propres mains. Ainsi, sans minimiser les ateliers traditionnels, il semble bien qu'il y ait place pour d'autres pratiques socio-éducatives adaptées aux adolescents.

Pourtant les réponses ne sont pas toujours aisées à trouver. Ainsi, à Laval, deux propositions d'animation qui semblaient répondre à des aspirations des adolescents, n'ont pas obtenu le succès qu'on attendait. Il s'agissait de deux opérations menées l'une autour du phénomène musique, l'autre autour du phénomène moto.

---

(1) "Laissez-nous partir", étude et réflexions sur les vacances d'adolescents U.F.C.V. Editions Cléador 1975, 191 p.



- Face à l'engouement croissant des jeunes pour la moto, la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports de la Mayenne avait proposé au mois de décembre 1976 deux stages moto ainsi qu'une semaine de la moto en juin 1977. D'après le compte rendu pédagogique du stage, l'origine du projet venait de "l'attrait des jeunes pour les activités manuelles (mécaniques) et ceci en relation avec les engins qu'ils possèdent déjà personnellement". Malgré le programme intéressant de la session (mécanique, problèmes de sécurité, problèmes financiers), 11 lavallois seulement ont suivi ces stages alors que trente places étaient offertes. De même, bien que disposant de peu de statistiques, il semble bien que le salon de la moto ait eu peu d'impact sur les 14-17 ans.

Et pourtant, "ils" veulent "faire de la moto", affirme la municipalité et "on avait essayé ainsi de répondre à leurs aspirations".

Certes, la moto est un phénomène important qui passionne les jeunes aujourd'hui. Mais ce stage aurait peut-être rencontré plus de succès s'ils s'était déroulé dans d'autres locaux que ceux de la Direction Départementale et que ceux de l'atelier mécanique du lycée A. Paré, deux lieux perçus comme des institutions par le public adolescent. De même le salon de la moto, si intéressant soit-il, s'il avait présenté les plus petites cylindrées, plus accessibles au budget des adolescents, aurait peut-être attiré plus de jeunes de 15 ans.

C'est pourquoi les propositions d'aménagement de piste motarde à Laval, comme d'ailleurs dans d'autres municipalités ne répondent peut-être pas d'une manière adéquate aux besoins des 14-17 ans; 16 ans n'est pas l'âge de la grosse cylindrée. C'est plutôt l'âge du "solex" ou de la "mobylette", de la mécanique; cela va d'ailleurs dans le sens de leurs demandes : au centre social St-Nicolas, c'est essentiellement d'atelier mécanique dont on semble avoir besoin. "Moi, je répare ma moto à la cave, mais il n'y a pas de lumière, il faudrait un atelier mécanique pour réparer nos motos".

Ce qui apparaît aussi en filigrane quand on interroge des adolescents, ce n'est pas le désir de grosses compétitions avec de grosses cylindrées, mais des compétitions plus modestes avec des "mob", des karts adaptés à leur âge. C'est ce qu'évoquait ce jeune du foyer de la Croix de Pierre quand il parlait avec regret du passé "où on faisait du cyclo-cross avec de vieilles mob".

La mise en œuvre d'une politique de l'adolescence autour du phénomène mécanique passe à notre sens, à Laval comme ailleurs, par l'instauration de "24 heures du solex" ou de "48 heures du 50 cm<sup>3</sup>" qui seraient localement une réplique adaptée du "bol d'or national" et qui toucheraient une masse considérable d'adolescents. Dans ce sens les "28 000 secondes d'Orléans", s'adressant à des jeunes possédant des petites cylindrées et donc à des adolescents, nous apparaît être une initiative exemplaire (1).

(1) Voir Camaraderie. Revue d'information des Francs et Franches Camarades, n° 162, septembre 1978. pp. 24-25.



- L'animation musicale apparaît être aussi en partie inadaptée aux aspirations des adolescents. Là encore on se heurte à une double objection : les élus locaux constatent que les jeunes fréquentent l'école de musique jusqu'à 14 ans et que, passé cet âge, ils ne veulent plus "faire de la musique"; les adolescents répliquent qu'ils passent des heures à jouer de la guitare et à créer des poèmes et des chansons. C'est ainsi que l'on se trouve devant la situation suivante : une école municipale de musique animée par 19 professeurs dispensant des cours pratiquement gratuits ne touchant que très peu d'adolescents.

Est-ce la situation de l'école dans le vieux centre de Laval, loin des nouveaux quartiers où vivent les 14-17 ans qui explique cette désaffection ? Est-ce le type de musique enseignée, ou est-ce la fermeture de l'école le dimanche ?

Toutes ces remarques constituent sans doute des éléments d'explication mais quelques réflexions recueillies à Laval permettent d'éclairer notre propos : "J'aimerais qu'au centre on puisse faire de la guitare, de la batterie". "Moi, je crée mes chansons. Pour ne pas avoir à chanter celles des autres". "Moi, la musique, d'accord, mais le solfège, non". Sans remettre en cause fondamentalement l'école de musique de Laval ou d'autres écoles municipales, ne peut-on pas, sans renier l'importance du solfège, sans rejeter l'enseignement d'instruments traditionnels, accorder plus de place à des instruments plus modernes, utilisés par les adolescents ? Particulièrement, en ce qui concerne la guitare, ne peut-on pas prendre en considération la guitare folk pour laquelle il n'est pas nécessaire de suivre une heure de solfège par semaine en raison de l'existence des tablatures, gammes simplifiées ? En fait, les adolescents ne sont pas opposés à l'école de musique, mais ils voudraient en faire un lieu de création, rendant possible la naissance de petits orchestres locaux.

Cette réticence face à l'animation moto conçue par des adultes et face à l'école de musique, tout comme le refus d'adhérer aux ateliers proposés ne peut donc pas être interprétée comme un refus politique et on assiste ici, comme pour les équipements, à une opposition essentiellement culturelle.

On ne peut pas présenter ici toutes les formes de cette culture adolescente; citons simplement celles qui nous sont apparues être les plus caractéristiques au cours de notre étude : se retrouver au chaud dans une certaine ambiance, ne pas être contraint par des horaires, ne pas être prisonnier de lieux trop institutionnels, pouvoir s'exprimer, échanger, rencontrer des adultes capables de dialoguer et pour qui le travail n'est pas la seule valeur, s'évader en bande pour le week-end, sans destination précise, pour le simple plaisir d'être ensemble... certes, tout ceci est bien connu, mais ce qui est regrettable, c'est l'absence de réponses de la part des responsables et promoteurs d'activités socio-éducatives face à ces nouveaux comportements.

### **DES ENFANTS, DES ADULTES, MAIS PAS D'ADOLESCENTS**

De plus, à partir d'une analyse de la presse locale sur un an, on conçoit rapidement combien les 14-18 ans sont absents des manifestations lavalloises. Ainsi les fêtes destinées à des groupes sociaux ou à des classes d'âge semblent rassembler tous les âges, sauf les adolescents. "Nous profitons de toutes les fêtes où nous pouvons



réunir un maximum de gens. A la fête des mères, nous organisons un après-midi récréatif. Chaque maman du quartier reçoit un cadeau offert par le centre. La fête des pères, le Noël des enfants où chacun d'eux reçoit un très beau cadeau, 2 gâchettes des rois, une pour les anciens, l'autre pour le quartier".

Même pour une activité centrée autour de la musique et du chant, les adolescents semblent être absents : "Une quinzaine d'enfants de 5 à 12 ans s'étaient inscrits et parfois un peu impressionnés par les "feux de la rampe" chantèrent devant un public formé lui aussi d'une très grande majorité d'enfants. Un très bon public ne rechignant pas aux applaudissements et qui, le concours officiel terminé, se précipita sur la scène pour goûter à son tour aux joies du micro".

On aboutit aux mêmes conclusions en analysant les programmes d'activités proposés par les clubs des centres socio-culturels : le centre socio-culturel St-Nicolas prévoit des activités pour les enfants jusqu'à 14 ans, puis des activités pour les adultes sans prévoir une programmation spécifique aux adolescents. Dans le même ordre d'idées, la municipalité n'a prévu qu'un seul poste d'animateur d'adolescents pour toute la ville. L'été, les centres aérés emploient plus de 180 animateurs (1) pendant que l'animateur pour adolescent reste seul face à une masse de jeunes.

Ce fait n'est d'ailleurs pas spécifique à la municipalité de Laval. Une étude réalisée dans d'autres villes aboutirait probablement aux mêmes remarques, mais cette enquête effectuée dans une ville moyenne nous a permis en définitive de mettre en évidence non seulement le peu d'initiatives en matière de loisirs des adolescents et l'inadaptation des propositions, mais aussi le désarroi de l'opinion publique et des pouvoirs locaux face aux adolescents.

## UN PHENOMENE NATIONAL

On peut observer d'ailleurs cette absence d'intérêt dans différents secteurs : le tirage et le nombre de titres de journaux pour enfants sont en augmentation alors que la presse des adolescents est en déclin depuis une dizaine d'années. Quand on sait le marché que représenterait les "teen-agers" on est étonné par cette carence qui ne traduit en fait que l'impossibilité d'élaborer une formule adéquate.

Les centres aérés pour les enfants mobilisent chaque semaine des milliers d'animateurs et absorbant une partie non négligeable des budgets municipaux répondent sans aucun doute à un besoin d'animation de l'enfance. Mais on ne trouve pas d'innovation d'une telle ampleur pour les adolescents durant les dix dernières années. Surtout, l'effort financier réalisé pour l'enfant reste sans comparaison avec les sommes dérisoires généralement allouées aux activités des adolescents.

Les producteurs de télévision programment de plus en plus des émissions pour enfants, certes inégalement réussies, mais n'ont pas su trouver le style qui conviendrait à des adolescents.

(1) pour la plupart vacataires.



On pourrait multiplier facilement les exemples dans d'autres domaines et le récent succès de l'exposition "Dans la ville les enfants" présentée au Centre Beaubourg reste la manifestation éclatante de l'attention prioritaire portée aux enfants.

La difficulté d'élaborer une politique d'animation pour les adolescents n'est donc pas en définitive spécifique à Laval. Alors qu'il semble relativement aisé d'instaurer à partir d'un équipement et du personnel compétent une animation pour l'enfant, les réponses à apporter pour les adolescents sont **d'une autre nature**. Il apparaît bien, à la lecture du bilan réalisé à Laval, que toute politique de l'adolescence devrait plus viser à créer un **nouveau climat de relations, de confiance et de soutien**, plutôt que d'apporter des propositions d'activités trop définies ou de construire des équipements. Dans ce sens on peut affirmer que 5 à 6 caves valent mieux qu'un équipement lourd : la cave sert non seulement de lieu de repli nécessaire à la vie des "niches" décrites par J. DUVIGNAUD (1) mais aussi de lieu d'élaboration de randonnées, de virées et de voyages ainsi que de lieu de rencontre, de discussion et de création.

De même peut-être conviendrait-il mieux de **faciliter** les pratiques musicales plutôt que de proposer une animation musicale, **aider** des projets de voyage plutôt que **d'apporter** des programmes trop structurés, **inciter** à la rencontre permanente et spontanée plutôt que **prévoir** des temps de rencontre.

Ainsi, il apparaît bien en définitive que toute politique de l'adolescence nécessite de jeter au préalable un nouveau regard sur les adolescents.

Patrick GALLAUD

Chargé de Recherche au D.E.R.D.

(1) in : "La Planète des jeunes". Editions Stock.



## L'ADOLESCENCE DANS LES EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS

Les grands Centres Commerciaux de la banlieue constituent aujourd'hui des pôles de regroupement qui drainent les adolescents résidant dans des communes parfois fort éloignées. Cette présence qui n'est pas sans préoccuper les responsables de ces lieux, répond à un double processus d'attraction et d'exclusion.

La profusion d'équipements, services, commerces, possibilités de loisirs qui produisent l'animation urbaine, la foule et l'anonymat, apporte un embryon de réponse aux besoins et attentes d'une "jeunesse" qui ne trouve dans les communes de banlieue aucun véritable centre d'intérêt ni aucune structure d'accueil susceptible de les retenir.

La présence des jeunes dans ces nouveaux centres urbains ne serait alors que le reflet d'un processus d'exclusion qu'ils subissent dans leur commune d'origine.

C'est cette hypothèse que nous avons voulu vérifier en tentant de saisir la politique d'animation mise en œuvre par les équipements qui leur sont en principe destinés (1).

### Commune A

Elle est composée d'une population d'employés et cadres moyens, résidant essentiellement en habitat pavillonnaire.

Pour répondre à la demande de ses 34,5 %, de moins de 20 ans, la municipalité dispose d'une M.J.C. et de quelques équipements sportifs... De plus, elle a mis en place des activités municipales très ponctuelles : spectacles et expositions. "Mais ces activités sont essentiellement tournées vers les enfants de moins de 13 ans".

Quant à la "Maison des jeunes et de la Culture", il semble nécessaire de laisser parler un responsable : "Elle a 500 adhérents, dont la moitié est composée d'enfants,

(1) Dans l'ensemble des 40 communes placées sous l'influence d'un centre commercial régional, nous avons sélectionné cinq villes, sur la base de deux critères :

- le peuplement: n'ont été retenues dans un premier temps que les communes de plus de 20.000 ha.
  - l'indice de jeunesse : (pop juvénile/pop totale) a permis ensuite de choisir dans cette liste les deux communes les plus jeunes, les deux communes les plus âgées et une commune intermédiaire.
- Cette critériologie ne prend donc pas en compte les options politiques des différentes municipalités.



ce qui représente à peu près 1.000 personnes qui fréquentent cet équipement. La M.J.C. vient de passer un cap très difficile. Jusqu'à présent, la Maison des Jeunes a vécu comme une Maison de l'Enfance... et depuis cette date, elle s'est orientée vers les adolescents. Mais il est très difficile de reconquérir un public lorsqu'il a déserté. Pourtant, depuis quelque temps, certains groupes viennent parfois, bien que des difficultés d'intégration se fassent sentir... Aujourd'hui, les jeunes qui participent à la gestion sont essentiellement des lycéens. Quant aux autres, ils ne sont guère touchés par la M.J.C. ... (Interview d'un Responsable)".

Dans son ensemble, la politique municipale en matière d'animation socio-culturelle est restée essentiellement tournée vers les enfants, la M.J.C. n'a pas échappé à la règle. Dès lors, on peut observer, de manière quotidienne, des rassemblements de jeunes qui "traînent sans rien faire" à quelques centaines de mètres de là. Deux raisons principales peuvent expliquer cette situation paradoxale.

Utilisé depuis très longtemps, soit par une population adulte issue des classes moyennes, soit par les enfants, cet équipement possède une image de marque qui en exclut les jeunes de milieux populaires.

Le récent changement d'orientation de la M.J.C. qui se tourne désormais vers les adolescents, place les animateurs devant un problème de budget qui bloque leur capacité d'accueil.

Pourtant quelques concerts réalisés par des "groupes" locaux dans la M.J.C. ont attiré les jeunes de toute la région, dénotant ainsi un besoin réel d'animation.

Si de par sa nature, cet équipement est dans l'impossibilité de répondre à la totalité des demandes exprimées par les adolescents, il pourrait toutefois en prendre en charge une partie. Force est de reconnaître qu'au moment de l'enquête tel n'était pas le cas. Malgré le changement de politique récemment opéré, la M.J.C. n'ayant pas réussi à changer son image de marque et la municipalité refusant le financement nécessaire au lancement de ces nouvelles activités, les adolescents continuent à ignorer cette structure d'accueil. En outre, l'arrivée progressive de lycéens qui viennent y pratiquer des "activités culturelles" constituent sans doute un obstacle à l'accueil des jeunes ouvriers.

### **Commune B**

Autrefois composée essentiellement de pavillons, l'urbanisation rapide de cette dernière décennie a modifié sensiblement son paysage urbain ainsi que son contexte social. Alternent donc de vastes étendues pavillonnaires avec des ensembles massifs qui concentrent une population ouvrière particulièrement importante.

La répartition spatiale reprend alors la division sociale en catégories socio-professionnelles introduisant ainsi le difficile problème de la juxtaposition des groupes sociaux (1). En effet, malgré la relativement faible proportion de jeunes : 31,30 %

(1) Voir Chamboredon (J.C.). La délinquance juvénile, essai de construction de l'objet. *Revue française de Sociologie* XII 1977, p. 335-377.



il semble que la commune soit confrontée à des problèmes de marginalité ou de déviance. Pour répondre à cette situation, la commune dispose de nombreuses structures, et associations mises en place par la municipalité ou apparues spontanément qui ont pour objectif l'animation, l'éducation, la prévention :

- Un équipement d'animation de type maison de jeunes ou Maison pour Tous.
- Une association d'animation (loi 1901) axée sur la diffusion culturelle : spectacle et animation scolaire.
- Une structure de prévention en milieu ouvert.
- Deux équipes de prévention, disposant de foyers, travaillent actuellement sur la ville.

Enfin, il faut ajouter :

- Une association de la C.A.F. "qui fait de l'animation pour les enfants et quelques ateliers pour adultes".
- Des centres de loisirs.

Mais cet énorme dispositif travaille à la fois en interaction et de manière isolée. En interaction parce que le même public "à problème" est touché par l'équipement d'animation et par des éducateurs : "C'est la même jeunesse qui se retrouve dans les deux équipements. D'ailleurs, on retrouve les mêmes problèmes". "Ici on a eu du trafic de drogue et un groupe de vrais délinquants (drogue et même drogue dure, coups montés, prostitution) de 23-24 ans. Le groupe plus âgé a servi de modèle aux plus jeunes". (Animateur - Maison pour Tous).

Malgré cette situation, les seules relations qui existaient entre ces deux structures étaient fondées sur le "copinage" et les fréquentations personnelles. L'équipe de prévention en milieu ouvert a servi pendant une longue période de point de fixation à la marginalité. C'est là que les "jeunes à problèmes" se trouvaient en permanence, ayant peu à peu, appris à "manipuler" les éducateurs, et à leur faire jouer le rôle de tampon entre les forces de police et eux-mêmes. Les relations entre le commissariat et les éducateurs sont parvenues à un point de tension extrême. "Ils étaient à la limite de la complicité" dira un policier. Dans ce contexte les éducateurs ont décidé de disparaître temporairement et de fermer leur centre d'accueil.

"C'est là que ces problèmes se sont aggravés". Car, en créant un point de fixation, la structure de prévention permettait à la "Maison pour tous" de travailler. Sa disparition a provoqué un transfert de population extrêmement problématique pour cet équipement. "On se retrouvait à un animateur avec 80 loulous, on ne pouvait plus rien faire, on ne tenait plus la "maison".

Pour résoudre cette situation, la maison dut fermer ses portes durant huit jours.

"On a alors essayé un double processus :

- Instaurer un dialogue avec les jeunes et éviter le rejet entre générations..
- Repeupler la maison avec d'autres jeunes qui viennent de temps en temps".



L'appropriation de la Maison pour Tous par des adolescents provenant "des classes populaires : C.E.T., chômage, jeunes de la rue" et par de jeunes adultes (22 ans) "qui semblent être d'anciens loulous"... a en effet chassé tous les autres publics.

Seule véritable structure d'animation sur la commune, elle fut donc l'objet de conflits d'appropriation entre les différents groupes d'adolescents. La victoire des "loulous" plaçait les animateurs d'une maison destinée en principe à toutes les catégories sociales et à toutes les classes d'âge, devant un public difficile, peu coopératif et ne répondant aucunement aux activités proposées. "Ceux que l'on retrouve dans les ateliers de la Maison pour Tous, c'est pas les jeunes de la classe ouvrière".

Mais, alors même que l'équipe d'animation reconnaissait qu'il "n'existe aucune autre structure pour les jeunes" et qu'il "faudrait deux ou trois associations de prévention", elle envisageait cependant de changer radicalement la destination de son action. "Il s'agit de relancer une politique sur les enfants, avec des ateliers libres... Il y a un immense besoin vers les enfants".

D'autres d'ailleurs déclarent : "On n'est pas des éducateurs... et puis c'est plus satisfaisant de travailler avec des enfants, au moins on peut faire quelque chose". Cet équipement fut donc le lieu d'un processus social symptomatique et presque caricatural.

Tout d'abord, c'est l'équipe de prévention qui a joué le rôle de déclencheur.

Elle a localisé une population à problèmes qui, sans elle, aurait investi d'autres lieux, d'autres équipements. Cette centralisation était d'ailleurs pour elle, la condition sine qua non d'une action efficace. (Voir infra, Commune C). Son réel succès mis en évidence l'existence d'une **demande implicite**, réaffirmée par le transfert de population que nous avons décrit précédemment.

D'autre part, les problèmes rencontrés par la Maison pour Tous soulignent les phénomènes d'appropriation qui s'exercent sur un équipement. Cette constatation reprend la thèse avancée par Jacques ION : "L'observation empirique montre que la confrontation de groupes sociaux différents se fait presque dans tous les cas sur le mode de l'exclusion" (1).

La coexistence de catégories sociales et de classes d'âges différentes ne découle pas d'un processus naturel. Tout au contraire, elle ne peut être que le résultat d'une action concertée soigneusement préparée et de longue haleine, c'est-à-dire d'une **véritable politique d'animation qui irait à l'encontre des phénomènes habituellement relevés.**

En outre, dans cette situation éminemment conflictuelle, qui remet en question l'idéologie des Maisons pour Tous, le type de formulation et les exigences de leur métier ne permettent pas aux animateurs de se confronter à un public d'adolescents

(1) ION (J.), MIEGE (B.), ROUX (A.N.). - *L'appareil d'Action culturelle* - Editions Universitaires 1974, p. 144



quelque peu difficile.

Leur volonté de s'occuper d'une population plus "facile" : les enfants ou de favoriser le développement d'activités socio-culturelles, d'ateliers... est alors le signe d'une difficulté particulière à animer les adolescents issus de classes populaires.

Enfin, rappelons que même lorsqu'ils sont confrontés à une situation explosive, animateurs et éducateurs ne peuvent établir d'autres relations qu'inter-personnelles.

### Commune C

Dans cette "Commune dortoir", aucune activité particulière ne semble retenir l'intérêt, si ce n'est la place centrale qui regroupe deux cafés largement fréquentés par les jeunes.

La vie socio-culturelle repose sur trois équipements principaux :

- Un centre socio-culturel, fréquenté de manière quasi exclusive par une population féminine provenant des classes sociales favorisées et par les enfants.
- Une M.J.C. qui touche de manière continue, environ 600 à 650 personnes.
- Enfin un foyer relevant du Ministère de la Justice. Pourtant de nombreuses associations existent qui regroupent quelques personnes autour d'activités très spécifiques : philatélie, ciné-club, amicales.

Dans ce contexte, la M.J.C. est la seule structure susceptible de répondre quelque peu à la demande d'animation manifestée par les adolescents.

Créé en 1965, cet équipement s'était à l'origine orienté vers la formule du Foyer, regroupant les jeunes de la commune. Pourtant, c'est dès cette époque que se nouent les contradictions qui apparaîtront peu après.

La Municipalité, en effet, nomme elle-même animateurs et directeur. Malgré cette précaution le personnel d'animation se succède à un rythme quasi annuel.

En 1970, la F.F.M.J.C. charge un directeur de remettre sur pied cette maison laissée à l'abandon. Trois types d'activités sont alors proposées :

- un foyer de jeunes (250 personnes),
- des ateliers... club de plein air,
- des spectacles débats...

La croissance et le succès de plus en plus grand de la M.J.C. vient réaffirmer, si cela était nécessaire, l'existence d'un besoin d'accueil et d'animation. Mais cette réussite, peut-être trop rapide, fait surgir une série de problèmes qu'il a fallu assumer :

- Par son succès, son extension, et son indépendance, la M.J.C. est apparue comme un contre-pouvoir. Elle mettait au grand jour les erreurs commises en matière



d'animation culturelle.

- Corrélativement, cette même réussite va transformer cet équipement en **abcès de fixation**. "Le foyer va être envahi par une jeunesse en rupture qui, vu le chômage, vivait d'expédients (casses,... vols...) et qui, peu à peu en sont venus à la drogue".

Le processus s'est déroulé en trois moments :

- Remise à flot et succès des activités de la M.J.C. qui attire de plus en plus d'adolescents.
- De ce fait, les jeunes marginaux qui ne disposent d'aucun autre lieu de rencontre, ni d'aucune autre structure envahissent alors la maison. Parmi eux "50 jeunes qui se droguent".
- La drogue qui obéit à un "phénomène tournant" se déplaçant de commune en commune vient se fixer sur la maison des jeunes. "Deux facteurs sont intervenus pour expliquer ce fait : la Brigade des Stupéfiants devient de plus en plus efficace dans son repérage, mais ne fait que déplacer le problème. Le Commissariat de X a mis en place une brigade spéciale...". Quant aux "Dealers" – revendeurs de drogue" – qui savaient qu'ils trouveraient un "marché" suffisant, ils sont venus rôder autour de la "maison".

Cette situation éminemment problématique est donc le résultat inéluctable d'une convergence de facteurs qui eux-mêmes ne sont guère extraordinaires :

- La M.J.C. confrontée à un **public d'adolescents** et même d'adolescents "en rupture", accepte de relever le gant et décide de répondre à cette demande.
- Celle-ci sera d'autant plus forte que la population locale rejette et rejettera ce type de comportement.

Un point vient corroborer cette idée. Lorsque la M.J.C. devra fermer ses portes, tous ces jeunes iront envahir les cafés avoisinants. Débordé par la situation "le patron a dit que si la M.J.C. ne rouvrait pas ses portes, il fermerait ses cafés".

Malgré ce rôle de fixation, joué par la M.J.C., ses relations avec la municipalité iront en se dégradant. "Celle-ci refuse la politique d'animation menée par les animateurs, elle refuse que cet équipement soit approprié par un tel groupe social, qualifié de "racailles"... Elle refuse enfin, de le voir envahi par des jeunes venus de l'extérieur". Pour toutes ces raisons, la municipalité a bloqué les subventions de la M.J.C. et la situation évolue désormais vers la rupture. Mais l'anéantissement de ce lieu de fixation ne pourra qu'aggraver la situation de ces adolescents.

Il serait vain et illusoire de ramener la jeunesse de cette commune à sa frange "marginale" ou délinquante. Toutefois la présence de cette population dans le seul équipement disponible souligne l'importance de l'enjeu dont elle est l'objet.

Chaque quartier de la ville a sa bande de jeunes rockers, issus de milieux populaires. Ceux-ci se rencontrent à la M.J.C., qui devient de ce fait un véritable point de ralliement.



“Au début, ils étaient assez agressifs et les bagarres éclataient souvent... d'ailleurs, quand ils ne savaient pas quoi faire, ils se demandaient s'ils allaient aller à “x” ou au Centre Pompidou... Mais maintenant, ils se mettent à la drogue, ce qui calme leur agressivité. Aujourd'hui on n'a pratiquement plus de bagarres”.

Ces jeunes peuvent d'ailleurs être classés dans deux catégories distinctes :

- “Les contestataires” pour qui la drogue est le moyen d'exprimer leur marginalité et leur révolte. Cette démarche, ils la poursuivent d'une part en devenant eux-mêmes des revendeurs et d'autre part, en étant “chômeurs chroniques”. (1)
- “Les drogués accrochés” qui sont devenus alors de véritables toxicomanes mais qui gardent encore un regard lucide sur leur situation”. Dealers professionnels, ils ne fréquentent la M.J.C. qu'occasionnellement.

La dynamique sociale qui a joué dans cette commune a eu pour effet :

- l'appropriation exclusive d'un équipement par un groupe social,
- et donc l'apparition d'un “point de fixation”, d'une “plaque tournante” ou encore d'un “ghetto pour marginaux”, qui en tout état de cause **correspond à une demande.**

A contrario, la volonté des animateurs d' “accepter le tout venant” et donc de travailler avec la “demande sociale” s'est heurtée à un triple obstacle :

- l'absence quasi totale, dans la région, de structures acceptant de prendre en compte de manière délibérée ce problème. De ce fait, la M.J.C. est devenue, elle aussi un “centre” dont l'aire d'attraction dépasse la commune,
- l'opposition de la municipalité, qui voyait son image culturelle se ternir,
- l'absence de contacts, de relations et de soutiens d'une part entre éducateurs et animateurs et d'autre part, avec les instances départementales ou nationales susceptibles d'appuyer cette démarche. “Entre les éducateurs et les animateurs, il y a une totale incompréhension. Il y a même une opposition des éducateurs”.

Cette structure, alors même qu'elle correspondait à une nécessité (2) s'est donc trouvée isolée, sans appui et sans subventions.

(1) Afin d'éviter tout contre sens, par une interprétation abusive, signalons ici qu'à ce stade de la révolte, il est absolument impossible de faire la part entre marginalité subie et marginalité volontaire. Le processus psychologique de “dissonance cognitive” intervient, en effet, sur un individu ou même un groupe social pour ajuster ses désirs à la réalité, en faisant prendre la réalité pour ses désirs. En ce sens, une marginalité imposée par le contexte social devient revendication de marginalité et révolte instinctuelle. C'est ce processus qui est intervenu chez les “Blousons noirs” de 1960, puis quelques années plus tard chez les hippies contestataires de 1970. (Sur ce dernier point, cf. MAUGER (G) *la vie buissonnière*, F. Maspero Paris, 1975).

(2) Cette nécessité que nous venons de signaler a été illustrée et confirmée par les avatars successifs qui ont marqué les initiatives de la municipalité en ce domaine. Deux fois de suite, en effet, des équipements de quartier, mis en place pour des jeunes ont été au bout de quelque temps détournés de leurs fonctions et intégrés dans un autre complexe d'activités, à destination d'une population “sans problèmes”.



### Commune D

Dans cette commune, comme dans la quasi totalité des communes du département, la juxtaposition de groupes sociaux différents débouche sur une ségrégation à la fois spatiale et sociale.

Les ouvriers et employés qui constituent la majorité de la population sont confinés dans deux zones d'habitats collectifs tandis que les classes moyennes se tiennent à l'écart dans un secteur plus pavillonnaire.

Corrélativement, ces données fondamentales qui permettent de cerner un certain nombre de pratiques sociales et culturelles se croisent avec une structure par âge, particulière,

- 38 % de moins de 20 ans
- 54 % entre 20 et 64 ans
- 7 % de 65 ans et plus.

Cette commune est donc l'une des plus jeunes de notre échantillon. La rotation et la croissance importantes qui caractérisent cette commune — puisque 39 % des ménages n'habitaient pas dans la commune en 1968 — bloque l'apparition de réseaux de solidarité, de liens basés sur l'affinité et l'interconnaissance... et donc l'intégration sociale. Enfin, signalons que 600 jeunes sont actuellement touchés par le chômage.

De toutes ces caractéristiques, il ressort que la situation de la commune ne se présente pas sous un jour particulièrement favorable.

**La municipalité a donc orienté sa politique d'animation en direction des adolescents.** Elle a mis en place un certain nombre de structures ou d'équipements qui répondent à cette volonté "politique".

- Un centre de loisirs a spécifié son action en direction des jeunes travailleurs qui viennent de s'engager dans la vie active.

- Deux foyers se préoccupent des 13 - 18 ans, issus de milieux défavorisés. De ce fait, lorsque les jeunes atteignent leur majorité, ils ne sont plus acceptés dans ces équipements. Dans la conception initiale, en effet, les jeunes parvenus à l'âge de 18 ans devaient passer au "Centre de loisirs" plus adapté à leurs demandes. Mais ce transfert ne se fait pas sans difficulté et nombre de jeunes interrogés déclarent : "Quand on est majeur, on nous fout dehors et après il n'y a plus rien pour nous. Il n'y a plus rien pour les jeunes à "D".

- Enfin, une "association" indépendante de la municipalité a opté pour les activités plus culturelles qui concernent essentiellement les jeunes de classes moyennes.

"Globalement on peut donc estimer que 1 000 adolescents restent en dehors de toutes les structures", soit 48 %! Cette estimation marque sans conteste la qualité du réseau d'équipements et de structures offert aux adolescents.

Malgré ce succès, les responsables de l'animation sont confrontés depuis quelque



temps à certains phénomènes de violence. "Les animateurs ne font plus face et les associations commencent à rejeter les jeunes... et à en parler. On n'arrive plus à faire face".

De fait, 100 à 150 jeunes, issus des quartiers les plus défavorisés, ont un comportement déviant et même délinquant. Réfractaires à toute tentative de réinsertion sociale, c'est cette petite minorité qui bloque les actions d'animation et d'éducation qui ont lieu dans la commune.

Les animateurs se sont donc résolus à leur interdire l'entrée des équipements. "D'ailleurs on est bien content maintenant que "X" soit ouvert, parce qu'ils vont là-bas et pendant ce temps-là, nous, on peut travailler sérieusement". Ainsi, le centre "X" sert d'exutoire et par là même clarifie la situation locale.

### Commune E

Ville extrêmement récente, constituée essentiellement de "grands ensembles" ses habitants sont forcément installés depuis fort peu de temps, et connaissent de ce fait des problèmes d'adaptation à l'environnement et d'intégration dans le nouveau milieu social qui se structure peu à peu.

Suivant en cela, les caractéristiques particulières des "grands ensembles", le poids de la population juvénile est extrêmement fort : 43,5 % alors que le département ne comprend que 34,28 % de 0-19 ans et la France 30,7 %. La question de la "jeunesse" est donc d'une acuité et d'une importance telles que personne ne saurait la remettre en question.

Pourtant, il ne faudrait pas en conclure trop rapidement que "jeunesse" équivaut à délinquance. "Il y a eu des problèmes, c'est vrai, et puis tout s'est tassé... c'était une population toute neuve, tout est neuf. Et puis peu à peu ils se sont habitués, ils se sont insérés. Il reste maintenant qu'il y a beaucoup de problèmes..." (Responsable-Police).

Ainsi de l'avis même de personnes bien au fait de la question, la délinquance sur cette localité n'est pas plus importante ni plus extraordinaire qu'ailleurs. Pourtant, une "image dévalorisante" pèse sur la commune et sur ses habitants.

La répartition socio-professionnelle y est certes pour beaucoup, puisque les catégories sociales "inférieures" ici sont sur-représentées : 66,6 % contre 61 % dans le département et 61 % aussi pour la France.

Dans ce contexte, les adolescents ne font qu'obéir au poids social qui les environne. La formation de bandes de quartiers ou d'immeubles est alors le meilleur moyen de répondre à l'isolement et à la vacuité du temps. "Les bandes sont nombreuses, et elles tombent presque toujours dans un état de pré-délinquance".

Mais ici aussi, cette marginalité, plus subie que voulue, revêt selon les quartiers et par conséquent suivant les milieux sociaux qui y résident des aspects spécifiques.



Ainsi la marginalité reprend elle aussi les caractéristiques globales de la commune en se répartissant suivant un clivage qui est à la fois spatial et social. Dans le quartier habité par les classes moyennes... "les jeunes n'adoptent pas d'insignes de reconnaissance. Mais ces bandes seraient plus profondément engagées dans la délinquance".

C'est donc sur le milieu populaire que se focalise en tout premier lieu le processus de marquage, d'identification et de réprobation sociale. Plus discrets, les jeunes, issus des classes moyennes peuvent alors évoluer dans un univers peut être plus déviant, mais qui ne suscite pas l'inquiétude.

Les différences sociales recouvrent aussi des différences dans le rapport que les groupes entretiennent avec la drogue. Ici nous ne ferons que redire ce que nous avons signalé plus haut : "Ceux qui consomment la drogue seraient plus des adolescents issus des classes moyennes"... Mais les quelques témoignages dont nous disposons permettent d'affirmer que cette pratique de la drogue se produit dans un milieu incapable d'en contrôler les effets..."

Pour répondre à cette situation, la municipalité n'a pu mettre en place qu'une Maison des Jeunes et de la Culture, liée à deux antennes de quartier. Malgré tout, cette équipement ne peut guère toucher que 250 adolescents et 100 enfants soit 3 % de la population juvénile. "La pénurie d'équipements ne permet pas de répondre aux besoins des jeunes. Et hormis la M.J.C., il n'y a rien et surtout rien pour les adolescents...". Qui plus est, malgré cette configuration "grand ensemble" ou peut être à cause d'elle, le clivage social se double d'une ségrégation spatiale. "Une partie de la commune est composée quasi exclusivement de classes moyennes, alors que l'autre partie au contraire n'a pratiquement que des ouvriers".

Ségrégation et clivage qui se transforment chez les jeunes en opposition et en rivalités. "Entre les pauvres et les favorisés, il y a un clivage que l'on retrouve dans les bandes".

Enfin, la prolifération de jeunes, enfants et adolescents qui envahissent squares, places et parkings au pied d'immeubles, suggèrent une "image de ghetto" et s'insécurité que rien ne vient contredire. Nous ne citerons ici que ces quelques remarques, notées au fil des interviews.

"Les bandes en état de délinquance créent auprès de la population une ambiance de peur. De plus, on crée une image de violence et de délinquance par l'intermédiaire des media..."

Tel jeune, sur la Place de "X" affirme : "Ils sont venus, ils ont fait des photos... et puis on a vu nos têtes dans le journal avec un gros titre : les voleurs de "E" ", ou bien encore, c'est une émission de télévision qui présente la ville comme délinquante...

Tous ces éléments engendrent un processus de "marquage social" que l'on retrouve dans le discours des adolescents, "avant on disait que c'était pour les enfants, mais en vieillissant, ça devient une ville de délinquants".



Cette image, quelque peu surfaite, se fonde toutefois sur des éléments bien réels, tirés de la vie quotidienne tout autant que des "événements" qui pénètrent cette quotidienneté...

La "situation sociale" que nous n'avons fait qu'indiquer se traduit dans les faits par une prolifération de problèmes qui attirent l'attention...

- Nombre croissant de dépressions nerveuses, d'expulsions et difficultés financières...
- En quatre mois, on a eu connaissance de sept jeunes mis à la porte de chez eux et de trois cas de suicides".

On pourrait multiplier de tels exemples, ils ne feraient qu'illustrer cette situation...

Ce sont donc les cafés et les parkings qui accueillent les jeunes. Pourtant, la M.J.C. reste la seule structure permettant aux adolescents de se rencontrer. Les difficultés financières auxquelles elle est confrontée lui interdisent par ailleurs toute autre initiative.

Devant cet état de fait, on aurait pu croire qu'éducateurs et animateurs allaient conjuguer leurs forces : "Il existe une équipe de prévention... qui d'ailleurs se tourne plus vers l'animation que vers la prévention. Mais de toute façon nous n'avons aucune relation avec eux..." Mais, encore une fois, la logique professionnelle a séparé des travailleurs sociaux qui interviennent sur le même public.

Malgré ses limites, l'échantillon que nous venons de présenter fait ressortir l'extraordinaire absence de structures d'accueil et d'animation destinée à l'adolescence.

Dans la majeure partie des cas, sous la pression des parents, qui sont aussi des électeurs, les municipalités assurent prioritairement la prise en charge des enfants (0-13 ans). La prolifération des structures concernant cette classe d'âge répond bien évidemment aux modifications qui ont affecté les modes de socialisation traditionnels, et tout particulièrement la famille.

Dans ce contexte de difficultés financières que connaissent les communes de la banlieue parisienne soumises ces dernières années à une urbanisation rapide, le développement du "secteur enfance" entre en concurrence avec la création ou même le maintien de structures répondant à la demande des adolescents.

La préférence accordée par les responsables municipaux à cette première catégorie, au détriment de la seconde, tient pour une part à l'impossibilité où se trouvent enfermés les adolescents de manifester leur existence, d'explicitier leur demande et d'intervenir dans le champ décisionnel.

Loin de porter remède à cet état de fait, la logique du "secteur animation" vient renforcer cette pénurie d'équipements à destination des adolescents. Le type de formation des animateurs socio-culturels, leurs compétences et leurs motivations les portent plus volontiers vers les groupes sociaux avec lesquels "on peut travailler": enfants, femmes inactives, troisième âge. en organisant des activités familiales : marionnettes, théâtre, ateliers...



Dans ce contexte, les structures qui seraient susceptibles d'accueillir les adolescents se voient détournées de leur fonction au profit de publics moins difficiles, moins exigeants, qui correspondent aux modèles de l'animation socio-culturelle".

Même dans le cas des équipements qui prétendent répondre à la demande des adolescents, la réponse à leur problème reste extrêmement superficiel, étant donné qu'on se satisfait généralement de mettre à leur disposition des occupations de temps libres et de loisirs. Le terme même d'"adolescents", qui invite à identifier du seul point de vue de l'âge des jeunes issus de tous les milieux sociaux, a pour effet d'oblitérer la dimension socio-économique qui détermine de manière décisive comportements, attentes et besoins. On amalgame ainsi dans le même public des groupes sociaux aussi différents que les jeunes manœuvres en quête de travail et les étudiants, etc... Une politique de diffusion culturelle et même de mise en place d'ateliers à caractère "socio-éducatif" ne peut jamais concerner qu'une catégorie d'adolescents. A cet égard, les spectacles musicaux constituent l'exemple le plus flagrant :

- le folk touche essentiellement les lycéens, "intellectuels contestataires".
- le rock fait venir tous les groupes de jeunes qui se reconnaissent dans le comportement "Rocky",
- quant à la musique classique...

En refusant de reconnaître qu'il n'existe pas un public mais des publics particuliers, que l'adolescence ne constitue pas un "ensemble indifférencié" mais est composé de groupes sociaux distincts, le secteur animation provoque le rejet des "adolescents issus de milieux défavorisés.

Rares sont en effet les équipes qui acceptent d'orienter et de spécifier leurs actions en direction de ce public. A cet égard, les déplacements des bandes de jeunes, la circularité des "points de fixation" et des problèmes de drogue d'une commune à une autre manifestent le refus de prendre en compte ces questions. La confusion qui prévaut le plus souvent chez les responsables d'équipements entre adolescence et marginalité permet d'évacuer les différences socio-culturelles et de rejeter ceux qui n'entrent pas dans les schémas préétablis d'une animation socio-culturelle de "qualité". Elle permet ensuite de rappeler que les animateurs ne sont pas des "éducateurs de prévention" et par là de rejeter en la confiant à d'autres travailleurs sociaux cette population qui échappe aux normes traditionnelles de l'action culturelle. Mais il conviendrait alors de s'interroger sur l'absence quasi totale de relations ou de coordination entre ces deux branches du travail social. Alors que les animateurs délaissent une population adolescente quelque peu difficile à manier, les éducateurs "spécialistes de la vraie délinquance" intervenant sur des petits groupes, manifestent des réticences à pénétrer dans les équipements socio-culturels. Cette logique corporatiste provoque ainsi le rejet des adolescents qui n'ont pas l'avantage de participer à la culture reconnue, mais qui ne sont pas non plus les "délinquants" justifiables d'une prise en charge par les structures adéquates.

Cette importante frange de population qui reprend principalement les caractéristiques des milieux populaires est donc laissée en dehors de toute structure. Enfin, l'analyse des politiques d'animation menées au travers des équipements disponibles dans la banlieue nous conduit à rappeler ici les constats déjà formulés par de nom-



breux sociologues (1). Si le terme "s'approprier" renvoie à la dimension active par laquelle un individu ou un groupe modifie le réel pour le rendre conforme à ses propres fins, l'appropriation d'un équipement par un groupe implique nécessairement son adaptation au groupe qui en est le principal usager. En ce sens, un équipement socio-culturel ne peut guère être polyvalent. Son agencement interne et ses activités sont spécifiés en fonction d'un certain public. Ce qui en exclut les autres.

Un tel constat résulte tout à la fois des processus psychosociologiques présents dans la logique de structuration des groupes sociaux, mais aussi et surtout de l'enjeu que constituent ces équipements pour assurer leur positionnement dans la vie locale.

En ce sens, ils sont pour les adolescents le moyen d'affirmer leur existence et d'imposer à la collectivité la tâche de répondre à leur demande.

Les rivalités entre "enfants et adolescents" lycéens et adolescents de milieux défavorisés ou encore foyer et activités socio-culturelles concrétisent alors la lutte pour s'accaparer un équipement public et accéder ainsi à la reconnaissance sociale.

Et si une certaine alternance horaire ou journalière peut permettre la rotation des publics, il reste que globalement un équipement est l'objet d'un processus d'appropriation qui se résoud par l'exclusion des groupes rivaux.

En outre, alors même que les responsables souhaitent changer leur politique d'animation, soit pour rendre à leur vocation première des maisons de jeunes qui fonctionnent actuellement comme maisons de l'enfance, soit au contraire pour chasser les adolescents trop perturbateurs en faisant venir en masse des enfants ou des étudiants, l'image de marque qui résulte de l'appropriation initiale de ces équipements constitue un frein important à de telles décisions.

"Mal fréquentées", "repères de "voyous" et même de "racaille", elles sont alors l'objet d'une fréquentation sélective à laquelle il apparaît très difficile de s'opposer. Seuls s'y rendent et y sont admis ceux qui appartiennent au groupe qui en a pris possession.

Pareillement lorsqu'elles sont envahies par les "petits bourgeois", les intellectuels ou les "babas", les jeunes des milieux populaires s'excluent d'eux-mêmes d'un équipement qui ne répond en aucune façon à leurs attentes.

Ainsi, les processus d'appropriation/exclusion se fondent tout à la fois sur les différences de classes d'âge, les différences de classes sociales mais aussi sur les différences de modèles d'identification : rockers, rocky, punk, babas, militants...

Placés devant ces contradictions majeures, animateurs, gestionnaires et responsables ne peuvent éluder la nécessité de réexaminer l'orientation de leur politique. Trois observations s'imposent à cet égard :

(1) JENNY (J.). — Les Équipements socio-culturels pour les jeunes. — Education et vie sociale, Paris 1961.



- Malgré une relative abondance d'équipements, il existe une véritable carence dans le dispositif d'accueil et d'animation du secteur adolescence. Celle-ci devient alarmante dès que l'on considère les structures actuellement offertes aux adolescents des classes les plus défavorisées.
- Il convient donc d'abandonner le terme générique d'adolescence, qui joue dans l'idéologie unanimiste de l'animation un rôle d'occultation, pour spécifier cette classe d'âge en fonction des classes sociales qui seules peuvent rendre compte des comportements, des attentes et des besoins. A ce prix seulement, les activités, les programmes et même les locaux proposés pourront être ajustés aux exigences du public concerné.
- Enfin, en raison même des particularismes sociaux et des oppositions qui en découlent, la coexistence au sein d'un même équipement de groupes sociaux aussi différents que les adolescents des milieux populaires, les femmes inactives des classes moyennes, les enfants sur-protégés des milieux aisés apparaît à l'évidence comme une "utopie militante" à laquelle il convient de mettre un terme pour obtenir enfin une action efficace.

**Jean-Charles LAGREE**  
Centre d'Ethnologie Sociale  
et de Psychosociologie

**L'EDUCATION DES ADULTES  
ET L'EDUCATION COMMUNAUTAIRE EN GRANDE-BRETAGNE**  
par Colin TITMUS

**Document de l'I.N.E.P., numéro XX, réalisé par Claudine KRISHNAN, 1977**

Ce document a été réalisé à partir des exposés qu'avait faits Monsieur Colin TITMUS, Professeur à l'Université de Glasgow ("Department of Extra-Mural and Adult Education"), au cours de journées d'études sur l'Education des Adultes en Grande-Bretagne, organisées en 1975 à l'Institut National d'Education Populaire. Outre les informations et les analyses concernant ce secteur important du système éducatif (et socio-éducatif) britannique que constitue l'Education des Adultes, quelques aspects de l'éducation communautaire en Grande-Bretagne sont également présentés.



## A PROPOS DES ADOLESCENTS... OU LIBRES PROPOS D'ANIMATEURS

*Les responsables d'équipements socio-éducatifs et de mouvements de jeunesse, les animateurs, sont particulièrement bien placés pour observer les évolutions, les comportements, les désirs qui caractérisent actuellement la classe d'âge des pré-adolescents et des adolescents.*

*Il nous a paru intéressant d'aller interroger certains d'entre eux sur ces questions et de leur donner ici la parole, en conservant le langage parlé des entretiens. Il s'agit de propos personnels qui n'engagent en rien les organismes dans lesquels nos interlocuteurs exercent leur activité professionnelle.*

### INTERLOCUTEURS :

- Claude QUENAULT  
Directeur de la Maison des Jeunes et de la Culture de Conflans-Ste-Honorine.
- Jean BETBEDER  
Equipe Nationale des Clubs de Loisirs et d'Action de la Jeunesse (C.L.A.J.).
- Claude GLOECKLE  
Formateur, Francs et Franches Camarades
- Mme PLIEZ-VASSAL  
Directrice de la Maison des Jeunes et de la Culture Mercœur, Paris 11<sup>e</sup>.
- M. GABA  
Responsable du secteur adolescence, Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (C.E.M.E.A.).
- André CORDENOD  
Françoise GARCIA  
Henri COLOMBANI  
Association de Chantiers de Jeunesse Les Compagnons Bâisseurs.
- *Propos recueillis par R. DUJARDIN, P. GALLAUD, L. SCHILLINGER*
- *Montage : B. SACHS.*



## Une urgence : créer des relations d'égalité avec les jeunes

**Claude QUENAULT**

Les structures d'encadrement de la jeunesse ne correspondent plus du tout à la réalité psychologique et sociologique des besoins des adolescents.

Si on n'a pas comme projet pédagogique de créer des relations d'égalité, les ados fuiront les structures collectives. On trouvera ces mêmes qui s'ennuient sur les plages, qui se droguent, qui se réfugient dans la délinquance, qui s'éloignent de plus en plus des adultes et qui ne croient plus à la relation "éducative".

Si on n'est pas capable d'accepter de front la mise en place la plus rapide de rapports d'égalité avec les jeunes, notre génération va se casser royalement la figure. On n'a pas inscrit cette nécessité dans nos manuels de pédagogie, or c'est la demande la plus urgente. Cela veut dire partager l'argent qu'on gagne, supprimer cette idée d'argent de poche, d'assistantat économique, partager les endroits et les lieux dans lesquels on vit et partager les décisions. Et en plus, dernier point, prendre en compte ensemble nos différents problèmes.

En tant que directeur de M.J.C., ça veut dire être capable de modifier le concept d'animation, d'encadrement, d'imaginer la vie quotidienne d'une autre manière. Cela veut dire en clair : le partage du pouvoir. C'est l'élément central à partir duquel on doit redéfinir nos relations avec le groupe adolescent en général, sur les lieux de l'école, sur les lieux du travail et sur les lieux de vacances.

## Travail : le refus des rapports d'autorité et de la hiérarchie

**Jean BETBEDER**

Ce qui change chez les jeunes aujourd'hui par rapport à ceux d'avant, c'est qu'ils savent probablement mieux ce qu'ils ne veulent pas, ce qu'ils refusent et probablement moins ce qu'ils veulent. L'absence totale de modèles, l'absence de références, moi je considère cela comme une bonne chose et pas comme une mauvaise, en comparaison avec les attitudes qui consistent à s'enthousiasmer pour des choses qui ne peuvent être que des mythes. Ceci dit, quand même, ils ne sont pas bien dans leurs pompes.

Ce qu'ils ne veulent pas, par rapport au boulot, ce sont les rapports d'autorité entre qualifiés et non qualifiés, entre chefs et ouvriers : ils le refusent assez viscéralement ; ils refusent, on en a beaucoup d'exemples, le travail qui n'a pas de sens.

Le travail intérimaire, choisi par un nombre croissant de jeunes, est l'expression de cette tendance : le travail fait, la qualification n'ont aucune importance. Ce qui



compte, c'est de pouvoir arrêter pour réaliser un projet personnel, par exemple partir à la campagne ou faire de la musique.

Un autre exemple : je connais trois jeunes qui étaient l'année dernière en fin de B.E.P. Tous les trois ont réussi le B.E.P. de monteur-mécanicien. Il n'y en a pas un cette année qui soit monteur-mécanicien. Il y en a deux qui font les vendanges, en attendant de chercher du travail et le troisième veut faire de la musique. Il a horreur de tout ce qui est mécanique. Il a fait un B.E.P. de mécanique on ne sait pourquoi. Il sait bien qu'il ne pourra pas être musicien professionnel parce qu'il y en a peu, alors ce sera un boulot par ci... peut-être vendre des disques dans un drugstore pour rester en contact avec la musique.

### Aujourd'hui, les jeunes "se posent" ; ils prennent le temps de vivre...

Claude QUENAULT

Ce qui me paraît nouveau dans l'attitude quotidienne des jeunes aujourd'hui, c'est qu'ils "se posent".

Quand on organise des concerts et des spectacles à la M.J.C., ils viennent et ils passent trois heures. On ne peut plus faire un spectacle d'une heure... Ils ne l'acceptent pas. Quand ils viennent, il y a un temps de relation à mettre en place.

Quand ils viennent dans un endroit, ils n'ont pas cette espèce de relation que nous avons, toujours pressés, bonjour, bonsoir, comment tu vas et salut, on fait les questions et les réponses. Eux, actuellement, on le ressent dans les spectacles, ils viennent, ils passent deux jours. On a fait une fête de plein air cet été, ça a débuté le samedi matin et ça s'est terminé le dimanche soir. Et à onze heures du soir le dimanche il y avait encore 300 pékins qui ne voulaient pas partir...

Je me souviens de mon adolescence : c'était toujours des trucs très rapides ; mais eux, ils se posent et ils apportent leur espèce d'inertie sur le temps. Un rapport au temps et à l'espace, un rapport au sol. Ils parlent beaucoup moins que nous. Ils parlent très peu...

Les souvenirs que j'ai de Sarcelles, où j'ai été pendant sept ans directeur de la maison des jeunes, c'est que les jeunes étaient en meilleure santé physique, généralement... Il leur fallait plus d'activités de plein air... Maintenant, ils "se posent", ils sont bien calmes.

Avant ils avaient beaucoup plus d'allant collectif. C'est le contre-choc d'un mal - vécu quelque part, des adolescents et des adultes... Je crois qu'ils prennent le temps de vivre actuellement et s'enferment moins dans l'activisme forcené qui masque les choses.



### Les désirs des jeunes pour leurs loisirs :

- se retrouver entre eux
- maîtriser une activité "technique"

### Claude GLOECKLÉ

Dans le Haut-Rhin, notre activité de formation de moniteurs de centres de loisirs concerne 250 jeunes entre 16 et 19 ans. Ce que nous ressentons à propos de ces jeunes, c'est qu'ils recherchent leur propre plaisir. Ils se servent du stage parce que cela répond à une nécessité législative pour s'occuper des enfants en centre de loisir mais ils sont attirés par les stages spécialisés (canoë-kayak, ski de fond, équestre, spéléo). Ce qui est révélateur c'est que même s'ils s'occupent d'enfants, ils veulent trouver une réponse à leurs désirs personnels.

C'est là une analyse personnelle. D'autres collègues trouveront cette raison moins importante que celle de s'occuper des enfants. Je crois que l'une est liée à l'autre. C'est difficile de les classer. Quelqu'un qui aime faire du ski de fond, s'il le fait avec les enfants, il le fera mieux parce qu'il aime cette discipline et qu'il la maîtrise. On approche là le problème des loisirs des jeunes et des enfants. Le gars de 18-19 ans qui aborde des enfants est influencé par les exigences technologiques des loisirs. On arrive à une pratique de loisirs de plus en plus technologique.

C'est ce qui fait que les loisirs traditionnels concernent peu les jeunes. Il faut adapter les loisirs à l'univers technologique.

Actuellement les jeunes sont attirés par deux pôles dans le cadre de leur vie de loisirs :

- maîtriser une technique hautement qualifiée,
- se retrouver entre eux.

Il faut donner aux jeunes la possibilité de se retrouver entre eux sans pour autant les enfermer dans des ghettos, c'est-à-dire sans les laisser de côté dans les cages d'escalier ou les caves des cités H.L.M., ou encore au café du coin.

Dans les M.J.C., les jeunes ne sont pas du tout à l'aise. Ils n'ont pas leur place là dedans.

Il n'y a pas actuellement d'équipement ouvert au groupe d'âge adolescent qui est un peu isolé, qui se retrouve au café du coin. Les jeunes n'ont pas de support qui leur permette dans l'année de préparer ce qu'ils veulent faire en commun. Ils n'ont pas eu leur place dans les maisons de jeunes. Ces équipements là ne permettent pas toujours l'accueil des jeunes. On a peu de moyens pour ces groupes d'adolescents.

Pour l'adolescence, il n'y a pas eu de politique d'équipement. Nous avons une position à ce sujet qui est de dire : il faut permettre aux adolescents de se retrouver. Sur le plan du Haut-Rhin et de l'Alsace, nous sommes en accord avec les mouvements qui demandent des chalets ou des petites fermes pour accueillir des groupes



de 25 adolescents. Les colonies et les maisons familiales ne sont pas faites pour accueillir un groupe de jeunes qui veut se réunir pendant le week-end.

Quelle démarche pédagogique ? C'est bien plus une démarche personnelle qui est celle de soutenir la possibilité des jeunes de se réunir au cours de l'année pour préparer en commun les projets de vacances. C'est à ce niveau là que l'action des Francs Camarades, "Les Equipées" est un outil très intéressant. C'est un projet qui a été lancé en 1972-73 et que nous avons repris en 1978 (voir à ce propos l'article de G. CLOSIER dans ce numéro).

Il existe cependant une ambiguïté entre le projet fondé sur une action précise projetée dans l'avenir (même proche) et la spontanéité des jeunes qui existe et qu'il faut mettre en valeur. On n'est pas toujours adapté et outillé pour y répondre. Dans le Haut-Rhin, les Francs Camarades s'efforcent d'évoluer de façon à pouvoir répondre très rapidement aux jeunes et aux enfants et à faciliter les initiatives de jeunes en groupes spontanés.

**La M.J.C., c'est une affaire d'adultes !**

**Claude QUENAULT**

Une Maison des Jeunes et de la Culture, du point de vue de l'égalité, n'est pas la meilleure structure d'accueil pour un adolescent, parce que c'est une structure d'adultes. C'est un groupe d'adultes qui prend en charge un certain nombre de loisirs, de possibilités éducatives, de possibilités relationnelles nouvelles dans le quartier et dans la ville : on reste sur le terrain des adultes. Il y a donc une part d'assistanat par rapport aux jeunes dans la M.J.C. même si à un moment donné il y a un apprentissage de la responsabilité, même s'il y a partage du pouvoir. Je dis que la M.J.C., c'est quand même une affaire d'adultes.

On a un conseil de maison qui fonctionne très bien, mais la moyenne d'âge est de 35 ans. C'est un vieux rêve d'animateur de croire que les jeunes vont participer au fonctionnement de la M.J.C.

Je dis que c'est fini, les Maisons de Jeunes. Elles ont été fortes entre 1950 et 1970. Actuellement, on est en train de vivre la fin des M.J.C. Il faut trouver autre chose. Prendre le risque de créer des équipements permissifs.

**M.J.C. : pas de place pour les cas sociaux**

**Mme PLIEZ-VASSAL**

Dans notre M.J.C., ce sont des jeunes "stabilisés" qui participent aux activités.



Ceux de passage, ce sont des marginaux, des cas sociaux. Il y en a qui nous empoisonnent. Ils ont de 13 ans jusqu'à 17-18 ans. Deux ans de suite, pour ceux-là, on a essayé de faire une animation d'été, avec l'aide de Jeunesse et Sports, en juillet. Le résultat a été excellent au mois de juillet, mais j'espérais qu'on pourrait avoir une suite, que ces enfants auraient compris qu'ils pouvaient faire quelque chose. En réalité, pas du tout. C'est l'esprit de consommation : ce qu'on fait, on le leur doit. Il y a du bourrage de crâne du côté des familles qui sont très contentes de se débarrasser de leurs gosses : elles les foutent dehors.

Nous ne sommes pas chargés de faire de la prévention. Il y a un choix à faire : si nous acceptons ces enfants, alors c'est le bazar... A ce moment là, les enfants qui ont envie de faire quelque chose n'osent pas entrer : les autres sont en grappe devant la maison à les provoquer, à les insulter. On leur a posé des conditions : ou bien ils rentrent et ils respectent la maison ou alors ils sortent. C'est l'un ou l'autre. Au début, on leur avait proposé de venir dans le foyer ; on voulait qu'ils s'organisent entre eux ; je ne voulais pas leur imposer de discipline. Mais ils venaient dans la maison pour préparer le coup qu'ils allaient faire la nuit ou le lendemain matin.

Il y a plus de 20 ans que je m'occupe de jeunes. Quand les Halles étaient encore dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, j'avais un tout petit équipement dans le quartier. Il y avait aussi des cas sociaux ici, mais je leur trouvais du travail aux Halles s'ils étaient courageux. Ils étaient beaucoup plus courageux que ceux d'aujourd'hui... C'était une autre forme, il y avait des délinquants qui pour beaucoup, volaient des voitures, mais il ne leur serait pas venu à l'idée de se voler entre eux... Il n'y avait pas de délation, ils étaient plus courageux, c'était plus des hommes à 15-16 ans. Les gosses dont les parents se désintéressaient étaient déjà adultes, tandis que ceux d'aujourd'hui ne sont pas adultes...

Au sein de la maison, nous n'avons jusqu'à maintenant pas de problème de drogue, mais c'est parce que j'ai éliminé les orchestres... Parce que dans un orchestre, il y en a toujours au moins un qui y touche, parmi les musiciens, quel que soit l'orchestre... et quand je dis un je suis très généreuse ! Autrefois, ils buvaient. Ils espèrent dans cet état second se dépasser, aller au delà, trouver une interprétation meilleure, se réaliser.

Il y a deux raisons pour lesquelles on a éliminé les orchestres : la première c'est que la maison n'est pas insonorisée. Et puis après, quand j'ai constaté ce comportement curieux, j'ai viré tout ce petit monde et ça a été terminé, plus d'orchestre dans la maison. Ceux des jeunes qui avaient touché à la drogue, je les ai mis en relation avec des milieux médicaux compétents et spécialisés.

Ainsi, il n'y a pas d'orchestre et pas de bals dans la maison. Si on fait un bal dans la maison, vous avez les bandes qui descendent, à ce moment là, et qui viendront casser la tête des autres... On ne peut pas. J'en ai fait l'expérience les premières années... Mais il me fallait des appariteurs musclés. Les voyous de la maison, tous les vieux, la réserve, venaient... Ce n'était pas possible.



## Les regroupements spontanés : faire la fête, communiquer

Jean BETBEDER

A Villeneuve, je connais des regroupements spontanés. Pas grand monde n'est au courant. Tous les samedis soir ils se retrouvent à 60 dans un endroit où ils ne devraient pas être. C'est longuement préparé : c'est préparé l'après-midi. On va dans les supermarchés chercher des bouteilles et on prépare la boum du samedi soir. Il n'y a aucune structure extérieure à eux, tout est fait par eux. Il n'y a pas d'animateur, d'éducateur, de militant politique, pas de militant de mouvement de jeunesse. Ce sont des endroits où ils fument. C'est vrai, ils "fument" et pas que des Camel, mais ça ne va pas plus loin. Ils recherchent une fête.

Ce qui compte pour eux, c'est le fait d'être ensemble, d'exister en tant que jeunes, c'est d'exister en refusant tout ce qui est légal au sens large du terme, tout ce qui est officiel, reconnu.

Ces formes de loisir sauvage ou d'auto-organisation de la jeunesse à l'échelon vraiment naturel, à l'échelon de base, ça a vraiment des aspects positifs parce que ce n'est pas des tout petits groupes, c'est assez large. Ils cherchent une communication qu'on ne peut pas du tout trouver dans une cité. Ce qui est important, c'est qu'il y a dans ces regroupements des jeunes de milieux différents alors que les adultes de ces différents milieux se fréquentent très peu.

## Les bandes : une base d'auto-organisation de la jeunesse

Jean BETBEDER

Dans les grandes cités, les grands ensembles, les bandes ça continue à exister sous des formes diverses : autour d'un orchestre, autour d'un ou deux mecs, autour d'un équipement collectif, type maison de jeunes ou foyer, autour d'une montée d'escalier.

Les bandes constituent une base d'auto-organisation de la jeunesse. Dans l'animation de quartier, on a intérêt à partir des bandes telles quelles, à ne pas casser leurs institutions et leur système d'organisation.

Il y a beaucoup de positif dans les bandes. C'est le lieu où se jouent les rapports sociaux, le racisme, les rapports entre nationalités, les rapports entre petite bourgeoisie et ouvriers ou prolétaires, etc. C'est le lieu où il y a le plus de solidarité. J'ai vu des jeunes aller au ciné le samedi soir, parce qu'à Villeneuve on s'ennuie tellement, qu'on va au ciné à Paris. Il y en a toujours deux qui sont fauchés dans la bande. Neuf fois sur dix, ils s'engueulent : "t'as jamais d'pognon, t'es le roi des cons...", etc. Mais finalement, ils mettent en commun, ils lui prêtent du pognon.



## Dans la musique jusqu'au cou...

**Claude QUENAULT**

Il y a dans notre commune beaucoup de groupes de jeunes qui nous demandent des lieux pour faire de la musique. Nous avons au moins cinq demandes par semaine ! Nous allons créer prochainement une salle appropriée pour qu'ils puissent faire de la musique.

Ici c'est vraiment le "sous-prolétariat" de la musique : ce sont des groupes de jeunes qui arrivent avec une batterie et une guitare. C'est presque le mouvement du rock qu'il y avait en 1960. Je viens de voir deux jeunes du coin, dont un Algérien, qui viennent demander une salle pour faire un bal, pour faire des trucs... Ils sont dans la musique jusqu'au cou. Dans la musique merdique, mais ils sont quand même dedans. Il y a un désir d'écoute permanent et en plus un désir de faire. On prête les salles dimanche matin, samedi après-midi, dimanche après-midi. Faut écouter la musique ! Infernale, mais ils y vont quand même.

Pour la Folk musique on a le public des lycéens, ceux qui sont sensibles à la musique traditionnelle et ceux qui sont sensibles à la chanson un peu poétique et politique (jusqu'à Bob Dylan). Environ un concert sur quatre, c'est du Folk.

Par contre on a aussi un public très disco, très musique actuelle, qui lui, ne veut faire que des boums, musique et danse. Pour eux on le fait pendant les périodes de vacances. A chaque vacance, il y a "la Boum" : ils sont 300 !

On a le public jazz-rock, qui est un public semi-lycéen... Eux, ils ne faut pas leur raconter d'histoires... On a fait venir un groupe il y a 3 semaines, Dallas Gang, un groupe un peu rétro, un peu punk. Ils sont restés pendant une heure, pas un applaudissement, le cul par terre sur la moquette. A l'entracte, le groupe a dit "on n'a jamais vu un public comme ça". Ils attendent. Après, ils ont dansé, mais ils sont féroces. On a fait venir un groupe qui est en même temps africain et jazz. Au bout de dix minutes, il y en a dix qui sont sortis, mais les autres sont restés jusqu'à 3 heures du matin.

Ou bien ils sont complètement piégés, ils partent dans la musique disco, dans les trucs merdiques infernaux, ou alors on ne leur raconte pas n'importe quoi au niveau du spectacle...

## Le camp de vacances, c'est un accident social...

**Claude QUENAULT**

Le camp de vacances, c'est un accident, un accident social... Ce n'est pas une situation normale de mettre 45 personnes dans un car et de les emmener. Ce n'est



pas une situation naturelle socialement... C'est une condition parce qu'on ne peut pas faire autrement pour emmener des mômes en vacances.

Quand je vais en centre de vacances, je m'implique avec la femme avec qui je vis, avec les enfants avec qui je vis, j'essaie de faire venir d'autres adultes pour qu'on ait une situation relationnelle plus épanouie. Si il y en a un qui me dit "j'ai ma petite sœur qui a 7 ans, est-ce que je peux l'emmener?". Je lui dis oui. On n'est pas rentré dans ces classifications tristes, sévères...

On contente aussi la Jeunesse et les Sports : j'ai passé mon diplôme de directeur de colonie de vacances. On essaie d'être entre les deux, et de faire fonctionner la vie quotidienne de manière à ce que les jeunes puissent établir des relations avec des adultes tout en n'ayant pas le contre-coup de ces relations. C'est une part de risque plus grande qu'on prend.

Les choses ont évolué grâce aux C.E.M.E.A., grâce aux Francas, grâce aux mouvements d'éducation populaire, mais il faut voir comment sont menés encore les centres de vacances en France : il faut emmener le plus grand nombre de gosses de prolôs en vacances, mais dans des centres qui font 500 places... C'est pas croyable ! Et ça existe dans beaucoup de communes... et c'est plein ! Quand les inscriptions sont lancées, 8 jours après c'est plein...

Je parle surtout des moins de 14 ans... Ils écoutent encore les parents... Les préadolescents n'y vont plus, ils n'y vont que contraints et forcés... Par contre, ils vont beaucoup au ski, ceux qui ont un peu de fric. Entre les centres de vacances et le nomadisme, on préfère le nomadisme quand on est préadolescent ou adolescent.

**Vacances : les structures traditionnelles sont de plus en plus délaissées par les jeunes**

**M. GABA**

Aujourd'hui, on ne peut plus parler de vacances sans parler de travail. Les vacances, ce n'est pas uniquement le défoulement. De plus en plus on prépare le centre de vacances en liaison avec les jeunes eux-mêmes, en les mobilisant sur un projet. D'autre part, on favorise de nouvelles formes de vacances collectives d'adolescents : cette année, un groupe est parti au Maroc en "Estafette", l'expédition étant préparée par le groupe lui-même. Les formes de vacances hors des structures traditionnelles se généralisent de plus en plus.

Les structures traditionnelles (centres de vacances) sont de plus en plus délaissées par des jeunes. De 75 à 77, on constate une chute de 15 % dans la fréquentation des centres par les adolescents. On peut invoquer plusieurs causes à cet état de fait :

— Les problèmes économiques. L'aide de l'Etat va en décroissant. De plus, pour un adolescent, le séjour de voyage organisé coûte deux fois plus cher qu'une bande



de copains qui part en vacances. Il semble qu'on défavorise les vacances collectives au profit des vacances individuelles. Il n'y a que 4 % des jeunes de 13 à 18 ans qui partent en séjour de vacances collectives.

— Les problèmes d'inadaptation des centres aux pratiques des jeunes : les structures d'accueil n'ont pas évolué depuis 5 ans.

— Des différences de plus en plus grandes modifient les rapports jeunes-adultes. Le problème de la liberté et de l'autonomie des jeunes reste ouvert : la législation n'avance guère dans ce domaine.

Le plus important aujourd'hui reste la question affective. De ce côté là, il y a une demande certaine des jeunes. C'est dingue et la demande vient de tous les milieux socio-culturels sans exception. Peut-être les garçons sont-ils encore plus demandeurs que les filles. L'école ne répond pas à leurs problèmes affectifs. La rue les exploite en leur vendant "O.K.", "Mlle Age Tendre" et d'autres journaux. Aujourd'hui, l'adolescent ne trouve pas de milieu équilibrant. Le centre de vacances collectives est l'occasion pour le jeune de revivre dans un certain milieu.

On ne peut pas parler adolescence sans parler sexualité. Dans ce domaine, il n'y a pas de réponses toutes faites. Il faut vivre avec eux, écouter, adapter les réponses à chaque cas.

### Les chantiers de jeunes : savoir pour qui et pour quoi on travaille

*Entretien entre :*

**André CORDENOD**  
**Françoise GARCIA**  
**Henri COLOMBANI**

#### ● André CORDENOD

Notre association de chantiers de jeunes, les Compagnons Bâisseurs, a 20 ans d'existence. Il y a 20 ans, on était bénévole et on venait pour rendre service. Maintenant en 1978, on est bénévole mais la démarche est plus dure. Si je viens en tant que bénévole, j'ai le droit de savoir pour qui je travaille. Je ne vais pas travailler pour des gens qui ont des objectifs qui ne correspondent pas aux miens, qui ont des moyens et qui n'ont pas besoin de moi, qui m'exploitent. Les adolescents se posent ces questions. Ils essayent de savoir pour qui on travaille.

Le groupe peut ne pas "prendre" et c'est l'échec pour des raisons fort diverses. Il suffit que la tête de l'animateur ne leur revienne pas. Il suffit — et c'est plus grave — que la commune ou le maire fassent faire un travail dont ils ne voient pas l'utilité et qu'ils contestent. Le gros problème, c'est que l'association n'est pas maîtresse des deux partenaires qu'elle met sur le terrain, les jeunes d'une part, et le milieu local d'autre part.



Les jeunes ne sont pas insensibles à la découverte de certaines réalités. Par exemple, au niveau du rural, les équipes découvrent l'exode rural au fur et à mesure des contacts. Cette approche de l'aliénation économique sur le terrain n'est pas négligeable pédagogiquement.

#### ● Françoise GARCIA

Il y a une exigence de connaissance, de savoir pour qui on travaille et pourquoi. Le groupe d'adolescents refuse une réponse compliquée. Il faut l'immédiateté de la réponse et une réponse simple. Un groupe adulte est prêt à aller plus loin dans le temps. Le groupe Ados a une exigence plus immédiate. "Pourquoi on fait ce chantier?", "c'est une famille nombreuse dont le père est au chômage", cela suffit. Il ne faut pas plus mais il faut une réponse claire et utile.

L'adolescent est entier, il ne pardonne pas. L'exigence et la rigueur des adolescents nous amènent à choisir un type de chantier plus palpable où il y a une possibilité de réponse immédiate. Il y a besoin de voir le résultat tout de suite.

Il faut que l'adolescent soit en mesure de dire "J'ai fait cela, vous pouvez aller voir. C'est visible, c'est palpable". S'il est en mesure de dire cela il revient faire un chantier.

#### ● André CORDENOD

Il faut au départ du chantier avoir le sentiment d'avoir réalisé quelque chose. Il faudrait pour nous prévoir des chantiers où les travaux se voient. Dans les grands chantiers, il manque quelque chose...

#### ● Henri COLOMBANI

La satisfaction du groupe d'adolescents n'est pas nécessairement liée à la nature et à la qualité du travail qu'ils effectuent. C'est très complexe en fait. Le degré d'épanouissement du groupe est très subjectif. Il peut y avoir contradiction entre les objectifs militants et techniques du chantier – satisfaire un besoin social en apportant une aide efficace – et les attentes des ados qui ont besoin de chantiers protégés en vase clos...

Il y a là une source de conflit interne, un dilemme pour les associations. Sans parler des conflits avec les pouvoirs publics de tutelle qui estiment que les grosses opérations dynamisent la jeunesse, par exemple la construction par 300 jeunes d'un stade dans une ville d'un pays africain. Il y a là des atouts, certes, mais surtout des risques d'échec si cela se termine en affaire politique.

Certaines associations contournent les difficultés en faisant du chantier d'adolescents un temps de loisirs pédagogiques autour du chantier, mais dans lequel le travail n'est plus la dimension principale.



● **Françoise GARCIA**

Nous, ce n'est pas notre orientation. L'adolescent fait la démarche de venir au chantier, vient parce que le chantier représente une nouvelle étape. Il cherche autre chose qu'un centre de vacances. Il faut effectivement lui donner la possibilité de réalisation vraie. Toute la difficulté, c'est d'être vrai.

● **Henri COLOMBANI**

Il faut éviter que le jeune ait le sentiment qu'on l'occupe avec un atelier intéressant certes, mais un atelier artificiel.

● **Françoise GARCIA**

Cela, l'adolescent ne le pardonne pas, parce que dans son objectif à lui, le chantier représente une nouvelle étape vers sa réalisation d'homme. Il est à l'étape où il doit se réaliser lui-même et voir ce qu'il réalise. Le chantier n'a plus lieu d'être pour l'adolescent si l'on en fait autre chose.

**ENTRE LA LYRE ET LE COMPAS**

(Notes pour une scénographie de l'espace ludique)

Jean HERRMANN.— Document de l'I.N.E.P. numéro XXIII, 1977, 150 p.

Cette réflexion sur l'espace ludique prolonge une démarche engagée dans un précédent "Document de l'I.N.E.P., n° XXII", sous le titre : "l'Espace d'Interaction".

Cette première étude se limitait à mettre en ordre quelques éléments d'une topologie concernant les lieux d'animation, à partir d'un certain nombre de données empruntées à l'éthologie, à l'anthropologie de la communication. Si la notion même d'animation conduit à réclamer une topologie qui lui soit propre, comment ne pas s'interroger sur les rapports de l'espace avec la civilisation qui l'engendre ?

Au terme de cette première recherche, une multitude de prolongements possibles s'ouvriraient de toutes parts. Il fallait donc revenir sur cette topologie des lieux d'animation pour tenter de mieux saisir la conception de l'espace dont elle se réclame, et les rapports qu'elle institue avec cette culture en transformation.



## LES ADOLESCENTS EN CHIFFRES

- A Les adolescents dans la population totale et urbaine
- B Les adolescents, la scolarisation obligatoire et la poursuite d'études
- C Les diplômés des adolescents
- D Les adolescents et l'activité professionnelle
- E Les adolescents et les vacances
- F Les adolescents et le sport
- G Les pratiques culturelles des adolescents
- H Les adolescents et les équipements socio-culturels

### A - LES ADOLESCENTS DANS LA POPULATION TOTALE ET URBAINE

France 1975 (recensement) - Source I.N.S.E.E.

Population totale . . . . .	52.600.000	dont étrangers	3.442.000
dont 10 à 14 ans . . . . .	4.246.723		non précisé
15 à 19 ans . . . . .	4.152.963		218.000
20 à 24 ans . . . . .	4.355.737		251.000

**Evolution :** Chez les 15 à 19 ans, chaque classe d'âge annuelle est de l'ordre de 800.000 individus depuis 1965. La baisse sensible de natalité enregistrée depuis 1974 ne fera sentir ses effets sur le nombre des adolescents qu'à partir de 1990.

#### Urbanisation et adolescents

On sait que rompant avec le passé, la population urbaine s'est rajeunie et que la population rurale accuse un vieillissement supérieur à la moyenne nationale. Cela n'entraîne pas de différences spectaculaires entre les catégories de communes : rurales, petites et grandes villes en ce qui concerne la place occupée par les adolescents dans la population globale. Mais les moyennes calculées par grandes catégories de communes masquent des différences sensibles entre leurs diverses composantes : plus les communes rurales sont petites, plus elles sont éloignées des zones urbanisées et industrialisées et plus elles ont un vieillissement accentué. Dans les communes et zones centrales des grandes agglomérations et plus spécialement de



l'agglomération parisienne la place des adolescents est beaucoup plus faible que dans les zones périphériques (marges de la croissance urbaine, lieu de prédilection des grands ensembles). Dans les grands ensembles et autres secteurs d'urbanisation récente, la population, d'abord composée d'adultes jeunes et d'enfants petits voit progressivement se déplacer la dominante sur les 10-14 ans puis sur les adolescents. Sur plus longue période, la structure par âges de la population des grands ensembles tend à se rapprocher de la structure régionale ambiante.

FRANCE 1975  
(I.N.S.E.E.-Sondage 1/5<sup>e</sup>)

Place occupée dans la population  
de chaque catégorie de communes par les

	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans
	%	%	%
Communes rurales	8,5	8,3	6,6
Unités urbaines			
moins de 20.000 habitants	8,7	8,3	7,5
20.000 à 100.000 habitants	8,4	8,2	8,4
100.000 à 2 millions habitants	8,1	8,2	9,1
agglomér. parisienne	6,9	7,0	8,5
France entière	8,1	7,9	8,3

Place occupée par les adolescents dans la population de deux communes en très forte croissance (Région Ile-de-France).

	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans
<b>Villeneuve-La-Garenne</b>			
1954 4.035 hab.			
1962 13.782 hab.	10,7	6,8	5,3
1968 22.800 hab.	9,5	7,6	8,7
1975 23.840 hab.	10	8,5	7,5
<b>Sarcelles</b>			
1954 7.926			
1962 35.912	10,9	7	5
1968 49.660	12	9,7	7
1975 54.225	10,2	10,8	8,8

Sources utilisées : Recensements généraux de la population  
publiés par l'I.N.S.E.E.



## B - LES ADOLESCENTS, LA SCOLARISATION OBLIGATOIRE ET LA POURSUITE D'ETUDES

### Quatre constatations majeures

- 1 - Bien que la scolarisation soit obligatoire jusqu'à 16 ans, cela ne veut pas dire que la plupart des jeunes de cet âge atteignent la classe de troisième, ni même la classe de quatrième.
- 2 - En classe de quatrième plus d'un quart des élèves sont en difficulté.
- 3 - L'accès au deuxième cycle de l'enseignement secondaire est réservé préférentiellement aux enfants de milieux socialement et culturellement favorisés.
- 4 - Parmi les élèves accédant au deuxième cycle du secondaire, l'orientation vers l'enseignement court ou l'enseignement long, et dans ce cycle long vers les classes offrant les perspectives d'avenir les meilleures, est liée au milieu social de l'élève.



### Développement :

1 - Compte tenu de l'évolution de la natalité en France, depuis 1962 jusqu'en 1990 une classe d'âge annuelle susceptible de poursuivre des études secondaires est au moins de 800.000 individus (deux sexes confondus). En 1973-74, dernière année pour laquelle nous avons les effectifs détaillés des enseignements public et privé, il y a 625.000 élèves seulement en classe de quatrième. Les autres se répartissent entre l'éducation spécialisée (handicapés et débiles), la préparation à l'apprentissage, la préparation d'un certificat d'éducation professionnelle (C.E.P.) en un an ou d'un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) en trois ans.

2 - Pour l'année scolaire 1976-77, avec la mise en place des classes préprofession-



nelles de niveau (C.P.P.N.) à la sortie de la cinquième, nous constatons que dans l'enseignement public, les 571.537 élèves en classe de quatrième et C.P.P.N. se répartissent ainsi :

en quatrième normale	394.513	dont filles	215.195
en quatrième aménagée	61.421		32.790
en quatrième pratique	14.310		6.562
en C.P.P.N.	101.293		43.222

3 - Répartition des enfants de 0 à 16 ans, et des élèves de quatrième et de seconde selon la catégorie socio-professionnelle du chef de famille.

C.S.P. du chef de ménage	France 1975 Enfants 0-16 ans	Enseign. public et privé Année scolaire 1973-74	
		Quatrième	Seconde
Exploitants agricoles	6,8 %	9,5 %	8,0 %
Salariés agricoles	1,8 %	1,8 %	0,9 %
Patrons industr. commerce	7,8 %	11,5 %	13,2 %
Profess. libérales. Cadres sup.	8,5 %	9,9 %	17,4 %
Cadres moyens, Techniciens	10,6 %	11,2 %	15,5 %
Employés	9,0 %	12,0 %	12,6 %
Ouvriers	46,0 %	33,1 %	22,2 %
Personnel service	2,0 %	2,9 %	2,2 %
Autres	2,8 %	3,4 %	3,7 %
Sans activ. profes.	5,0 %	4,0 %	4,2 %
	100 %	100 %	100 %
Effectifs	—	626.289	323.046

Pour que l'équivalent d'une classe d'âge annuelle moyenne (plus de 800.000 jeunes) soit représenté en classe de quatrième, C.P.P.N. comprise, il manque 175.000 éléments. Et en classe de seconde il manque 500.000 éléments.

Sur 100 enfants de 0 à 16 ans en 1975, 46 sont d'un milieu ouvrier et 8,5 d'un milieu de profession libérale ou de cadre supérieur. Dans une classe de seconde, sur 100 élèves, 22 sont du milieu ouvrier et 17,4 des professions libérales et cadres supérieurs.

4 - Le tableau suivant permet de constater l'inégale représentation des jeunes de milieux sociaux différents dans les diverses filières du second cycle court :

- C.P.P.N. Classe préprofessionnelle de niveau,
- C.P.A. classe préparatoire à l'apprentissage et C.E.P. classe préparant en un an au certificat d'éducation professionnelle,
- C.A.P. préparation d'un certificat d'aptitude professionnelle en 3 ans (statistiques de la première année),



- B.E.P. - C.A.P. préparation d'un brevet d'études professionnelles ou d'un C.A.P. en deux ans (statistiques de la première année),

et les diverses sections du second cycle long :

- Section A, à dominante littéraire,
- Section C, à dominante scientifique,
- Section AB, donnant une formation technique tertiaire,
- Section T, technique.

**Enseignement public - Année scolaire 1976-1977**  
**Répartition des élèves selon la catégorie socio-professionnelle**  
**du chef de famille en %**

C.S.P. du chef de ménage	C.P.P.N.	C.P.A. C.E.P.	C.A.P. 3 ans	B.E.P. C.A.P.	Sections de seconde			
					A	C	AB	T
Exploit. agric.	5,95	4,38	4,51	6,78	4,33	5,38	6,54	5,23
Salariés agric.	3,29	2,39	1,83	1,60	0,67	0,44	1,03	0,85
Patrons ind. com.	5,46	2,63	5,92	7,88	11,24	10,64	11,41	9,92
Prof. lib. Cad. sup.	0,54	0,34	1,07	2,51	16,98	27,71	10,32	8,12
Cad. moy. Technic.	2,27	1,75	3,56	7,07	16,26	18,53	13,77	13,37
Employés	8,62	7,97	10,95	13,30	13,06	10,99	14,65	14,51
Ouvriers	53,90	54,96	52,97	43,35	24,72	17,45	29,77	34,78
Personn. service	4,63	5,71	5,87	5,00	2,52	1,65	3,11	3,71
Autres	2,38	2,89	3,16	3,71	4,53	3,40	3,72	3,74
Sans activ.	11,04	12,26	8,27	7,55	5,20	3,59	5,25	5,34
Pupilles	1,93	4,73	1,88	1,25	0,48	0,23	0,43	0,42
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Effectifs	101.293	67.576	131.322	109.509	36.777	91.920	79.435	47.206

Si l'on rapproche de ce tableau la répartition des 0 à 16 ans figurant dans un tableau précédent (structure des classes de quatrième et de seconde) on constate que les enfants du milieu ouvrier (46 % dans la population totale) sont sur-représentés dans les filières défavorisées (3 premières colonnes) et sous-représentés dans les autres. C'est le contraire pour les enfants du milieu professions libérales et cadres supérieurs : 8,5 % de la population de base, 0,34 % des classes préparatoires à l'apprentissage et de C.E.P. 27,71 % en seconde, série C, celle qui mène préférentiellement aux Grandes Ecoles. Si l'on utilise d'autres séries de pourcentages, on constate que pour l'année scolaire 1976-77 lorsque 100 jeunes du milieu professions libérales et cadres supérieurs arrivent en seconde, on en trouve 57 en section C, qui donne les meilleures chances d'avenir professionnel et 8 en section technique. Pour les fils et filles d'O.S., de manœuvres et de personnel de service il n'y a plus que 21 chances d'être en C contre 24 chances d'être en section technique.

Sources utilisées : Statistiques de l'INSEE et du Ministère de l'Education.



### C - LES DIPLOMES DES ADOLESCENTS

D'après une enquête sur l'emploi effectuée par l'INSEE en 1974 on a pu déterminer les diplômes obtenus par les jeunes de 15 à 19 ans qui à cette époque étaient dans la vie professionnelle et donc n'étaient plus ni élèves, ni étudiants et pas encore militaires.

Cette catégorie représentait 600.000 garçons et 500.000 filles sur les 4.200.000 membres de la classe d'âge des 15-19 ans, soit environ 1 sur 4. On retient pour chacun le diplôme le plus élevé obtenu.

	Garçons	Filles	Ensemble
Aucun diplôme	41,4 %	37,9 %	39,8 %
Certificat d'études primaires	28,2 %	32,6 %	30,2 %
C.A.P. ou équivalent	17,9 %	11,4 %	14,9 %
B.E.P.C. avec ou sans C.A.P.	10,2 %	14,2 %	12,0 %
Bacc. ou Brevet de Technicien	1,3 %	3,0 %	2,0 %
Bacc. + 2 ans d'études	0,1 %	0,1 %	0,1 %
	100 % 605.038	100 % 500.073	100 % 1.105.111

Les adolescents qui sont dans la vie professionnelle sont donc, par définition les plus défavorisés sur le plan du niveau de formation scolaire. Cette classe d'actifs n'est pas du tout à l'image des actifs de 20 à 24 ans qui intègrent un nombre beaucoup plus important de diplômés :

- seulement 21,5% de sans diplôme, en 1974
- 40 % ayant le B.E.P.C. ou un C.A.P.
- 11 % de bacheliers ou titulaires d'un brevet de technicien
- 3,3 % de bacheliers plus 2 ans d'études.

### D - LES ADOLESCENTS ET L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

A propos des diplômes détenus par les adolescents entrés dans la vie professionnelle nous avons donné le chiffre d'un million pour cette catégorie sur un peu plus de 4 millions de 15-19 ans. Il est important de préciser l'âge d'entrée dans la vie professionnelle car il a beaucoup évolué depuis 20 ans à cause de la prolongation de la scolarité.



## Actifs en pourcentages de la classe d'âge

	Sexe masculin		Sexe féminin	
	1954	1975	1954	1975
14 ans	30,2 %		19,1 %	
15 ans	47,7 %		31,7 %	
16 ans	59,3 %		42,5 %	
17 ans	71,5 %	29,1 %	53,0 %	20,2 %
18 ans	81,4 %	46,4 %	61,8 %	34,5 %
19 ans	85,7 %	63,1 %	65,0 %	51,4 %
15 à 19 ans	69,5 %	26,4 %	51,2 %	21,2 %

## E - LES ADOLESCENTS ET LES VACANCES

On sait que tous les Français ne partent pas en vacances. Pour l'année 1977, les taux de départ ont été les suivants :

0-13 ans	14- 19 ans	20-24 ans
58,8 %	54,3 %	57,3 %

La moyenne pour tous âges était de 53,3 %.

La durée moyenne des vacances hors du domicile pour 1977 (pour ceux qui sont partis).

0-13 ans	14-19 ans	20-24 ans
32,6 jours	30,9 jours	27,1 jours

Les départs des 14-19 ans se sont effectués pour 18,7 % en direction de l'étranger.

Sur l'ensemble des séjours de vacances pratiqués en 1977 par les 14-19 ans c'est la mer qui tient la première place (36 % des séjours) puis la campagne (23 %) puis la montagne (15 %) mais si l'on y ajoute les sports d'hiver (9 %) la montagne rejoint la campagne, viennent ensuite les séjours en ville (10 %) puis les circuits (6 %).

Les séjours collectifs en centres de vacances pour adolescents ont touché 280.000 jeunes en 1977 – soit 6 à 7 % des classes d'âge concernées. Il faut y ajouter une partie des 90.000 jeunes qui ont participé aux camps scouts, ce qui ne fait guère varier le pourcentage.

Sources utilisées : Statistiques de la Direction du Tourisme et du Ministère de la Jeunesse et des Sports.



## F - LES ADOLESCENTS ET LE SPORT

Bien qu'il existe des statistiques globales très développées sur la pratique du sport, il est difficile de savoir comment cette pratique varie selon l'âge, la catégorie sociale, etc. Nous faisons état, faute d'études plus récentes, des résultats d'une enquête effectuée par la C.I.C.E.M. (1) en 1973 près de 2.400 jeunes français de 12 à 20 ans.

D'après cette enquête, 80 % des 12-20 ans déclaraient faire du sport, et parmi eux, 25 % un seul sport, 25 % deux sports, 15 % trois sports, etc. Par rapport aux 12-15 ans, les 16-20 ans ont une pratique sportive plus faible.

Si la moyenne générale de pratique sportive est de 80 % pour les 12-20 ans elle varie avec les occupations, ce qui recoupe la variation avec l'âge :

— scolaires du primaire . . . . .	82 %
— secondaires 1 <sup>er</sup> cycle . . . . .	89 %
—                   2 <sup>e</sup> cycle . . . . .	85 %
— étudiants . . . . .	72,5 %
— jeunes travailleurs . . . . .	56 %

Sur l'ensemble des catégories, 36 % se considèrent comme "très sportifs". Ce pourcentage passe à 58 % chez les élèves de l'enseignement secondaire.

D'une manière générale, la pratique du sport est plus développée chez les jeunes des milieux aisés que chez les autres. De plus, plusieurs sports sont pratiqués préférentiellement par les jeunes de certaines catégories sociales. Pour le tennis le taux varie de 1 à 10 quand on passe des enfants du personnel de service à ceux des professions libérales et cadres supérieurs. Pour l'équitation le rapport est de 1 à 3. Pour la natation les différences sont beaucoup plus faibles, pour le football elles sont relativement faibles, mais cette fois ce sont les catégories les plus populaires qui ont la plus forte pratique. Des efforts ont été opérés pour une démocratisation de la pratique du tennis et de l'équitation, nous n'avons pas de sources statistiques permettant d'en mesurer les résultats.

## G - LES PRATIQUES CULTURELLES DES ADOLESCENTS

Il serait trop long de décrire les pratiques culturelles des 15-19 ans telles qu'elles apparaissent par exemple à travers la grande enquête réalisée en 1974 pour le Ministère de la Culture près d'un échantillon de 2.000 Français de plus de quinze ans dont 200 15-19 ans (2). Nous nous contenterons d'attirer l'attention sur quelques traits marquants.

(1) C.I.C.E.M. Compagnie Internationale de Consultation Education et Marketing, 229, rue St Honoré 75001 PARIS - 260-44-40.

(2) Ministère de la Culture - Service des Etudes et de la Recherche. Les pratiques culturelles des Français. Paris, 1974, 2 vol.



D'abord, par rapport aux grands media de masse :

- Les 15-19 ans ne sont pas les plus gros consommateurs de télévision. Ils y passaient environ 13 heures par semaine contre 16 heures, moyenne tous âges.
- Pour la radio, les 15-19 ans ne sont pas non plus les auditeurs les plus assidus, et en particulier pas pour les émissions d'informations, mais ils sont les plus grands consommateurs de chansons et de variétés.
- Dans le domaine de la lecture, un jeune de 15-19 ans sur trois lit régulièrement un quotidien, ce qui est nettement inférieur à la moyenne générale (plus d'un Français sur deux), mais les 15-19 ans sont les plus gros lecteurs, emprunteurs et acheteurs de livres à cause des romans policiers, d'espionnage et de fiction.
- Le public le plus assidu au cinéma est celui des 15-19 ans. Les statistiques du Centre National de la Cinématographie Française (1) le confirment.
- Pour la possession et l'utilisation d'électrophones et de magnétophones, l'achat et l'écoute de disques les 15-19 ans sont en tête de toutes les catégories d'âges sauf pour l'écoute de musique classique et de jazz. Le marché annuel des disques pour la clientèle des 12 à 20 ans était estimé pour 1973 (étude C.I.C.E.M. déjà citée à propos du sport) à 600 ou 700 millions de Francs, soit l'équivalent, en ordre de grandeur, de la moitié du budget national Jeunesse et Sports de la même année.
- En dehors de ces domaines on trouve les 15-19 ans proportionnellement en tête pour la fréquentation des fêtes foraines, des bals publics, des manifestations sportives et aussi des concerts de musique pop et de jazz et des séances de cirque. Les 15-19 ans participent deux fois plus que la moyenne aux meetings et défilés politiques ou syndicaux mais deux fois moins aux réunions électorales.
- Les 15-19 ans sont en tête pour la pratique des instruments de musique, mais non pour le bricolage ou le jardinage.

D'une manière générale leur participation à des associations est nettement supérieure à la moyenne mais c'est surtout le cas dans les associations sportives, et dans les groupements artistiques.

## H - LES ADOLESCENTS ET LES EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS

Il serait intéressant de connaître pour les 15-19 ans le taux de fréquentation d'institutions comme les Maisons de jeunes, Centres socio-culturels et Maisons de quartier.

---

(1) Bulletin d'information du Centre National de la Cinématographie, 12 rue de Lubeck 75784 PARIS Cedex 15. Tél. 505-14-40 N° 153-154. Juin-Août 1975. Dernière enquête sur les publics du cinéma.



La dernière enquête générale sur les Maisons de Jeunes et de la Culture remonte à 1966. A l'époque, les 15-21 ans représentaient 51 % de la fréquentation totale par rapport à la population de base.

L'ALFA (1) qui intervient dans 36 centres socio-culturels ou maisons de quartier et 15 antennes sociales de préanimation (pour une bonne part en région parisienne) publie régulièrement des statistiques : pour l'exercice 1976-77, sur 33.000 inscriptions à des activités régulières (sportives, de culture générale, artistique, d'ateliers et de rencontres) 3360, soit un peu plus de 10 % sont le fait des 15-19 ans. Mais on ne sait pas quelle part ils représentent dans le public des activités occasionnelles qui est estimé à plus de 100.000 personnes.

D'autres indications sur la structure de fréquentation de divers équipements et institutions figurent dans le Dossier ADRAC (2) n° 29 : Le Public des animateurs, Novembre 1976, et dans diverses études portant sur des ensembles plus ou moins vastes, comme celles du Groupe de Sociologie urbaine, 102 rue Tronchet 69006 LYON, qui ont porté sur les équipements culturels et socio-culturels de la communauté urbaine de LYON.

D'une manière générale on doit constater la faiblesse des sources statistiques dont on dispose dans le domaine des adolescents comme en beaucoup d'autres mais il faut reconnaître que c'est certainement la catégorie sociale qui échappe le plus à l'observation et à l'enregistrement, formes mal supportées de la vie des sociétés modernes.

**Rémi DUJARDIN**

Chargé de recherche au DERD

(1) ALFA Animation, loisirs familiaux, action sociale, 31 rue de Bassano, 75008 PARIS - Tél. 723-72-55.

(2) ADRAC Association pour la Diffusion de la Recherche sur l'Action Culturelle, 81, rue de l'Assomption 75016 PARIS.



## ENTRE CONFORMISME ET MUTATION : LES JEUNES D'AUJOURD'HUI

Depuis quelques années, "la jeunesse" française est périodiquement passée au crible de sondages tapageurs qui participent de la surenchère à laquelle se livrent les organes de presse pour les besoins de la concurrence.

Mais de tels sondages trouveraient-ils un créneau commercial aussi fructueux s'ils n'étaient fondés sur la méconnaissance et l'incompréhension du monde adulte à l'égard des jeunes et sur les inquiétudes, les peurs et les fantasmes qui en découlent ? Sans accréditer des découpages arbitraires, nous évoquerons dans cet article sous le terme de "jeunes" les "pré-adolescents" et les adolescents, c'est-à-dire la vaste tranche d'âge des 13-14/18-19-20 ans qui, évidemment, mériterait des analyses plus fines au delà des tendances et des hypothèses que nous nous proposons de soumettre à la réflexion des lecteurs.

### LES JEUNES SONT-ILS CONFORMISTES ?

Les différents sondages et les articles qui les commentent se recoupent largement dans la révélation étonnée d'un certain conformisme des jeunes : ils ne sont pas ce que l'on pensait, ils sont moins violents, moins révolutionnaires, moins contestataires, moins novateurs, moins "étrangers" qu'on l'imaginait : apparemment, le besoin existe quelque part de rassurer l'opinion — ou une certaine opinion — sur l'état d'une "grande majorité des jeunes" en même temps que se développe un discours véhément contre les exactions d'une poignée de casseurs et autres Autonomes.

Face aux "révélations" convergentes des sondages peut-on se hasarder à émettre l'hypothèse selon laquelle le prétendu conformisme des jeunes pourrait n'être qu'une apparence ? Peut-on se risquer à invoquer l'effet trompeur des techniques utilisées qui interposent entre sondeurs et sondés le filtre de désirs, d'intentions, d'interprétations, de réductions propres à l'univers des adultes, enfermant ainsi les jeunes interrogés dans des modèles de pensée et de vie qui ne sont pas les leurs ?

Les commentaires des différents sondages ont souvent mis l'accent sur l'extinction des courants contestataires incarnés par Mai 1968, sur le repli des jeunes dans une certaine indifférence à l'égard des "grands problèmes". Le conformisme ainsi proclamé est-il réel ? Est-il compatible ou est-il contradictoire avec les propos des auteurs — éducateurs, enseignants, chercheurs, etc. — qui lancent des cris d'alarme quant à la situation préoccupante d'un nombre croissant de jeunes et à la distance



qui sépare les générations ? (Voir la bibliographie à la fin de cet article).

Dans ce discours aussi des convergences apparaissent. Contrairement aux sondages, elles mettent l'accent sur des caractéristiques qui différencient nettement les jeunes des adultes et ne s'apparentent guère au conformisme révélé ailleurs. Au-delà de particularités dans la forme et le degré selon les milieux sociaux, ces différences s'incarnent dans des attitudes et des comportements dont on peut tenter de résumer les principaux en les schématisant :

- Un grand nombre de jeunes de toutes origines manifestent une certaine impatience qui a des effets dans de multiples aspects de leur vie (scolaire, professionnelle, affective...). Cette impatience, fréquemment caricaturée dans le reproche qui leur est adressé de vouloir "tout, tout de suite", se caractérise par un désir impérieux de jouissance immédiate.
- Les valeurs relationnelles et fusionnelles ont pris une importance essentielle dans les aspirations et dans les pratiques des jeunes. Elles ont des effets spécifiques et nouveaux dans les modes de regroupement, dans les pratiques de loisir et dans la façon dont les jeunes se situent par rapport à la vie professionnelle.
- La vie politique et, plus généralement, les différentes formes d'engagement suscitent un large scepticisme.
- Un nombre croissant de jeunes se reconnaît dans les revendications écologiques exprimant un désir de vivre autrement et de vivre mieux.

Il est clair que ces tendances, mais surtout les façons multiples dont elles s'incarnent concrètement dans la vie des jeunes, ne peuvent s'exprimer dans les contraintes et les inductions propres aux techniques de sondage. Il est clair également que certaines indications données par les sondages ne sont pas contradictoires, quoi qu'on en dise et malgré les apparences, avec des tendances profondes qui ne peuvent être révélées que par d'autres moyens d'observation. Ainsi, par exemple, la difficulté (ou le refus) d'un nombre croissant de jeunes à s'investir dans un projet professionnel n'est pas incompatible avec l'affirmation, à l'occasion d'un sondage, de "l'importance dans la vie de la satisfaction et de la réussite professionnelles".

### UN FAISCEAU DE TENDANCES HOMOGENES

De nombreuses observations confirment une tendance à l'homogénéisation des valeurs et des comportements des jeunes au-delà des variables liées à des critères économiques et culturels. Certes, les clivages sociaux observables entre les adultes selon les milieux subsistent dans une large mesure entre les jeunes, mais de façon atténuée. Cette atténuation signifie qu'il existe dans tous les milieux de jeunes une tendance à prendre une certaine distance avec les valeurs, les comportements et les opinions du milieu ambiant et en particulier du milieu familial. La marge d'autonomie ainsi dégagée est le lieu des convergences observées.

Parmi ces convergences, certaines sont plus visibles que d'autres mais n'en sont pas



pour autant négligeables. Ainsi en est-il, par exemple, de pratiques vestimentaires, du goût pour la musique Pop, pour le Rock, le Disco, du goût de la moto, de la prédilection pour la rencontre et les loisirs en petits groupes spontanés, etc., sans oublier des convergences d'un autre ordre comme le développement de la toxicomanie dans les différents milieux de jeunes ou l'importance du taux des suicides chez les adolescents.

A l'intérieur de ce mouvement de convergence, des différences subsistent quant au mode et à l'intensité d'engagement dans les tendances nouvelles observées. Ces différences déterminent une échelle d'attitudes et de comportements dont une extrémité est caractérisée par un investissement positif et gratifiant et l'autre par un investissement négatif, déstructurant et à la limite suicidaire.

Ainsi, le même besoin fusionnel peut conduire tel jeune à une vie sociale épanouie et tel autre, qui ne parvient à le satisfaire, à la déviance ou au suicide. Dans un autre domaine, le "non-désir" professionnel peut conduire certains au choix arbitraire et peu motivé d'un métier, d'autres à la formule relativement souple du travail intérimaire, d'autres encore à un refus caractérisé du travail. Dans ce domaine, l'influence spécifique du milieu familial est évidemment déterminante.

De ces exemples il ressort qu'un même désir, une même tendance peuvent s'incarner de façons diverses, voire opposées, en fonction de variables multiples. Dans cette perspective, les différences observables entre les jeunes viendraient davantage des moyens dont ceux-ci disposent pour parvenir à vivre comme ils l'entendent plutôt que de différences fondamentales dans les désirs et dans les valeurs.

Ainsi on pourrait comprendre que cette graduation des moyens à l'intérieur d'un faisceau de tendances relativement homogènes conduit certains jeunes à la marginalité, à la drogue, à la délinquance, en raison d'une incapacité particulièrement marquée de se conformer aux "valeurs dominantes" qui sont, en l'occurrence, les valeurs véhiculées par le monde des adultes et particulièrement celles concernant le travail.

## LA RUPTURE DU LIEN ENTRE L'AVOIR ET LE FAIRE

Le conformisme apparent des jeunes, lorsqu'ils répondent aux sondeurs qu'ils aspirent fortement à un "bon métier" (qui pourrait répondre autrement ?), ne rend guère compte de la profonde remise en question des valeurs et des attentes liées au travail, remise en question qui fonde dans une large mesure l'incompréhension entre les générations.

Cette incompréhension résulte de ce que les générations successives sont entrées dans la "société de consommation" à des stades différents de son évolution et de la logique de l'avoir qui la caractérise.

Les générations nées après la deuxième guerre mondiale (pas seulement parce qu'elles n'ont pas connu les privations) ne sont plus en mesure d'évaluer les acquisitions matérielles et intellectuelles dont se prévalent les générations antérieures



comme récompense et comme justification de leurs efforts et de leurs "sacrifices".

Entrés dans la société de consommation à un stade plus avancé et plus sophistiqué de son développement, soumis à un matraquage publicitaire que les générations précédentes n'ont pas connu, les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent adhérer à des références et à des valeurs qui, de toute évidence, sont démenties par les faits économiques et sociaux.

La déification de la production et de la croissance, exposée désormais au risque d'une sévère démythification par les effets de la crise économique, a dénoué le lien qui existait jadis entre l'avoir et le faire. Confrontés à des modèles de consommation inaccessibles, des jeunes de plus en plus nombreux sont conduits à mettre en question le rapport entre l'objet convoité et les conditions nécessaires pour le posséder : un nombre croissant de jeunes ne voient pas ou n'acceptent pas la nécessité de travailler pour avoir et en cela ils ne peuvent qu'être confortés par le sort de ceux qui, travaillant, subissent amèrement la médiocrité de leur pouvoir d'achat face aux sollicitations pressantes du marché.

Bien que la dilution chez les jeunes du lien entre le faire et l'avoir soit souvent un facteur d'incompréhension entre les générations, il ne faudrait pas omettre de mentionner que sous des formes différentes et moins explicites, cette tendance se développe aussi chez les adultes, notamment à travers des pratiques croissantes d'absentéisme et autres maladies "diplomatiques", ou encore à travers les espérances naïves qui s'inscrivent dans les longues files piétinant derrière les guichets du Tiercé et du Loto.

Bien entendu, tous les jeunes ne refusent pas de travailler, mais le désinvestissement des valeurs morales attachées au travail dans les générations précédentes est largement répandu. Des préoccupations affectives et relationnelles sont aujourd'hui fréquemment associées aux attentes relatives à la vie professionnelle, introduisant ainsi une volonté de plaisir dans un domaine jusqu'ici peu apte à la satisfaire : il n'est plus rare de voir des jeunes quitter un emploi après quelques semaines ou quelques mois parce que le contremaître ou tel collègue "ne sont pas sympas", grossissant ainsi les rangs des jeunes qualifiés commodément de "chômeurs professionnels" ou de "faux chômeurs". Dans le monde étudiant, la même tendance se traduit par la fréquence d'entrées "progressives" et réticentes dans la vie professionnelle après deux ou trois années de "bricole".

Ainsi les attitudes des jeunes à l'égard du travail apparaissent comme un révélateur particulièrement saisissant de la nette démarcation qui s'est établie entre les valeurs "traditionnelles" et une façon nouvelle, balbutiante, de vivre et de ressentir les choses à l'écart des systèmes de références estimés pourtant inéluctables et immuables par la majorité des adultes.

Il y a là bien plus que les effets modernes de la "Crise" de l'adolescence. Si la formule n'était tant galvaudée, on se hasarderait à évoquer une crise de civilisation ou, plus simplement, une profonde mutation des valeurs face à laquelle le monde des adultes, tourné vers le passé par nécessité d'"auto-défense" reste généralement perplexe et dubitatif.



## DU DESIR AFFECTIF AU CHAOS AFFECTIF

En ce qui concerne les jeunes, l'état de crise des valeurs se traduit essentiellement par un dérèglement des rapports entre la dynamique du désir et la dynamique de l'action. Même si la majorité des adultes ne sont pas en mesure de comprendre ce dérèglement, on peut concevoir que le degré et les formes qu'il revêt dépendent largement de la capacité du milieu dans lequel vit un jeune — et plus particulièrement de son milieu familial — d'accompagner, d'accepter, d'éclairer autant que faire se peut les tâtonnements, les errements entre le désir de jouissance et la nécessité d'agir, de faire. Dans les cas fréquents où l'environnement, la famille, sont eux-mêmes victimes de facteurs de destruction, le désir d'accès à la jouissance immédiate ne rencontre pas de limites et s'ouvre ainsi facilement sur l'univers de la délinquance, de la toxicomanie, de l'alcoolisme.

L'importance attachée par les jeunes d'aujourd'hui aux valeurs affectives et relationnelles a souvent pour corollaire un chaos affectif à la mesure des aspirations déçues, chaos qui se manifeste notamment par l'importance croissante du taux des divorces chez les jeunes couples ou encore par la multiplication des troubles mentaux et des suicides.

L'attachement des jeunes aux valeurs familiales, souligné par les sondages et confirmé tant par la stabilité du taux de nuptialité que par le rajeunissement de l'âge du mariage, ne doit pas servir à dissimuler les troubles et les remises en question suscitées par le recul des références traditionnelles. Ce recul se manifeste par l'évolution importante dont témoigne la pratique de plus en plus courante de la vie commune avant le mariage.

Le domaine de la relation entre hommes et femmes et de la sexualité est d'ailleurs un des seuls à propos desquels les sondages n'ont pas conclu au conformisme des jeunes. Et les commentateurs de proclamer à grand fracas que les jeunes d'aujourd'hui sont délivrés des pesants tabous ancestraux. Sous couvert d'information il y a là un petit "parfum de scandale", une invite ambiguë à l'émoustillement de bon ton bien caractéristique de cette presse hebdomadaire sérieuse mais néanmoins habile à recourir au sensationnel.

Et voisi que "les jeunes tranquilles, presque trop tranquilles, sont sans doute la première génération délivrée de tous les tabous" (sondage du *Nouvel Observateur* — "la BOF génération" — du 16 octobre 1978). Curieuse interprétation, teintée de fantasmes et de refoulements adultes, de ce que doivent ressentir la plupart des jeunes effectivement confrontés, souvent douloureusement, à la dilution, à l'usure, à l'incohérence des cadres moraux traditionnels.

Dès le moment où des cadres de référence s'estompent ou disparaissent, les jeunes ont devant eux un champ de possibles certes beaucoup plus vaste que celui des adultes arrimés tant bien que mal aux valeurs du passé. Mais face à ce champ de possibles et à la désertion des adultes, de nombreux jeunes n'ont pas de peine à se sentir fort démunis.

Sans nier la réalité évidente des changements intervenus dans l'attitude des jeunes



à l'égard de la sexualité, on ne peut s'empêcher de penser que la "fin des tabous" révélée par les sondages nous informe davantage sur les frustrations et les regrets des sondés que sur la "libération" des sondés qui, si elle est en marche, n'est, malheureusement pour eux, pas encore accomplie.

Ainsi, en prétendant, pour une fois, reconnaître aux jeunes, à propos de la sexualité, certains particularismes ou certains comportements nouveaux, il nous semble que les adultes prennent en réalité le risque d'accentuer les difficultés de communication en regardant les jeunes à travers le miroir déformant de leurs propres refoulements et de leurs propres tabous, au lieu de rechercher dans la confrontation et dans l'échange l'occasion de remises en question nécessaires.

### LA GRANDE QUESTION : LA COMMUNICATION

La communication — ou plutôt l'absence de communication — entre jeunes et adultes est bien la grande question. Il y a là une apparente "tarte à la crème" dont on n'a pas fini de savourer le goût.

Les jeunes qui affirment massivement leur attachement à leurs parents et l'importance qu'ils accordent à la vie familiale, déclarent avec le même ensemble qu'ils ont le sentiment que leurs parents ne s'intéressent pas beaucoup à leur vie, qu'il est difficile de parler avec eux, qu'ils ne sont pas suffisamment pris au sérieux. Ainsi, là encore, des interprétations destinées, semble-t-il, à rassurer les adultes et à "récupérer" les jeunes, accentuent les malentendus, le dialogue de sourds entre les générations.

Sur un point au moins, sondages, témoignages et études en profondeur sont concordants : les jeunes, quels que soient leur milieu et leur degré "d'adaptation" déclarent avoir besoin des adultes et attendre beaucoup d'eux. En conséquence, ils manifestent également les déceptions qu'ils éprouvent devant la rareté des interlocuteurs disposés à la rencontre et la pauvreté des échanges avec les adultes.

A ce propos, on peut s'étonner que les sondés, si prompts à ausculter les sentiments des jeunes vis-à-vis des adultes et à se réjouir de leur bienveillance, soient nettement plus avarés d'enquêtes sur les images que les adultes se font des jeunes. N'y aurait-il pas là quelque crainte implicite d'un déséquilibre trop marqué et peu flatteur entre la disponibilité, la bonne volonté des uns et la rigidité, l'hermétisme, l'intransigeance des autres ?

Bien plus, il n'est pas rare que les jeunes se montrent très lucides et très "compréhensifs" sur la situation et les problèmes de leurs parents. Même parmi les loubards, les délinquants, les jeunes apparaissent souvent soucieux de ne pas contraindre leurs parents à des remises en question trop douloureuses, de ne pas les confronter brutalement à l'évidence de la médiocrité, de la morosité de leur existence d'adultes "consentants".

Il n'est pas question ici de charger le monde des adultes de tous les péchés, de prôner une mauvaise conscience ou un sentiment de culpabilité stériles, ni de se ranger



abusivement et de façon démagogique du côté des jeunes. Notre souci est de tenter de mettre en lumière le caractère logique, "normal", des effets de l'absence de rôle social qui caractérise la condition des jeunes d'aujourd'hui et qui secrète inévitablement la cohorte des troubles de l'identification.

Quelle que soit la bonne volonté des parents, des éducateurs, des animateurs, des psychothérapeutes, on voit mal quels peuvent être leur rôle, leur influence, leur efficacité sur le plan éducatif face aux conséquences de la situation historique nouvelle que constitue le maintien hors jeu, en situation d'attente (ou en voie de garage) de la masse des jeunes (cette condition est à rapprocher de celle réservée aux personnes âgées, autres laissés-pour-compte de la "croissance" ! )

Sous couvert de formation, d'apprentissage de la vie, les jeunes sont aujourd'hui artificiellement et longuement privés d'un affrontement direct, personnel, actif, aux "réalités" et à l'exercice effectif de libertés et de responsabilités.

Dès lors, quoi d'étonnant si l'identité des jeunes se fixe massivement autour de la seule fonction qui leur soit généreusement reconnue, celle de consommateur. Cibles âprement convoitées et visées par le marché, étrangers au monde de la production et pour la plupart d'entre eux destinés, au delà du chômage, à des métiers sans qualification et peu rémunérés, les jeunes, "France de demain" à défaut d'avoir leur place dans celle d'aujourd'hui, attendent vaguement, espèrent vaguement, s'ennuient beaucoup et tentent de trouver entre eux, sur des modes divers selon les milieux, la chaleur, les rencontres, le plaisir auxquels ils aspirent.

#### RECHERCHER ET PARTAGER LE PLAISIR

Si le milieu et l'accompagnement éducatif le permettent, l'attente, l'espoir d'être un jour quelqu'un et de faire quelque chose peuvent résister à l'épreuve du temps et à la tentation de la jouissance immédiate au lieu de l'investissement à long terme. Si, au contraire, l'environnement n'est pas en mesure d'entretenir la dynamique de l'effort et de la projection dans l'avenir, alors apparaît la dynamique de la jouissance et de l'immédiateté, l'incapacité d'agir et en particulier d'agir en perspective d'un plaisir "différé". On sait que cette dynamique peut faire des ravages lorsque, par exemple, elle passe par le flirt avec la mort que constitue la toxicomanie. Encore faut-il souligner ici que l'influence du milieu, et en particulier de la famille, sur le cheminement d'un jeune vers l'une ou l'autre des deux dynamiques que nous avons évoquées est loin d'être évidente. Aucun milieu social ou familial n'est aujourd'hui à l'abri des "décrochages" et des déviances qui se multiplient chez les jeunes. Cela n'empêche pas, évidemment, que les destructurations conduisant à la délinquance soient plus fréquentes dans les milieux "les plus défavorisés" économiquement et culturellement.

Face à l'émergence de ces décrochages et de ces déviances, la perplexité des parents et, plus largement, du monde des adultes, n'a d'égale que leur incapacité à se remettre en question, tant le poids de valeurs et de principes aujourd'hui dépassés les détermine.



Dès lors, les théories et les pratiques éducatives révèlent une même impuissance et une même démission dans leurs formes extrêmes, autorité et sévérité radicales d'un côté ou, à l'opposé, libéralisme et "permissivité" systématiques. Dans leurs formes "moyennes", elles se définissent par des flottements, des tâtonnements, des angoisses, des volte-face parmi lesquels les jeunes ont inévitablement des difficultés à déceler les repères indispensables à la constitution de leur identité.

Faute de repères familiaux et sociaux, faute d'avoir le sentiment de pouvoir maîtriser leur avenir et celui de la société, les jeunes s'éparpillent, s'atomisent dans une multitude de lieux, de "caches". Il est devenu extrêmement difficile de cerner l'univers mental et géographique des jeunes. Qui peut dire, aujourd'hui, en dépit de l'accumulation de sondages, où sont, que font les adolescents quand ils ne sont pas dans leur cadre scolaire ou professionnel ? En tout cas pas les responsables d'équipements socio-culturels et de mouvements de jeunes qui sont unanimes pour affirmer les difficultés qu'ils ont à "atteindre" la classe d'âge des 14-18 ans.

Il est devenu évident que la grande majorité des jeunes se détourne des structures, des institutions, des cadres qui les rappellent trop explicitement à la conscience de leur statut d'assistés, qui les confine dans des simulations de prises d'autonomie et de responsabilités. Seules les activités sportives dans lesquelles le statut des jeunes est, de fait, sensiblement identique à celui des adultes, paraissent résister tant bien que mal à ce mouvement de désertion.

La désaffection des adolescents pour les structures traditionnelles d'animation socio-éducative, leur goût prononcé pour le voyage, pour l'aventure en petits groupes spontanés, montrent leur résolution à vivre et à rechercher du plaisir dans des situations relationnelles permettant de se confronter librement à soi-même et aux autres. Il semble d'ailleurs que dans leur recherche d'interlocuteurs adultes, les jeunes se portent volontiers vers ceux qui leur paraissent prendre visiblement du plaisir dans leur vie.

Par leur désir manifeste de s'affronter à l'exercice de la liberté et de l'autonomie, à la rencontre avec l'autre, les jeunes signifient aux adultes qu'ils ne souhaitent pas que l'on s'occupe d'eux, mais que l'on s'occupe avec eux, que l'on vive avec eux, que l'on s'interroge avec eux. Il y a là pour les parents, les enseignants, les animateurs, les éducateurs, l'indication de voies de communication nouvelles avec les jeunes, dans lesquelles certains ont commencé de s'aventurer avec bonheur.

**Bertrand SACHS**

Chargé de recherche au D.E.R.D.



## ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

### LIVRES

- DUVIGNAUD (Jean).— La planète des jeunes.— Paris, Stock, 1975.
- ROUSSELET (Jean).— L'allergie au travail.— Paris, le Seuil, 1975.
- GALAMBAUD (Bernard).— Les jeunes travailleurs d'aujourd'hui.— Toulouse, Privat, 1977. (Coll. "Epoque").
- OLIEVENSTEIN (Dr Claude).— Il n'y a pas de drogués heureux.— Paris, Laffont, 1977. (Coll. "Vécu").
- Trop tard pour mourir.— Ouvrage collectif sur les jeunes marginalisés.— Paris, C.R.I., 8, rue Legouvé, 75010.

### DOSSIERS

- *Documents Service Adolescence (D.S.A.)*
  - N° 13, été 1977, dossier "Le temps de vivre" (p. 13 à 20), réalisé par Catherine RIEUNIER et Yves de GENTIL-BAICHIS
  - N° 16, décembre 1977, dossier "Les adolescents à travers le miroir des sondages" (p. 13 à 20), réalisé par Marie-Christine JEANNIOT, 3, rue Bayard - 75380 Paris Cedex 08
- *Les Cahiers de l'IFOREP*  
(Institut de Formation, de Recherche et de Promotion, créé par Comités d'entreprises du personnel d'Electricité de France et de Gaz de France)
  - N° 13, 1978, Enquête "Les relations parents-enfants, quels conflits ?" p. 9 à 117  
(Enquête réalisée à partir d'un sondage de l'Institut Français d'Opinion publique auprès de 915 jeunes de 13 à 18 ans et de 915 adultes) IFOREP  
IFOREP  
Bures-Morainvilliers - 78630 ORGEVAL

### REVUES

- RIEUNIER (Catherine) et GENTIL-BAICHIS (Yves de).— Le temps de vivre.— In : *Documents Service Adolescence (D.S.A.)*, n° 13, été 1977, pp. 13-20.
- JEANNIOT (Marie-Christine).— Les adolescents à travers le miroir des sondages.— In : *Documents Service Adolescence (D.S.A.)*, n° 16, décembre 1977, pp. 13-20. 3, rue Bayard, 75380 Paris.
- Les relations parents-enfants, quels conflits ? — In : *Les Cahiers de l'I.F.O.R.E.P.*, n° 13, 1978, pp. 9-117. (Enquête réalisée à partir d'un sondage de l'Institut Français d'Opinion Publique auprès de 915 jeunes de 13 à 18 ans et de 915 adultes), I.F.O.R.E.P., Bures - Morain - Villiers, 78630, ORGEVAL.



## SONDAGES ET ENQUETES

- Sondage sur les jeunes de 15 ans paru dans "l'Express" du 5 septembre 1977, réalisé par l'Institut DEM.
- Sondage sur le thème "Les jeunes croient-ils en Dieu" publié dans les numéros des 20 et 27 septembre 1977 de "La Vie", réalisé par l'IFOP sur un échantillon de 852 jeunes de 25 à 29 ans.
- Enquête sur les étudiants réalisée pour le périodique "Le Guide de l'Etudiant" (5, rue Thorel, 75002 Paris), auprès de 5.000 étudiants. Une synthèse de cette enquête a été publiée dans le numéro d'octobre 1977 du "Monde de l'Education".
- Sondage sur les aspirations, les besoins, les difficultés de la jeunesse entre 14 et 24 ans, réalisé en août 1977 par l'Institut Français d'Opinion Publique auprès de 1.450 jeunes, à la demande du Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports 118, avenue du Président Kennedy - 75775 Paris Cedex 16.
- *La "BOF" génération*, sondage publié dans le Nouvel Observateur du 16 octobre 1978.
- *Les lycéens 78*, enquête publiée en octobre 1978 par les *Dossiers de l'Etudiant* (5, rue Thorel, 75002 Paris) et dont une synthèse a été réalisée dans le numéro d'octobre 1978 du "Monde de l'Education".
- *Les trois "je veux" de la jeunesse*, sondage publié dans l'Express, numéros du 13 au 19 janvier 1979 et du 20 au 26 janvier 1979.



## LES JEUNES ET LA TELEVISION

Deux documents sont parus fin 1978 qui ont trait aux programmes de radio et de télévision destinés aux jeunes.

Le premier, "le rapport annuel de la Commission chargée d'apprécier la qualité des émissions de radiodiffusion et de télévision", concerne les programmes du dernier semestre 1977 et du premier de 1978. Ce rapport étudie l'ensemble des émissions de télévision et de radio qui ont été programmées durant cette période mais il s'intéresse spécifiquement aux jeunes téléspectateurs et auditeurs ; d'une part, par le biais de l'étude de publics spécifiques – parmi lesquels les femmes, le 3<sup>e</sup> âge, les immigrés, les jeunes – et d'autre part, par le biais de la programmation au sein de laquelle est envisagée de façon spécifique celle des émissions pour la jeunesse.

Témoin de l'intérêt que porte la Commission au public jeune : la création d'un groupe de travail centré sur l'étude des programmes de télévision destinés à la jeunesse en vue d'approfondir l'information et de prolonger l'action de la commission en dehors des sessions régulières de travail.

Lors de la parution du précédent rapport portant sur l'année 76-77 (1), nous nous étonnions du peu d'information dont les conclusions du rapport avaient fait l'objet dans la presse en général et dans la presse spécialisée en radio et télévision en particulier. Il semble que ce ne soit plus le cas cette année (2) où les réflexions critiques et recommandations ont été reprises par maints périodiques. Certains articles ont d'ailleurs "sensationnalisés" l'information et présenté certaines remarques comme des critiques personnelles à l'encontre de certains personnages du petit écran (3). La presse écrite tombe alors dans le travers que dénonce la commission au sujet des informations télévisées : "la commission regrette que le sensationnel soit toujours trop privilégié dans les journaux télévisés..."

Le second document abordant le thème des enfants téléspectateurs, celui du Centre d'Etude et d'Opinion, a obtenu très peu d'échos lors de sa publication. Son titre rebutant "analyse lexicologique des émissions enfantines à la télévision" (5) constitue peut-être une des raisons de la méconnaissance de ce rapport. Il contient

(1) Les Cahiers de l'Animation n° 20.

(2) cf par ex. Le Monde du 26-27 Novembre 1978.

(3) cf par exemple VSD du 8-9-10 Décembre 1978.



rebutant "analyse lexicologique des émissions enfantines à la télévision" (1) constitue peut être une des raisons de la méconnaissance de ce rapport. Il contient cependant des remarques pertinentes sur les émissions proposées aux enfants par les différentes chaînes françaises et des recommandations qui permettraient – si elles étaient suivies – de parler "juste" aux enfants avec un langage qui soit "juste au-dessus de leur niveau et en aucun cas inférieur".

L'étude conduite par le Centre d'Etude et d'Opinion est essentiellement basée sur l'analyse du langage employé dans les émissions soit par les présentateurs sur le plateau, soit dans les commentaires des séquences filmées. L'analyse du vocabulaire – analyse lexicologique traitée par ordinateur – est complétée par des interviews de groupes d'enfants de 10 à 15 ans réagissant aux émissions analysées. Ces enfants confirment les résultats obtenus par l'analyse quantitative.

Le lecteur qui le souhaite, peut délaissier les aspects méthodologiques et techniques de l'étude (chapitre 1) ainsi que les analyses détaillées des programmes pour enfants de TF1 (chapitre 3), FR3 (chapitre 4) et A2 (chapitre 5) pour s'attarder sur le chapitre 2 : synthèses et recommandations.

Nous proposons ci-dessous des extraits de ces deux études, dont le point commun est d'envisager la télévision du point de vue des programmes, de l'offre et non pas des attitudes ou comportements des jeunes téléspectateurs (2). Le cas échéant, nous essaierons de dégager sur des points précis les similitudes ou divergences qui se font jour entre les deux analyses.

## LA PLACE FAITE AUX EMISSIONS POUR LA JEUNESSE

En règle générale il semble que le public jeune – parmi d'autres publics spécifiques identifiables – ne soit pas particulièrement choyé par les différentes chaînes. Si l'on considère le volume des émissions qui leur sont proposées, il apparaît pour la Commission de la qualité que "les jeunes demeurent le public spécifique le plus vaste dont les droits et les besoins sont toujours imparfaitement satisfaits par les sociétés".

De surcroît, sur le point précis de l'harmonisation des programmes entre les différentes chaînes, "Aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne l'harmonisation de la programmation des émissions pour la jeunesse. Les émissions quotidiennes pour ce public sont toujours programmées entre 18 h 25 et 19 h 05 par les trois Sociétés.

La proposition de la Commission qui consistait à demander aux trois chaînes d'assurer, à tour de rôle, leurs principales responsabilités à l'égard des jeunes en programmant le mercredi et pendant le week-end des émissions réalisées pour eux dans

(1) Etude du Centre d'Etude et d'Opinion - 116, Av. du Président Kennedy 75016 PARIS - Sans référence de date de parution, ni d'auteur.

(2) Point de vue adopté par l'étude du CFO : "les jeunes téléspectateurs de 8 à 14 ans et la télévision" Service études et qualité. Rapport EQ/77/25.



les domaines de l'information, du divertissement, de l'éveil artistique, de l'éducation et de la culture n'a pas été suivie d'effet.

Les programmes répondant aux aspirations des jeunes demeurent notoirement insuffisants et continuent à se superposer sur les trois chaînes les mercredis et samedis après-midi, ce qui aboutit au sein des familles à une concurrence entre les âges pour les choix."

### L'EVALUATION DE L'OFFRE DES DIFFERENTES CHAINES

Si l'on rapproche, sur ce point, les avis des deux études il apparaît que FR3 est la chaîne qui sort gagnante de la compétition en ce qui concerne les programmes pour la jeunesse.

Pour la Commission de la qualité, "FR3 poursuit sa politique d'émissions originales pour les jeunes de 10 à 15 ans notamment. Ses réalisations sont conçues pour être des points de départ et non des points d'arrivée et pour inciter les jeunes à l'action. Certaines, produites dans les centres régionaux, font appel à la participation d'enfants pour qui la télévision devient un moyen d'expression. Cet effort de recherche a donné des productions de qualité comme "Flash", "Voyage au pays de la marionnette".

Quant au C.E.O., analysant pour sa part l'adéquation entre le langage utilisé dans les émissions pour les jeunes et l'âge du public, il note d'emblée : "FR3 remporte tous les suffrages, alors que A2 est la chaîne qui a le moins de succès auprès des 10-15 ans et que TF1 reçoit un taux de satisfaction restreint". "FR3 qui reçoit 20 sur 20 de la part des enfants a su éviter deux écueils et présente aux enfants, avec des enfants sur le plateau, des sujets intéressant les enfants et un langage parfaitement adapté aux 10-15 ans".

Un bon point pour A2 de la part de la Commission de la qualité pour l'effort que tente cette chaîne envers les adolescents, soit par le biais de programmes spécifiques, soit en proposant des émissions dont l'écoute peut être familiale.

"A2 consacre aux jeunes de 15 à 20 ans, environ deux heures de programmes spécifiques, le mercredi après-midi, avec un sur cinq. Cette émission retient toute l'attention de la Commission qui estime qu'elle mériterait de disposer de moyens financiers et d'un créneau horaire plus important. Elle a le mérite d'aborder les problèmes socio-économiques et politiques de notre temps au lieu de relever du seul domaine du divertissement comme l'ensemble des émissions pour la jeunesse". "A2 a conduit une politique d'émissions non spécifiques mais susceptibles d'intéresser particulièrement les adolescents : Les dossiers de l'écran, La course autour du monde, Des chiffres et des lettres, La tête et les jambes relèvent de ces spectacles à caractère familial que la Société s'est appliquée à promouvoir".

Quant à TF1, elle a choisi parmi les jeunes de s'intéresser davantage aux enfants qui constituent son public cible. L'opinion de la Commission est réservée à ce sujet :



“TF1 s’est surtout intéressée aux plus petits. Mais “l’Ile aux enfants” et surtout “Rue Sésame” n’apparaissent pas encore comme pleinement satisfaisantes. Peut-être faudrait-il adjoindre aux psychologues et éducateurs qui ont travaillé là pour le jeune public, des créateurs, des poètes qui apporteraient gaieté et sensibilité ?”

## CE QUI PLAÎT AUX JEUNES

### Les émissions de fiction :

On a souvent souligné qu’adolescents et préadolescents apprécient les émissions de fiction, la Commission de la qualité insiste : “les dramatiques, les séries, les feuilletons, les dessins animés sont les genres préférés par les 8 - 14 ans” et la Commission constate que “pour des raisons financières les sociétés ne produisent pas d’émissions de fiction pour la jeunesse, mises à part quelques tentatives de FR3. Elle (la Commission) invite les sociétés à créer davantage de fiction pour la jeunesse”.

### Le conseil pratique :

Une télévision de service, comme il existe avec “Inter Service-Jeune”, une radio de service, répondrait aux souhaits des adolescents. A ce sujet, “il convient de mentionner l’effort fait par TF1 pour jouer le rôle d’une télévision de service pour les jeunes adolescents avec “Jeune Pratique”... et “c’est un métier...”.

### L’insertion sociale des jeunes :

Une seule émission a le mérite, selon la Commission de la qualité “d’aborder les problèmes socio-économiques et politiques de notre temps au lieu de relever du seul domaine du divertissement comme l’ensemble des émissions pour la jeunesse”, il s’agit de l’émission “Un sur cinq” programmée par A2 et consacrée aux 15-20 ans.

A ce sujet l’avis du C.E.O. diffère nettement, car il semble que si l’émission vise un public de 15-20 ans, les jeunes de 10 à 15 ans estiment que les présentateurs s’adressent à des enfants plus jeunes qu’eux.

Les présentateurs de l’émission sont mis en question par l’étude du C.E.O., “le langage des uns atteint une proportion de mots compliqués à peine compréhensibles pour les adultes, le discours des autres ne s’élève guère au-dessus des enfants de 10 ans”.

On notera au sujet de cette émission une vive critique des interviews qui sont conduites de façon maladroite et qui constituent un blocage à la communication plus souvent qu’une source d’informations. On le voit, une émission qui reçoit un coup de chapeau de la part des uns, un coup de règle sur les doigts de la part des autres. Quant à nous, il nous paraît utile de souligner l’effort de cette chaîne envers les adolescents, effort qui se prolonge le Mercredi avec l’émission “Mi fugue mi raison” qui, si elle a encore besoin de se rôder en particulier pour les interviews (ici aussi) souvent mal et péniblement conduites, a cependant l’intérêt d’être diffusée



à une heure de grande écoute et d'aborder des problèmes sociaux qui concernent directement la jeunesse et l'adolescence.

A la fois information concrète sur les métiers ou les loisirs et éclairage sur le mode de vie des jeunes, elle devrait intéresser les adolescents et leur être utile et toucher aussi leurs parents.

#### Les émissions didactiques :

Il ne s'agit pas des émissions éducatives scolaires mais d'émissions qui "apprennent quelque chose". Pour les adolescents, les émissions de conseil pratique sont à ranger dans cette catégorie. Pour les enfants il s'agit d'émissions différentes qui sont fondées sur des "sujets qui concernent leurs préoccupations et leur apprennent un savoir proche de ce qu'ils apprennent en classe (histoire, géographie, leçon de choses)".

Des conseils pratiques aussi peuvent être communiqués aux enfants sur les animaux domestiques, sur des métiers.

En résumé, le C.E.O. estime que pour les enfants de 10 à 15 ans, lorsqu'il ne s'agit pas d'émissions de divertissement comme les films, les dessins animés, "la présentation des sujets doit être didactique et structurée ainsi :

- interview ordonnée selon un plan clair annoncé d'avance avec définition et explication de tous les mots compliqués,
- résumé et synthèse par le présentateur avec redéfinition des mots clés compliqués".

#### La présence d'enfants à l'écran :

Il s'agit là d'un point de divergence entre le Centre d'Etudes et d'Opinion et la Commission de la qualité.

Le Centre d'Etudes et d'Opinion estime indispensable et ce, dans tous les cas, que des enfants soient représentés à l'écran : qu'ils soient présents dans le studio, ou filmés en extérieur : "On ne peut pas échapper aux critiques sévères des jeunes (de 10 à 15 ans) si on ne présente pas, au cours de l'émission, des enfants", et encore "il faut absolument que des enfants soient présentés".

La Commission de la qualité est nettement plus nuancée quant à la présence d'enfants. Alors qu'elle se prononce pour la participation effective des enfants à la réalisation, elle met nettement en garde contre la présence alibi et les "émissions qui utilisent de façon discutable les enfants comme figurants au lieu de les associer réellement à la réalisation". Par contre la Commission apprécie les émissions qui "font appel à la participation d'enfants pour qui la télévision devient un moyen d'expression".

\*

\* \*



Montrer — la télévision pour les enfants doit être avant tout un spectacle visuel — et ne pas trop parler. Distraire par des créations de fiction originales et spécifiques. Apprendre en renseignant sur la vie quotidienne. Apprendre en diffusant des connaissances complémentaires de l'enseignement scolaire. Programmer les émissions pour la jeunesse sur des tranches horaires plus larges. Faire des émissions spécifiques mais aussi des programmes familiaux destinés à tous. Toucher les petits, les plus grands, les adolescents... On le voit, il est beaucoup demandé à la télévision qui doit remplacer le jeu, les copains, l'instituteur, le cinéma, la lecture, les parents. On attend beaucoup des différentes sociétés et des responsables des émissions pour la jeunesse. Et ces attentes sont quelquefois contradictoires.

Si des progrès restent à faire au plan de la réalisation, on note à l'évidence une sensibilisation des responsables et spécialistes aux besoins des publics jeune et enfantin.

D'ailleurs, les deux études que nous avons présentées émanent de deux organismes officiels, rattachés au Premier Ministre par le biais du service juridique et technique de l'information. Ces documents témoignent dans une certaine mesure de l'intérêt que les pouvoirs publics commencent à porter au problème des jeunes et de la télévision. Il ne s'agit pas là d'analyses sans suite ou de condamnations mais davantage de suggestions et de recommandations étayées et justifiées. Si l'on se souvient que le Centre d'Etudes et d'Opinion comme la Commission chargée d'apprécier la qualité des émissions de radiodiffusion et de télévision ont tous deux une influence sur le fonctionnement des sociétés de télévision par le biais de la répartition de la redevance, on peut espérer que leurs recommandations ne resteront pas lettre morte.

Annie OBERTI

Chargée de recherche au D.E.R.D.



## LES BALS EN FRANCE ET L'ACTION SOCIO-CULTURELLE

Selon les canons de la culture cultivée, les bals populaires sont les parents pauvres des ballets de danse classique ou des séances de danse rythmique. Mais il y a eu 150.000 séances de bal populaire en France en 1976 nous dit une étude de la S.A.C.E.M. parue en 1978 (1). Il est normal que la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique, chargée de récupérer les droits d'auteurs, s'intéresse aux bals et aux 10.000 orchestres qui les animent. On ne pouvait pas laisser de côté les bals dans un numéro de revue parlant des loisirs des adolescents car c'est cette classe d'âge qui les fréquente majoritairement. D'autre part, certaines constatations faites par la S.A.C.E.M. peuvent être mises à profit par les responsables de clubs, de maisons de jeunes et de maisons de quartiers pour qui le problème des "boums" reste posé en permanence.

La S.A.C.E.M. a procédé selon deux approches complémentaires : d'abord par des entretiens avec une quarantaine d'organiseurs de bals, de chefs d'orchestre et de policiers du Sud Ouest et du Val de Loire pour définir les catégories de bals, l'évolution du répertoire, la pratique de la danse, les types de manifestations de la violence. Ensuite par une enquête pratiquée dans 10 départements sur 1.500 bals on a recherché les facteurs de réussite et d'échec des bals et en particulier ceux qui influent positivement ou négativement sur le déclenchement de la violence.

### – Bals privés et bals publics

Les catégories de bals sont définies dans l'étude S.A.C.E.M. en fonction de la plus ou moins grande sélection du public. Dans les bals privés et demi-privés l'admission se fait exclusivement ou presque exclusivement sur invitation ou en fonction de l'appartenance à un groupe. Dans les bals publics il suffit de payer l'entrée pour être admis et la composition du public varie selon qu'une plus ou moins grande proportion est constituée de personnes identifiées : habitués, membres d'une association, etc., ou au contraire, d'un tout venant anonyme. Le prix d'entrée peut jouer comme moyen de sélection du public.

---

(1) RENAULT (Patrick).— Les bals en France/Patrick RENAULT. Préf. de Jean Loup TOURNIER.— Paris : Musique et Promotion, 1978.— 94 p. ; 22 cm.— Collection Musique vivante publiée sous l'égide de la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique.



Les bals privés ont plutôt un public "mûr", les semi-privés un public plus jeune, les bals à "public identifié" ont une majorité de jeunes, les bals "grand public" ont un public presque exclusivement jeune. Quand on dit jeune, cela veut dire qu'il y a une grande proportion de 16-20 ans. Les plus de 25 ans sont déjà des "vieux".

#### – Le répertoire musical et les pas

Sur un rythme à peu près quinquennal le répertoire musical des bals est passé par plusieurs dominantes : le musette jusqu'à 1960, le Rock jusqu'en 1965 environ puis la Pop music avec en 1970 un retour aux variétés françaises.

Les pas traditionnels de la "danse de parquet" comme la valse ou le tango exécutés en couple ont laissé progressivement la place à d'autres danses comme le jerk exécutées d'une façon à la fois plus individuelle et plus collective. Progressivement aussi le bal s'est changé en spectacle avec une proportion croissante d'assistants qui ne dansent pas.

#### – Les formes de la violence

De l'avis des organisateurs de bals, chefs d'orchestre et policiers interrogés, il faut distinguer deux formes différentes de manifestation de la violence dans les bals ; certains incidents surviennent spontanément entre participants et restent habituellement assez anodins ; d'autres sont le fait d'intervenants extérieurs qui ne viennent pratiquement que pour exercer une violence systématique.

#### – Les facteurs de réussite

La réussite des bals est appréciée dans l'étude de la S.A.C.E.M. en termes financiers. Sur les 1.500 bals ayant fait l'objet d'une enquête, les deux tiers se sont soldés par un bilan positif, 13 % par un bilan équilibré et 21% par une perte financière. Les organisateurs professionnels enregistrent plus de réussites que les bénévoles et le fait d'organiser des séries de bals leur est plus favorable qu'aux bénévoles. Un gros budget aide souvent la réussite ou au contraire la quasi gratuité de la salle et de l'orchestre. Le prix d'entrée optimum constaté en 1975-1976 se situait entre 16 et 20 Francs.

#### – Les parades à la violence

Dans le cadre de son enquête, la S.A.C.E.M. a dénombré 80 % de bals sans incidents, 18 % troublés par des accrochages mineurs et 2 % perturbés par des actes de violence systématique.

Les accrochages mineurs semblent favorisés par l'abus d'alcool, une sonorisation trop forte, une musique trop rythmée, une fermeture très tardive surtout si l'entrée devient gratuite passé une certaine heure.

Contre la violence systématique, la présence de gendarmes, le maintien de l'entrée payante sur toute la durée du bal, la fermeture à minuit semblent des parades effi-



caces, sans que l'on sache comment ces facteurs se combinent entre eux. Les organisateurs professionnels ne sont pas à l'abri de la violence systématique, surtout s'ils opèrent sous chapiteau.

Sur 1.500 bals 1975 - 1976	Incidents et violence		
	sans	occasionnels	systématiques
— MOYENNE	80 %	18 %	2 %
— avec gendarmes	92 %	8 %	0 %
— service d'ordre intérieur seulement	65 %	27 %	8 %
— maintien entrée payante	78 %	22 %	0 %
— fermeture minuit	100 %	0 %	0 %
— sous chapiteau	86 %	11 %	3 %

#### — Les bals et l'action socio-culturelle

Les bals organisés dans les maisons de jeunes ou dans les Centres socio-culturels n'entraient pas dans le champ d'observation de la S.A.C.E.M., ce qui ne veut pas dire qu'ils sont exemptés du paiement des droits d'auteurs. Les "boums", qui font l'objet d'une forte demande venant des adolescents en direction des animateurs socio-culturels, sont des bals privés ou semi-privés lorsque les membres du groupe qui organise invitent chacun leurs amis. Il arrive aussi, de plus en plus rarement il est vrai, que les Maisons de jeunes, Centres socio-culturels et Maisons de quartier accueillent des bals avec entrée payante, ouverts à un public plus ou moins identifié.

Dans les deux cas, le problème de la violence préoccupe les animateurs. Pour des bals publics ils se résignent parfois à mobiliser parmi les "durs" de leur connaissance un service d'ordre musclé. Pour les boums, la présence proche d'un animateur suffit souvent à empêcher que des incidents internes dégénèrent, mais il est plus difficile de remédier à l'insécurité de la rue dont sont parfois victimes les participantes qui rentrent tardivement à leur domicile.

Le risque d'incidents est souvent invoqué pour justifier la renonciation aux bals. Il masque souvent aussi une réticence d'ordre culturel chez les animateurs et chez les responsables dans les conseils d'administration des équipements socio-culturels ou dans les instances municipales à l'égard des bals. C'est la légitimité du bal qui est mise en question, son intérêt culturel qui est contesté. **Mais il est un fait incontestable : on danse encore en France, surtout chez les jeunes.**

Il existe peu d'études statistiques sur la fréquentation des bals. L'opinion générale est qu'ils ont perdu progressivement une grande partie de leur pouvoir d'attraction



et que la pratique de la danse est en diminution constante. L'enquête réalisée pour le Secrétariat d'Etat à la Culture en 1974 sur les pratiques culturelles des Français (1) montre que parmi les plus de quinze ans, un sur quatre va au bal au moins une fois par an et environ un sur cinq y va plus souvent.

Une étude réalisée par la C.I.C.E.M. (2) en 1973 en France près de 2400 jeunes de 12 à 20, ans a établi que 60 % d'entre eux vont danser plus ou moins régulièrement se répartissant en danseurs réguliers (15 %, surtout des 16-20 ans) occasionnels (30 %), exceptionnels (15 %).

Selon la S.A.C.E.M. (3), si le public global des bals a diminué il s'est également rajeuni. Le public actuel des bals et des discothèques est un public jeune.

Rappelons que la S.A.C.E.M. a recensé pour 1976, 150.000 séances de bal public animées par 10.000 orchestres dont 3.000 professionnels. Les droits d'auteurs perçus se sont élevés à 50 millions de francs. Pour la même année, toujours de source S.A.C.E.M., on dénombrait 3.283 discothèques où l'on danse sur de la musique enregistrée, ce qui a procuré 55,6 millions de francs de droits d'auteurs.

Ce dont il faut prendre conscience c'est que la danse reste une pratique qui tient une place importante dans la vie des Français et en particulier des Jeunes. Et ceci malgré les conditions très peu satisfaisantes dans lesquelles on peut la pratiquer. L'évolution des relations sociales à la campagne et, en ville, l'anonymat envahissant font que la fête a complètement changé de caractère. Les media encouragent une attitude de spectateur et de consommateur. Faut-il abandonner le bal au seul secteur commercial ?

Il appartient à tous les responsables concernés de décider si compte tenu des moyens en personnel, en locaux et en finances dont ils disposent, cela vaut la peine de permettre aux jeunes de s'exprimer par la danse dans de bonnes conditions matérielles et sociales. Ce service peut être considéré comme un but en soi, indépendamment des actions de développement culturel dont il peut être l'occasion : amélioration de la technique de danse, acquisition d'une plus grande maîtrise de son corps, initiation à d'autres formes musicales. etc.

**Rémi DUJARDIN**

Chargé de recherche au D.E.R.D.

(1) Ministère de la Culture. Service des études et de la recherche.— Les pratiques culturelles des Français.— Paris, 1974, 2 vol.

(2) C.I.C.E.M. Compagnie Internationale de Consultation Education et Marketing, 229 rue St Honoré, 75001 PARIS. Tél. 260-44-40.

(3) S.A.C.E.M. Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique, et S.D.R.M. Société pour l'administration du Droit de Reproduction Mécanique, 225, avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY-sur-SEINE Cedex. Tél. 747-56-50.



## LES JOURNAUX LYCEENS

La presse lycéenne est une réalité difficile à cerner et cela pour deux raisons : d'une part parce qu'il n'a pas, à ce jour et à notre connaissance, été entrepris d'étude à la mesure du sujet, d'autre part en raison des difficultés inhérentes au sujet lui-même (la seconde raison expliquant sans doute en partie la première). Comme l'ensemble des pratiques qui constituent ce que, faute d'un concept plus rigoureux, on nommera la "culture adolescente", la presse lycéenne est pourtant une réalité qui s'impose, et à plus d'un titre :

— Tout d'abord, parce qu'il s'agit d'un phénomène sans limites territoriales. Dans le domaine français nous avons constaté qu'il existe non seulement des journaux dans toutes les régions à l'intérieur de nos frontières mais encore qu'il en existe dans de nombreux lycées francophones. On pourra citer par exemple *Tagazine*, journal du lycée royal de Verviers en Belgique, *Pont-Neuf*, vivace publication du lycée franco-allemand de Berlin, *l'Amateur* du lycée de Pondichéry.

— Outre son extension territoriale, ce phénomène a prouvé sa capacité à perdurer. Si l'on se limite aux quinze dernières années, on pourra vérifier que les lycéens n'ont pas cessé de faire paraître des périodiques. Aller en deçà serait un travail d'historien, qui ne manquerait sans doute pas de faire apparaître que la presse lycéenne est aussi vieille que l'institution scolaire. Or il n'est pas douteux qu'il y a eu depuis quinze ans, et dans la sphère culturelle en général, et dans la "culture jeune" en particulier, des mutations, des évolutions et des ruptures. Si la presse lycéenne a pu être témoin et peut encore rendre compte de ces changements, ils n'ont jamais été tels qu'ils aient pu mettre en question son existence. La presse des lycéens semble donc répondre à un besoin produit par ce qui est demeuré inchangé dans leur condition.

— Enfin, et c'est là qu'apparaissent les difficultés inhérentes au sujet, il s'agit d'un phénomène diffus, aux manifestations éphémères, qu'aucune instance centralisatrice ne relaie. Il n'existe pas d'institution ni d'organisme dans lesquels on puisse trouver et étudier l'ensemble de la presse lycéenne d'expression française.

Si cette dernière information n'était en partie fautive, compte tenu de la précarité des titres, de leur période restreinte de parution (de novembre à avril, en général), de la faible étendue de leur zone de diffusion, l'étude des journaux lycéens serait impossible.



Il existe deux organismes non officiels dans lesquels on en peut trouver. La Jeunesse Etudiante Chrétienne en reçoit de toute la France mais leur origine est limitée ; on n'y trouvera que des journaux imprimés dans les aumôneries ou dans la rédaction desquels de jeunes chrétiens ont joué un rôle.

Le second organisme est un organe de presse : il s'agit du mensuel *Antirouille*. Ce magazine a réussi, dans un domaine réputé difficile, une percée remarquable. Il affirme un refus virulent des facilités du culte de la vedette et de tous les autres aspects trop aisément commercialisables de la "culture jeune". Ses rédacteurs, dont le plus vieux a la trentaine, ont su mettre au point une formule qui leur a valu de trouver un public aussi bien chez les lycéens que chez les jeunes travailleurs. *Antirouille* entretient une relation symbiotique avec les journaux lycéens. Il existe une rubrique régulière qui parle des journaux reçus et encourage à en produire. Comme on le verra, une bonne partie des journaux lycéens reflète la même sensibilité, la même attention aux mêmes problèmes, que celles qui s'expriment dans *Antirouille*.

Le magazine a reçu à ce jour près de soixante-dix titres différents, pour la plupart parus durant les deux dernières années scolaires. Sur la foi de sondages informels, les rédacteurs sont persuadés de ne pas recevoir plus du quart de la presse lycéenne, ce qui donne une idée de l'ampleur du phénomène.

L'examen de ces journaux fait apparaître qu'il est possible de proposer une classification, en fonction des conditions matérielles de leur production, que recoupe une typologie possible en fonction du contenu.

### ESSAI DE TYPOLOGIE DE LA PRESSE LYCEENNE

Le mode d'impression du journal est révélateur du rapport qu'entretiennent ses rédacteurs avec l'institution scolaire :

#### Impression au lycée :

— A l'instigation de professeurs : il s'agit alors d'une activité pédagogique qui se place plus ou moins volontairement dans la tradition Freinet. Il peut arriver que les adultes prennent en charge partiellement ou totalement la production matérielle. Cela peut alors prendre la forme caricaturale d'une revue avec des textes tirés en offset dont la frappe parfaite contraste avec le style de rédactions sur des sujets qui n'ont visiblement pas passionné leurs auteurs.

— Lorsque le journal est produit au lycée d'une manière plus autonome par les lycéens, (par exemple au foyer socio-éducatif), il y a risque de conflit avec les adultes et en particulier la direction du lycée. En effet, les adolescents qui s'expriment dans ces journaux refusent souvent les critères d'objectivité et les règles de bienséance que les adultes responsables de leur éducation voudraient leur voir observer. On retrouve la trace de ces conflits à l'intérieur même des journaux (n°1 de *BOF*, d'un lycée de Saint-Cloud, *Pont-Neuf* n° 16, *Bien Dégagé Derrière les Oreilles* n°1, etc.).



**Impression hors du lycée :**

- Dans une Maison de Jeunes
- Dans une aumônerie
- Au siège d'une organisation syndicale
- Dans les différents lieux de culture et d'activités contestataires : librairies dites "différentes", coopératives diverses, organisation gauchistes...

On peut par ailleurs opérer une distinction en fonction du public visé par le journal : soit qu'il s'adresse aux élèves d'un seul lycée ou à ceux de plusieurs lycées dans la même ville, soit qu'il recherche une audience régionale ou même nationale. On peut citer, à titre d'exemple de journaux dépassant le cadre d'un seul lycée :

- *L'Allumette*, dont les rédacteurs sont élèves d'une dizaine de lycées parisiens.
- *SOS Bahuts*, qui voulait constituer un "syndicat lycéen" dans le Loiret.
- *Le Pavé*, journal du comité de lutte de la Sarthe.
- *La Vérole*, écrit par des élèves des lycées Condorcet, Delcour et Balzac à Paris.
- *La Canaille*, bulletin de lutte des comités inter-lycées du Sud-Est.
- *Les Hordes Sauvages*, journal de la coordination lycéenne.

Comme on peut le constater, ces journaux sont pour la plupart plus ou moins directement issus du mouvement de contestation qui ressurgit périodiquement dans les lycées.

Il existe ou il a existé aussi des publications d'organisations gauchistes à l'intention des élèves des lycées techniques qui sont au moins en partie rédigées par des lycéens (*Technique Rouge*, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, *Le Trublion*, de l'Organisation Communiste des Travailleurs...)

Une analyse sommaire du contenu des journaux qui ont été répartis en fonction de cette double classification fait apparaître un certain nombre de conclusions quant à la possibilité pour les lycéens de s'exprimer de façon autonome dans leur propre presse.

Lorsque le journal est imprimé au lycée il peut n'être qu'une activité pédagogique et donc quitter le champ de notre étude. Il peut aussi provoquer des conflits avec l'administration et donc être contraint soit de disparaître soit de se faire imprimer ailleurs. Lorsqu'il est imprimé soit dans une maison de jeunes, soit dans le foyer socio-culturel il est souvent un recueil d'articles impersonnels et tend à n'être qu'un catalogue des activités du lieu où il est produit.

Lorsque le journal est imprimé hors du lycée, il peut, en développant ses objectifs, quitter le champ de l'expression proprement lycéenne et rejoindre le domaine de la presse dite de contre-information. Imprimé par une organisation, le discours de cette dernière y recouvrira le discours proprement lycéen.

A l'intérieur des limites que nous venons de tracer, il existe une presse – repré-



sentée par la grande majorité des titres que nous avons pu examiner — qui répond à l'évidence à un authentique besoin chez ses rédacteurs, besoin que ni la presse adulte, ni la presse spécialement destinée aux jeunes ne peuvent satisfaire. Le style de ses textes est à cet égard révélateur. Il est plus proche du langage parlé des adolescents avec ses tournures, ses codes, ses références propres, que du style de la langue que s'efforce de leur faire parler l'institution scolaire, la langue porteuse du maximum de prestige socio-culturel, le "bon français". De cette presse, il se dégage une unité de ton et de préoccupation frappante. On peut tirer d'un recensement et d'une analyse des thèmes traités quelques notions utiles à la compréhension du lycéen qui s'exprime dans ces journaux.

### LES JOURNAUX LYCEENS, ELEMENTS ESSENTIELS DE LA CONTRE-CULTURE LYCEENNE

Il n'est pas douteux qu'il existe, à côté de la tradition culturelle que s'efforce de transmettre l'institution scolaire, une néo-culture transmise et produite par les media, qui tend de plus en plus à parler son langage propre. En raison de leur statut particulier dans nos sociétés (mineurs économiques dotés d'une certaine maturité sur les plans intellectuels et affectifs), placés aux confluent de ces deux cultures, les lycéens ont tendance à développer une contre-culture propre en interaction aux deux cultures dominantes. Le terme de contre-culture est ici employé pour désigner un ensemble de pratiques culturelles avant tout réactives qui ne peuvent constituer une culture réellement autonome. Le besoin d'échapper à la fois à l'école — à une certaine image qu'on a de l'école — et à la culture de masse et de consommation perçue comme aliénante, comme le reflet d'une société injuste et malade, semble être à l'origine de la production de la plupart des journaux lycéens. La critique de la vie au lycée et la critique de la vie en société, c'est-à-dire des aspects les plus choquants de la société des adultes sont les thèmes des articles les plus fréquents, les plus originaux et personnels.

### LA VIE AU LYCEE

"On ne se rend pas compte de ce que ça signifie pour un enfant d'entrer pour la première fois dans une classe sinistre, froide (car même si elles se veulent gaies et joyeuses, les classes ont toujours quelque chose de froid et de ténébreux). Cet enfant a un étai à la place du cœur simplement à l'idée de rencontrer un nouveau prof (...) On a envie de retrouver de vrais amis avec qui on peut discuter, s'évader. Bien sûr ce qu'on raconte là, c'est ce qu'on pense, ce qu'on ressent, mais il est évident que pour d'autres la question ne se pose même pas vu qu'ils en ont marre des vacances où ils ont dû supporter les parents pendant deux mois et demi et qu'ils ont hâte de l'école rien que pour les copains en passant sur le problème des profs. N'importe comment, nous, on en a super-marre de l'école, on en fait une théorie parce qu'on est tellement emprisonné par le système qu'on arrive plus à penser à autre chose." Ce texte est extrait de *Les Oeufs Cassés*, organe du MLE (Mouvement de Libération des Enfants) constitué par cinq jeunes marseillaises de treize à quinze ans. (L'orthographe, qui en avait bien besoin, a été corrigée, comme le seront les citations à venir).



“Si le lycée est ce qu’il est, c’est-à-dire de plus en plus strict et intolérant, c’est bien à cause de l’administration, certes, mais est-ce bien tout ? (...) Ce que je regrette dans le lycée, c’est l’absence totale d’intérêt pour les diverses activités quelles qu’elles soient, parmi les élèves.” Et l’auteur de rajouter, après sa signature : Répondez-moi.” (Dans *Le Dernier*, d’un lycée parisien).

Ennui, discipline, indifférence et inertie de la grande masse des élèves : voilà comment est décrit le lycée dans la grande majorité des journaux lycéens. Quant au travail scolaire lui-même : “J’ai l’impression de devenir une vraie Encyclopédie... Encyclopédie imparfaite de la géographie de neuf pays exactement, de la chimie : de toutes façons, c’est pas une culture, c’est une culture partielle de trucs qui n’apportent rien... c’est un semblant : essaie de placer dans une conversation que les atomes tiennent par des liens sigma et pi, c’est d’une utilité flagrante, surtout quand t’as envie de t’occuper de gamins...” (*Allonz’enfants* n° 5, Rouen).

Il est rare de trouver une telle précision dans la critique des cours eux-mêmes, et même la critique du lycée en général n’occupe pas une place très importante, comme on aurait pu s’y attendre. Il semble que le sentiment du lycéen sur son lycée est chose tellement évidente qu’il n’éprouve pas le besoin d’en parler beaucoup. Mais en même temps apparaît un autre fait : les lycéens qui rédigent ces journaux sont une minorité et se perçoivent comme tels. Les appels de la rédaction à venir apporter des textes et participer à la production matérielle du journal se retrouvent dans pratiquement tous les titres.

## LE LYCEEN ET LA SOCIETE

Si les rédacteurs du journal sont peu nombreux dans le lycée, cela ne signifie certainement pas que ce qu’ils expriment soit radicalement différent des idées et des sentiments de leurs autres camarades. On retrouve dans leurs écrits la plupart des traits anticonformistes qui, dans les récents résultats de sondages de jeunes, se détachent sur un ensemble plus sage et conventionnel. Ce sont : l’indifférentisme politique, la sensibilité à certains problèmes comme l’écologie, la condition féminine, la peine de mort, la drogue.

### L’indifférence politique

“Comme notre société est minutieusement réglée, les partis politiques parlent soi-disant en notre nom... on ne nous permet nous, jeunes, que dis-je, bébés, que de sucer notre pouce et de se conduire sans protester.” (*L’Arc-en-ciel souterrain*, n° 1, Caen).

“Gauche ou droite : les politiciens ont la parole facile.” (Titre de couverture de *Le Pied*, n° 2, Saint-Denis).

*Allonz’enfants* déclare peu avant les dernières élections que ses rédacteurs voteront au premier tour pour les candidats d’extrême gauche ou écologistes “parce que ce sont des gens “comme vous et moi”, mais qu’au deuxième tour ils iront à la pêche ou resteront au lit. *Antirouille* avait lancé à ses lecteurs un appel pour qu’ils écrivent



ce qu'ils pensent de la politique. D'une analyse du courrier, Yves RIESEL conclut : "Aussi bien, les concepts droite/gauche se vident de leur sens de l'avis général, pour être en dernière analyse renvoyés dos à dos même si à l'occasion d'un vote supposé important ou réputé tel, on va jusqu'à déposer son bulletin dans l'urne." Mais le refus de la politique ne s'accompagne pas nécessairement du refus de toute action : "Il faut militer par tous les moyens, il faut montrer qu'on existe. Le mieux c'est de militer sans parti, sinon on milite pour le parti et non pour la cause en question", écrit un lecteur.

### L'écologie

C'est sans conteste le sujet le plus discuté, celui qui a fait remplir le plus de pages. Ce besoin de nature, ce besoin de la défendre, chez des adolescents pour la plupart issus de milieux urbains, ne peut manquer d'être frappant. Lorsque les lycéens peuvent s'exprimer par la voie de la presse, ce dont ils tiennent à parler, beaucoup plus que de musique ou de bande dessinée, c'est d'écologie. Cette sensibilité écologique va du regret bucolique assez vague à la prise de position militante : "Quand mes parents parlent de leurs promenades avant qu'ils soient mariés, quand ils allaient folâtrer dans la campagne, ils me disent que pénétrant dans un champ, des milliers de papillons bleus s'envolaient en un magnifique froissement d'ailes. Mais où êtes-vous papillons ? ... vous vous êtes posés sur cette vigne et un paysan avait juré votre mort, avec dans ses mains, une sulfateuse." (*A l'Est des Fumées Rousses*, n° 4, d'un lycée lorrain).

"Nous sommes tous des écologistes allemands." (*Sic* n°3, d'un lycée parisien).

### La condition féminine

Il semble que les "groupes femmes" qui regroupent des lycéennes parmi les plus âgées, soient les seuls groupes militants qui connaissent encore un certain succès. Les lycéens se défendent souvent d'être "phallos" suivant le vocabulaire consacré. C'est là l'un des indices de ce qu'une nouvelle morale est en train de naître, morale qui réglerait différemment les rapports entre les sexes dans nos sociétés modernes. La question de l'avortement n'est pourtant pas tout à fait tranchée, si l'on en croit une enquête menée par *l'Uppercut pour sortir de ta prison*, du lycée polyvalent de Château-Thierry : "En conclusion, la majorité des personnes estime que l'on peut avorter dans les cas extrêmes dès que l'on s'aperçoit que l'on attend un enfant afin de lui éviter ainsi qu'à sa mère, une vie malheureuse et déséquilibrée... En effet beaucoup de lycéennes pensent que le délai légal de trois mois pour l'avortement est trop élevé."

### La peine de mort

Il y a eu, au cours de l'année scolaire 76-77, un véritable déferlement d'articles sur la peine de mort, et cela à la suite du lancement d'une chanson intitulée "Je suis pour", par un chanteur bien connu. La condamnation a été unanime. Comme dit J.GONNET dans son ouvrage *Le Journal et l'école*, dont un chapitre est consacré aux journaux lycéens : "... pas un seul article pour excuser ce chanteur, mais un écœurement général devant ses prises de position... La brutalité de la réaction s'ex-



plique en partie par le code de communication de la jeunesse (émissions de musique à la radio, journaux commerciaux des chanteurs, etc.). Durant l'année scolaire 77-78, à la suite d'exécutions capitales, le thème a continué à être fortement représenté.

### La drogue

Si quelques journaux s'appliquent à faire la distinction entre drogues douces et drogues dures, la plupart utilisent la question de la drogue pour montrer les dangers d'un "racisme anti-jeune" auquel elle pourrait donner prétexte.

Le portrait qui se dégage de cet examen des thèmes traités par les journaux lycéens, est celui d'un lycéen plutôt contestataire, dont les systèmes de valeurs se rapprocheraient de ceux des lecteurs d'*Antirouille* et de *Libération*. Il faut pourtant se garder de ne voir dans les journaux lycéens, même dans les plus virulents, que la seule expression d'une minorité peu significative. Si les thèmes abordés sont parfois traités avec un extrémisme que n'aurait pas un hypothétique lycéen moyen, les sondages ont montré que ce sont ceux auxquels sont sensibles les adolescents. Par ailleurs les mouvements qui agitent de façon récurrente les lycées montrent que dans certains cas, la minorité peut devenir majorité. Enfin, il est d'autres thèmes qui ressortissent non pas spécialement à la culture gauchiste mais bien plutôt à la condition adolescente aujourd'hui. Ce sont par exemple la solitude et le chômage. De nombreux articles de journaux lycéens, ainsi que d'innombrables lettres à *Antirouille* témoignent du désarroi de jeunes qui ne trouvent plus de relations affectives satisfaisantes dans leurs familles et n'en trouvent pas dans l'institution scolaire. Entre un système éducatif auquel on trouve vraiment trop de défauts et une société, dans laquelle on craint d'entrer, la fuite dans l'imaginaire est souvent l'unique recours. L'abondance de la production poétique, aussi bien dans les pages d'*Antirouille*, que dans celles des journaux lycéens, le prouve. Mais le poème ramène parfois à une réalité redoutée :

Ah! NPE  
 A Haine PE  
 AN Paie E  
 ANP eux  
 C'est nous les chômeurs...  
 (Poème signé Gérald)

Serge QUADRUPPANI



# L'ÉCOLIER ILLUSTRÉ

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

Étranger : 10 c. le Numéro

Étranger : 10 c. le Numéro

ABONNEMENTS	France	Étranger	Le Numéro	ADMINISTRATION
UN AN. . . . .	4 Fr.	5 25	5 CENTIMES	LIBRAIRIE CH. DELAGRAVE 15, RUE SOUFFLOT, PARIS
SIX MOIS. . . . .	2 >	2 65		
TROIS MOIS. . . . .	1 >	1 35		





## LA PRESSE DES JEUNES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

*Au cours d'une de nos promenades, Anne-Marie s'arrêta comme par hasard devant le kiosque (...). Je vis des images merveilleuses, leurs couleurs criardes me fascinèrent, je les réclamai, je les obtins ; le tour était joué : je voulus avoir toutes les semaines Cri-Cri, l'Epatant, les Vacances, les Trois boy-scouts de Jean de la Mire et Le tour du monde en aéroplane d'Arnould Galopin, qui paraissaient en fascicules le jeudi. (...)*

Jean-Paul Sartre

Les Mots

*Le Petit Français illustré, Saint-Nicolas, Mon Journal, L'Epatant, Cri-Cri, la Semaine de Suzette, Cœurs Vaillants, Le Journal de Mickey, Benjamin, Bayard, Spirou, Tintin...* que de souvenirs d'enfance reviennent à l'esprit à la lecture de ces titres.

Avec un tirage de 163 millions d'exemplaires en 1977 pour une soixantaine de titres — auquel s'ajoute celui des fascicules de bandes dessinées, cent millions pour deux cents titres, les publications destinées aux enfants et aux adolescents constituent un des phénomènes importants de communications de notre société.

Ce phénomène a pris beaucoup d'ampleur aujourd'hui en raison du tirage de certains journaux de jeunes ; mais il serait inexact de croire qu'il est récent. Communiquer avec les jeunes ou faire communiquer les jeunes entre eux par l'intermédiaire de journaux est un souci que des adultes ont eu dès 1768 date à laquelle a été publié le premier journal de jeunes.

Les sujets traités ont certes varié d'un siècle à l'autre. Ces journaux étant toujours l'œuvre d'adultes, cette presse s'intègre à l'histoire générale de la France sous l'angle de la politique, des idées et des mœurs. On en trouve une parfaite illustration à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec la laïcisation des textes dans les journaux pour jeunes : pour endiguer ce mouvement, se crée une presse religieuse conservatrice (*Le Noël, l'Etoile Noéliste, l'Echo du Noël, Bernadette*). Le développement de cet état d'esprit est dénoncé par M. Waldeck Rousseau, président du Conseil (1899-1902) : "Dans ce pays dont l'unité morale fait la force, dit-il, deux jeunesses, moins séparées encore par leurs conditions sociales que par leur éducation grandissent sans se connaître."



Le souci essentiel des directeurs des premières publications a été d'éduquer. "C'est dans la fleur que se prépare le fruit ; c'est aussi dans la jeunesse et même dans l'enfance qu'il faut jeter les fondements de l'homme futur". C'est par cette référence de Fénelon que M. LEROUX maître-es-arts et de pension au collège Boncours à Paris présente en juillet 1768 son mensuel *le Journal d'Education*.

Ces périodiques, jusqu'à l'avènement du Second Empire sont destinés à des lecteurs promis à devenir l'élite de la nation ; il faut parfaire et compléter la bonne éducation qu'ils ont reçue de leurs parents et de leurs maîtres. Les articles évitent de faire trop appel à l'imagination. L'enfant doit apprendre avant tout. Cet aspect scolaire est dissimulé avec plus ou moins de réussite et de bonheur par certaines publications. "Déguiser l'instruction sous la forme d'un simple amusement, tel est notre désir" écrit en 1783 *le Portefeuille des enfants*. *La Revue illustrée de la jeunesse* ajoute en 1840 la morale à son programme : "Instruire et moraliser tout en amusant telle est notre devise (...) Jeunes gens de notre temps, on passe en un instant de la jeunesse à la virilité. Bientôt vous allez être hommes, c'est à dire que la patrie, l'Etat, la société, vont vous demander, comme à leurs autres enfants, votre part de dévouement et de travail." Dès cette époque, les publications rédigées à l'intention des jeunes filles s'attaquent au problème de l'instruction publique. Celui-ci prête à controverse selon le rôle que ces journaux attribuent à la femme dans la société. Pour les uns (1), l'instruction est nécessaire afin que la femme puisse être l'égale de l'homme ; pour d'autres (2) "elle ne doit connaître que les vertus qui feront d'elle la "fée du logis" "

Le point de départ de cette presse remonte donc à 1768 ; mais son véritable développement date de Louis-Philippe. Les journaux sont alors mieux rédigés, mieux présentés, tel *le journal des enfants* (1832-1897) où Louis DESNOYERS publie les célèbres aventures de Jean-Paul CHOPPART. Mais ces périodiques conservent pourtant un aspect de manuels d'éducation pour enfant bien sage et bien élevé. La religion occupe une place essentielle dans les articles, les contes et les nouvelles. Nouveautés : des événements survenus en France et dans le monde sont alors pour la première fois relatés. *La Mode des demoiselles*, écrit au sujet des événements de 1848 : "Espérons que de cette Révolution, qui a été plutôt sociale que politique, il ressortira enfin une organisation qui laissera moins de misère". L'esclavage lui est dénoncé en 1841 par *l'Etoile de jeunesse* en ces termes : "Le temps, espérons-le du moins, n'est pas éloigné où les peuples nègres de l'Afrique seront admis sur un pied d'égalité dans le concert des nations". De nombreux journaux publient des reportages sur les grandes industries françaises et des articles sur le fer, l'acier. La naissance du chemin de fer et son implantation sont largement commentées.

L'illustration occupe une place de plus en plus importante. Les graveurs, les plus en vue de l'époque DEVERIA, GAVARNI, GRANDVILLE, DAUMIER... apportent leur collaboration. Les grands écrivains les avaient précédés, tels Alphonse KARR, Alphonse de LAMARTINE, Victor HUGO, Jules JANIN, Charles NODIER, Alfred de MUSSET...

(1) Le journal de l'un et l'autre sexe ; *l'Abeille des demoiselles*.

(2) *le journal des demoiselles*, *le journal des jeunes personnes*.



### UNE PRESSE DE QUALITE

De 1857 à 1904, des journaux de qualité naissent, tous réalisés par de grandes maisons d'éditions. La première à se lancer dans l'aventure est la librairie Hachette avec un hebdomadaire *la Semaine des enfants*, créé en janvier 1857 : son but ? Détourner l'ardeur des enfants pour les jeux au profit de l'enseignement. Des nouvelles écrites par la Comtesse de Ségur y sont publiées avant d'être éditées sous la forme de livres. Pierre-Jules HETZEL, aidé de Jean MACE, fondateur de la Ligue de l'enseignement, suit la même voie à partir de 1864 avec son *Magasin d'éducation et de récréation* dans lequel il teste les romans de son conseiller scientifique Jules VERNE. *La Semaine des enfants* et le *Magasin d'éducation et de récréation* sont les deux grandes publications du Second Empire.

Il faut attendre l'instauration de la III<sup>e</sup> République pour que les maisons d'éditions — sautant sur l'occasion — élaborent un plan de développement de la lecture en faveur des enfants : la scolarisation obligatoire à partir de 1884 va permettre en effet à de nombreux enfants de sortir du ghetto de l'ignorance dans lequel avait grandi leurs parents.

L'avidité naturelle de savoir et de découvertes des jeunes ouvre aux éditeurs avertis un marché idéal pour leurs livres de bibliothèques. Et pour mieux connaître et tester les goûts de ces nouveaux futurs lecteurs, les maisons d'éditions vont toutes lancer des journaux pour les jeunes. La librairie Hachette continue son action avec le *journal de la jeunesse* (1872) et *mon Journal* (1881). La librairie Delagrave suit le mouvement à partir de 1880 avec *Saint-Nicolas* et *l'Ecolier illustré* (1890). Armand Colin attend février 1889 pour lancer son *Petit français illustré*. Christophe à sa demande illustre l'Exposition Universelle de 1889 en inventant la famille Fenouillard, première bande dessinée française. Ces journaux exaltent le patriotisme, la mission civilisatrice de la France outre-mer. Ce sentiment est constant jusqu'à la guerre de 1914.

### LA REVOLUTION DE L'IMAGE

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est la rupture entre cette presse fondée sur la lecture éducative et celle ayant choisi l'image comme moyen d'expression. Ce changement intervient en juin 1904 avec la sortie du *Petit illustré* de la société Offenstadt.

La presse populaire pour enfants à cinq sous vient de naître. Cette date est aussi importante que celle du 1<sup>er</sup> février 1863, quand fut lancé pour les adultes par Moïse MILLAUD le *Petit journal*, au prix de 5 centimes : pour la première fois un journal va pouvoir toucher la masse populaire.

Cette nouvelle forme de presse illustrée pour les jeunes connaît un essor considérable ; les enfants ont l'embarras du choix entre *l'Epatant* avec les aventures des Pieds Nickelés de Louis FORTON, *Cri-Cri*, *l'Intrépide*, *la Semaine de Suzette* avec les aventures de Bécassine, *l'Echo du Noël*, *Fillette*, *le Bon point amusant*, *l'Etoile*



noëliste, Bernadette, Lisette, Pierrot, *Cœurs vaillants* avec les aventures de Tintin (1) et Benjamin.

Les œuvres de Jules VERNE et de ROBIDA ont marqué la fin fin du dix-neuvième siècle et le début du Vingtième siècle. Un autre auteur José MOSELLI, écrit des romans feuilletons exclusivement pour le *Petit Illustré*, *l'Epatant*, *Cri-Cri* et *l'Intrépide*. Les histoires dessinées d'anticipation sont un mélange d'aventures et d'exploration.

A partir de 1934, la science-fiction fait son entrée par la grande porte de chaque illustré : elle y occupe une place centrale.

La presse subit cette même année une nouvelle transformation avec l'insertion de bandes dessinées étrangères et principalement de celles provenant des Etats-Unis. Ces fameux "comics" préparés le plus souvent pour un public américain adulte sont offerts en France en pâture aux enfants !

Les dessins étant déjà amortis, la seule dépense est la traduction des textes et quelle traduction ! Le prix de fabrication d'un journal est fortement diminué. Les journaux dont les tirages n'excédaient pas en moyenne 100.000 exemplaires par numéro vont atteindre les 200.000 exemplaires comme *le Journal de Toto*, *Junior*, et *Hop là !* ; *Hurrah* dépasse les 250.000 exemplaires ; *Robinson* les 400.000. *Le journal de Mickey* atteint les 500.000 exemplaires (2). Cette période d'avant-guerre est considérée par les passionnés de bandes dessinées comme celle de son âge d'or. Les héros ont pour noms : Luc Bradefer, Guy l'Eclair, Mandrake le magicien, Superman, Tarzan, Dick Tracy, Brick Bradford, Jean Bolide, Bernard Tempête, Popeye, Bicot...

\*

\*   \*   \*

La violence de certains textes et de certaines images provoque sur ce public neuf et sans défense, des ravages. Contrairement à la presse pour adultes, aucun contrôle n'existe sur la presse enfantine en France. Chaque éditeur fait paraître ce qu'il veut, chaque parent reste maître de décider si le journal que lit son enfant est bon ou mauvais. Les parents et les éducateurs s'inquiètent de cette situation et exigent des pouvoirs publics une solution. La guerre interrompt toute action.

### DES JOURNAUX SOUS SURVEILLANCE

Les tribunaux pour enfants ayant jugé en 1946 trois fois plus de mineurs qu'en 1936 (31.000 contre 10.300), la bataille reprend contre les bandes dessinées. Etaient-elles seules responsables de la montée de la délinquance juvénile ? l'argument paraît un peu court ! En tout cas les hommes politiques — et au-delà d'eux les pouvoirs

(1) *Cœurs Vaillants* reprenait les aventures de Tintin qu'Hergé publiait en Belgique dans le *Petit Vingtième*.

(2) Ces tirages sont donnés par Georges SADOUL dans son ouvrage : *Ce que lisent les enfants*.



cherchent à sauvegarder l'essentiel des règles de moralité et votent le 16 juillet 1949 une loi régissant toutes les publications destinées aux enfants. L'article 2 de cette loi stipule qu'elles ne doivent comporter "aucune illustration, aucun récit, aucune chronique, aucune rubrique, aucune insertion présentant sous un jour favorable le banditisme, le mensonge, le vol qualifié, crime ou délit ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse". La violence est omise jusqu'en 1954 où l'on ajoute cette phrase : "ou à inspirer ou entretenir des préjugés ethniques". L'article 14 interdit de donner ou de vendre à des mineurs les publications "dangereuses en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime".

Procurer à la jeunesse des illustrés de meilleure qualité et la protéger des publications qui ne lui étaient pas destinées, tel est l'objectif du législateur. Pour veiller à son application une commission de contrôle de vingt-sept membres siégeant au Ministère de la Justice est instituée. En sanctionnant, les journaux en infraction au regard de la loi, une véritable épuration se produit dans la presse enfantine : une trentaine de journaux se sabordent. Dans un second temps la commission de contrôle adopte une procédure de "recommandations" abandonnant "avertissements" et "mises en demeure".

La bande dessinée doit faire face à de multiples attaques de la société. La revue *Educateurs* (1) dénonce sous la plume de Vigilax la malfaisance de Tarzan. Cette attaque suivie d'autres entraîne la disparition en 1952 de l'hebdomadaire qui portait le nom du héros d'Edgar Rice Burroughs.

Au congrès international d'études sur la presse enfantine de Milan en octobre 1950, le professeur BONGIAVANI déclare : "les illustrés ôtent à l'enfant le choix entre un monde fait de réalités quotidiennes et d'humbles devoirs, d'efforts consciencieusement acceptés, de risques et d'échecs et un monde fictif qui assure le triomphe du rêve et du bonheur dans l'ivresse du songe et de la puissance".

A ce dénigrement s'ajoute des difficultés économiques. Les éditeurs doivent résoudre ce double problème : rentabiliser leurs journaux et les rendre acceptables au regard de la loi. Pour la première fois, ils se voient rappeler qu'outre commerçants ils sont aussi des éducateurs.

La recherche de la qualité, dès les années cinquante, va porter ses fruits rapidement et laver la bande dessinée du discrédit qu'ont fait peser sur elle toutes les campagnes menées depuis la Libération.

Les hebdomadaires *Vaillant*, *Spirou*, *Tintin* et *Pilote* ont contribué à ce retournement de tendance. Ils ont été un creuset pour les dessinateurs et les scénaristes qui donneront à la bande dessinée d'expression française un dynamisme certain et une renommée internationale qu'elle n'avait jamais connue auparavant.

Jacques MARTIN avec Alix, Edgard P. JACOBS avec Blake et Mortimer, GREG avec Achille Talon, ARNAL avec Placid et Muzo, MORRIS avec Lucky Luke, Jean-Michel

(1) Revue *Educateurs* juillet-août 1950.



CHARLIER avec Tanguy et Laverdure, Jean GRATTON avec Michel Vaillant font partie de ces dessinateurs. Mais l'événement est créé en 1961 par René GOSCINNY (1). Avec son complice Albert UDERZO, il décide de conter les aventures d'Astérix le Gaulois, dans *Pilote*.

Ensemble ils ont su retrouver, avec le duo Astérix-Obélix, le rire naissant du contraste entre deux personnages. Des réussites de ce genre ne se produisent que très rarement. Seule, celle de Tintin (1929) peut actuellement lui être comparé.

Astérix est devenu un phénomène parce qu'il s'adresse simultanément à deux publics : aux enfants et aux adultes. Cette lisibilité de l'histoire à deux niveaux nous conduit à constater que le succès de ce gaulois a été assuré en premier lieu par les adultes, les jeunes ont suivi.

Cet engouement — phénomène de société — s'est limité au domaine des albums (certains ayant eu des tirages dépassant un million d'exemplaires) ; la vente du journal *Pilote* ne bénéficiant pas des effets de la potion magique.

### FIN DU JOURNAL UNIQUE

Jusqu'en 1955, les journaux existants ne s'adressent généralement qu'aux 8-14 ans. Un an plus tard avec le lancement de *Perlin Pinpin* — le premier journal destiné aux petits — la conception du journal pour tous les jeunes commence à être remise en cause. Le périodique unique pour les moins de dix-sept ans est remis en cause. Des enquêtes permettent en effet de constater — ce n'est qu'un exemple — que ce qui intéresse un garçon de 14 ans n'amuse pas son petit frère de 7 ans. Aussi vers les années 1960 des journaux réservés soit aux tout-petits soit aux adolescents apparaissent aux devantures des kiosques.

Hebdomadaires et mensuels orientent leur contenu en fonction des possibilités de compréhension et des centres d'intérêt des enfants qu'ils veulent atteindre. Les journaux vont s'améliorer sur deux plans :

- L'ACTUALITE : une place plus large est faite à tous les événements vécus ou appris : aux sports, au cinéma, à la télévision... à la politique.
- LA TECHNIQUE : les journaux ne font pas fi des progrès des modes d'impression ; ils sont plus attrayants, mieux mis en page, plus riches en illustrations et en couleurs.

Cette transformation obligée est provoquée par le développement de la télévision et de la mise sur le marché des postes de radio-transistor. La presse écrite n'est plus la seule media accessible à l'enfant ; la télévision (2) le fascine d'entrée. Ce nouveau moyen de communication provoque un changement dans les mentalités.

(1) Entre 1959 et 1963 René GOSCINNY a publié dans *Pilote* avec le concours de SEMPE l'Histoire du Petit Nicolas.

(2) En 1977, on comptait 15 millions de récepteurs de télévision contre 600.000 en 1956.



On assiste à la naissance de publications issues du succès d'émissions de radio ou de télévision. C'est un signe — un premier signe — très caractéristique du rôle joué désormais par les moyens audiovisuels dans la formation des goûts des enfants.

Les adolescents sont sollicités, à partir de 1962, par de nombreux périodiques dont le seul but est de satisfaire leur passion pour la chanson, la musique et les disques. Ces publications, d'un style entièrement nouveau quant au contenu et à la présentation, modifient les relations entre les enfants et les adultes. Une émission de radio *Salut les copains*, diffusée sur Europe I, est à l'origine de cette transformation. Il fera date.

Les feuilletons télévisés pour les petits enfants, *Bonsoir les petits*, *Le manège enchanté*, *Les aventures de Saturnin*, *Kiri le clown*, *Titus le petit lion*, donnent naissance en 1965 à des mensuels dont le seul but est d'exploiter, sous une autre forme commerciale, des personnages rendus célèbres par la télévision.

L'ère du journal de sept à soixante dix sept ans est terminée. Aujourd'hui la presse présente des publications dont les formules correspondent à des tranches d'âge :

- 2 à 6 ans pour les petits
- 7 à 14 ans pour les préadolescents
- 14 à 18 ans pour les adolescents.

Ce découpage encourage les maisons éditrices à publier un journal dans chaque catégorie afin d'essayer de conserver un fond de lecteurs. Cette tentative, de "chaînage" semble avoir réussi à Bayard-Presses avec *Pomme d'Api*, *Astrapi*, *Okapi* et *Record* et aux éditions Fleurus avec *Perlin-Pinpin*, *Fripounet*, *Formule 1*, *Djin* et *Christiane*. Il ne faut pas s'étonner de retrouver à ces premières places deux groupes de presse d'obédience catholique. Depuis 1895 pour Bayard Presse (anciennement Maison de la Bonne Presse) et depuis 1929 pour Fleurus, le but primordial a été de publier des journaux d'excellente qualité, se considérant avant tout des éducateurs. Certains esprits leur reprocheront leur émanation trop religieuse...

La périodicité hebdomadaire est, elle aussi, remise en cause. Le mensuel la supplante.

Le choix hebdomadaire était basé sur le succès d'un héros dont on débitait en tranche chaque semaine les aventures. Il ne fallait pas aussi le temps de l'oublier. C'était la période du fameux "A suivre". Il correspondait aussi à une volonté pédagogique : le journal voulait vivre au rythme de l'enfant et le soutenir dans ses activités.

Les publications créées pour les tout-petits et les adolescents ont préféré être mensuelles. Le succès qu'elles ont rencontré à leur début, encourage les éditeurs à persévérer dans cette voie. De surcroît l'augmentation croissante du prix de vente au numéro incite aussi — oblige diront certains — les éditeurs à opter pour une périodicité moins contraignante.

Autre évolution importante — signe avant-coureur des temps —, la disparition du marché des journaux destinés aux seules fillettes comme *la Semaine de Suzette*,



*Nade, Lisette, Caroline...* en faveur de journaux mixtes avec une dominante masculine. On retrouve pour les filles de 12 ans au moins des publications qui leur sont réservées telles *Djin, Quinze ans, Christiane, Nouveau Stéphanie, Jacinte* et *OK Magazine*. Celles-ci pour survivre ont été mises dans l'obligation d'aborder tous les problèmes posés par la condition féminine dans une société moderne ; c'est-à-dire de faire abstraction de tous les sujets tabous jusqu'alors : sexualité, contraception, relations filles-garçons, relations avec les parents. Ainsi la presse dite féminine s'est rajeunie pour plaire davantage aux jeunes filles qui ont toujours constitué la principale clientèle des journaux pour adolescents.

### La presse des petits, prolongement de la télévision

Ayant la particularité de s'adresser à un public qui ne sait pas encore lire, le journal ne peut-être qu'un journal d'images, un journal où l'image est reine, où l'image a toujours raison.

Les éditeurs de ces périodiques — des mensuels — doivent donc résoudre chaque mois cette double équation :

1) plaire à l'enfant sinon il en perdrait la clientèle. En effet les enfants dont la sensibilité n'a pas encore été émoussée et l'intuition pas encore déformée par les adultes forment un public redoutable qui fait et défait avec la même aisance la notoriété d'un titre,

2) convaincre les parents, seul moyen pour atteindre ce public.

Ces publications ont pris généralement le nom d'un animal. Doué de la parole, celui-ci est élevé au rang de héros. C'est à travers les aventures de cet animal ou d'un enfant de son âge que les tout-petits reçoivent leurs premières leçons et s'éveillent à la complexité des choses du monde. Jeux, coloriages et découpages complètent le contenu du journal.

La plupart de ces publications ont choisi des animaux idéalisés par la télévision. Le succès immédiat était ainsi garanti ; toutefois certains éditeurs ont su conserver à leur journal une audience auprès des enfants malgré la disparition du petit écran de leur héros.

Ainsi la télévision a joué un rôle important dans la naissance de cette presse ; mais, heureusement, elle n'est pas le seul facteur déterminant de son évolution. La plus grande attention portée à la petite enfance dans notre civilisation en est un. Cette attention, que les éducateurs et les enseignants ont su développer, s'est traduite par l'apprentissage beaucoup plus rapide de la lecture et aussi par une plus grande utilisation de l'image en pédagogie. Aujourd'hui les enfants n'apprennent plus à lire syllabe par syllabe, l'illustration appuie le texte. L'image est devenue une sorte de langage commun pour des millions d'enfants et un merveilleux moyen de communication entre parents et enfants.

Deux journaux ont joué à fond cette carte bien que l'approche soit différente. Le mensuel *Pomme d'Api* lancé en 1967 par Bayard Presse avec un tirage de 196.071 pour une diffusion de 178.327 est une des plus grandes réussites de la presse con-



temporaire. Les responsables de *Pomme d'Api* ont joué la carte de la famille. Ils ont imaginé d'intéresser directement les parents. Non pas comme les malheureux "corvéables" des lectures d'avant-coucher, mais comme des parents responsables, tout heureux de trouver là un moyen d'éducation et un outil de communication pour (et avec) leurs enfants.

Pour les responsables de la publication : "un journal n'a pas pour unique objectif de distraire l'enfant ou de libérer la mère, rôle que la télévision, de nos jours, tient avantagement. Le journal devient au contraire le moyen de rendre l'enfant plus actif, de lui faire acquérir une autonomie, d'élargir ses connaissances et de lui permettre de mieux épanouir ses relations avec autrui." (1)

Rien n'a été laissé au hasard pour atteindre cet objectif : choix de dessinateurs, création de comité de lecture, consultation de spécialistes des techniques des arts graphiques, d'orthophonistes, de mères de famille, et de groupes de contrôle pour tester des histoires.

Avec l'hebdomadaire *Perlin et Pinpin* les éditions Fleurus ont tenté dès 1956 une autre démarche. Entre trois ans et six ans, pour un enfant, c'est l'âge de l'entrée dans le monde des grands... l'âge des premiers pas en dehors de l'horizon familial. Pour lui permettre d'explorer cet univers nouveau, les responsables du journal, utilisent le jeu comme moyen d'expression. L'enfant, qui découvre tout ce qui l'entoure met tout son univers en question et transpose la réalité dans son monde imaginaire. Ces deux publications ont su apporter aux enfants autre chose qu'un simple passe-temps et contribuent au renouveau de la presse enfantine.

### La presse pour les préadolescents

Les journaux destinés aux 7-14 ans sont composés essentiellement de périodiques illustrés, qui sont restés longtemps statiques. Il a fallu à partir de 1965 une perte de prestige et d'intérêts des jeunes de 7-14 ans pour les illustrés pour assister à un réveil de cette presse. Les histoires découpées en tranche et offertes durant de longues semaines ne plaisaient plus. Les albums (les aventures d'Astérix) et les feuilletons télévisés ont habitué l'enfant à l'histoire complète. *Pif-gadget* (successeur de *Vaillant* en 1968) décide de briser la sacro-sainte ritournelle hebdomadaire du "à suivre" ou de "la suite au prochain numéro". Il substitue, alors, l'histoire complète au feuilleton à épisodes. En jouant cette carte, il gagne : son tirage passe de 100.000 exemplaires à 500.000. Fine psychologue, la direction de ce journal met dans son jeu un second atout en incorporant un gadget dans chaque numéro. C'est une révolution.

Au cours du dernier trimestre de 1978, le journal a fêté ces dix ans de gadgets. Il pense avoir contribué avec *Pif-gadget* à la rénovation, l'adaptation et la modernisation de la presse en raison des imitations qui ont suivi en Allemagne, dans les pays scandinaves et en Espagne. Le gadget n'est pas comme un jouet, extérieur au contenu du journal, mais il est comme une découverte éveillant le sens pratique, le

(1) Le Monde 23, 24, 25 décembre 1975.



goût scientifique, l'imagination de l'enfant. Chaque semaine des centaines de milliers d'enfants réalisent une découverte ou une expérience ou une création. L'objet-gadget créé spécifiquement pour le journal, véritable éditorial animé, est une tentative de donner à la presse enfantine une quatrième dimension, indissociable du propos général du journal tout entier, distraire en instruisant. *Pif-gadget* est le seul à avoir choisi cette voie et il est devenu le premier journal pour enfants. Cependant *le journal de Mickey* a maintenu un tirage avoisinant le sien. Depuis 1934, il reste fidèle aux personnages de Walt Disney : il plaît toujours aux enfants. Un des héros de ce journal né de l'imagination d'un dessinateur français *Oncle Picsou* a donné naissance à un mensuel dont le succès a été foudroyant.

Les autres publications connaissent un tassement dans leur diffusion. *Spirou* a su conserver une audience en France en renouvelant ses bandes dessinées et en mettant en scène des héroïnes Yoko Tsuno, Natacha, Aymone. Mais *Spirou* n'avait pas lié son succès comme son concurrent *Tintin* au héros qui lui avait donné son titre.

Le journal *Tintin* a souffert de la trop longue absence de ce personnage. La publication de *Tintin* et les *Picaros* n'a pas insufflé une force assez vive pour redonner à cet illustré, en France, son lustre d'antan. Les éditions Cinq pouces éditrices de l'hebdomadaire *Pistil* viennent de reprendre l'édition française qui en quelques années est passée des éditions Dargaud, à Edimonde puis à Ilford.

*Pilote* qui avait tant fait progresser la bande dessinée, devient en 1971 le journal qui amuse à réfléchir, son sous-titre le journal d'Astérix ne correspondant plus à l'optique des lecteurs du journal. Les événements politiques importants de la semaine sont relatés en bandes dessinées. *Pilote* publie le jour de la saint Georges 29 portraits de Pompidou, une autre fois 40 visages de M. Jacques Chaban-Delmas alors premier ministre. On trouve aussi des portraits de Richard Nixon, Mao Tsé Toung et M. Kossyguine. Cette évolution du contenu a fait quitter *Pilote* de la sphère de la presse enfantine.

On assiste à des tentatives de mutation basées sur l'encyclopédie et sur l'écologie. Certes le bimensuel *Okapi* a été le premier à incorporer un dossier encyclopédique (1971). En octobre 1978 une tentative est faite pour les plus jeunes avec *Astrapi*. *Pistil*, lui, a joué la carte écologique. D'abord mensuel puis hebdomadaire en raison de son succès, *Pistil* s'engage dans la campagne qui suit la catastrophe de l'Amoco Cadiz et demande au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour éviter une nouvelle marée noire.

C'est une nouvelle forme de presse, comme cette autre née, elle, de la télévision. Elle incorpore dans son titre le mot TELE et elle publie en bandes dessinées tous les feuilletons présentés sur le petit écran (*Téléjunior ; Télé parade, les visiteurs du mercredi*).

En dehors d'*Okapi*, quel sera l'avenir de cette presse fondée jusqu'alors exclusivement sur la bande dessinée ? Elle commence à offrir une information générale et elle s'ouvre à la vie culturelle. Certains journaux tel *Formule 1* offrent des encarts sur les événements d'actualité. Mais le problème crucial pour cette presse c'est la fidélité de son public. On considère que la quasi-totalité des lecteurs changent dans



un laps de temps de 18 mois à deux ans.

Mais les efforts de mutation auxquels nous assistons aujourd'hui devraient dans le proche avenir, transformer complètement la presse des adolescents.

### La presse des idoles et du show-business

A partir de 1962, apparaît une nouvelle presse qui abandonne les contours délimités depuis deux siècles. Elle s'engouffre dans le vaste marché tout neuf du disque, du cinéma et de la télévision. Le lancement en juin du mensuel "*Salut les Copains*", prolongement de l'émission d'Europe 1 provoque un grand bouleversement. Le succès est fantastique. Le tirage du journal atteint rapidement 900.000 exemplaires, il dépassera le million d'exemplaires vendu pour le numéro consacré au mariage de Johnny Halliday et de Sylvie Vartan. "*Salut les Copains*" aura bien sûr de nombreux concurrents mais il restera le premier, l'inimitable jusqu'en 1973 où le mensuel "*Hit*" (1971) ayant le support de RTL voit son tirage atteindre en octobre 870.000 exemplaires. D'autres publications naissent, telles que *Podium* (1971), dirigée par Claude François, *Stéphanie*, *Super-Géant*, *Spécial Vedettes*, *Music-Music*, etc... Cette presse des idoles ne se limitait pas seulement au lancement de chanteurs, à la multiplication des gadgets, des auto-collants et des posters, des concours et à l'édification d'un monde de rêve. Une de ses principales sources était l'absence de dialogue entre jeunes et adultes : ainsi des adolescents étaient entraînés à chercher une évasion hors du cadre familial traditionnel et plus généralement de la société.

Le journal répond à un besoin de sécurité d'une certaine partie de la jeunesse en quête d'une personnalité propre et surtout différente de celle reçue de ses parents.

Cette presse des idoles incarnera la vie facile dont la vedette – chanteur le plus souvent – est le symbole d'une réussite aisée et d'une vie sans problème... Ces journaux vont projeter cette image rassurante et tentante sur l'adolescent d'autant plus réceptif qu'il cherche le plus souvent à s'identifier à ses idoles.

Cette attitude paraît s'affirmer lorsque les 14-17 ans ont, ou craignent d'avoir un avenir scolaire ou professionnel incertain. Craignant de connaître à leur tour le train-train quotidien de leurs parents, ils se réfugient plus ou moins dans le rêve : les amours d'un chanteur, la voiture luxueuse ou le vaste appartement de leurs idoles, alors qu'ils vivent dans un HLM.

D'autre part, ces adolescents croient à la chance pour sortir de leur situation : ils participent à tous les concours ; ils se souviennent que Sheila vendait des bonbons sur les marchés avant de devenir une idole de la chanson.

Ainsi, ces magazines vont entraîner leurs lecteurs dans un monde à part et bien à eux. C'est l'ère des copains, le terme fait fureur ; s'il est synonyme de gentillesse, il sert aussi de mot de passe... En 16 ans, ces magazines d'adolescents ont prouvé – ils ne le cherchaient pas – qu'ils étaient comme un passage obligé de la communication entre jeunes, le groupe, la bande de copains, une bande où l'on passe son temps à bavarder, à se faire des confidences ; à écouter de la musique, à rêver de la dernière moto, à se prêter ou à échanger des disques, des journaux. Elle est de-



venu leur habituel et rassurant cadre de vie.

Si elle a passé sans trop de dommages le cap de mai 1968, la presse des jeunes connaît aujourd'hui un tassement, certains disent une crise. Finis les tirages fabuleux des années 1962 et la faveur qui les portait. Cette baisse d'intérêt avait déjà contraint les responsables de *Mademoiselle Age Tendre* et de *Salut les copains* de changer en 1976 leurs titres : *MAT* est devenu *OK magazine*, et *SLC Salut* ainsi que la parution mensuelle pour celle hebdomadaire. "En lançant ces deux titres, estime Franck TENOT (1), nous ne visons pas à retrouver un tirage fabuleux, mais un tirage au moins égal à celui où étaient tombés *SLC* et *MAT* et qui nous permette d'être économiquement rentable. Donc plus de belles photos, mais un papier journal, du noir, une mode très peu chère pour un public de 12 à 16 ans".

Les conditions d'existence de cette presse sont précaires en raison de la mobilité de leur public dont l'âge varie et dont l'attachement ne dépasse pas pour plus de la moitié des lecteurs, dix-huit mois. Cette sensibilité aux phénomènes de mode a changé le profil des lecteurs et des lectrices. Après avoir compté des acheteurs de 17-18 ans, cette presse a vu ses lecteurs rajeunir considérablement. Aujourd'hui, dès l'âge de 16 ans les jeunes lisent plus souvent qu'il y a 10 ou 15 ans les hebdomadaires et les quotidiens destinés aux adultes. Cette lecture semble les valoriser vis à vis de leurs parents et de leur entourage.

Ces magazines sont un refuge ; il ne faut pas considérer pourtant qu'ils répondent aux vrais besoins des adolescents. Ceux-ci cherchent à mieux s'exprimer, à mieux se faire comprendre par la société adulte et aussi à s'y sentir plus à l'aise. Il serait souhaitable que la presse informe mieux les adultes sur les problèmes de la jeunesse au lieu de mettre en valeur — souvent avec complaisance — les excès de celle-ci.

La presse des jeunes ne se limite pas à ces titres. *Antirouille*, qui dénonce un univers où règnent l'argent, la violence et le mépris de l'homme propose aux jeunes des sujets de confrontation et de réflexion. D'autres périodiques plus spécialisés vivent en orbite de la presse traditionnelle. Ils ont su conquérir un public. Ils traitent de l'humour corrosif ravageur comme *Charlie Hebdo*, de la pop-music avec *Best, Rock and Folk...*, du sport (judo, karaté, football, motocyclisme).

\*

\*      \*

De l'anonymat avec quelques centaines d'exemplaires à la pleine lumière avec deux cent soixante trois millions d'exemplaires ; telle a été l'évolution de la presse des jeunes durant deux siècles. Deux cents ans qui ont été marqués par l'explosion des moyens d'information ; la presse, la radio et la télévision. Les jeunes, aujourd'hui, ont eu, dès leur plus tendre enfance comme compagnons et amis l'illustré et la télévision et ils baignent comme les adultes, sans y avoir été le plus souvent préparés, dans un univers de sons et d'images.

---

(1) Presse-Actualité janvier 1977.



En s'ouvrant à tous les enfants de 3 à 18 ans, la presse des jeunes a pu élargir considérablement son audience, aidé en cela par toutes les lois scolaires. Son tirage annuel qui atteignait près de 100 millions en 1938, est passé de 108 millions en 1956, à 201 millions en 1964, à 211 millions en 1967, à 251 millions en 1974, à 285 millions en 1976, à 263 millions en 1977.

Le nombre de titres a aussi progressé d'une manière fantastique ; 50 en 1948 ; 108 en 1956 ; 201 en 1962 ; 211 en 1967 ; 251 en 1974 ; 250 en 1976 et 263 en 1977.

Par son importance, la presse des jeunes est devenue un moyen de communication, indissociable de la vie moderne et elle contribue pour une bonne part à façonner la mentalité et la manière de s'informer des enfants et des jeunes. Ce phénomène avait été déjà perçu au début du XX<sup>e</sup> siècle. *L'Humanité* écrivait en 1911 pour le lancement du journal *Les petits bonshommes* de la ligue ouvrière de protection de l'enfance : "C'est sur l'esprit des enfants que nous devons prendre notre revanche et la révolution, nous devons la préparer avec des gamins de 7 ans". A peu près à la même époque les assomptionnistes de la Maison de la Bonne Presse répondaient : "une lutte formidable s'est engagée autour de l'âme des enfants. Il faut se mettre en campagne pour empêcher la diffusion des journaux nocifs au point de vue des idées et des mœurs".

Aujourd'hui la lutte n'est plus idéologique ; elle est d'abord commerciale. L'enfant est un enjeu de consommation dans cette ère industrielle. Certains éditeurs utilisent les autres media radio et télévision pour favoriser leur développement en offrant un contenu limité à la vie des vedettes de la chanson, du cinéma, aux disques et à la mode vestimentaire... D'autres considérant leur lecteur, non plus comme un consommateur, mais comme un partenaire lui donnent la parole et en font un élément déterminant de la vie du journal. Cette conception bien que limitée favorise les échanges et le dialogue entre jeunes.

Cette presse des jeunes est constamment en transformation en raison de l'instabilité de son public. Aussi aucune conclusion définitive ne peut être tirée. Son évolution culturelle ne peut provenir que d'un effort commun des parents, des enseignants, des animateurs culturels et des responsables de mouvements de jeunesse, qui sauront aider les jeunes à résister à certaines formes d'agressions des media et à choisir des publications qui leur permettront de développer leur sens critique donc d'épanouir leur jugement.

**Alain FOURMENT**  
Journaliste au "Monde"



## LES FASCICULES DE BANDES DESSINÉES

Les fascicules de bandes dessinées constituent une part importante du marché des illustrés. La présentation de ces fascicules mensuels ou trimestriels ainsi que leur contenu les distinguent des journaux classiques : ils sont composés de récits complets ou à épisodes auxquels s'ajoutent quelques pages de jeux ou de savez-vous.

Ils s'apparentent au livre de poche. Les récits sont tous très proches les uns des autres dans leur sujet, leur technique de présentation et de déroulement de l'intrigue. Le far-west, la mer, le désert, la jungle et l'espace sont les décors les plus utilisés. Les thèmes ne font pas preuve de beaucoup d'originalité ; ils se cantonnent dans les aventures d'Indiens pourchassés par les Blancs ; de cow-boys ; de reporters ; de justiciers en pleine action et de combattants en quête d'exploits sur les divers fronts du monde et intersidéral. Ces histoires complètes tout en décrivant la violence ont une fin morale mais certaines sont construites de telle manière que le déroulement de l'aventure s'effectue dans l'incohérence.

Ces publications meurent subitement lorsqu'un nouveau personnage est inventé et dès que l'imagination de l'auteur est tarie. N'étant généralement pas datées, elles peuvent se vendre en tout temps. En achetant les histoires le plus souvent à l'étranger, on choisit celles nécessitant le minimum de textes. Les moyens de fabrication étant réduits, ces publications constituent d'excellentes affaires ; en janvier 1977 elles représentaient 38,08 % du tirage annuel de la presse des jeunes.

\* \* \*

Les maisons Aredit, Aventures et Voyages, Sage, Lug et Impéria sont les principales sociétés éditrices de fascicules de bandes dessinées.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES :

FOURMENT (Alain). — La presse des jeunes de 1968 à 1977, Thèse pour le doctorat de III<sup>e</sup> Cycle, Université de Paris II.

GUERIN (Elisabeth). — Tout sur la presse enfantine. — Maison de la bonne presse, 1953.

MARNY (Jacques). — Le monde étonnant des bandes dessinées. — Le Centurion, 1968.

BLANCHARD (Gérard). — La bande dessinée. — Marabout, 1964.

### ARTICLES :

Bandes dessinées et science fiction l'âge d'or (1934-1940) en France in *Fiction*, Juillet 1961.

La Presse des Jeunes Jean-Paul CIRET in *Presse-actualité*, sept.-oct. 1974.

La Presse des Jeunes in *Moniteurs-Animateurs* n<sup>o</sup> 166, nov. 1975.

La Presse des adolescents par Odile NAUDIN in *Presse-actualité*, janvier 1977.

Vingt ans de Presse Jeune par Eudes de LA POTTERIE in *Presse-actualité*, sept.-oct. 1978.



## LA PRESSE ASSOCIATIVE ET LA PRESSE COMMERCIALE POUR LES ADOLESCENTS

Chaque mois, 1.843.594 exemplaires de journaux spécifiquement destinés aux adolescents sont diffusés dans les kiosques. Si on ajoute à ce chiffre les 252.400 exemplaires émanant des associations et mouvements de Jeunesse, on arrive à un total de 2.095.994 exemplaires par mois lus essentiellement par les 13-17 ans.

On trouvera dans les pages suivantes deux tableaux présentant un panorama complet de cette presse commerciale et associative.

### LA PRESSE ASSOCIATIVE POUR ADOLESCENTS

Ce premier tableau a été réalisé à partir de questionnaires envoyés aux associations et mouvements de jeunesse d'implantation nationale. En dehors des pages nécessairement consacrées à la vie et à l'animation des mouvements respectifs, on note depuis plusieurs années un effort d'information sur des sujets dépassant largement le cadre de l'association : on peut relever, entre autres, le logement, le chômage, les migrants, l'école, la non violence... De plus, les lecteurs semblent être associés de plus en plus à l'élaboration des revues. Par le biais du courrier, des témoignages vécus, des échanges d'expériences, des interviews, les lecteurs âgés pour la plupart de 13 à 17 ans, sont ainsi amenés à s'exprimer, ce qui est un fait rare dans nos sociétés d'aujourd'hui.

C'est donc surtout un souci pédagogique qui reste le dénominateur commun à toutes ces publications. La détente, le loisir culturel, l'humour ne sont cependant pas absents de ces pages et certains titres constituent de véritables magazines. Le tirage de l'ensemble de cette presse peut apparaître dérisoire face aux chiffres impressionnants de la presse commerciale ; cependant il faut noter d'une part l'absence quasi complète de publicité dans ces pages, et d'autre part la qualité du contenu contrastant bien souvent avec celui de la presse commerciale.

Enfin, on ne peut parler de la presse associative sans évoquer deux titres vendus en kiosque aujourd'hui, créés à l'initiative d'associations de jeunesse : il s'agit d'"Anti-rouille", issue en partie des Eclaireurs Unionistes et de "Record", créé en 61 à l'initiative des Scouts de France. Au-delà de sa principale fonction (assurer l'animation du mouvement, et informer le plus largement possible les membres de l'association), la presse associative servirait-elle aussi de tremplin pour des journalistes en herbe ?



## LA PRESSE COMMERCIALE POUR ADOLESCENTS

Quantitativement, il apparaît une disproportion considérable entre la presse commerciale et la presse associative. Le 2<sup>e</sup> tableau le montre aisément. La presse des idoles vient largement encore en première place. Sur 1.843.594 exemplaires diffusés mensuellement (statistiques fournies par l'O.J.D. — office de justification de diffusion — courant 1978 ou par le journal fin 1978), plus de 1.433.640 sont consacrés à la vie des vedettes. On ne trouve plus aujourd'hui que 6 titres de ce genre contre 30 dans les années 70 et le contenu n'a guère évolué. Seule la présentation est loin d'être aussi luxueuse, résultat d'économies diverses dues à une relative baisse de vente ; on ne reprendra pas ici ce qui a déjà été écrit ailleurs (1) sur cette presse, mais retenons toutefois qu'elle reste encore très liée aux émissions radiophoniques et qu'elle trouve encore un public important.

Restent 263.076 exemplaires (soit 2 titres : Jacinthe et Vingt ans) traitant en grande partie de la mode, et fournissant des renseignements sur les métiers, l'avenir. Il reste alors 146.878 exemplaires soit 3 titres (2) (sur les 11) qui tentent d'apporter aux lecteurs une ouverture sur l'extérieur, les problèmes des jeunes, la vie culturelle et sociale, l'actualité française et internationale. Il est intéressant de noter que ce tirage n'atteint même pas celui de la presse associative. C'est souligner combien les associations et mouvements remplissent un rôle non négligeable et de qualité dans les lectures des jeunes. Sans moyens financiers, sans soutien publicitaire ou radiophonique, les associations apportent chaque mois à des milliers d'adolescents une presse de qualité.

## ET ENCORE D'AUTRES TITRES...

Nous n'avons retenu ici que les titres spécifiquement édités pour les 14-20 ans. D'autres journaux qui s'adressent à un plus large public sont pourtant lus par un grand nombre d'adolescents. C'est le cas des journaux consacrés à la moto, à la musique (au rock en particulier), et depuis peu la planche à roulettes. Nicole Gauthier, dans un article récent (3), a apporté quelques informations intéressantes sur cette nouvelle presse (4 titres en 1979) qui s'apparente — hélas — à celle des vedettes : non seulement on publie des portraits de champions de "skate" mais on a fait paraître récemment Sylvie Vartan sur une planche à roulettes ! Nous avons aussi laissé de côté délibérément la presse lycéenne : un article de ce numéro y est consacré. De plus, son tirage est mal connu. Il resterait sûrement encore d'autres titres à signaler : journaux satiriques comme "Charlie-Hebdo" ou encore fascicules de bandes dessinées.

En fait, pour obtenir une vision exacte de ce que lisent les adolescents, il faudrait étudier beaucoup d'autres titres destinés aux adultes et analyser la part des lecteurs adolescents pour chaque journal. Sans doute s'apercevrait-on alors que les adolescents lisent plus une presse qui ne leur est pas spécifique. Comme pour les activités de loisir, il semblerait bien qu'il y ait inadéquation entre ce que proposent les adultes et ce que souhaitent les jeunes

Patrick GALLAUD

(1) La revue "Presse-actualité" publie chaque année des articles sur la presse pour adolescents.

(2) Antirouille ; Christiane ; Record-Dossier.

(3) N. Gauthier. — Skate à gogo. in "Pourquoi" n° 141, janvier 1979.



1) LA PRESSE ASSOCIATIVE POUR ADOLESCENTS

QUELQUES ETUDES RECENTES SUR LA PRESSE DES JEUNES

Articles :

NAUDIN (Odile)

- La presse des adolescents  
Presse actualité n° 115  
Janvier 1977.

LA POTTERIE (Eudes de)

- 20 ans de presse jeune  
Presse actualité n° 130  
Septembre-Octobre 1978

Numéros spéciaux :

La presse des adolescents

- Les amis de Sèvres  
n° 3 - Septembre 1977.

La presse des jeunes

- Echo de la presse et de la publicité  
n° 1093 - 26 Juin 1978

Répertoire 79 de la presse  
pour enfants et adolescents

- Point F n° 83  
Janvier 1979  
(U.O.C.F. Fleurus).



## LA PRESSE COMMERCIALE POUR ADOLESCENTS

## 1) LA PRESSE ASSOCIATIVE POUR ADOLESCENTS

Titre revue	Organisme responsable	Public touché	Objectif	Organisation du contenu
Appel de la mer	Jeunesse et Marine 10, rue de Constantinople 75008 Paris	Membres de l'association et amis	Informers tous les lecteurs des problèmes de la mer, ainsi que de la vie associative	Le contenu est réparti suivant plusieurs thèmes : - Nos activités - La mer et son information - Des problèmes divers - La formation
Aristide-Infos	Jeunesse Etudiante Chrétienne (J.E.C.) 27, rue Linné 75005 Paris	Membres responsables du mouvement.	Permettre une circulation des informations sur les activités fédérales du mouvement. Usage interne au mouvement. Partages d'expériences.	1) Echos des séjours et expériences en cours - Lycéens - Etudiants 2) Préparation et compte rendu des instances de décision du mouvement.
Atout J	Cœurs Vaillants Ames Vaillantes Action Catholique des enfants 6, rue Duguay-Trouin 75006 Paris	Garçons de 11 à 15 ans	Permettre aux garçons de se prendre en charge et de s'organiser pour préparer des fêtes et s'organiser partout où ils vivent pour agir à l'école, dans le quartier, la famille.	2 pages de Bandes dessinées 2 pages courrier 4 pages de jeux ou bricolages 2 pages de réflexions 2 pages de propositions de fêtes Pages de mise à l'action.
Aventure du 20 <sup>e</sup> siècle	Guilde Européenne du Raid 11 rue de Vaugirard 75006 Paris	- Jeunes cadres, techniciens (60 %) - Etudiants, enseignants (30%) - Moyenne d'âge (27-28 ans)	- Lien entre tous ceux dont l'action de la Guilde rejoint les rêves - Donner le goût de l'aventure et aider à la vivre - Présenter l'aventure sous toutes ses formes : exploits sportifs, raids divers, fiches techniques itinéraires...	Autour d'un thème central, des articles de fond et des conseils pratiques. Des rubriques permanentes : carnet de l'aventure (actualité) ; profils (évoquant de personnalités du monde de l'aventure) ; fiches techniques ; "regards" (livres & films)



Principaux thèmes abordés en 1978	Participation des lecteurs à l'élaboration de la revue	Périodicité	Nbre de pages par N°	Tirage	Prix	Observations
Les métiers de la mer. La marée noire Construction d'un bateau. Histoire de la Côte d'Ivoire.	Appel aux lecteurs pour propositions d'articles.	Trimestriel	25	3000 ex.	2,50 F le N° 10 F (abonnement)	
Voir organisation du contenu.	La majeure partie est faite par les lecteurs, l'équipe nationale servant de boîte aux lettres qui coordonne	Mensuel	40-50	600	4 F le N° 35 F (abonnement)	
Développement du corps Création Expression Communication	- Courrier des équipes - 1 Bande dessinée réalisée à partir de la vie d'un club - Articles rédigés par les jeunes	Bimestriel	16	5.500	3 F le N° 22 F (abonnement)	
Le froid : régions polaires et nordiques, la montagne. Le festival international du film d'aventure vécue (La Plagne) ; l'audio-visuel.	La revue est entièrement rédigée par des adhérents ou sympathisants de la Guilde, dont la diversité garantit la variété et l'ouverture de la publication. Un Comité de rédaction permanent assure la sélection la coordination et la mise en forme.	Trimestriel	56	20 000	15 F le N° 50 F (abonnement)	La Revue "Aventure au 20 <sup>e</sup> S." a été lancée en Octobre 1977. Elle intègre désormais sans l'annuler, la publication nouvelle du Guide de l'Aventure, recueil de conseils pratiques, d'informations techniques, d'adresses à l'intention de ceux qui veulent partir.



Titre revue	Organisme responsable	Public touché	Objectif	Organisation du contenu
Cap Levant	Guides de France 65, rue de la Glacière 75013 Paris	Filles de 14 à 16 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer une vie et des activités de qualité</li> <li>- Prendre un temps de réflexion</li> <li>- Rejoindre les jeunes dans leurs attentes,</li> <li>- les aider dans ce qu'elles entreprennent</li> <li>- Permettre qu'elles s'expriment et partagent avec d'autres leurs expériences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rubriques régulières</li> <li>- Quelques numéros à thèmes.</li> </ul>
La Clef des Djinn	Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes Action catholique des enfants 6, rue Duguay-Trouin 75006 Paris	Filles de 11 à 15 ans	Donner la possibilité aux filles de discuter d'événements qui font leur vie à partir de bricolages, de jeux et de s'organiser pour agir dans tous les secteurs où ils vivent (école, quartier, famille).	2 pages : courrier 2 pages bandes animées qui relatent la vie d'un groupe de filles du mouvement. Pages réflexion, jeux, bricolages.
L'équipée	Eclaireuses Eclaireurs de France 66, Chaussée d'Antin 75009 Paris	Les jeunes adhérents de l'association. - Eclaireurs, Eclaireuses, 11-15 ans - Louveteaux 8 à 10 ans	Ce sont les mêmes que la revue des responsables ("Routes nouvelles"), mais ils sont traduits différemment, en fonction de l'âge des adhérents auxquels "L'équipée" s'adresse.	Contenu très "mouvement" avec le souci cependant de mettre en place, quand cela est possible, des articles de culture ou d'intérêt général.
Equipe Ouvrière	Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) 12, avenue Sœur Rosalie 75013 Paris	Jeunes de 17 à 25 ans des milieux ouvriers. Revue des militants pour garçons	Revue de formation des militants J.O.C.	Série de fiches faciles à classer



Principaux thèmes abordés en 1978	Participation des lecteurs à l'élaboration de la revue	Périodicité	Nbre de pages par N°	Tirage	Prix	Observations
<p>La solidarité Les élections La femme Le camp-route Le mouvement Guide La naissance</p>	<p>- Courrier : quelques récits de ce qui se passe dans les groupes locaux - En 77-78, interviews de caravelles (14-16 ans) pour le numéro sur la femme.</p>	10 numéros par an	24	7.000	23 F (abonnement)	Journal très orienté sur la vie du mouvement. Lien entre l'équipe nationale et les groupes.
<p>Le développement du corps Découvrir ses possibilités S'exprimer avec tout son corps et toutes ses capacités.</p>	<p>- Courrier des lectrices (2 pages) - Articles écrits par les filles.</p>	Bimestriel	16	7.000	3 F le N° 22 F (abonnement)	
<p>Activités internationales. Fonctionnement et activités des unités. Vie du mouvement : les régions (Nord, Bretagne, Poitou-Charente)</p>	<p>Régulièrement sollicitée. Tribune libre des lecteurs, compte rendu d'activités, nouvelles des unités et des groupes.</p>	5 numéros par an	de 34 à 58	20 000 à 25 000	5 F le N° 20 F (abonnement)	
<p>Le mouvement ouvrier français L'organisation de la J.O.C. Le chômage, l'école.</p>	<p>A partir des sessions de formation du mouvement. A partir des orientations votées aux conseils nationaux. A partir des campagnes décidées par les responsables A partir des recherches réalisées par les militants</p>	Tous les 2 mois	14	14.000	3,70 F le N° 22 F (abonnement)	Revue de militants donc interne à l'association, avec un langage propre au mouvement.



Titre revue	Organisme responsable	Public touché	Objectif	Organisation du contenu
3.2.1. Espace	Association Nationale Sciences Techniques Jeunesse 17 av. Gambetta 91130 Ris-Orangis	Membre des clubs espace.	Bulletin de liaison des clubs espace (fusées et ballons) Coordination et compte rendu des activités (stages, expériences, projets) Reportage dans les clubs. Renseignements pratiques, nouvelles des clubs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Editorial</li> <li>- Fiches techniques</li> <li>- Compte rendu d'expériences</li> <li>- Reportage</li> <li>- Etudes techniques</li> <li>- Nouvelles des clubs</li> <li>- Petites annonces</li> <li>- Calendrier</li> <li>- Nouvelles des activités spatiales professionnelles</li> </ul>
Guide de France	Les Guides de France 65 rue de la Glacière 75013 Paris	Pré-adolescentes	Favoriser la pratique du Guidisme dans les unités.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- "En direct des régions" (nouvelles des unités)</li> <li>- Fiches pratiques</li> <li>- Reportages</li> </ul>
Info-Astro	Commission des clubs astronomiques. Association Nationale Sciences Techniques Jeunesse 17 avenue Gambetta 91130 Ris-Orangis	Membres des clubs d'astronomie, jeunes intéressés. Animateurs d'activités astronomiques.	Bulletin de liaison des clubs d'astronomie. Rôle : prendre en compte des actions en cours dans les clubs. Impulser et soutenir des activités expérimentales et des actions de coordination. Appuyer les clubs dans la résolution de leurs problèmes administratifs	3 familles de rubriques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informations clubs (stages, calendriers, informations pratiques, bibliographie)</li> <li>- Coordination clubs (activités en cours, présentation de clubs, petites annonces)</li> <li>- Techniques (compte rendu d'expériences, points techniques)</li> </ul>
Jeunesse Ouvrière	Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) 12, avenue Sœur Rosalie 75013 Paris	Jeunes de milieu populaire de 16 à 25 ans	Se propose d'informer les jeunes de milieu populaire (jeunes travailleurs, apprentis, élèves de CET, chômeurs, handicapés, soldats) sur tout ce qui fait leur vie de travail, de loisirs et ce, dans tous les secteurs de la vie. Cette revue se veut aussi un moyen d'éducation et d'action pour les jeunes par le regard qu'elle permet sur le concret de leur vie. L'orientation actuelle veut que le journal dépasse le cadre habituel du mouvement pour rejoindre le maximum des jeunes à l'extérieur.	Sur 16 pages, en moyenne : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 page : courrier des lecteurs</li> <li>- 1 page : éditorial</li> <li>- 2 pages : événement, actualité</li> <li>- 4 pages : reportages de vie et d'action (travail, école, apprentissage, chômeurs)</li> <li>- 1 page régionale</li> <li>- 1 page internationale ou immigration</li> <li>- 2 pages : dossier (logement, sexualité, vacances)</li> <li>- 3 pages : loisirs, détente pour une plus grande ouverture du journal</li> </ul>



Principaux thèmes abordés en 1978	Participation des lecteurs à l'élaboration de la revue	Périodicité	Nbre de pages par N°	Tirage	Prix	Observations
	Rédaction des articles assurée par les membres des clubs. Un comité de rédaction constitué d'animateurs assure la rédaction finale et la mise en page de la revue	Tous les 3 mois	16	1.500	5 F le N° 30 F (abonnement)	
Le Quart-Monde Qui êtes-vous Monsieur le député? La vie dans la nature. Les vacances	Valeur de 1 à 2 pages (courrier, récits d'activités, enquêtes).	Mensuel	16	16.000	2,80 F le N° 25 F (abonnement)	
	Revue composée à partir d'articles de clubs d'astronomie. Elle est réalisée et conçue par un comité de rédaction issu de la commission clubs astro.	Tous les 3 mois.	20	1.500		
La sexualité Les temps libres Le logement La charte de la J.O.C. Le chômage en France et en Europe	Une page régulière est consacrée au courrier des lecteurs. C'est une tribune libre où les lecteurs peuvent exprimer leur point de vue, leur opinion sur le contenu du journal, mais aussi ce qu'ils ont envie de dire aux lecteurs. Les reportages sont réalisés sur les régions à partir d'interviews de jeunes travailleurs.	Mensuel	16	30.000	2.50 F le N° 20 F (l'abonnement)	Un effort est actuellement engagé au niveau du langage et de l'illustration pour une plus grande ouverture du journal. Il est prévu de développer davantage la diffusion du journal (kiosques et librairies).



Titre revue	Organisme responsable	Public touché	Objectif	Organisation du contenu
Jeunes en marche	Guides de France 65, rue de la Glacière 75013 Paris	Jeunes de 16 à 18 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploration d'un thème</li> <li>- Animation des équipes</li> <li>- Informations du mouvement</li> <li>- Echanges d'action, de vie des équipes</li> </ul>	Editorial, Actualité, événement. Vie des équipes compte rendu d'action. Préparation des camps - Société - Vie de foi
La Jeunesse du Quart-Monde	"Alternatives 114" Branche Jeunesse d'Aide à Toute Détresse (A.T.D. Quart-Monde)	Jeunes du Quart- Monde et Alliés de tous milieux	Organe de liaison d'information et de formation de la jeunesse pour com- battre la misère et l'exclusion en soli- darité avec les jeun- es les plus démunis du sous-proléta- riat.	La couverture rap- pelle le contenu du journal. Le thème est exploité dans les deux pages du centre avec des photos. La dernière page varie autour du courrier, de dé- nonciation des faits flagrants d'in- justice et de propo- sitions.
Lettre aux ani- mateurs 4e 3e Cri 43	Jeunesse Etu- diannte Chrétienne (J.E.C.) 27, rue Linné 75005 Paris	Animateurs 4e et 3e avec supplé- ment inclus : journal mural par équipes (Cri 43)	Donner des outils d'animation aux animateurs d'équipes 4e et 3e	Expériences. Dossier technique Dossiers de ré- flexion.
Le lien	Eclaireuses et Eclaireurs Unio- nistes de France 15, rue Klock 92110 Clichy	Jeunes respon- sables du mouvement (16-18 ans)	Animation des unités - éclaireurs louve- teaux, - information in- terne, - partage d'expé- riences d'anima- tion entre les différentes ré- gions de France dans l'as- sociation, - fiches techniques (Plein-air, sport, artisanat)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 dossier en gé- néral de 8 à 10 pages sur un thème choisi par le comité de ré- daction</li> <li>- une rubrique li- bres opinions : 3 pages</li> <li>- plusieurs rubri- ques spécialisées, vie spirituelle, formation, branche aînée du mouvement</li> <li>- 1 ou 2 pages d'annonces des autres revues du mouvement</li> <li>- 2 pages d'an- nonces</li> <li>- 2 à 4 pages de fiches techniques</li> </ul>



Principaux thèmes abordés en 1978	Participation des lecteurs à l'élaboration de la revue	Périodicité	Nbre de pages par N°	Tirage	Prix	Observations
<p>les actions possibles des équipes réparation du rassemblement national des jeunes en marche à Vézelay</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Courrier</li> <li>- Elaboration de la majeure partie du journal par exploitation d'un thème.</li> <li>- Enquêtes</li> <li>- Récits et témoignages de vie.</li> <li>- Récits de rencontre</li> <li>Photos - dessins</li> </ul>	6 numéros par an	24 à 32	2.000	4 F	Cette participation des jeunes est récente et suscite un vif intérêt.
<p>justice et l'exclusion. les temps libres pour quoi faire? exclusion sociale violation des droits de l'homme apprendre ou se faire avoir.</p>	<p>Le journal est réalisé à partir d'articles qui rassemblent et résument l'action et la réflexion du mouvement. Il est aussi fait à partir du courrier des jeunes du Quart-Monde et des lecteurs. Il cite aussi divers témoignages en rapport avec le thème du journal.</p>	Mensuel	4	5.000	2 F le N° 20 F (abonnement)	Journal conçu pour être lu en groupe, beaucoup de jeunes du quart-monde sachant à peine lire et écrire.
<p>Relation Professeurs-élèves la classe la foi la famille</p>	<p>Compte-rendu d'expériences significatives selon les régions (moitié du numéro).</p>	Trimestriel	70 - 80	500 + 800 (journal mural)	10 F le N° 30 F (abonnement)	
<p>nature violence solidarité responsabilité accueil prière fête feu</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité de rédaction chargé de recueillir les articles à l'intérieur ou à l'extérieur du mouvement.</li> <li>- La rédaction est le plus souvent faite par les lecteurs qui écrivent sur des thèmes proposés par le Comité de rédaction.</li> <li>- Rubrique "Libres opinions".</li> <li>- Nouvelles des régions.</li> </ul>	Mensuel	30	2.000	le N° 2 F (interne association) 4 F (externe association) à l'abonnement : 10F (interne association) 20 F(externe association)	Journal très spécialisé et pratiquement pas lu à l'extérieur du mouvement. Certains thèmes généraux sont étudiés sous forme de dossiers mais les informations contenues dans le journal sont à usage interne.



Titre revue	Organisme responsable	Public touché	Objectif	Organisation du contenu
La Mèche	Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne	Jeunes ruraux salariés, professeurs scolaires 17-23 ans.	Journal d'expression des jeunes ruraux. Ils y expriment et partagent leurs situations, leurs préoccupations, leurs aspirations, leurs expériences, leurs actions.	1 page - scolaires - salariés - paysans 1 dossier 1 page - activités nationales et internationales. Détente.
Routes nouvelles	Eclaireuses, Eclaireurs de France 66, Chaussée d'Antin 75009 Paris	Les cadres et aînés de l'association (16 à 18 ans et plus)	Faire passer dans l'association les idées, suggestions, objectifs, méthodes définis dans ses différentes instances de délibération et de décision. Diffuser au mieux l'information dans les deux sens (du siège national à la base, de la base au siège).	La revue s'organise entre les actions et l'information propres au mouvement qui tiennent une place importante et les articles ou sujets d'intérêt général, de culture, avec cependant une nette orientation vers les problèmes pédagogiques ou les faits de société pouvant retentir sur l'action ou les objectifs du mouvement.
La Salicorne	Association Nationale Sciences Techniques Jeunesse 17, av. Gambetta 91130-Ris-Orangis	Clubs de jeunes animateurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre compte des activités de l'association dans le domaine des sciences, de la nature, de l'écologie et de la géologie, visant les secteurs scolaire et extra-scolaire.</li> <li>- Présenter les activités des clubs.</li> <li>- Informer les lecteurs des stages à venir.</li> <li>- Proposer une fiche technique d'un sujet d'étude réalisable par des jeunes.</li> </ul>	Exemple d'un sommaire. - extra-scolaire : les clubs stage cartographie écologique les camps - scolaire : classes transplantées stage éveil stage photo aérienne - Calendrier - Fiche technique : les insectes aquatiques.



Principaux thèmes abordés en 1978	Participation des lecteurs à l'élaboration de la revue	Périodicité	Nbre de pages par N°	Tirage	Prix	Observations
<p>es législatives et ous. avail et santé : temps de la fête. : travail saison- er, jeunes agricul- urs en formation la convention du age, : déplacés du ral : jeunes et le tra- il.</p>	<p>4 représentants ré- gionaux présents aux comités de rédaction. Les lecteurs : pro- positions d'articles ou de sujets à trai- ter, critiques et suggestions pour la présentation. Participent à l'il- lustration : envois de dessins et photos.</p>	<p>Bimestriel</p>	<p>16</p>	<p>6.000</p>	<p>5 F le N° 30 F (abon- nement)</p>	
<p>nformations sur es travaux des différentes ins- tances du mouve- ment et sur la vie es régions. Activités et pré- occupations inter- nationales. onctionnement pédagogique et administratif des groupes locaux ou des unités lo- cales. lections législa- ives. Problèmes et ac- tions de formation numéros spé- iaux consacrés 3 régions.</p>	<p>- Par la possibilité de l'expression en "Tribune Libre" ou "Cour- rier". - Par la sollicitation permanente des différents éche- lons en vue de la rédaction d'arti- cles, de compte rendus d'activités illustrant réalisa- tions et méthodes ...</p>	<p>7 à 8 numé- ros par an</p>	<p>de 54 à 34</p>	<p>7.000 à 8.000</p>	<p>5 F le N° 20 F (abon- nement)</p>	
	<p>La rédaction finale qui incombe aux permanents de l'as- sociation est établie à partir d'articles écrits et illustrés par les membres (jeunes, animateurs, ensei- gnants).</p>	<p>Bimestriel</p>	<p>20</p>	<p>1.500</p>	<p>5 F le N° 30 F (abon- nement pour 6 mois)</p>	



Titre revue	Organisme responsable	Public touché	Objectif	Organisation du contenu
Scouts	Scouts de France 23, rue Ligner 75020 Paris	Enfants Pré-adolescents Adolescents	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de la pédagogie.</li> <li>- Compte rendu d'activités vécues par les groupes locaux.</li> <li>- Fiches techniques</li> <li>- Informations générales : Cinéma Livres, Sports.</li> </ul>	Rubriques régulières : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aventures vécues</li> <li>- fiches techniques regroupées en dossier à thème</li> <li>- "être scout"</li> </ul>
Scout d'Europe	Guides et Scouts d'Europe 3, rue du Président Roosevelt 92140 Clamart	Abonnés, membres de la Fédération du Scoutisme Européen, et abonnés extérieurs. Plus de 12 % de l'édition en langue française est distribuée hors des frontières nationales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en valeur et en application, à l'aide d'exemples pratiques et de réalisations concrètes de la pédagogie du scoutisme Européen.</li> <li>- Assurer la liaison et l'information entre les divers groupes locaux et les associations membres de l'Union Internationale des Guides et Scouts d'Europe.</li> </ul>	Chaque numéro s'articule autour d'un thème retenu à l'avance. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un éditorial,</li> <li>- une ou deux pages religieuses (textes de réflexion)</li> <li>- des réalisations pratiques (travaux manuels, jeux, constructions, chants et techniques d'expression)</li> <li>- des nouvelles des groupes (comptes rendus de camps, de rallyes)</li> <li>- 12 pages sont réservées aux garçons et aux filles de 7 à 11 ans. Dans ces quelques pages, on trouve :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- des pistes de réflexion,</li> <li>- des jeux,</li> <li>- des chants,</li> <li>- des histoires,</li> <li>- des réalisations pratiques</li> </ul> </li> </ul>
Triangle	Unions Chrétiennes de Jeunes Gens 5, place de Vénétie 75643 Paris Cedex 13	Adolescents et Jeunes Adultes	Lien entre les unités de l'association (Tribunes, témoignages) exercice d'apprentissage pour coordination ou coopération entre groupements différents	Editorial Expériences des Unités Dossiers permanents (jeunesse, développement, quartiers, dimension spirituelle) Evénements nationaux et internationaux



Principaux thèmes abordés en 1978	Participation des lecteurs à l'élaboration de la revue	Périodicité	Nbre de pages par N°	Tirage	Prix	Observations
<p>La mer L'aventure Les vacances La communication écrite La montagne</p>	<p>- Articles envoyés par les jeunes (par le biais de l'Agence d'Information Scoute) - Courrier des lecteurs.</p>	<p>Mensuel</p>	<p>40</p>	<p>65.000</p>	<p>4 F le N° 30 F (abonnement)</p>	
<p>Janvier 78 : le mouvement scout dimension internationale. Mars 78 : Jeu action expression Mai 78 : Le travail manuel Juillet 78 : Vie dans la nature Octobre 78 : Service Civisme</p>	<p>- Comité de rédaction composé en majorité des cadres et responsables locaux du mouvement. - 60% des articles ainsi que les nouvelles publiées dans le journal nous sont envoyés par les groupes locaux.</p>	<p>5 numéros par an</p>	<p>52 pages et 4 de couverture</p>	<p>33.000</p>	<p>50 F</p>	<p>Mettre en place non seulement en France mais dans tous les pays où l'organisme est implanté, des Correspondants du journal "Scout d'Europe". Il est à noter d'autre part que tous les 3-4 ans, est édité un album qui est la reprise de tous les numéros de "Scout d'Europe".</p>
<p>Pédagogie multinationale et modèle allemand Collections et Démocratie. Migrants et handicaps sociaux. Vie des quartiers. Non violence. Développement et Tiers-Monde.</p>	<p>Comité de rédaction de membres et amis. Contribution bénévole de rédacteurs ou animateurs selon les thèmes traités.</p>	<p>Trimestriel</p>	<p>24</p>	<p>2.000</p>	<p>30 F (abonnement)</p>	<p>Extension actuelle au dehors de l'association.</p>



## 2) LA PRESSE COMMERCIALE POUR ADOLESCENTS (1)

Titre revue	Editeur	Présentation
Antirouille	Antirouille S.A.R.L. 2 Square Pétrelle 75009 Paris	Mensuel assez original et non conformiste, pensé et rédigé par une équipe de jeunes et de journalistes. Nouvelle formule depuis octobre 1977. Textes abondamment illustrés de dessins, de photos; bandes dessinées. Pas de publicité. A l'opposé d'un journal d'évasion, est avant tout centré sur les problèmes et des réalisations des jeunes et fait une place à de courtes informations sociales, culturelles et politiques, à la poésie, au courrier des lecteurs et aux petites annonces. Dénonce un univers où règnent l'argent, la violence et le mépris de l'homme, met en cause un certain nombre de valeurs établies et incite les lecteurs à revendiquer plus de liberté, à réfléchir sur leur vie, la société, le monde... et à ne pas rester passifs. Privilégie l'expression des jeunes avec tout ce qu'elle comporte d'authentique mais aussi de brutal. S'adresse à des jeunes de 15 à 20 ans, plutôt contestataires, et notamment à "ceux qui sont encore à l'école ou commencent à bosser" et "qui ont envie de se bagarrer pour que ça change".
Christiane	Fleurus Presse 31, rue de Fleurus 75006 Paris	Mensuel féminin, édité par Fleurus, qui séduit d'emblée par la qualité de sa mise en page, de ses photos et de son information. Se soucie avant tout d'aider les jeunes à se situer, de les ouvrir aux réalités et aux événements de notre temps, d'amorcer un approfondissement culturel sur la société, le monde, les arts et les loisirs. A travers cette publication, on sent une attention aux personnes, une démythification de la société de consommation, un appel aux valeurs humaines et chrétiennes. Les jeunes et les adultes s'y expriment en vérité sur un registre fait de tolérance et de liberté; les jeunes sont invités à être actifs et responsables. Ce magazine réalisé avec les jeunes veut répondre à leurs préoccupations et à leurs aspirations les plus fondamentales et leur apporter des clés pour comprendre, juger et s'engager. Il constitue un lieu de confrontation et de réflexion pour les jeunes d'aujourd'hui.
Hit	Claude Carrère	Mensuel, foisonnant de taches de couleurs et de textes courts. Avant tout centré sur le monde et la vie privée des vedettes de la chanson, du cinéma et du sport. La publicité pour des produits très variés, y tient une place importante. Incite les jeunes, par ses informations, ses posters, ses multiples jeux-concours, à vivre presque fanatiquement dans l'intimité de leurs idoles. C'est un magazine d'évasion-consummation.
Jacinthe	Publication Groupe Media 22 bis, rue des Volontaires 75015 Paris	Mensuel féminin, agréablement présenté. Articles, reportages, interviews apportent des informations pratiques en tous genres: beauté, mode, loisirs, avenir, vie quotidienne, activités manuelles et culturelles; deux pages en anglais sur la vie des Anglo-Saxons et des reportages régionaux sur de grandes villes françaises. Cherche à fournir dans la société de consommation des réponses et des conseils pratiques aux jeunes filles, étudiantes ou salariées, qui veulent être raisonnablement à la page sans être sophistiquées, ni se ruiner. Ne distingue pas toujours suffisamment ce qui est publicité et information. A partir de 16 ans.

(1) Ces renseignements nous ont été fournis par le Centre d'études et de documentation de Fleurus-Jeunesse, "Répertoire 1979 de la presse pour enfants et adolescents établi par l'UOCF-FLEURUS. Point F n° 83, Janvier 1979". Fleurus, 31, rue de Fleurus, 75260 Paris Cedex 06.



Périodicité	Prix au numéro	Nombre de pages par N°	Diffusion	Date de fondation
Mensuel	7,00 F	68	50.000 ex.	Octobre 1975
Mensuel	5,00 F	40	58.378 ex.	1946
Mensuel	6,00 F	64	228.000 ex	
Mensuel	6,00 F	100	171.844 ex	1975



Titre revue	Editeur	Présentation
Nouveau Stéphanie	Star System 20, rue Molitor 75016 Paris	Mensuel féminin. Attrayant par ses couleurs. Presque exclusivement centré sur les vedettes, il propose aux jeunes adolescentes d'entrer dans leur intimité professionnelle et amoureuse. A partir du numéro de décembre 1977, un encart en papier journal donne les derniers potins du monde des idoles et des idées pour leur ressembler ou les approcher, des références de disques, un courrier du cœur, quelques jeux. Pauvre culturellement, s'adresse aux jeunes filles de 13-17 ans en quête d'évasion et de confidences.
OK - Age tendre	Union des Editions Modernes (publications Filipacchi) 65 Champs Elysées 75008 Paris	Hebdomadaire de présentation médiocre. Son seul but : apprendre aux jeunes adolescentes à plaire aux garçons et à avoir ainsi une vie sentimentale et sexuelle heureuse. Pour cela, il faut savoir séduire. D'où l'importance donnée au corps (hygiène, beauté, santé, mode). Les vedettes servent de modèles de références. La revue fait une large place aux potins de leur vie amoureuse et privée. OK ne donne aucune information sérieuse et ne peut aider ses lectrices (12-16 ans sans doute en majorité) à se situer dans le monde d'une manière réaliste et constructive. Au contraire, il les enferme, presque avec perversité, dans l'univers facile et artificiel de la femme-objet.
Podium	Claude Carrère	Mensuel tout en couleurs, uniquement centré sur les vedettes, et en particulier Claude François. Potins et confidences permettent aux lecteurs de suivre leurs idoles au jour le jour; quantité de concours et de posters leur apportent colifichets et reliques liés à leurs chanteurs préférés ; la publicité, le courrier, l'horoscope, les font pénétrer dans ce paradis merveilleux, ou leur offre la faveur insigne de rencontrer un de leur "fav's". Magazine dont la seule valeur de référence est la réussite de cet être d'exception qu'est la vedette, auréolée de la gloire du succès, de la beauté, de l'amour et de la richesse.
Record-Dossier	Bayard Presse 5, rue Bayard 74380 Paris Cedex 08	Chaque numéro comprend un dossier assez fouillé sur un sujet lié aux réalités d'aujourd'hui et souvent en harmonie avec les programmes scolaires, un portrait sur une personnalité, un atelier de presse, quelques idées pour le travail en classe.
Salut	Union des Editions Modernes (Publications Flipacchi) 65, Champs Elysées 75008 Paris	Hebdomadaire. Présentation assez inégale. A travers de nombreuses photos et posters, quelques rares textes, une publicité pour des produits relativement chers, ce magazine présente essentiellement l'univers factice et futile du monde des vedettes et du show business. Vient de changer de formule et peut donc subir des modifications.
Star Magazine	Société Presse Editions	Mensuel de présentation médiocre centré sur de jeunes vedettes dont on raconte le succès, les aventures, les amours, le destin, l'horoscope, le caractère... comporte en outre des pages courrier, des pages consacrées à une éducation sexuelle élémentaire, des pages mode, conseils de beauté, horoscope, des romans à suivre, des concours, des publicités pour des produits diffusés par Star-magazine...
Vingt ans	Publications groupe Media 22bis, rue des Volontaires 75015 Paris	Mensuel féminin d'un style très direct. Quelques rares articles pratiques parmi de nombreuses pages consacrées à la mode et à la beauté. Une publicité largement présente. La lectrice de vingt ans, loin des réalités et des problèmes du monde actuel, ne se soucie que de la parure de son visage et de son corps; toujours dans un style assez sophistiqué et dans l'optique de la femme-objet.



Périodicité	Prix au numéro	Nombre de pages par N°	Diffusion	Date de fondation
Mensuel	6,00 F	56	250.000 ex.	1972
Hebdomadaire	2,20 F	36	275.104 ex.	1964
Mensuel	6,00 F	84	322.829 ex.	1972
9 numéros par an	10,00 F	34	38.000 ex.	1961 - a modifié plusieurs fois sa présentation et ses objectifs.
Mensuel	3,50 F	48	257.707 ex.	1962
Mensuel	5,00 F	44	100.000 ex. (tirage)	juin 1978
Mensuel	7,00 F	100	91.232 ex.	1960



## JOURNEES D'ETUDES PREVUES POUR 1979

- Journées spécialement prévues à l'intention des Collectivités locales, pour les Elus, les Services et les Animateurs :
  - 2, 3 et 4 mars 1979 - LES ESPACES DE PLEIN AIR pour le JEU des ENFANTS (Jardins publics, Parcs, Plaines de jeux, Terrains d'aventure, Centres aérés, Espaces non spécialisés).
  - 15, 16 et 17 juin 1979 - LES MUNICIPALITES et la VIE ASSOCIATIVE. Les relations entre les municipalités et les associations intervenant dans la vie locale, et plus particulièrement les associations à but socio-culturel (concertation, subventions, contrats, etc.).
  - 5, 6 et 7 octobre 1979 - LES LOISIRS des ADOLESCENTS. Compte tenu des comportements et aspirations des adolescents, comment faire évoluer l'action des collectivités locales et associations dans le domaine des loisirs.
- Autres journées :
  - 11, 12, 13 octobre 1979 - ACTION CULTURELLE et ACTION SOCIO-CULTURELLE. Création et animation, participation et consommation s'opposent-elles ? Pourquoi, comment ?
  - 19, 20 et 21 novembre 1979 - L'EDUCATION POPULAIRE en FRANCE entre 1920 et 1940. L'action des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, des troupes de théâtre amateur dans l'entre deux guerres, la politique d'éducation populaire du Front Populaire.

**INSCRIPTIONS** - Les personnes intéressées par ces journées peuvent se faire connaître en écrivant à l'I.N.E.P. - Service des Stages, 11, rue Willy Blumenthal - 78160 MARLY-LE-ROI. Elles recevront en temps utile le programme détaillé concernant les journées de leur choix.

**FRAIS DE PARTICIPATION** - Une participation forfaitaire de 96 Francs est demandée pour ces journées couvrant l'hébergement et tous frais de stage. Pour les participants résidant à plus de 100 kms de Marly-le-Roi, les frais de voyage sont indemnisés au taux de 50 % du tarif SNCF - 2<sup>e</sup> classe.

L'I.N.E.P. est agréé au titre de la formation professionnelle continue. Les participants dont l'organisme employeur couvre les frais de stage à ce titre sont priés de le mentionner. Les conditions financières sont différentes dans ce cas.



**VIE ASSOCIATIVE****L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT  
DES ASSOCIATIONS DE PROGRES**

**Colloque de Lille  
L'Association et les Pouvoirs  
19-20 janvier 1979**

"Le phénomène associatif ne serait donc pas dans le génie français ?" s'est interrogé M. François BLOCH-LAINE au colloque de Lille qui réunissait par ailleurs un assez beau parterre de représentants, militants et présidents d'associations. Cette remarque était suivie d'un "alors pourquoi tant de hargnes au cours du siècle précédent contre les "corps intermédiaires ?" Le Président de la D.A.P. est apparu plus amer dans le constat qu'au colloque de Reims deux ans auparavant et il n'était pas le seul à partager cette amertume.

Le colloque qui réunissait à Lille quatre cents personnes du monde associatif et de l'administration ne s'est pas conclu dans l'euphorie. L'éventualité à terme, probablement long, d'un intergroupe parlementaire annoncé par M. Alain POHER, n'a pas suffi à emporter la conviction que la D.A.P. pouvait mobiliser l'opinion sur les rapports des associations et de l'Etat, thème qu'avait introduit le Président et que Jean-Michel BELORGEY développa avec brio. Pourtant l'enjeu est de taille pour les associations surtout celles qui ne doivent leur survie qu'à la main étatique alors qu'elles accomplissent — ou estiment accomplir — une fonction d'intérêt qualifié de social, de public, de général et même de collectif.

Entre l'Etat et les associations il ne semble pas qu'il puisse y avoir d'instance d'arbitrage. Il n'y a aucun pape auquel la société civile puisse avoir recours quand elle entre en conflit avec la hiérarchie séculière de l'Etat. De plus la partie n'est pas égale. C'est ce que souligna J.M. BELORGEY en disant : "les associations ne doivent pas s'attendre, quelque progrès que fasse l'idée associative, et quelque étendu que soit le rôle qu'on sera, de ce fait disposé à leur reconnaître, à ce qu'on leur consente de plus en plus de facilités, tout en les dispensant de rendre des comptes, ou de se soumettre à certains contrôles" (contrôle de police, contrôle financier et de gestion, contrôle de comptabilité avec les stratégies d'intervention arrêtées par ailleurs, contrôle d'inocuité politique).

Si l'administration peut "jouer à l'association" en usant de la loi de 1901 comme d'un sas de décompression, les associations ne peuvent "jouer à l'administration". Bien sûr on peut revendiquer un certain nombre de facilités pour les associations, celles-là commencent à être clairement formulées. Il s'agit donc moins d'affiner les revendications que de les faire aboutir. A savoir :

— Extension des congés cadres jeunesse,



- création de crédits d'heures associatifs analogues aux crédits d'heures syndicaux pour les responsables d'associations,
- réalisation de locaux collectifs résidentiels,
- ouverture effective aux associations des locaux scolaires,
- création dans les municipalités importantes de maisons des associations et de pools de matériel,
- assouplissement de la réglementation relative à l'utilisation de la voie publique,
- octroi aux publications des associations d'un régime fiscal et postal préférentiel,
- organisation de l'accès aux mass-média et notamment à la télévision, etc.

Plus qu'à la loi de 1901 à propos de laquelle tout le monde s'accorde à estimer qu'il ne faut pas y toucher (sauf en ce qui concerne les associations auxquelles participent les étrangers), c'est à des réformes administratives en profondeur qu'il faut s'attaquer en ce qui concerne notamment la déconcentration, l'aménagement du pouvoir réglementaire, et les arbitrages.

La D.A.P. avait aussi à son programme le problème de l'association et des collectivités locales; le rapport introductif présenté par Madame Anne LICHTENBERGER faisait état de conflits avec un autre type de pouvoir, celui des municipalités. Le rapporteur a estimé qu'on pouvait dire que :

- selon que les municipalités définissent les associations :
  - comme un rouage essentiel au fonctionnement de la démocratie locale,
  - comme exerçant provisoirement une suppléance dans un domaine encore non couvert par la municipalité,
  - comme une courroie de transmission commode pour le pouvoir municipal,
  - comme un écran entre les élus et la population ;
- selon que les associations sont capables d'échapper à leurs démons familiers (repli sur leur action ou prétention universelle : difficulté à tolérer ceux qui sont différents ; mobilisation pour les uns, consommation pour les autres ; structure centralisée et hiérarchisée ; absence de pratiques démocratiques internes) ;

il sera plus ou moins possible d'inventer entre élus et associations des structures de négociation ouvertes, et qui offrent à chacun une place.

Autre problème abordé : celui de l'Association et des Media. Ce rapport présenté par Madame Rolande DUPONT s'appuyait sur une enquête permettant de faire état de réalités exprimées et vécues par les deux partenaires, lesquels se sont très bien reconnus si on en croit la vitalité des débats en commission sur ce thème. Sur les conclusions à tirer le rapport allait sans doute moins loin — le rapporteur ne l'ignorait pas — que la commission ad hoc du Haut Comité de la Jeunesse, mais l'essentiel résidait à notre avis dans la publicité des conclusions et dans la rencontre entre journalistes et représentants d'associations qui ont pu dialoguer et même régler quelques comptes. De ce colloque les media ont assez peu rendu compte, preuve s'il en est que le phénomène associatif n'a pas bonne presse en France malgré les efforts de la D.A.P. Néanmoins, des associations se sont exprimées, des administrateurs et des journalistes aussi et ce n'est pas un point négligeable.

Avec M. François BLOCH-LAINE nous pensons : "la distinction des militants et



des gouvernants est fondamentale et ce qui tend à l'effacer est dangereux pour le bon fonctionnement des institutions. On ne veut pas dire que les administrateurs publics, qu'ils soient des élus ou des commis, ne doivent pas être également des militants ; beaucoup le sont, fort heureusement, et il serait absurde de leur interdire de l'être dans les domaines concernés par leurs fonctions. Mais ils doivent s'efforcer de l'être distinctement, afin de ne pas mélanger les genres dans les mêmes circonstances. Et, d'une manière générale, quand ils agissent en qualité, là où leur cœur et leur zèle ajoutent à leur devoir, leur position juridique doit éviter les équivoques". Cette réflexion nous semble très opportune à propos du colloque de Lille qui rassemblait bon nombre de hauts fonctionnaires "engagés".

L'intérêt de la D.A.P. semble pourtant bien résider dans la rencontre qu'elle permet entre administration et associations, c'est le premier pas vers la "transparence" des relations Associations-Etat réclamée par son Président.

Geneviève POUJOL

\*  
\* \* \*

### A.T.D. QUART MONDE

- Manifestations du Mouvement A.T.D. QUART MONDE pour l'Année Internationale de l'Enfant :
  - MAI 1979 : Fête Internationale de l'Enfant avec des enfants du Quart Monde et des enfants de tous les milieux.
  - JUIN 1979 : Exposition de photographies "Rétrospective de la vie d'enfants du Quart Monde". Cette exposition comprendra des photos anciennes et actuelles choisies et commentées par des enfants du Quart Monde. Elle sera itinérante.
  - OCTOBRE 1979 : Congrès International sur l'Enfant du Quart Monde réunissant des scientifiques, hommes d'action engagés à l'avenir des enfants sous-prolétaires.
  - 1979 : Parution d'un Livre Blanc sur l'Enfant du Quart Monde pour toutes les instances nationales et internationales. Ce Livre Blanc retracera la vie des enfants les plus pauvres et formulera des propositions d'action à mettre en œuvre.
- Pour préparer ces manifestations, de multiples rencontres, informations, conférences, journées d'études, auront lieu dans toute la France :



DES FETES REGIONALES :

10 et 11 février	.....	NANCY
3 et 4 mars	.....	RENNES
17 et 18 mars	.....	REIMS
7 et 8 avril	.....	LILLE
7 et 8 avril	.....	TOULON

Pour tous renseignements, s'adresser au :  
Mouvement A.T.D. QUART MONDE - Secrétariat "Année de l'Enfant"  
33, rue Bergère - 75009 Paris - Tél. 246.81.95



A.T.D.  
QUART MONDE



**FORMATION ET ANIMATION****L'ANIMATION SOCIO CULTURELLE AU CONSEIL DE L'EUROPE  
LE SYMPOSIUM DE LYON - SEPTEMBRE 1978**

L'action du Conseil de l'Europe en faveur de l'animation socio-culturelle — terme aujourd'hui adopté par les pays anglo-saxons mais moins connu dans les pays scandinaves — a débuté en 1970 avec le symposium de Rotterdam organisé par le Conseil de la Coopération Culturelle. Initiative audacieuse qui surgit d'une part de l'insatisfaction provenant de la notion de démocratisation de la Culture et d'autre part de la préoccupation de reconnaître la Culture comme intégrant les réalisations et activités de loisir, les capacités créatives des personnes et les rapports sociaux.

C'est ainsi que le symposium de Rotterdam marqua une étape importante dans la coopération culturelle européenne. Mais dès le départ apparurent des tensions : entre ceux qui accordent la primauté absolue à la qualité de la production et de la création culturelles et ceux qui soulignent l'intérêt de toute manifestation d'expression et de créativité populaire, entre ceux qui sont soucieux de la diffusion de l'acquis culturel (passé et présent) et ceux qui sont plus soucieux de la participation des masses à des pratiques créatrices culturelles, artisanales ou sociales. Une autre tension opposait également ceux qui visent à faire de l'animation un instrument de politique communale et ceux qui mettent l'accent sur son rôle comme facteur de transformation sociale. Tensions qui n'ont jamais disparu des débats du Comité de l'éducation extra scolaire et du développement culturel, et dont l'actualité demeure évidente. Mais ce symposium de Rotterdam permit d'identifier les problèmes et les divergences, de constater la nécessité de forger des définitions précises et de rassembler quelques données sociologiques. Il permit également d'élucider les différences entre les définitions intentionnelles ou normatives de l'animation et les définitions effectives qui partent des pratiques. C'est ainsi que naquit le projet "Animation" dirigé par Monsieur SIMPSON (1) et destiné à déterminer dans quelle mesure il serait possible de concevoir une politique d'animation réaliste, à grande échelle et de reprendre certaines techniques efficaces.

Le projet s'est d'abord trouvé devant une extrême diversité de situations institutionnelles en Europe. Dans les pays anglophones les activités d'animation relèvent du secteur de l'éducation des adultes, du travail communautaire, du travail social, et des loisirs, mais en aucun cas de la politique des institutions culturelles. Dans

---

(1) J.A. SIMPSON : "Rapport final du projet animation socio-culturelle" - "Bilan et héritage" - Doc. CCC/DC (76) 106 - Conseil de l'Europe, Strasbourg 1977, auquel nous avons emprunté largement pour cet historique des travaux du Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe (Comité de l'éducation extra scolaire et du développement culturel).



d'autres pays les activités d'animation sont considérées par les ministères responsables et les municipalités comme des activités marginales par rapport à leurs compétences principales. Trois objectifs s'imposèrent alors au responsable du projet : définir, illustrer cette définition d'exemples, élaborer une analyse rationnelle. Le recueil d'informations précises s'avéra difficile, et encore plus l'élaboration d'une définition de l'animation, fidèle à la réalité, convaincante et acceptable par les gouvernements et leurs administrations.

C'est ainsi que le symposium de San Rémo (1972) fut chargé d'élaborer une définition provisoire de l'animation. Cette définition intentionnelle cherche à ne pas introduire de jugement de valeur ni de principes polémiques sur la Culture ou l'état socio-culturel des Sociétés Européennes. J.A. SIMPSON la présente ainsi en 1976 : "L'animation cherche à apporter sur les plans mental, physique et affectif aux habitants d'un secteur donné, une stimulation qui leur permettra d'ouvrir l'éventail de leurs expériences et, partant, de se réaliser, de s'exprimer plus pleinement, de prendre conscience de leur appartenance à une communauté, communauté sur laquelle ils exercent une certaine influence et à laquelle ils doivent apporter une contribution. Dans les sociétés urbaines d'aujourd'hui il est rare que ces stimulants naissent spontanément des circonstances de la vie quotidienne : il faut les susciter de manière à enrichir leur environnement".

Ce symposium de San Rémo donna une grande vigueur au projet du Conseil de la Coopération culturelle — A partir de là un important matériel de documentation et de réflexion fut recueilli, traité et diffusé, concernant la philosophie, les stratégies, les méthodes, la typologie et la problématique de l'Animation socio-culturelle, ses techniques, ses difficultés. Et à l'occasion du colloque d'Arc et Senans (1972) fut élaborée une déclaration destinée à la conférence des Ministres de la Culture, qui allait être organisée par l'UNESCO à Helsinki. Mais la déclaration d'Arc et Senans "Prospective du développement culturel" qui recommandait de "réaliser les conditions d'une démocratie culturelle, comportant, dans une perspective de décentralisation et de pluralisme, l'intervention des intéressés", n'eût guère d'écho à Helsinki.

Le symposium de Bruxelles (1974) fut consacré au recrutement, à la formation, aux conditions de travail des animateurs. En cette occasion surgirent les querelles classiques autour du rôle des animateurs : peut-on institutionnaliser ce travail charismatique ? peut-on concevoir des types de formation adéquate et former à l'animation l'ensemble des travailleurs sociaux ? Doit-on étendre le nombre d'animateurs professionnels ? Si ce symposium ne pouvait apporter de solutions, il clarifia la problématique de ces questions, reconnut la nécessité de la coexistence des professionnels et des bénévoles non rémunérés, et de l'esprit de l'animation dans les autres professions éducatives culturelles et sociales : travailleurs sociaux, bibliothécaires, responsables d'activités sportives et récréatives...

Parallèlement à ces symposium le Comité de l'Education extra scolaire et du développement culturel du Conseil de Coopération culturelle impulsa de 1971 à 1977 un autre projet d'actions systématiques de programmation et d'évaluation de politiques culturelles globales dans 14 villes européennes. La synthèse dirigée par S. MENNEL fut publiée par le Conseil de l'Europe sous le titre : "Politique culturelle



des villes". En 1977 ce programme fut conclu par le colloque de Strasbourg. Son compte rendu fut publié sous le titre : "La vie culturelle dans la Cité". Ce second projet rejoignait le projet "Animation" au moins sur deux points : la question de la décentralisation de l'élaboration et de l'administration des politiques culturelles et le développement des "arts communautaires", terme qui dans la terminologie anglo-saxonne recouvre les pratiques éducatives de créativité artistiques ou artisanales. Une série d'études et le colloque de Nuremberg (1975) furent consacrés au thème de la décentralisation. Ce colloque recommandait aux municipalités de tout mettre en œuvre pour "élucider les souhaits des quartiers et des communautés et pour les satisfaire". Dans les mêmes perspectives FINNJÖR procéda à la description de quelques expériences européennes d'animation socio-culturelle (FINNJÖR : Démystification de la culture : animation et créativité 1976). Il souligna dans son exploration la nécessité dans nos sociétés de plus en plus rationalisées, organisées et orientées vers la productivité de développer dans une mesure comparable les activités de loisir libres et créatrices et de permettre ainsi aux éléments "dionysiaques" présents dans l'humanité de contrebalancer les éléments "apolliniens", de reconnaître que ces activités locales, qui font partie de l'art de vivre, sont d'une importance comparable à celles des manifestations de haute culture.

Le rapport final du projet "Animation" définissant les principes d'une politique d'animation socio-culturelle fut soumis au Conseil de la Coopération culturelle en 1974. Ces principes directeurs ont été diversement accueillis par celui-ci. Il n'en a retenu que quelques-uns. Néanmoins quelques résultats du projet sont apparus plus clairement dans les résolutions des Ministres européens responsables de la Culture réunis à Oslo en 1976, sur un point fondamental : la nécessité de mettre au point une stratégie destinée à assurer au maximum la participation active de la population aux prises de décision, non seulement sur les politiques culturelles, mais aussi sur celles qui ont des répercussions sur la vie des communautés : celles qui ont trait au logement et aux transports par exemple et ceci non dans un but social, mais par souci d'animation et d'éducation. Bien qu'elles commencent par dire que le but de toute critique culturelle doit être une "démocratie culturelle" fondée sur "la pluralité de nos sociétés", ces résolutions hésitent cependant entre deux objectifs : le patrimoine culturel et la qualité de la vie. De surcroît l'expression "fossé culturel" qui y est employé, oppose la majorité des citoyens, sensés être en situation culturelle favorable et des petites minorités désavantagées, îlots de privation culturelle, alors que le fossé est sans doute davantage entre minorité privilégiée d'une part et une majorité exclue des acquis culturels et de l'expression culturelle d'autre part.

Le projet sur l'animation socio-culturelle (1) animé jusqu'en 1976 par J.A. SIMPSON s'est achevé avec le symposium de Reading (septembre 1976) sur le thème : "l'Animation dans les villes nouvelles et les grands ensembles neufs". Dans l'ensemble ce symposium — du moins par ses débats — n'a pas répondu selon J.A. SIMPSON, aux attentes de ses organisateurs. Et il revint au colloque d'experts tenu à Strasbourg

(1) Les documents essentiels publiés de 1971 à 1975 dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe sur l'animation socio-culturelle, de ses réunions, symposiums et études, ont été repris dans une récente brochure : "Animation socio-culturelle" 280 p. (Conseil de l'Europe - Strasbourg - 1978).



(déc. 1977) de marquer la clotûre de ce projet sur l'animation socio culturelle. Son compte rendu a été publié sous le titre "la vie culturelle dans la Cité" (Conseil de l'Europe Strasbourg), après un débat sur les finances communales, la planification et la décentralisation culturelles, les moyens audio-visuels au service de la communication dans les villes nouvelles, les centres de jeunesse, le musée et les équipements traditionnels face à l'innovation culturelle. Ce colloque a donné le départ à un nouveau programme couvrant les années 1978-1981.

#### **Le symposium de Lyon (sept. 1978)**

A partir de 1978 une nouvelle phase de ce programme a commencé avec un symposium tenu à Lyon, sur le thème "Des pratiques socio-culturelles à une politique de l'animation" avec trois sous-thèmes destinés à être étudiés en profondeur dans les années à venir :

- l'innovation et les pouvoirs publics,
- la transformation des institutions,
- l'évaluation comme instrument de la programmation culturelle,

Trois questions ambitieuses dont l'appréhension s'est révélée fort délicate quand on sait combien l'innovation culturelle naît le plus souvent — mais pas toujours — hors des institutions, combien les évaluations sont les plus complexes en ces domaines où jouent de multiples paramètres, et combien les institutions perdurent face aux transformations sociales et culturelles.

Dans l'état des observations des pratiques socio-culturelles et des analyses en ces trois domaines, les rapports introductifs et les résolutions ne pouvaient que reprendre des propositions fort générales.

Par ailleurs le thème même du symposium : "Des pratiques socio-culturelles à une politique de l'animation" reposait sur quatre questions plus essentielles.

1. Celle de la "pluralité culturelle" (des objets du savoir, ou du savoir-faire, des sujets connaissants ou agissants, des médiateurs) et de la possibilité d'introduire cette pluralité culturelle dans une politique culturelle, alors que par essence, certaines de ces cultures n'ont pas de lieux et d'organisation constitués.
2. Celle de la "culture" proprement dite dont les frontières au cours de ces débats apparurent de plus en plus évanescences. Confondu avec l'action sociale, l'éducatif, le syndicalisme d'habitat, le culturel perd sa spécificité. La notion de politique culturelle perd sa consistance propre, et les dialectiques entre les acquis culturels et les pratiques sociales sont occultées.
3. Celle de "l'institutionnalisation" qu'un postulat manichéiste implicite prêtait, semble-t-il, au cours de ces débats aux grandes institutions en les opposant à la vie associative au risque d'évacuer les stratégies possibles de coopération et les dialogues occultés qui font évoluer l'une et les autres.
4. Celle de "l'animation" pour laquelle il nous est apparu que le symposium héritait



d'une définition intentionnelle de transformation sociale peu opératoire. Les réalités, au moins à court terme, confirment peu les effets de cette intention, dans la plupart des situations qui relèvent de l'animation socio-culturelle.

L'élucidation de ces quatre questions n'est certes pas aisée tant leur appréhension est obscurcie par des jugements de valeur et tant, depuis 20 ans, ces quatre concepts sont rapportés davantage aux discours des animateurs qu'à l'analyse des pratiques socio-culturelles. Mais c'est sans doute au prix de ces élucidations que la définition de "politiques d'animation à partir des pratiques socio-culturelles" pourra progresser au Conseil de l'Europe.

R. LABOURIE

## EDUCATION PERMANENTE

N° 44 - octobre 78

La société éducative et ses incertitudes.  
Joffre DUMAZEDIER

Les possibles de l'autoformation.  
Gaston PINEAU

Les ruses de l'éducation permanente.  
Elisabeth BEAUVALLET-CAILLET

Le transfert de formation vers les pays en développement.  
Pierre JACQUEMOT

Une expérience de formation intégrée pour des formateurs en mathématiques.  
Alain BOUVIER, Fernand FARIOLI, Dominique PICHOD, Michel PIOLAT

### IDEES LIBRES

Engagés dans la vie sans visa pour l'avenir : les J.D.E. (jeunes demandeurs d'emploi).  
Michel MICHEL

---

Rédaction : ADEP, 21-23 rue de la Vanne, 92120 Montrouge.

Abonnements et Ventes : LA DOCUMENTATION FRANCAISE  
29-31 quai Voltaire, 75340 Paris cedex 07

Abonnement (cinq numéros) : 110 F

Le numéro : 25 F

Le numéro double : 40 F



<b>AUDIO-VISUEL ET ANIMATION</b>
----------------------------------

**N° 24 – NUMERO SPECIAL : L'EDUCATION TELEVISUELLE**

Le prochain numéro des Cahiers de l'Animation sera consacré à l'EDUCATION TELEVISUELLE. Ce numéro comportera une grande variété d'articles témoignant de la diversité d'origine des auteurs et de leurs expériences. On trouvera ainsi des témoignages de praticiens et de pédagogues, des textes de chercheurs, travaillant aussi bien dans le cadre scolaire que dans le secteur socio-culturel.

**PRINCIPAUX ARTICLES :**– **Repérages pour une pédagogie de l'image.**

Alain BERGALA, Animateur audio-visuel, Centre Educatif et Culturel de Yerres.  
Auteur de : "Pour une pédagogie de l'audio-visuel", Paris, Les cahiers de l'audio-visuel, 1975 et de "Initiation à la sémiologie du récit en images", Paris, Les cahiers de l'audio-visuel, 1977.

– **Quelle image ?**

Michel BOULANGER, Conseiller Technique et Pédagogique, Jeunesse et Sports, Direction Régionale de Nancy.

– **Une expérience audio-visuelle : recherches sur la relation entre image et langage à partir de l'œuvre de J. Verne.**

Michel BOULANGER.

– **L'Initiation systématique à l'expression audio-visuelle en milieu scolaire.**

Claude COLLIN, Animateur audio-visuel, Villeneuve de Grenoble.

– **Pratique de la vidéo et formation d'un téléspectateur actif ?**

Pierre CORSET, Chargé de recherche, Service Recherche et Prospective, Institut National de l'Audio-Visuel.

– **Vidéo-Promotion-Jeunesse.**

Marie CHRISTIAN, animatrice, Vidéo-Promotion-Jeunesse.

– **L'audio-visuel à l'école.**

Mlle DUMUR, Pédagogue audio-visuel, Institut National de la Recherche Pédagogique.



- **Les difficultés de la formation des jeunes à l'audio-visuel.**  
Olivier GAGNIER, Chargé de Mission, Fonds d'Intervention Culturel.
- **Des pratiques audio-visuelles à l'éducation télévisuelle.**  
Raymond LABOURIE, Chef du Département des Etudes, de la Recherche et de la Documentation, Institut National de l'Education Populaire.
- **Approches d'une formation aux media de masse.**  
Roselyne MEYER, Département de la recherche sur les applications éducatives des technologies de la communication, Institut National de la Recherche Pédagogique.
- **L'initiation aux media de masse en milieu scolaire.**  
De quelques expériences en Allemagne Fédérale et en Suisse.  
Roselyne MEYER, Institut National de la Recherche Pédagogique.
- **Revue de Presse : La télévision, l'école et les enfants à travers la presse.**  
Annie OBERTI, Chargée de Recherche, Département des Etudes, de la Recherche et de la Documentation, Institut National de l'Education Populaire.
- **Deux expériences d'apprentissage du langage télévisuel dans le Nord Pas-de-Calais.**  
Claire PAILLET, Journaliste.
- **De l'apprentissage du langage vidéo.**  
Eliane PERRIN, Sociologue, Université de Nice.
- **Les pratiques audio-visuelles dans l'animation socio-culturelle.**  
Jean-Michel SAUVAGE, Directeur du Centre d'Etudes de l'Image et du Son, Institut National de Formation des animateurs de Collectivités.
- **La télévision éducative en Suisse Romande.**  
Henri SOUBEY, Journaliste.



## LES CAHIERS DE L'ANIMATION N° 18

**JEUNESSE, ANIMATION ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE NOIRE**

La récente conférence régionale des Ministres de l'Education tenue à Lagos en 1976 a réaffirmé la nécessité d'adapter les systèmes éducatifs africains aux réalités du développement économique et social.

Aussi, ce numéro spécial, après avoir tiré les leçons des services civiques, analyse des actions d'éducation non conventionnelle intimement liées à des projets de développement régionaux : groupements de jeunes agriculteurs de Haute-Volta, enseignement moyen pratique au Sénégal, renouveau des samaria au Niger...

Chacune de ces expériences est appréciée et située dans ses dimensions économiques (coûts, effets d'entraînement), sociales (rapports avec l'environnement humain, types de jeunes atteints), éducatives, (effets mobilisateurs stables ou plus permanents).

Un important dossier documentaire complète ce numéro. On y trouve, entre autre, un tableau comparatif de revues africaines d'éducation, des renseignements sur des centres de documentation...

La jeunesse africaine peut-elle être une force vive du développement ? Au milieu des débats sur les systèmes d'éducation, ce numéro apporte des éléments de réflexion sur une insertion réaliste et éducative des jeunes africains dans la vie professionnelle et le développement de leur pays.

*On peut se procurer ce numéro spécial en s'adressant à :*

**INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE**  
*Service des Publications*  
**78160 MARLY-LE-ROI**

*en joignant à la commande un chèque de 20 F à l'ordre de Monsieur l'Intendant de l'Institut National d'Education Populaire.*



NOTES DOCUMENTAIRES

Les analyses d'ouvrages présentés ici ont été rédigées par Gaston GUILHAUME, Jean LAJUDIE, Jean-Marie MIGNON, Christian VAN DEN BUSSCHE et Catherine VINCENT.

**BELISLE (Claire), BAPTISTE (Alain).** — **Photo/Méthodes.** — Paris : Chalet, 1978. — 96 pages, 26 photos ; 24 cm.

On connaît les multiples usages actuels de la photographie. Issue des expériences d'alphabétisation par voie de conscientisation de Paulo Freire au Brésil et de celles d'une équipe d'animateurs de Lyon, l'utilisation de la photographie dans les sciences humaines appliquées à l'animation date d'une dizaine d'années.

Photo/Méthodes est un ouvrage méthodologique permettant aux animateurs d'utiliser des séries de photographies en tant que support "facilitateur pour l'expression et la communication" dans la formation d'adultes et le travail de groupe.

Regroupées sous le terme générique de Photolangage, ces séries sont publiées aux Editions du Chalet.

Six dossiers ont paru jusqu'à ce jour : "Vivre son projet", "Situations limites", "Groupes", "Valeurs en discussion", "Célébrer la vie", "Economie-Travail-Loisirs-Relations".

Photo/Méthodes indique trois directions dans l'utilisation du Photolangage en groupe :

- Utilisation des photos comme support de l'expression personnelle.
- Utilisation des photos comme support d'exploration des représentations de chacun à partir d'un thème.
- Utilisation des photos comme support suscitant et facilitant les échanges entre les membres du groupe.

Ouvrage à utilisation spécifique comme on le voit, Photo/Méthodes peut également intéresser les animateurs de groupes photographiques par le chapitre consacré aux différents codes de lecture d'une photographie.

C.V.D.B.



**FURTER (Pierre).** — **Les systèmes de formation face aux revendications régionales.** — Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. — 1978, 102 p. Cahier n° 8 de la Section des Sciences de l'Éducation. (Recueil de textes).

Curieusement, le premier texte des **systèmes de formation face aux revendications régionales** porte en exergue une citation de BAKOUNINE formulant le problème de l'éducation par rapport à la situation sociale des individus et non pas, comme on aurait pu s'y attendre, dans une perspective régionaliste, territoriale.

C'est parce que P. FURTER montre clairement, dans les trois textes que contient l'ouvrage, l'interaction du fait régional et du fait culturel et économique. Il s'attache à l'étude des mécanismes idéologiques qui fondent les notions de progrès et de développement pour accorder aux disparités régionales de l'éducation et de la formation, et aux revendications sociales et culturelles des mouvements régionaux, l'importance requise au cœur du débat, dans le contexte actuel.

C'est un ouvrage riche où l'auteur réunit avec clarté et vigueur de nombreux éléments de la question régionale dans ce qu'elle a d'essentiel, c'est-à-dire le fondement politique et culturel des revendications régionales face à l'Etat nation et aux centres internationaux de domination.

Le premier, de ces textes, **Revendications régionales et unification nationale** est un exposé théorique sur l'importance et la diversité des disparités régionales en Europe, sur le rôle primordial du facteur culturel et de ses manifestations, sur les rapports de la région avec l'Etat et les puissances transnationales.

Sur ces bases, l'auteur évalue les politiques éducatives qui visent la régionalisation de l'éducation, à travers les mécanismes de décentralisation, de diversification des institutions, expression du pouvoir. L'histoire des nationalités et la forme des revendications régionales en Espagne, et l'analyse du mouvement qui aboutit à la création du canton du Jura bernois fournissent à l'auteur la matière pour asseoir sa démonstration.

Le deuxième texte, **La question régionale** engage l'auteur dans un débat aux aspects parfois ambigus, mais à l'enjeu bien réel. Dans un texte où perce son militantisme, il propose, en s'appuyant sur quelques uns des éléments de la question régionale, un autre type de développement, centralisé, s'articulant sur la créativité culturelle et de l'autonomie du pouvoir régional, modifiant par là les rapports de force au sein des ensembles nationaux ou transnationaux.

La dernière partie permet à P. FURTER, en faisant l'analyse critique du livre de Denis de ROUGEMONT : **L'avenir est notre affaire** et de celui d'Albert MEISTER, **L'inflation créatrice, essai sur les fonctions politiques de l'inflation**, de pénétrer le dynamisme de la situation socio-économique actuelle et de déterminer la nature des pouvoirs qui pèsent sur la région.

La conclusion en forme d'interrogation ne referme pas l'ouvrage sur des positions définitives, mais elle ouvre des pistes, et montre l'enjeu culturel et donc politique de la promotion régionale, la vitalité des utopies en action, mais aussi la capacité



d'intégration de l'Etat nation pour qui, à l'instar du Jura bernois, la constitution de régions peut être un signe de vitalité.

Une bibliographie d'ouvrages en espagnol et en français complète ces pages brèves mais vigoureuses.

J.M.M.

**GALLAUD (Patrick) SACHS (Bertrand).** — **Les adolescents, pratiques de loisirs valeurs, comportements.** — Marly-le-Roi, Document de l'I.N.E.P., n° 26, 1978, 180 p.

Malgré la multiplicité des sondages, des interrogations ou des jugements sur la jeunesse, l'adolescence (les 13-18 ans) semble être la classe d'âge la plus ignorée par notre société.

Donnant la primauté à des opinions relatives à l'argent, la politique, le bonheur, le sens de la vie (sujets sur lesquels il est impossible de répondre par un mot ou une formule et pour lesquels opinions et comportements sont loin de coïncider), les sondages sur les adolescents traitent rarement des comportements effectifs ou des pratiques durant le temps du loisir.

Le dossier que nous présentons ici vise à contribuer à une meilleure connaissance des différents aspects de la classe d'âge des adolescents. En particulier il souhaite faciliter la compréhension des attitudes de désaffection ou de refus des adolescents à l'égard des activités socio-éducatives qui leur sont proposées, afin de stimuler les adaptations et les innovations qui s'avèrent indispensables.

Le dossier comprend deux parties :

- 1) **Une étude monographique** effectuée par le Département des Etudes, de la Recherche et de la Documentation de l'Institut National d'Education Populaire sur une ville moyenne de 54 000 habitants où le contraste entre le grand nombre d'équipements socio-éducatifs et le petit nombre d'adolescents concerné est significatif d'une situation fort répandue. Ce constat s'appuie également sur une série d'interviews et d'échanges avec des adolescents. Il se prolonge par la proposition — pour cette municipalité et à sa demande — de nouvelles orientations destinées à mieux prendre en compte les aspirations des adolescents dans le domaine du loisir socio-éducatif.
- 2) **Une anthologie thématique.** Le choix des textes rassemblés dans cette anthologie a pour objectif de présenter de façon synthétique, à travers des extraits de livres et d'articles de revues ou de journaux, l'état actuel des réflexions, des recherches et des "discours" sur les valeurs, les comportements et les pratiques de loisir des "jeunes".

On peut se procurer ce document en adressant 30 Francs (+ 3 Francs de frais) à l'ordre de M. l'Intendant de l'Institut National d'Education Populaire, par chèque postal ou bancaire. Envoyer la commande accompagnée du chèque à :

L'Institut National d'Education Populaire, Service des Publications, 78160 - Marly-le-Roi



**HERRMANN (Jean).** — *Entre la lyre et le compas, notes pour une scénographie de l'espace ludique.* — Marly-le-Roi, Document de l'I.N.E.P., n° 23, 1977, 150 p.

L'Institut National d'Education Populaire vient d'éditer dans sa série "documents" un nouvel ouvrage de Herrmann.

Le titre, un peu ésotérique, est heureusement accompagné d'un sous titre plus accessible : "notes pour une scénographie de l'espace ludique". On retrouve le talent pédagogique d'un scénographe réputé qui nous a habitués, dans ses articles, ouvrages antérieurs, films et séminaires, à être associés à ses observations, lectures, synthèses et hypothèses.

Une langue de qualité agrémente le plaisir de la lecture. Pensée et expérience sont souvent ramassées en des formules fortes, à la fois limpides et denses.

Ajoutons que le plan du discours, la relation logique des trois parties, une mise en page soignée comportant des résumés et notes en marge, des illustrations, une bibliographie pluridisciplinaire permettent une lecture efficace et, ultérieurement, une consultation facile de ce gros ouvrage.

\*  
\* \*

L'objectif central est une interrogation sur les rapports de l'espace et de la civilisation. Cette relation dialectique entre l'espace construit et l'espace mental et social, entre le réel et l'imaginaire peut, selon l'auteur, trouver un champ d'études, d'expériences et d'innovations dans l'espace ludique théâtral qui serait donc un lieu privilégié d'une réflexion fondamentale dans une "civilisation en transit".

La première partie de l'ouvrage expose une méthodologie à la fois générale et appliquée à l'espace de jeu. L'approche intellectuelle est constamment mise en référence à des exemples. C'est ainsi, pour prendre l'un d'entre eux, que les images pariétales sont définies comme une structure spatiale ayant déjà atteint un haut niveau de complexité, une structure de communication sans doute parfaitement adaptée à la culture.

La deuxième partie analyse différents espaces ludiques : l'amphithéâtre grec, les lieux du théâtre médiéval, le théâtre italien classique, le théâtre mobile de GROPIUS..., les tendances contemporaines. Jean HERRMANN pense que l'architecture théâtrale a pour but essentiel de "faire fonctionner un mythe". Il tente de formuler, prudemment, le mythe actuel — enveloppement/éclatement — qui serait à la fois exprimé et enfermé dans les espaces ludiques récents.

La troisième partie réunit, en fonction de cette "dialectique intense" qui existe, à partir du théâtre, entre le réel et l'imaginaire les principaux éléments d'une pros-



pective sur ce que pourrait être l'espace ludique. Cet exposé se développe à partir d'expériences vécues ou conduites par l'auteur. Prospective certes, elle est donc cependant concrète et immédiatement utilisable à l'occasion d'investissements culturels, sociaux, éducatifs, urbains...

\*  
\* \*

Ce livre est à lire et à utiliser. Accessible, passionnant, il est essentiel pour les personnes, spécialistes ou non, et les institutions désireuses de créer ou d'aménager un espace ludique pour aujourd'hui et pour demain.

J.L.

**PAILLET (Claire).** — **Les métiers au contact d'enfants.** — Paris, le Hameau, 1978, 221 p. (Coll. Les Métiers).

Ecrire un ouvrage attrayant, limpide, informé sur des métiers est une gageure. Claire PAILLET l'a gagnée avec "Les métiers au contact d'enfants". La lecture en est attachante, d'abord parce qu'il s'agit d'enfants et qu'à travers ces pages, une sympathie communicative nous les fait redécouvrir dans leur univers propre, au milieu de leurs intérêts, de leurs difficultés... ensuite parce que l'auteur avant de renseigner sur les études, les diplômes, livre en quelques paragraphes et pour l'essentiel le contenu vivant d'entretiens avec les gens du métier. Ainsi, chacune des professions présentées est-elle restituée de manière concrète grâce à une parole autorisée par l'expérience.

Le parcours d'une vingtaine de métiers va de la sage-femme au juge d'enfant en passant par l'ergothérapeute et l'animateur.

Ils sont rangés sous deux rubriques :

- "S'occuper des années primordiales"
- "S'occuper des enfants en difficulté".

Ils renvoient grosso-modo aux trois grands secteurs de la médecine, de l'enseignement, du travail social et à leur environnement immédiat. La liste se clôt sur le métier de Conseiller de Centre d'Information et d'Orientation (C.I.O.) : sorte d'éventuel rebondissement pour le lecteur soucieux de renseignements approfondis et individualisés.

Parmi d'autres, retenons deux "métiers" qu'on pourrait voir comme la clé de voûte de l'ensemble : le métier de parent et celui d'instituteur. L'auteur montre avec finesse l'ambiguïté aujourd'hui du statut social de "parent", de la mère en particulier dont l'épanouissement féminin personnel, condition primordiale de réussite éducative, est à chercher la plupart du temps dans un difficile équilibre avec la profession extérieure.



Au terme d'une "longue carrière", Bernard l'instituteur propose sa réflexion et l'auteur avec lui. Position nuancée entre l'innovation et la nécessité de conserver certains mécanismes. Connaissance sérieuse des niveaux d'âge du primaire, de 6 à 10 ans. On est alléché... finalement c'est trop bref !

Assurément, par la clarté du style et de l'exposé, par la conviction du propos, Claire PAILLET nous entraîne... trop pour ne pas frustrer dans les limites qu'impose la collection où paraît l'ouvrage et la forme impartie à un guide des métiers. Mais comment regretter que l'auteur présente avec foi et réalisme un avenir professionnel possible, théoriquement, aux jeunes de 1979 ?

G.G.

**PERCHERON (Annick)... — Les 10-16 ans et la politique /Annick Percheron, Françoise Bonnal, Daniel Boy, Nadia Dehan, Gérard Grunberg, Françoise Subileau. — Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.**

Les récents sondages sur les "nouveaux adolescents" ont tous fait une place aux opinions — et aux opinions sur la politique — de ces derniers. Mais les conclusions souvent hâtives qui en ont été tirées nous ont — il faut bien le dire — laissé souvent sur notre faim. De plus, ces sondages oublient presque toujours une tranche d'âge pourtant décisive : celle des 10-13 ans.

Le livre dirigé par Annick PERCHERON, "**Les 10-16 ans et la politique**", apporte incontestablement de nombreux éléments d'analyse à tous ceux — parents, éducateurs, enseignants, animateurs — qui ressentent le besoin d'une approche plus rigoureuse de la question.

Les auteurs partent de l'hypothèse suivante : beaucoup d'enfants et de préadolescents ne s'intéressent pas explicitement à la politique, et ont du mal à se situer sur l'échiquier politique français. Mais cela n'exclut pas que les enfants puissent posséder très tôt, du fait de leur insertion familiale et scolaire, de leurs rapports obligés aux media, des représentations du politique, des valeurs et des attitudes directement ou indirectement politiques.

Dès lors, les vraies questions sont celles-ci : comment définir et mesurer les préférences idéologiques des enfants ? Par quels mécanismes peut-on expliquer la formation de ces préférences (en d'autres termes, comment s'effectue la socialisation politique des enfants ?). Enfin, quelles représentations du politique les enfants se font-ils ?

Au cours de l'année scolaire 1971-72, un questionnaire a été proposé à 3 000 pré-adolescents et adolescents de 10 à 16 ans. Il s'agissait, pour 95 % d'entre eux, d'élèves de Collèges d'enseignement secondaire, répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Les questions posées aux enfants peuvent être classées de la manière suivante :



- des questions permettant d'évaluer une éventuelle "proximité idéologique", déclarée ou pas. (Questions du type : j'aime/je n'aime pas : la gauche, la droite, le capitalisme, le socialisme, M. Pompidou etc...).
- des questions destinées à mesurer des attitudes affectives et des comportements : attachement à l'idée nationale ; acceptation ou refus de l'autorité ; connaissance des institutions politiques ; intérêt pour la vie économique, sociale, politique de la France et du monde ; attitude positive ou négative à l'égard du jeu partisan.
- des questions portant sur les représentations du politique : qu'est-ce qui est politique, qu'est-ce qui ne l'est pas ? Les relations entre gouvernés et Etat d'une part, entre groupes de gouvernés eux-mêmes d'autre part, sont-elles perçues comme conflictuelles ou non ? Les désaccords sont-ils ou non considérés comme souhaitables ? etc...

Les réponses à ces questions ont été mises en relation avec plusieurs variables : âge de l'enfant, sexe, catégorie socio-professionnelle du père, situation scolaire et espérance professionnelle de l'enfant, religion, lieu de résidence.

Que peut-on retenir de cette recherche ?

D'abord qu'elle détruit un mythe : celui de "l'innocence politique" de l'enfant. Tous les enfants interrogés possèdent, sous des formes et à des degrés divers, des représentations structurées du politique. L'analyse de la "proximité idéologique" en donne un exemple frappant. Seuls 27 % des enfants interrogés sur ce point ne montrent aucun signe de proximité idéologique, même non déclarée. Restent 73 % qui, conscients ou non, adhèrent ou se réfèrent aux valeurs des deux grands courants idéologiques français. Parmi eux, 10 % sont proches de la droite, 12 % de la gauche ; 36 % montrent une "proximité latente" de l'un ou l'autre courant. 14 % refusent quant à eux, cette alternative gauche-droite. Les auteurs soulignent l'originalité de ce refus : ce n'est pas le signe d'une ignorance du politique, qu'ils connaissent souvent assez bien, mais d'une hostilité déclarée au jeu partisan. On peut s'interroger d'ailleurs sur les raisons de ce refus : refus adolescent, temporaire, du monde des adultes ? Refus accidentel lié à une conjoncture politique particulière ? Refus durable lié à un véritable désengagement d'un certain nombre d'adolescents ?

Comment se déterminent les préférences politiques des 10-16 ans, comment s'élaborent leurs représentations du politique ?

Les parents restent, on s'en doutait, les "premiers éléments conducteurs" : "la politique ne fait pas irruption dans la vie de l'enfant. Le seul fait de naître dans une famille socialement située (...) donne à l'enfant un acquis social, idéologique et culturel qui lui fournit le fondement de la trame initiale de perception et de construction de son univers politique".

Un autre élément déterminant, plus original celui-ci, est la situation scolaire de l'enfant : "le degré de connaissance politique, condition et marque d'une certaine compétence, varie avec le statut social actuel des enfants (défini par le groupe socio-professionnel du père) mais aussi avec leur statut probable en fonction de leur projet social ou de leur situation scolaire. Un enfant de cadre a une meilleure



connaissance du politique qu'un enfant ouvrier ; un enfant d'ouvrier élève de lycée ou voulant devenir cadre a une meilleure connaissance du politique que la moyenne de son groupe social". D'une façon générale l'étude montre que les enfants en bonne situation scolaire sont souvent plus attirés par les valeurs de gauche que la moyenne de leur groupe. Une bonne situation scolaire pourrait ainsi être porteuse de contestation politique. Et cela vaut aussi, pour les enfants d'ouvriers, soulignent les auteurs, qui ajoutent : "Ces faits amènent à nuancer la portée des théories sur le rôle de l'école dans la reproduction des systèmes d'opposition entre groupe dominants et dominés (1)".

L'étude des représentations politiques des 10-16 ans montre que les enfants n'idéalisent pas la société, contrairement à une idée reçue, présente chez beaucoup d'adultes : il semble bien que "les situations conflictuelles (manifestations, grèves) tiennent une place importante dans les représentations de la société politique des 10-16 ans". Et là encore l'importance du milieu social est décisive : les enfants des milieux favorisés tendent à "minimiser" les conflits entre gouvernants et gouvernés alors que les enfants de familles ouvrières perçoivent très tôt une société découpée entre "eux" et "nous - groupe défavorisé".

Autre conclusion : les 10-16 ans sont nombreux à percevoir les situations politiques dans la réalité sociale. Inégalement d'ailleurs. La variable dominante est ici le lieu de résidence : les jeunes parisiens de toutes origines sociales identifient souvent les mêmes situations comme politiques ; les jeunes ruraux en identifient d'autres, qui ne varient pas sensiblement selon qu'ils sont enfants d'ouvriers ou d'agriculteurs. Mais la variable socio-professionnelle joue quand même au niveau du jugement porté sur la situation : ainsi une manifestation de paysans est plus fréquemment reconnue comme politique par les jeunes ruraux que par les jeunes citadins. Mais les jeunes ruraux fils d'agriculteurs la trouveront plus souvent légitime que les jeunes ruraux fils d'ouvriers.

Une limite seulement à cette analyse très solide et très fine : on peut regretter que l'échantillon des "10-16 ans" retenu pour l'enquête ne comprenne pratiquement que des élèves de C.E.S., excluant notamment les jeunes scolarisés des C.E.T. ou en centres d'apprentissage. Certaines conclusions en auraient peut-être été infléchies ou modifiées.

Cela dit, il s'agit d'un ouvrage tout à fait stimulant et dont la lecture donne envie d'en savoir plus, en particulier sur ce qui a pu changer depuis 1972 (date de l'enquête) dans les rapports des 10-16 ans et de la politique : comment par exemple les adolescents proches de la gauche ont-ils réagi à la rupture de l'union née du Programme Commun ? Quelles peuvent être précisément aujourd'hui l'importance et les attitudes de ce groupe original qui refuse à la fois la droite et la gauche ? Des questions d'autant plus importantes que, comme le font justement observer les auteurs : "enfance et préadolescence sont les moments privilégiés de la formation et du développement, le temps des empreintes les plus profondes et les plus durables (...) pour la politique comme pour tous les autres apprentissages sociaux".

C.V.

(1) cf. P. Bourdieu et J-C. Passeron - **La reproduction**. Ed. Minuit 1970.



## NOUS AVONS RECU :

**Développement culturel - Répertoire bibliographique - Livres et articles parus en 1977 - Ministère de la Culture et de la Communication - Service des Etudes et de la Recherche - La Documentation Française, 1979 -**

Ce document fait suite aux six répertoires (1) annuels publiés sur le même sujet depuis 1970 par le Service des Etudes et de la Recherche. Il comporte 898 références. Des index d'auteurs, des mots-clés, des revues citées, des éditeurs, des organismes et des lieux ont été établis afin de faciliter la consultation.

Deux cent revues ont été dépouillées. N'ont été retenus que les articles et les ouvrages qui font apparaître une préoccupation globale de politique culturelle et qui peuvent éclairer l'information des responsables de l'action culturelle.

**L'enfance, guide des sources documentaires. — Paris, La Documentation Française, 1979, 136 p.**

Au seuil de l'Année Internationale de l'Enfance, il était particulièrement utile de recenser les sources documentaires portant sur l'enfant. C'est à l'initiative de professionnels de la documentation membres de l'A.D.B.S. (Association des documentalistes et bibliothécaires spécialisés) que la Documentation Française publie un ouvrage intitulé : **"L'Enfance - Guide des sources documentaires"**.

Une introduction générale importante tente de faire une analyse de la situation de l'enfant dans la société contemporaine française. Elle rend compte des grandes tendances dans les disciplines qui ont le plus évolué sur ce sujet ces dernières années, et présente les bibliographies internationales courantes (dictionnaires, encyclopédies, bases de données, documents audiovisuels). Puis sept secteurs-clés sont ensuite présentés (droits, problèmes médico-sociaux, famille, école, environnement, loisirs et media) à l'aide d'une synthèse marquant la façon dont sont abordés les problèmes de l'enfance dans ces différents domaines ou milieux de vie, et d'une bibliographie des principaux documents. L'ouvrage est complété d'une liste des principaux périodiques touchant à l'enfance et d'un répertoire des centres d'information spécialisés.

Il est souhaitable que cet instrument de travail permette de guider les chercheurs et étudiants, de différentes disciplines ou sciences humaines, mais aussi les catégories d'éducateurs — parents, enseignants, animateurs, travailleurs sociaux — et tous ceux qui exercent des responsabilités dans la planification et la décision.

**"L'enfance - guide des sources documentaires"**, 30 F, est en vente aux librairies de la Documentation Française, 31 Quai Voltaire, à Paris, et 165 rue Garibaldi, à Lyon, et par correspondance, 124 rue Henri Barbusse, 93300 Aubervilliers, ainsi qu'à l'A.D.B.S., 5 avenue Franco-Russe, 75007 PARIS, et dans les grandes librairies.

(1) Certains de ces répertoires sont disponibles au Service des Etudes et de la Recherche du Ministère de la Culture et de la Communication, 4, rue d'Aboukir, 75002 PARIS.



**Formation d'animateurs. — Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, Direction de la Jeunesse. — 142 pages.**

Le Calendrier 1979 des stages socio-éducatifs est paru. On trouvera dans ce document des informations concernant :

- la formation professionnelle d'animateurs dans le cadre du Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (filiale C.A.P.A.S.E. et filiale des centres publics)
- les conditions d'inscription et de participation aux stages,
- les aides à la formation,
- la liste des stages agréés C.A.P.A.S.E.
- une liste de stages non proposés à l'agrément C.A.P.A.S.E.

Ce document comporte en outre un grand nombre d'informations dont des adresses utiles.

Direction de la Jeunesse : 116 - 118 avenue du Président Kennedy, 75775 Paris Cedex 16. Tél. : 524.15.34 ou 524.15.36 (Stages C.A.P.A.S.E.) - 524.14.95 ou 524.14.96 (autres stages).

**Le Lieu Théâtral, sa construction et son équipement, le décor et le costume - Guide bibliographique. — Liège, Université de Liège, Bruxelles, Institut National Supérieur des Arts du Spectacle, 1976, 30x21 cm, XII-177 pp., price : 400 B.F.**

Bibliographie Internationale des Arts du Spectacle sous le patronage de l'Institut International du Théâtre et de la Société Internationale des Bibliothèques-Musées des Arts du Spectacle.

Directeur : René Hainaux

Comité Directeur : Rosamond Gilder (Etats-Unis), Pavel Markov (U.R.S.S.), André Veinstein (France).

Sélection d'ouvrages en allemand, anglais, français, italien et russe, réalisée avec le concours du Ministère belge de la Culture Française, de la Section "Information et Arts de Diffusion" de l'Université de Liège, de l'Institut National Supérieur des Arts du Spectacle à Bruxelles et de la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Ministère belge de l'Education Nationale.

Information-Arts de Diffusion, Université de Liège, 32, place du XX août, 4000 Liège et INSAS, 8, rue Thérésienne, 1000 Bruxelles.



## A PARAÎTRE :

UN GUIDE DE L'ACTION CULTURELLE POUR LES COMMUNES  
(à paraître en avril 1979)**Un problème d'information**

La commune est la cellule de base de l'action culturelle : du petit village à la grande métropole, c'est à ce niveau que les besoins et les intérêts particuliers se fondent dans l'intérêt général, que les équipements sont conçus et gérés, que les associations trouvent des interlocuteurs et des soutiens. Encore faut-il que les divers partenaires de la vie culturelle locale soient informés et tenus au courant des règlements, des méthodes, des moyens disponibles. Les détours complexes de l'administration doivent être expliqués, les montages financiers démystifiés. Une dizaine de ministères, avec leurs échelons régionaux, départementaux et locaux, des milliers de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires, de notes, d'innombrables traditions administratives, de procédures et d'usage dans les diverses professions culturelles; conditionnent la conception et la mise en œuvre de la politique culturelle municipale. Au moment où l'Etat annonce une profonde réforme du partage des responsabilités entre lui-même et les collectivités locales, il fallait fournir à ces dernières un instrument de connaissance et de compréhension qui leur donne la capacité de décider avec lucidité et à propos des orientations "politiques" et des choix concrets qui constituent l'essentiel du développement culturel de la commune.

**Un guide officieux**

Un manuel de caractère administratif, composé de recettes bureaucratiques (ou technocratiques) et émanant du seul Ministère de la Culture, n'aurait pu remplir ce rôle. Il fallait élargir le champ culturel à l'ensemble des préoccupations communales, jusqu'aux limites du sportif, du social, de l'économique. Il fallait englober des ministères très variés — Jeunesse et Sports, Agriculture, Education, Universités, Intérieur, Santé, etc. — et inclure l'action directe des départements et des régions. Il fallait enfin se pencher sur les pratiques et les demandes des municipalités elles-mêmes et de leurs agents culturels. Toutes ces préoccupations ont amené le Service des Etudes et de la Recherche du Ministère de la Culture et de la Communication à élaborer un projet très ambitieux : publier une sorte de guide pratique, autorisé mais non officiel, de l'action culturelle, à l'intention d'abord des élus, mais aussi des fonctionnaires culturels municipaux et des responsables associatifs. Ce guide ne sera pas un document administratif : il sera vendu dans le cadre d'une collection de grande diffusion, celle des **Guides** de la revue **Vie Publique**.

**Un tableau exhaustif**

Explorant la totalité du champ culturel et des partenaires publics et privés, nationaux, régionaux, locaux de l'action culturelle, le guide envisage :



- Les structures et les financements : organisation communale, budget et personnel, relations avec les associations, l'aménagement, la coopération intercommunale, les administrations nationales et leurs relais décentralisés, les crédits publics,...
- Les équipements collectifs culturels, polyvalents ou spécialisés : centres culturels, maisons de jeunes ou de quartier, salles des fêtes, clubs, muséobus, bibliothèques, musées, archives, théâtre, établissements d'enseignement,...
- Le patrimoine, sa création, sa sauvegarde, sa mise en valeur : monuments, sites, traditions, collections, expositions, arts plastiques,... (à l'exception de l'archéologie qui, actuellement en profonde réorganisation administrative, fera l'objet d'un chapitre dans une prochaine édition révisée).
- L'action culturelle, les pratiques artistiques et l'animation : urbanisme, lecture publique, culture scientifique et technique, musique, danse, théâtre, cinéma et audio-visuel,...
- L'éducation et la formation à toutes les disciplines et techniques culturelles.

### **Une œuvre collective**

Une quinzaine de membres du Service des Etudes et de la Recherche ont participé à la rédaction du guide. Chaque chapitre, élaboré en trois, quatre et parfois cinq versions successives, a été revu et corrigé avec l'aide de nombreuses personnes intéressées à divers titres : élus, fonctionnaires, experts et praticiens qui ont accepté d'apporter bénévolement leur expérience en vue de faire du texte final un instrument commode et vraiment utile. Des mises à jour sont prévues, périodiquement, qui bénéficieront des réactions et des critiques reçues des usagers et des lecteurs.

Le guide n'est ni un traité à lire du début à la fin, ni un recueil de textes administratifs. Il se veut un ouvrage de référence à consulter en cas de besoin, pour les grandes choses comme pour les détails : les différents chapitres contiennent, outre le texte lui-même, des tableaux statistiques et des cartes, des listes d'adresses, des "illustrations" sous forme de cas exemplaires pris dans l'actualité, des annexes techniques, une bibliographie sommaire. Il est complété par divers index.

### **Conclusion**

Le guide ne résoudra sans doute pas tous les problèmes d'information des communes et des responsables culturels locaux, mais il facilitera leur tâche et les aidera dans la découverte des textes, des adresses, des subventions, des normes, des filières et des procédures. Outil peut-être imparfait, mais perfectible, il sera un trait d'union entre les communes, centres dynamiques de la politique culturelle, et tous les moyens qui sont à sa disposition pour répondre aux attentes formulées ou informées de la population comme des professionnels de la culture.

Pour se procurer ce guide s'adresser au Service des études et de la recherche du Ministère de la Culture et de la Communication, 4, rue d'Aboukir, Paris 2ème.



**LIVRES RECUS EN SERVICE DE PRESSE  
PAR LA BIBLIOTHEQUE DE L'INEP EN 1978**

**ANIMATION**

**AN 2 - ANIMATION. EXPERIENCES**

- AN 2 MEDIA-FORUM.— L'Enfant et l'image / Media Forum ; en collab. et sous la dir. de Bernard Planque.— 2 Vol.— Paris : Casterman, 1977.— T 2 - Des images pour les enfants.— 187 p. : ill.
- 4° AN 21 OBSERVATOIRE SOCIAL ET CULTUREL (Evry-Animation).— Activités, fréquentation 1977 ; Agora Evry Ville Nouvelle.— Evry : Observatoire Social et Culturel, 1978.— XIII + 80 p.
- 4° AN 24 Luttés et groupes populaires dans les quartiers au Québec : Compte rendu et réflexion d'un groupe nantais sur un voyage d'étude 2-23 Mai 1977 / Atelier de réflexion communautaire.— Nantes : ARC, 1977.— 140 p.

**AN 31 - EQUIPEMENTS SOCIO-EDUCATIFS**

- Br AN 31 FRANCE. Aménagement Foncier et Urbanisme (Direction).— Jeu et habitat.— Etude réalisée par le CODEJ sous la dir. de Caroline Baudelot et Janine Gerdent.— Paris : Ministère de l'Équipement / Documentation Française, 1976.— 86 p.— (Aménagement Urbain).
- 4° AN 31 QUELLET (Jean).— La Situation des organismes culturels de structuration locale dans les municipalités du Québec.— Québec : Ministère des Affaires Culturelles, 1976.— 236 + 84 p.

**AN 48 - ASPECTS INSTITUTIONNELS. ASSOCIATIONS DIVERSES**

- Br AN 48 FRANCE. Jeunesse et Sports (Secrétariat d'Etat).— Les Chantiers de jeunes bénévoles.— Paris : SEJS, 1978.— 61 p.
- AN 48 OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE : 15 ans. 1963-1978.— Rhöndorfer : OFAJ, 1978.— 219 p.

**AN 5 - ANIMATEURS**

- AN 5 POUJOL (Geneviève).— Le Métier d'animateur entre la tâche professionnelle et l'action militante : l'animation et les animateurs d'aujourd'hui.— Paris : Privat, 1978.— 216 p.— (Agir).



- 4° AN 51 CENTRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES D'ECONOMIE HUMAINE EN LORRAINE.— Les animateurs socio-culturels en Moselle : propositions pour une politique départementale de l'animation.— Metz/Borny/Nancy : CIEDEHL, 1978.— 83+25+11+14 p + cartes.— Etude effectuée à la demande du Conseil Général de la Moselle, coordonnée par la direction départementale de la Jeunesse et des Sports de Moselle.
- 4° AN 51 MOULINIER (Pierre).— Animateurs rémunérés : une profession comme les autres ?.— Paris : Groupe de Recherche et d'Education pour la Promotion, 1977.— 116f+81+26 p. ; comprend 4 fascicules.
- AN 52 MAGIS (Jean-Michel).— Introduction à la psychanalyse à l'usage des formateurs.— Paris : R. Jauze, 1978.— 190 p.

#### AN7 - DEVELOPPEMENT CULTUREL

- 4° AN 7 Choisir la culture : Livre blanc sur la situation culturelle lyonnaise / Ville de Lyon.— Lyon : Imprimerie Nouvelle Lyonnaise, 1977.— 2 Tomes.—  
1 - Bilans propositions.— 131 p.  
2 - Données pratiques.— 176 p.
- Br AN 726 FRANCE. Jeunesse et Sports (Haut Comité).— Perspectives du loisir et propositions de politique du VII<sup>o</sup> Plan : Rapport / préparé par la Commission des Loisirs et approuvé par le Haut Comité en sa XII<sup>e</sup> Assemblée Plénière (16-12-1976).— Paris : Imprimerie Nationale, 1976.— 27+33 p. ; 2 fascicules dont 1 avec annexes.

### PSYCHOLOGIE

#### B 2 - PSYCHOLOGIE DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT

- B 2 Grandir de sept à quatorze ans / Fondation pour la recherche sociale.— Paris : Caisse Nationale des Allocations Familiales, 1977.— 187 p. — (Etudes CAF. 20).

### SOCIOLOGIE

#### C 23 - SOCIOLOGIE - ECOLE - GROUPE DE JEUNES

- 4° C 23 FRANCE. Jeunesse et Sports (Secrétariat d'Etat).— Pour une politique de la jeunesse pour relancer la politique sportive : consultation nationale. Oct. 1977 - Fev. 1978 ; synthèse des résultats.— Paris : SEJS, 1978.— 240 p.
- C 23 Les Jeunes et le premier emploi / Document préparé par Anne-Marie Métaillé et Jean-Marie Thiveaud.— Paris : Associations des Ages (Dif. par la Documentation Française), (1978).— 540 p.
- C 23 JOUSSELIN (Jean).— Enfants perdus ou éclaireurs : La contestation des jeunes dans le monde.— Paris : Flammarion, 1977.— 374 p. — (L'Histoire Vivante).



**C 3 - MOYENS DE COMMUNICATION DE MASSE**

- 4° C 33 CENTRE D'ETUDES D'OPINION.— Les Jeunes téléspectateurs de 8 à 14 ans et la télévision : Rapport de synthèse sur les enquêtes menées par le C.E.O. en Mai et Décembre 1976.— Paris : CEO, 1976.— 152 p.
- 4° C 33 FRANCE. Culture et Environnement (Ministère).— De la scène au petit écran : Analyse du public des retransmissions télévisées de spectacles de théâtre, d'opéra et de ballet / J.F. Barbier-Bouvet.— Paris : Service des Etudes et de la Recherche, Ministère de la Culture et de l'Environnement, 1977.— 69 F.
- 4° C 33 FRANCE. Premier Ministre.— Rapport annuel : Saison 1976-77 / Commission chargée d'apprécier la qualité des émissions de radio-diffusion et de télévision.— Paris : Hôtel de Clermont, 1977.— 48 F.
- 4° C 33 Institut National de l'Audiovisuel.— L'Apport culturel de la télévision.— Paris : INA Département de la Recherche Prospective, 1977.— 2 Tomes.  
1 - Le Point de vue des téléspectateurs / Joelle Perillat, Viviane Barraud, Elisabeth Morin.— 136 p.  
2 - Peinture, audiovisuel / Régine Chaniac, Thierry Kuntzel.— 60 p.
- 4° C 33 SOUCHON (Michel).— Les Emissions culturelles à la télévision française : Place, programmation, audience / Michel Souchon, Solange Poulet ; avec la collab. de Monique Saladin, Elisabeth Morin.— Paris : Institut National de l'Audio-visuel 1976.— 233 p.
- 4° C 34 CENTRE DE RESSOURCES AUDIO-VISUEL (CRAV).— Rapport d'activité Septembre 1977 : Ville nouvelle de St-Quentin-en-Yvelines.— Elancourt : Association pour la promotion des activités socio-culturelles, 1977.— 58 p.

**EDUCATION****D 15 - PEDAGOGIE. RECHERCHES PEDAGOGIQUES**

- 4° D 15 FABRIZIO (Claude).— Action culturelle et milieu scolaire : Etude préliminaire sur la création de districts culturels.— Paris : Secrétariat d'Etat à la culture, 1976.— V + 158 p.

**D 2 - PLANIFICATION DE L'EDUCATION**

- D 2 Questions-Réponses sur l'enseignement technique court.— Paris : Ed. ESF, 1978.— 196 p.— (Sciences de l'Education).
- D 2 Traité des Sciences Pédagogiques / publié sous la dir. de Maurice Debesse et Gaston Mialaret.— Paris : PUF, 1978. T 8 — Education permanente et animation socioculturelle / par P. Besnard, R. Labourie, D. Lavenu, et al.— 452 p.
- Br D 21 BOUSSARD (Isabel).— Les Institutions universitaires françaises : situation actuelle.— Paris : la Documentation Française, 1977.— 124 p. — (Notes et Etudes Documentaires).



**D 42 - METHODES D'ENSEIGNEMENT. MOYENS AUDIO-VISUELS**

- 4° D 42 BRUCHEZ (Chantal).— La Vidéo, moyen de communication et d'expression : analyse d'une expérience interclasse.— Genève : Département de l'Instruction Publique, Service de la Recherche Pédagogique, 1977.— 171 p.— (SRP. 15)

**D 5 - FORMATION PERMANENTE**

- D 5 DAUBER (Heinrich).— L'École à perpétuité.— Paris : Le Seuil, 1977.— 203 p. — (Techno-Critique 01)

**ORGANISATION DE L'ESPACE****J 1 - AMENAGEMENT DE L'ESPACE**

- J 1 BAILLY (Antoine S).— La Perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'études, leur utilisation dans la recherche urbanistique.— Paris : Centre de Recherche d'Urbanisme, 1977.— 264 p.

**J 2 - ARCHITECTURE. URBANISME**

- J 2 COLLOQUE DE MARLY. 1977.— Qualité de l'habitat : comment améliorer la qualité de l'urbanisme quotidien.— Paris : Centre de Recherche d'Urbanisme, 1978.— 207 p. (Colloque de Marly).
- J 2 COMBY (Joseph).— Mémento d'urbanisme : recueil pratique de données sur la terminologie, les concepts, les normes pratiques, l'encadrement réglementaire et les procédures.— Paris : Centre de Recherche d'Urbanisme, 1978.— 574 p.
- J 2 Prendre la ville : esquisse d'une histoire de l'urbanisme d'état : actes du colloque de St-Etienne en Devolluy. Fev. 1976.— Paris : Ed. Anthropos, 1977.— 484 p.— (Espaces et Sociétés).
- J 21 DUPUY (Gabriel).— Urbanisme et technique : chronique d'un mariage de raison.— Paris : Centre de Recherche d'Urbanisme, 1978.— 420 p.
- J 24 BAREL (Yves).— La Ville médiévale : système social, système urbain.— Grenoble : Presses Universitaires, 1977.— 700 p.

**LITTERATURE****H 53 - THEATRE. CRITIQUE**

- H 53 BECK (Julian).— La Vie du théâtre ; trad. de l'anglais par Fanette et Albert Vander.— Paris : Gallimard, 1978.— 318 p. : ill.— (Pratique du Théâtre).



SCIENCES ET TECHNIQUES

T 21 - TECHNIQUES

T 21 CAHOUR (François).— Technique et communication vidéo.— Paris : Ed. Clédor, 1978.— 97 p.— (Audiovisuel Aujourd'hui).

USUELS

4° US FRANCE, Culture et Environnement (Ministère).— Développement culturel : livres et articles parus en 1976 : répertoire bibliographique / par Geneviève Gentil, Danielle Robin et Monique Rousselle.— Paris : la Documentation Française, 1977.— 204 p.

LES DIPLOMES NON PROFESSIONNELS  
- Annuaire de centres de vacances  
- Directeur de centres de vacances  
LES DIPLOMES PROFESSIONNELS  
- Diplômes du Ministère d'Etat Jeunesse et Sports  
- le B.A.S.E.  
- le C.A.P.A.S.E.  
- le D.A.P.A.S.E.  
- Diplômes de l'Éducation Nationale  
LA FORMATION  
LES AIDES A LA FORMATION  
LE STATUT DE L'ANIMATEUR PROFESSIONNEL  
B - LES CENTRES DE FORMATION  
- Formation initiale accessible à l'issue des études secondaires  
- Formation après DEUG, DUT, DUEL  
- Formation accessible après 1 à 3 ans d'activité salariée  
- Formation accessible après 1 à 3 ans d'activité salariée d'animateur  
On peut se procurer ce document en adressant 50 F (+ 3 F de frais à l'ordre de M. l'animateur) au Service des Publications Populaires, par chèque postal ou mandat, à l'adresse suivante : Service des Publications Populaires, 75100 Paris 13e, tél. 928 49 98.

D.L. 101 (mars 1979)  
Imprimerie Copédit  
7, rue des Ardenes - 75019 Paris  
C.T.P. n° 604 AD  
Exonéré de TVA : Déclaration n° 328 du 1.09.1974



## LA FORMATION AUX CARRIERES SOCIO-EDUCATIVES

Document de l'I.N.E.P. n° XVI, 1977  
réalisé par Geneviève POUJOL et Arlette DOZOL

Le Département des Etudes, de la Recherche et de la Documentation de l'Institut National d'Education Populaire propose une 7<sup>e</sup> édition, remise à jour au 1<sup>er</sup> Mai 1978 d'un document consacré à la Formation Professionnelle des animateurs.

### SOMMAIRE

#### I - L'ANIMATION ET LES DIPLOMES

##### LES DIPLOMES NON PROFESSIONNELS

- Animateur de centres de vacances
- Directeur de centres de vacances

##### LES DIPLOMES PROFESSIONNELS

- Diplômes du Secrétariat d'Etat Jeunesse et Sports
  - . le B.A.S.E.
  - . le C.A.P.A.S.E.
  - . le D.A.P.A.S.S.E.
- Diplômes de l'Education Nationale

##### LA FORMATION

##### LES AIDES A LA FORMATION

##### LE STATUT DE L'ANIMATEUR PROFESSIONNEL

#### II - LES CENTRES DE FORMATION

- Formation initiale accessible à l'issue des études secondaires
- Formation après DEUG, DUT, DUEL
- Formation accessible après 1 à 3 ans d'activité salariée
- Formation accessible après 1 à 3 ans d'activité salariée d'animateur

*On peut se procurer ce document en adressant 20 F (+ 3 F de frais) à l'ordre de M. l'Intendant de l'Institut National d'Education Populaire, par chèque postal ou bancaire. Envoyez la commande accompagnée du chèque à :*

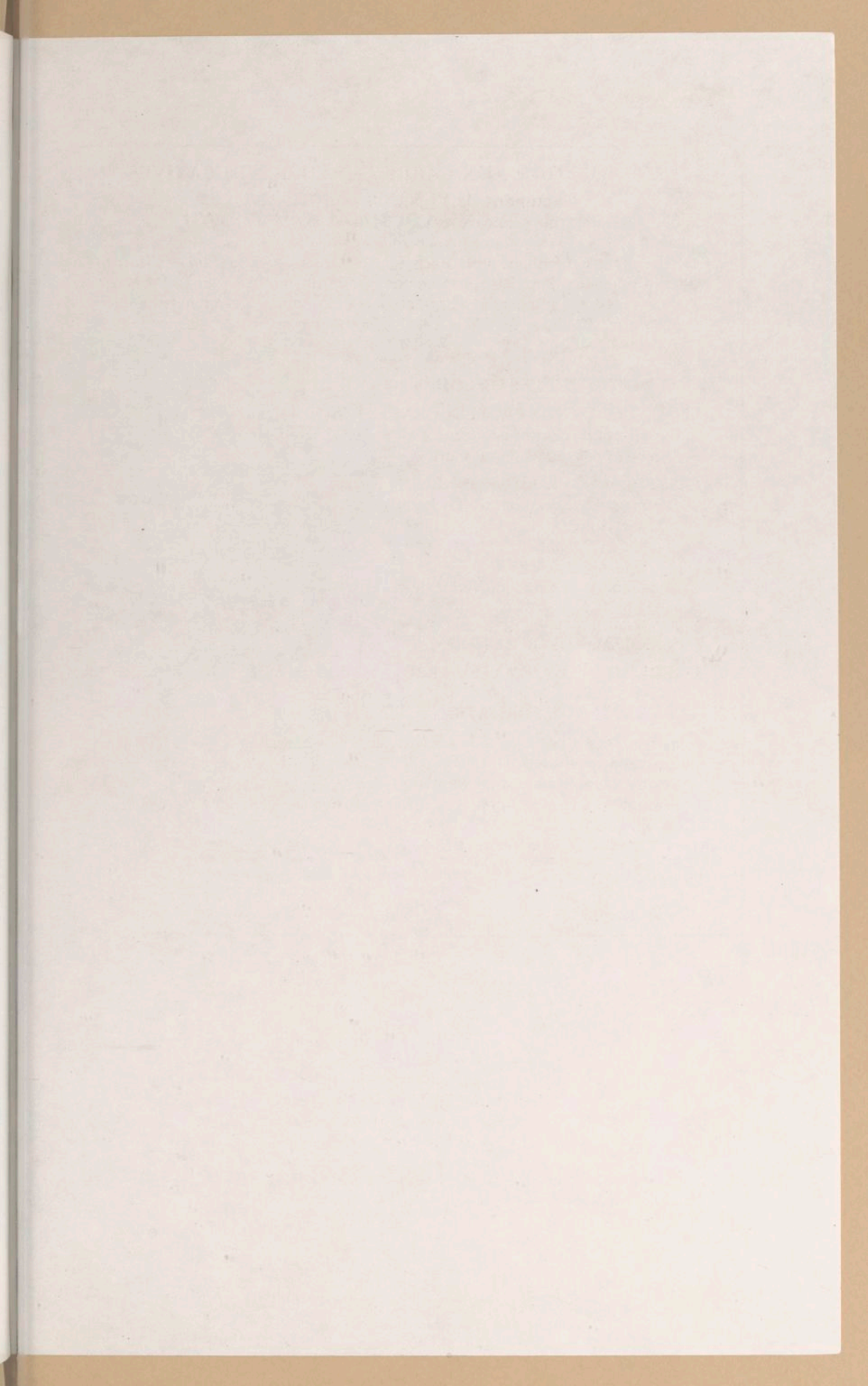
Institut National d'Education Populaire.  
Service des Publications  
78160 Marly-le-Roi  
958-49-98

D.L. 1<sup>er</sup> trimestre 1979

Imprimerie Copédith  
7, rue des Ardennes - 75019 Paris  
CPP n° 604 AD

Exonéré de TVA : Décision n° 228 du 3.09.1974







# Table des matières

<b>Renseignements, abonnements</b> . . . . .	I à X
<b>Raymond LABOURIE</b>	
De l'errance éducative à l'invention collective du loisir éducatif des adolescents . . . . .	1
<b>Gérard CLOZIER</b>	
Le loisir des adolescents : attitudes et inventions . . . . .	3
<b>Patrick GALLAUD</b>	
Les adolescents, ils ne veulent rien faire . . . . .	23
<b>Jean-Charles LAGREE</b>	
L'adolescence dans les équipements socio-culturels . . . . .	31
<b>Bertrand SACHS</b>	
A propos des adolescents... ou libres propos d'animateurs . . . . .	45
<b>Rémi DUJARDIN</b>	
Les adolescents en chiffres . . . . .	57
<b>Bertrand SACHS</b>	
Entre conformisme et mutation : les jeunes d'aujourd'hui . . . . .	67
<b>Annie OBERTI</b>	
Les jeunes et la télévision . . . . .	77
<b>Rémi DUJARDIN</b>	
Les bals en France et l'action socio-culturelle . . . . .	83
<b>Serge QUADRUPANI</b>	
Les journaux lycéens . . . . .	87
<b>Alain FOURMENT</b>	
La presse des jeunes d'hier et d'aujourd'hui . . . . .	95
<b>Patrick GALLAUD</b>	
La presse associative et la presse commerciale pour adolescents . . . . .	109
 <b>INFORMATIONS</b>	
<b>Vie associative</b> : Colloque de Lille (A.D.A.P.) — A.T.D. Quart Monde . . . . .	129
<b>Formation et animation</b> : Symposium de Lyon (Conseil de l'Europe) . . . . .	133
<b>Audio-visuel et animation</b> : L'éducation télévisuelle (Cahiers de l'Animation N° 24)	138
<b>Notes documentaires</b> : Analyses d'ouvrages et de revues — Nous avons reçu — Livres reçus en service de presse par la bibliothèque . . . . .	141

*Vente au N° à la librairie Le Divan - 37, rue Bonaparte 75006 PARIS*